

Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Valguier, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15008 7 F

JEUDI 29 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JEAN-LOUIS SAUX

Erythrée : naissance d'une nation

L'AFRIQUE compte désormais un cinquième Etat. L'Erythrée, 3,5 millions d'habitants - dont un tiers en exil à l'étranger - vient de faire une entrée en fanfare dans le concert des nations. « A compter d'aujourd'hui, l'Erythrée est un pays souverain », a affirmé le numéro un érythréen, Isayas Afewerki, mardi 27 avril, dans l'euphorie générale, à l'annonce des résultats du référendum des 23, 24 et 25 avril : 99,8 % des électeurs se sont prononcés pour l'indépendance de l'ancienne province éthiopienne.

Depuis près d'une semaine, les Erythréens chantent et dansent dans le moindre de leurs villages. Venant d'un continent où les guerres succèdent aux famines - et l'Erythrée n'a été épargnée ni par les uns ni par les autres - la nouvelle n'est pas courante. Il faut dire que l'enthousiasme est proportionnel au prix exorbitant de la victoire : trente ans de guerre (1961-1991), plusieurs dizaines de milliers de morts.

L'écoté de cette indépendance a été tel que l'unité de la population ne constitue en rien une surprise. Plus que la colonisation italienne (1890-1941), qui avait défini l'Erythrée comme entité politique indépendante de l'Éthiopie, la guerre contre les troupes de l'empereur Haïlé Sélassié, puis contre celles de Mengistu Haïlé Maryam, a forgé une nation, un peuple composite - mi-chrétien, mi-musulman, la population est constituée de neuf ethnies.

Depuis la prise d'Asmara, la capitale, en mai 1991, par les maquisards du Front patriotique de libération de l'Erythrée (FPL), l'indépendance était acquise. Restait à la proclamer à la face du monde. La communauté internationale, placée devant le fait accompli, n'avait plus qu'à entériner la situation.

A la voix des masses, la radio nationale érythréenne, s'est empressée d'annoncer, mardi, que l'Egypte, les Etats-Unis, l'Italie et le Soudan avaient déjà reconnu l'indépendance. L'élite internationale étant indispensable à la reconstruction du pays, les Erythréens sont manifestement avides de reconnaissance. Nul doute qu'ils n'obtiennent satisfaction, les récentes soulèvements par la remise en cause des frontières ayant été balayées par la communauté internationale.

Pour la première fois, le principe de l'intangibilité des frontières africaines est mis en cause. A ceux qui invoqueraient ce précédent pour revendiquer la création d'un Etat, un argument imparable est d'ores et déjà opposé : l'Erythrée, telle qu'elle est définie, correspond à l'entité créée par la colonisation italienne. Ce sont les frontières héritées de la colonisation que l'on retrouve : nulle part ailleurs, sur le continent, un cas similaire ne pourrait être invoqué.

Qui plus est, l'indépendance érythréenne résulte d'une séparation à l'amiable. D'ailleurs, une partie de la communauté de biens demeure. Faut-il dire que le pays n'a pas encore créé sa propre monnaie. Et elle n'envisage de la faire que s'il s'avère impossible de créer une monnaie commune à l'Éthiopie et à l'Erythrée. Formellement, cette dernière se proclamera souveraine le 24 mai prochain, date anniversaire de la victoire. Mais les deux pays sur le plan économique et humain ne sont pas prêts de disparaître.

M0147 - 0429 0 - 7 00 F



En dépit des nouvelles sanctions

Les Serbes poursuivent leurs projets de conquête

Alors que les nouvelles sanctions contre la Yougoslavie entraient en vigueur mardi 27 avril, les Serbes ont lancé plusieurs attaques en Bosnie, dans la région de Bihać, où sont stationnés des « casques bleus » français et aux abords de Srebrenica. Les Occidentaux, qui se sont félicités de la mise en garde adressée mardi aux Serbes par M. Eitsine, hésitent toujours sur le recours à de nouvelles mesures de rétorsion.

ZAGREB

de notre correspondant

Deux heures avant l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions contre Belgrade, mardi 27 avril au matin, les Serbes de Bosnie et de Croatie ont sans doute voulu montrer qu'il fallait prendre au sérieux les menaces qu'ils opposent aux nouvelles sanctions internationales. Pen avant l'aube, mardi matin, près de cent cinquante soldats des forces serbes de Croatie (celles de la « République » autoproclamée de Krajina), appuyés par une dizaine de chars et de l'artillerie, ont franchi la frontière avec la Bosnie. Venant « faire le travail » pour leurs « frères serbes » bosniaques, ils ont attaqué l'enclave de Bihać, le dernier réduit musulman en Bosnie occidentale, encerclé à l'est, depuis mai 1992, par les Serbes

bosniaques, edossés à l'ouest aux zones serbes de Croatie très théoriquement « protégées » et « démilitarisées » par l'ONU.

Selon des sources militaires des unités françaises de l'ONU basées près de Bihać, contactées par téléphone, l'offensive contre le nord de la poche musulmane (qui abrite près de 300 000 personnes) est « limitée » et n'a fait « que » trois morts et trente blessés répertoriés dans la journée de mardi. Selon le FORPRONU basée à Zagreb, les forces serbes ont cependant effectué une percée de 6 kilomètres au nord de l'enclave, prenant trois villages (Gradiņa, Busaci et Radici), et en bombardant deux autres.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 3 ainsi que les articles de JAN KRAUZE et de SYLVIE KAUFFMANN

Hausse prochaine de la CSG

Le gouvernement a arrêté son choix pour combler les déficits sociaux : il va recourir à une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) et à une hausse des recettes de poche (tabac, alcool, essence).

Intervenant devant la commission des finances du Sénat, mardi 27 avril, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a estimé que pour combler les déficits sociaux la pire solution, dans la « hiérarchie du détestable », serait de relever le taux des cotisations sociales puis d'augmenter la TVA.

Après bien des hésitations, le gouvernement va donc majorer la CSG - un point rapportant 38 milliards de francs - et augmenter les recettes de poche, comme les taxes sur les produits pétroliers, dont la hausse représentera une ponction d'une douzaine de milliards de francs.

Le gouvernement a pris cette décision malgré l'inconvénient que vont représenter ces prélèvements sur le pouvoir d'achat des Français.

Lire page 15

l'article d'ALAIN VERNHOLLES

Paroles de jeunes contre le sida

Longtemps simples destinataires des messages de prévention, lycéens et étudiants prennent désormais l'initiative contre la maladie

Ce sont deux grands classeurs blancs, posés sur une table noire. A l'intérieur, de sages fiches de plastique. Chacune contient un projet de film sur la thème du sida, rédigé par un jeune de moins de vingt ans. Certains scénarios sont écrits d'une main malhabile, d'autres, très professionnels, tapés sur ordinateur, comportent la description de chaque plan. Tous révalent les peurs et les engouffres d'une génération confrontée au sida, mais aussi sa capacité de réaction, d'humour et de dérision face à cette maladie qui, les multiples initiatives prises et la le prouvent, la concerne au premier chef.

Plus de deux cents scripts ont déjà été reçus par la Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS). Beaucoup sont encore attendus d'ici à la fin du mois de mai, date de clôture du concours « 3 000 scénarios contre un virus » (1).

Dracula est le héros d'une bonne dizaine de scripts. Drapé dans sa cape noire, le

célebre vampire observe d'un air gourmand une jeune fille endormie. Il s'approche à pas de loup, ouvre une large bouche. L'innocente ouvre un œil, prononce le mot sida. Tombe du ciel un préservatif. Puis une seringue. Le personnage inventé par Bram Stoker paraît fort démuné. Mais un ange veille, et lui fait parvenir deux fausses canines. Pour que la morale soit sauve, la blonde s'enfuit à toutes jambes.

Parmi les scénarios, il y a aussi le désespoir du malade, la solitude du séropositif, la grande roue du hasard qui peut s'arrêter sur le cas du virus, la difficulté de parler du préservatif à l'être aimé, ou, plus compliqué encore, aux parents.

MICHELLE AULAGNON

Lire la suite dans « Le Monde Education-Campus » page 13

(1) Le concours lancé par le CRIPS donne lieu au tournage de trente courts métrages parmi les scénarios gagnants.

Mme Veil engage le débat sur la ville, M. Chirac définit sa stratégie présidentielle

Mêmes maux, mêmes remèdes

par Philippe Bernard

Il n'y aura pas d'avant et d'après avril 1993 en matière de politique de la ville. En lever de rideau de la nouvelle législature, les députés ont offert le spectacle surprenant de l'harmonie et de la continuité dans un domaine des plus controversés et des plus fantasmatiques, ces banlieues où vivent des millions de Français et qui révèlent les maux de la société tout entière. Ni anathème à l'égard de l'action des gouvernements passés, ni enthousiasme débordant pour le futur. La droite a entonné un discours que la gauche croyait de gauche. Comme si la gravité et l'énormité des défis à relever imposaient retenue, modestie et union nationale. « Ce sont les principes mêmes de l'Etat républicain qui

sont en jeu », a averti le premier ministre. A ceux qui redoutaient amalgames xénophobes et dérapages sécuritaires, les premiers orateurs du débat d'orientation sur la ville ont répondu par un refus de la polémique et une sérénité frisant la platitude. S'il n'ont pas débordé de leur sujet, ils n'ont guère livré d'idées bien nouvelles. Honnêtement, M^{me} Veil a fait remonter à 1978 (et non à 1981) les premières violences dans les cités et rendit hommage aux pionniers socialistes de la politique de la ville, M.M. Schwartz, Dubedout et Bonemaïson, oubliant au passage le CDS Jacques Barrot, inventeur, dès 1977, des programmes Habitat et vie sociale.

Lire la suite et l'article de JEAN-LOUIS SAUX et SYLVIA ZAPPA, page 8



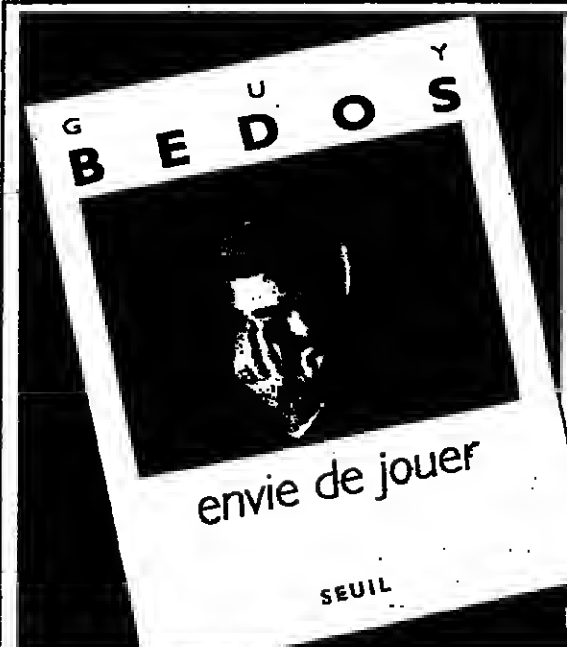
Lire l'article d'OLIVIER BIFFAUD sur le conseil national du RPR et celui de THIERRY BRÉHIER, page 9

ARTS • SPECTACLES

Jacques Rivette tourne « Jeanne la Pucelle »

Après Dreyer, Brezson, Rossellini, Fleming, Preminger, Jacques Rivette, le réalisateur de la Religieuse et de la Belle Noiseuse, est à son tour séduit, passionné par Jeanne d'Arc. Qu'il s'agit de la gloire à la mort, en deux films distincts, les Batailles et les Solitudes, tournés simultanément, sur un scénario coécrit par Pascal Bonitzer et Christina Laurent. Pour ces films, une interprète exceptionnelle, éblouissante, inspirée : Sandrine Bonnaire.

Lire l'article de JEAN-MICHEL FRODON, dans le supplément Arts et Spectacles, pages 25 à 34



Trente-deux ans de ma vie et de mon métier, où défilent, en une ronde tendre et nostalgique, mes partenaires ou interprètes d'hier et d'aujourd'hui : Jean-Pierre Marielle, Maria Pacôme, Monica Vitti, Simone Signoret, Jean-Paul Belmondo... Et Sophie Daumier. Et Muriel Robin.

Je les ai tous aimés. Je les aime et je les aimerai toujours. Ce livre leur est dédié.

EDITIONS DU SEUIL

Assouplissement israélien aux négociations sur le Proche-Orient

A la reprise des négociations de paix à Washington, mardi 27 avril, les Israéliens se sont abstenus d'annoncer une mesure immédiate d'apaisement qu'attendaient les Palestiniens. Mais ils ont fait connaître un assouplissement de leur position sur le fond de la discussion : l'avenir des territoires occupés.

Lire page 4 l'article de MOUANA NAÏM ainsi que la fin de notre série « Israël face au péril vert » de PATRICE CLAUDE, page 5

La SNCF réduit ses frais de fonctionnement

Confrontés à une chute du trafic qui aggrave son déficit, la SNCF a annoncé, mercredi 28 avril, une réduction de ses frais de fonctionnement. Cela au moment où les ratés de son nouveau système de réservation informatisé Socrate l'obligent à s'interroger sur la cohérence de sa stratégie commerciale.

Lire page 16 l'article d'ALAIN FAUJAS

Trois nouveaux partenaires pour Total

Serge Tot... ident de Total... de trois nouveaux partenaires dans le capital de Total : la Cogema, la Lyonnaise des eaux-Dumex et la Société générale. La compagnie pétrolière an espère des gains tant financiers qu'industriels.

page 15

Le sommaire complet se trouve page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 950 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 FR ; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

هنا من الأخبار

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

La communauté internationale hésite sur les mesures qui pourraient suivre le blocus contre la Serbie

Au lendemain de l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions économiques contre la Serbie, les Occidentaux et la Russie réfléchissent et se concertent au sujet des autres mesures de rétorsion qui pourraient être envisagées pour faire entendre raison aux Serbes de Bosnie.

Le président américain en a débattu mardi 27 avril pendant plus de deux heures avec une vingtaine de dirigeants du Congrès, mais n'a pas encore pris sa décision. Cette décision, attendue dans les prochains jours, ne fera d'ailleurs pas forcément l'objet d'une annonce publique, a indiqué un des porte-parole de la Maison Blanche. « Il y a eu beaucoup de discussions, sur les avantages et les inconvénients de presque toutes les options », a déclaré à la presse à sa sortie de la Maison Blanche Robert Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat. « Le seul véritable consensus, (...) c'est que nous n'allons pas envoyer de troupes terrestres », a-t-il déclaré, en se prononçant personnellement en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes au profit des musulmans (une « option » que refusent les Européens). M. Dole a estimé qu'une résolution sur ce point recueillerait sans doute l'approbation du Sénat, mais

a déclaré avoir des doutes en ce qui concerne la position de la Chambre des représentants.

Le leader de la majorité démocrate du Sénat, George Mitchell, a rappelé pour sa part que M. Clinton était « en consultation constante avec les alliés européens » et que toute action entreprise serait multilatérale.

Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a de son côté de nouveau exposé les difficultés d'une intervention militaire. « Je suis personnellement prêt à voir les Etats-Unis recourir à la force non seulement en Bosnie mais partout dans le monde », a-t-il déclaré au Sénat, mais quelques conditions très sévères doivent être remplies. « Tout d'abord, l'objectif visé doit pouvoir être expliqué de façon claire et compréhensible au peuple américain ». Ensuite, il doit exister « une forte probabilité que cette utilisation de la force soit un succès ». Troisièmement, les Etats-Unis doivent savoir ce qu'ils feront pour « sortir d'une telle situation », et enfin, l'action entreprise doit avoir « le soutien du peuple américain ».

Plusieurs des critères évoqués par M. Christopher sont aussi parmi ceux retenus par le Pentagone. « Frapper des chars disséminés dans le désert est une

chose, frapper des pièces d'artillerie cachées à côté de granges, d'écoles et de centres municipaux est une autre chose », a déclaré mardi l'amiral David Jeremiah, numéro deux de l'état-major interarmes. Même prise en compte à Bruxelles où les chefs d'état-major des pays membres de l'OTAN (sauf la France) étaient réunis mardi. « Pour l'amour de Dieu, définissez vos objectifs, c'est le premier principe de la guerre », a déclaré le maréchal Richard Vincent, président du comité militaire de l'OTAN. Il a indiqué que le comité ne pouvait de toute façon « lancer dans aucune planification préliminaire avant que la décision ne soit prise par l'ONU et les instances politiques de l'Alliance ».

« Tester la bonne foi de M. Milosevic »

L'un des présidents de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen, qui s'est entretenu mardi à Paris avec MM. Balladur et Juppé, a insisté sur l'élément nouveau que constitue à ses yeux la récente prise de position des dirigeants de Belgrade (MM. Milosevic et Cosic) appelant les Serbes de Bosnie à reconsidérer leur refus du plan de paix. Il faut, estime-t-il, que Slobodan Milosevic fasse de réelles

pressions sur les Serbes bosniaques. Dans le même sens, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a déclaré qu'il fallait « donner une chance à la politique des sanctions et tester la bonne foi du président Milosevic dans les jours à venir ».

David Owen a souligné qu'il ne fallait pas recourir « précipitamment » aux raids aériens, qui ont la faveur des Américains, contre les forces serbes. « Recourir à l'action militaire trop rapidement et vous mettez gravement en danger toute l'opération humanitaire », a-t-il dit. « Je ne pense pas qu'il soit possible pour les Américains d'agir par la voie aérienne tandis que les Européens agiraient par la voie terrestre », a déclaré David Owen. « Je pense qu'il serait extrêmement important que les Etats-Unis contribuent aux opérations terrestres pour escorter des convois avec des « casques bleus » dans le cadre de l'effort humanitaire de la FORPRONU ».

Enfin des diplomates occidentaux en poste à l'ONU ont évoqué l'idée de créer plusieurs « zones protégées » en Bosnie, où l'action humanitaire se poursuivrait et où les « casques bleus » pourraient être regroupés. (AFP, Reuters)

La poursuite des projets de conquête

Suite de la première page

Deux heures avant l'entrée en Le général Lars-Eric Wahlgren, commandant de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, a ordonné à ses troupes de « prévenir toute violation des droits de l'homme » dans cette enclave, où s'entassaient, sur un territoire de quelque 50 kilomètres de long sur 40 kilomètres de large, des dizaines de milliers de réfugiés musulmans victimes de la « purification ethnique » en Bosnie occidentale sous contrôle serbe.

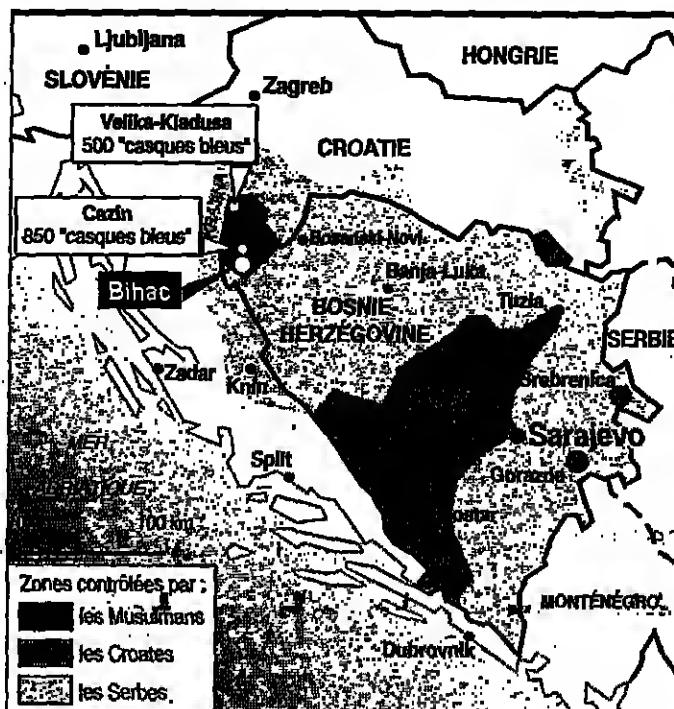
Ce sont des troupes françaises (1 350 hommes au total), qui, sont chargées, dans cette enclave, de protéger l'acheminement de l'aide humanitaire aux assiégés. Ces troupes sont les mêmes armées de toutes les forces de l'ONU en Bosnie, avec près de 850 hommes d'un bataillon d'infanterie basés à Cazini, à 25 kilomètres au nord de Bihać, appuyés par 115 blindés, dont des chars légers Sapin (avec des canons de 90) et des blindés VAB (canons de 20) et aussi des missiles antichars Milan et des mortiers de 81. Le régiment logistique français, de quelque 300 hommes, est stationné à la frontière croato-bosniaque, à Velika-Kladusa, à 35 kilomètres au nord de Cazini (à 60 kilomètres au nord de Bihać).

La présence dissuasive des troupes françaises

Alors que les radios amateurs musulmans ont fait état d'attaques massives à l'artillerie sur Bihać, ces sources militaires ont démenti tout bombardement, tout du moins sur

la ville, qui abrite près de 60 000 habitants. Les informations sur la situation militaire semblaient pour le moins contradictoires selon les sources occidentales interrogées. Selon leur nationalité, celles-ci apportent parfois, en minimisant ou en exagérant, de l'eau au moulin des positions « pro » ou « anti-intervention ». Les Serbes paraissent en tout cas avoir réussi, à l'heure de l'application des nouvelles sanctions, à démontrer par la force qu'ils détenaient en otages des dizaines de milliers de musulmans. Le message semblait d'autant plus clair que, selon Radio-Sarajevo, des forces serbes (venant notamment de Srebrenica « protégée » par des forces de l'ONU) auraient aussi attaqué Gorazde, l'une des dernières enclaves musulmanes, avec Zepa, à résister en Bosnie orientale, y tuant dix civils selon cette source.

Après avoir proclamé, samedi 24 avril à Bosanski Novi, au bord de l'Una, l'unification de leurs « Parlements » en une « Assemblée populaire » commune, les Serbes de Bosnie et de Croatie illustrent donc sur le terrain leur détermination politique à réaliser la Grande Serbie. « Si les sanctions sont appliquées, nous ferons l'unification dans les trois jours. Si l'Europe veut la guerre, elle l'aura », nous avait expliqué, à Bosanski Novi, M. Martinovic, conseiller politique à la présidence de la République serbe de Krajina. Comme dans le cas de Srebrenica, l'agence Tanjug a présenté les affrontements comme une « attaque musulmane » à laquelle les forces serbes ont



« riposté », infligeant de « lourdes pertes » à l'ennemi.

Même si la prise de Bihać, qui abrite un important noyau ferroviaire (permettant de relier Banja-Luka à Kalin, capitales des Serbes de Bosnie et de ceux de Croatie), serait un avantage stratégique, les experts militaires doutent que les forces serbes puissent rapidement venir à bout des quelque 300 000 habitants de l'enclave et de ses 10 000 à 20 000 combattants. Ceux-ci ne disposeraient que de « conteneurs de cuisine contre des tanks » : un Kalachnikov pour deux ou trois hommes, « deux canons rouillés » et quelques vieux

blindés immobilisés, selon des sources militaires occidentales. Mais la puissance précoce des militaires français est dissuasive.

Plus discrètement, la bataille essentielle s'est poursuivie mardi autour du corridor serbe du nord de la Bosnie. Un « corridor ombilical » économique et militaire entre les « peup.» serbes qui permet de relier Belgrade à Kalin (en Croatie), via Banja-Luka (en Bosnie), et que les Serbes ont voulu pas lâcher, contrairement à ce que leur demandait le plan Vance-Owen et malgré les pressions internationales.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

M. Eltsine proclame sa volonté d'agir de concert avec les Occidentaux

MOSCOU

de notre correspondant

« La Russie ne protégera pas ceux qui s'opposent à la communauté internationale », Boris Eltsine a adressé mardi 27 avril ce qui ressemble à une ferme mise en garde aux « nationalistes serbes et à tous les autres participants au conflit qui misent sur la force ». Le président russe rappelle que dans une précédente déclaration, en date du 9 mars, il avait averti que « toute partie qui n'accepterait pas le plan Vance-Owen dans son principe prendrait sur elle une lourde responsabilité ». Le plan ayant été rejeté par les Serbes de Bosnie, la nouvelle déclaration de M. Eltsine, aussitôt saluée par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, est donc logique. Il se trouve cependant qu'elle est publiée deux jours après le référendum russe, et il est tentant d'en conclure que M. Eltsine, conforté par son succès face aux « conservateurs », a considéré qu'il pouvait désormais sans risque se rapprocher de la position occidentale.

Le texte de M. Eltsine reste cependant très prudent. En dépit de sa fermeté de ton, il reprend les diverses propositions émises récemment par Moscou et qui pour l'essentiel témoignent d'un désir de gagner du temps : rencontrer des ministres des affaires étrangères des membres du conseil de sécurité « dans la zone du conflit », (André Kozyrev, le ministre russe, avait parlé à un moment de Srebrenica ou de Sarajevo), mise en place d'observateurs sur les « points chauds » et les frontières, nouvelle convocation de la conférence de Londres, etc.

C'est au terme de cette longue énumération que M. Eltsine indique qu'il est temps de prendre des mesures décisives pour mettre un terme au conflit. Ce qui peut se comprendre comme un appel à accepter l'une de ces suggestions — généralement considérées comme dilatoires —, aussi bien que comme une invite à aller au-delà.

M. Eltsine insiste en tous cas sur ce point : « Dans les circonstances présentes, il est particulièrement nécessaire [de maintenir] l'unité tous les membres permanents du Conseil de sécurité, de la Communauté européenne, de tous les Etats épousés de paix et des organisations internationales ». La Russie veut, sur la question yougoslave, participer au « concert des actions ». Mais elle signale aussi que les pays occidentaux ne doivent pas s'engager sur une voie où elle ne pourrait ou ne voudrait pas les suivre. Le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la Cst, avait récemment dénoncé dans la Pravda comme une « absurdité » l'idée d'une participation russe à une action de l'OTAN sur le terrain. Deux jours avant M. Eltsine, le ministre André Kozyrev avait lui aussi souligné qu'il importait « de rester ensemble et de ne rien faire de façon unilatérale ».

La déclaration du président russe est donc suffisamment ambiguë pour que les Occidentaux puissent l'interpréter à leur convenance. En considérant que la Russie, quoi qu'il arrive, sera contrainte de suivre le mouvement. Ou en continuant à avancer « l'alibi » russe comme une raison supplémentaire de temporiser.

JAN KRAUZE

John Major réaffirme que le traité de Maastricht ne pourrait s'appliquer en cas de « non » danois

Le premier ministre britannique John Major a réaffirmé mardi 27 avril aux Communautés que le traité de Maastricht sur l'Union européenne ne pourrait pas entrer en vigueur en cas de vote négatif des Danois lors de leur deuxième référendum sur ce sujet le 18 mai.

M. Major répondait ainsi aux commentaires de presse attribuant le point de vue contraire au secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd. Ce dernier avait déclaré dimanche : « Je ne dis pas que nous ne partici-

rons pas à quelque arrangement ultérieur en cas de nouveau « non » danois au référendum ». « De toute évidence, nous ne pouvons pas dire que nous ne signerions aucun traité européen », avait-il ajouté.

M. Major a assuré que la position britannique n'avait pas évolué sur cette question et que M. Hurd n'avait « rien dit de nouveau ». Selon le premier ministre, M. Hurd a souligné quatre points. « Un : nous ne nous attendons pas que les Danois votent « non ». Deux : s'ils le faisaient, le traité de Maastricht ne pourrait pas entrer en vigueur parce qu'il nécessite la ratification des douze Etats membres. Trois : la procédure législative de ratification du traité ne pourrait pas continuer en Grande-Bretagne. Quatre : la Communauté européenne, ses douze membres, devraient entreprendre des consultations urgentes pour décider de la marche à suivre après cela. » (AFP)

Un diplomate allemand à la tête de la CSE. Le diplomate allemand Wilhelm Hoyerck a été nommé mardi 27 avril secrétaire général de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSE). Actuellement ambassadeur de son pays auprès de la CSE, il prendra son poste à Vienne le 15 mai. Il sera le premier secrétaire général permanent de la CSE, à laquelle appartiennent tous les Etats européens, les Etats-Unis et le Canada. (Reuters)

Huit Albanais tués par les forces yougoslaves à la frontière

Tirana confronté à l'hypothèque serbe

Au moins huit jeunes Albanais ont été tués entre dimanche 25 et mardi 27 avril par des gardes-frontières alors qu'ils avaient pénétré de cant à trois cents mètres, à pied, en territoire serbe, a annoncé le ministère de l'Intérieur à Tirana.

La mort d'au moins huit jeunes Albanais — peut-être dix, selon des informations non confirmées de source officielle — tués par les gardes-frontières yougoslaves, alors que le pape Jean Paul II quittait à peine l'Albanie, d'où il venait de lancer un message de paix, illustre de manière dramatique l'hypothèque qui pèse sur les autorités de Tirana, lourdement handicapées par la situation explosive du Kosovo au nord et les incertitudes macédoniennes à l'est.

« Ce geste barbare, a déclaré mercredi 28 avril le porte-parole du président de la République, Gene Pollo qui y voit aussi une « tentative d'intimidation », — montre que la Yougoslavie ne respecte aucun accord international ». La télévision albanaise a montré mardi des images des corps criblés de balles de ces jeunes gens qui, vraisemblablement plus intéressés

par le vol de bétail ou la contrebande de cigarettes que par l'agitation politico-militaire du peuple kosovar, ont de toute évidence été tirés comme des lapins par les gardes serbes dans cette zone montagneuse où la frontière n'est pas toujours signalisée.

Le président Sali Berisha avait, dimanche soir, profité de la visite pontificale pour tirer une fois de plus le signal d'alarme sur les dessein expansionnistes de Slobodan Milosevic. « Belgrade, a-t-il averti, attend le moment pour lancer un massacre de masse afin d'appliquer sa politique de purification ethnique et le détachement (des Albanais du Kosovo), donnant le coup d'envoi d'une guerre balkanique ».

L'approche réaliste

L'Albanie serait en effet la première victime d'une éventuelle réalisation du scénario catastrophique, celui de l'extension de la violence au Kosovo, dont 90 % de la population, de souche albanaise, souffre quotidiennement des violations des droits de l'homme par le pouvoir serbe, et à la Macédoine, dont à peu près la tiers des habitants est également de souche albanaise. « L'Albanie veut éviter le

conflit, dit M. Berisha. Mais nous ne pouvons permettre la purification ethnique contre les Albanais sur leurs territoires ».

Le président Berisha a jusqu'ici joué « l'approche réaliste », assumant l'ao dernier, au moins dans la formulation, l'attitude de Tirana à l'égard des revendications des Albanais du Kosovo vis-à-vis de Belgrade et reconnaissant officiellement, lundi 26 avril, la République de Macédoine, alors que, un mois plus tôt, il nous déclarait que cette reconnaissance « dépendait de l'amélioration de la situation » de la minorité albanaise en Macédoine.

Il a été conforté dans cette voie par la relative passivité des Albanais d'Albanie, plus préoccupés par leur propre survie que par les discriminations infligées à leurs frères du Kosovo ou de Macédoine.

Sociaux d'acquiescer le soutien de l'opinion publique occidentale au moment où « la communauté internationale montrait tant de faiblesse », selon les termes de M. Berisha, le pouvoir albanaise avait organisé, en mars, un voyage de presse dans le nord du pays, à la frontière yougoslave, pour montrer précisément que, contrairement à Belgrade, Tirana ne procé-

dait à aucune militarisation de cette zone. Il suffit d'ailleurs de voir l'état de délabrement des casernes albanaises pour comprendre qu'elle n'a guère de chances de rivaliser avec l'arsenal serbe.

Délabrement des casernes

Mais, preuve de la très haute sensibilité du sujet à Tirana, le rédacteur en chef du journal d'opposition Koha Jone, Aleksander Frangji, se trouve toujours assigné à résidence un mois après avoir écrit qu'il avait été observé vers le nord de l'Albanie des le départ de ce groupe de journalistes.

Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, est venu en mars apporter un soutien appuyé aux autorités de Tirana en forme d'avertissement à Belgrade, et les dirigeants turcs, engagés dans une étroite coopération avec l'Albanie, ont aussi promis leur soutien. Mais nul ne peut prédire aujourd'hui comment réagiraient l'Albanie et les Albanais en cas d'embarquement à leurs portes.

SYLVIE KAUFFMANN

Paris, ses banlieues et son maire

EUROPE

ITALIE : un premier pas vers une mise en jugement

Une commission du Sénat propose la levée de l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti

L'ancien président du conseil italien Giulio Andreotti a perdu une première bataille. Accusé par les juges de Palerme de « collusion avec la Mafia », il n'a pu empêcher la commission compétente du Sénat de proposer la levée de son immunité parlementaire. Si l'assemblée plénière des sénateurs confirme, la semaine prochaine, cette décision, il devra s'expliquer devant un tribunal.

ROME

de notre correspondant

Le sénateur à vie, Giulio Andreotti, a fait, mardi 27 avril, un premier pas important vers le tribunal. L'Italie en a peut-être fait un, elle aussi, mais symbolique et vers le changement. En début d'après-midi, après deux heures de réunion intense et plusieurs semaines de débats, la commission du Sénat chargée de se prononcer sur le dossier a décidé par dix voix favorables, une contre et dix abstentions (dont celle des sénateurs démocrates-chrétiens) de donner son feu vert à la levée de l'immunité parlementaire de celui qui fut sept fois président du conseil, et dont la longue carrière s'est souvent confondue avec l'histoire de la première République italienne.

Plus d'une vingtaine de fois déjà, M. Andreotti — « l'intouchable », « Befehshaber » pour les caricaturistes — avait fait l'objet de tentatives d'enquête, toutes classées sans suite. En ce sens, peut-être les temps ont-ils changé, à moins que le pays ne se sente plus prêt pour affronter la vérité. A cet égard, la séance à la Chambre des députés, jeudi, qui devait débattre en dernier recours de la levée de l'immunité parlementaire de Bettino Craxi, ex-secrétaire du PSI, et ancien « intouchable » lui aussi, accusé de corruption et de violation de la loi sur le financement des partis, sera un premier test.

Dans le cas de M. Andreotti, ce sera au Sénat dans son ensemble

d'en débattre et de trancher, sans doute assez vite, peut-être même dès le 6 mai, choisissant d'envoyer, ou non, le sénateur à vie devant les tribunaux pour répondre de l'accusation la plus grave et la plus folle à la fois : association de type mafieux. Accusation très lourde, non dépourvue d'ailleurs de contradictions ou d'incohérences dans le récit, mais portée par près d'une dizaine de « repentis » de la Mafia, dont les plus fiables jusqu'ici, comme Tommaso Buscetta qui « collabore » depuis 1984, ou Francesco Marino Mannoia, l'ex-chimiste de génie du trafic de l'héroïne, « repentis » depuis 1989, ou encore par cette recrue toute fraîche, ce Baldassare Di Maggio, ex-châuffeur du « boss » Totò Riina, qu'il a contribué à faire arrêter, et qui a raconté l'épisode le plus incroyable, celui du « baiser » rituel entre Riina et Andreotti, dans un discret appartement sicilien.

« Je n'ai pas peur de la vérité »

A la sortie de la séance, le président de la commission, Giovanni Pellegrino (PDS), expliquant les raisons de ce vote, déclarait : « C'est une décision de bon sens. Le pays a besoin de sérénité, et non de se partager en parti de l'innocence et parti de la culpabilité. Nous espérons que cela permettra à M. Andreotti de faire la lumière totale sur son cas. » Le principal intéressé, lui, fermement touché, semble-t-il, avant d'aller s'enfermer chez lui en famille, faisait part de son incompréhension et de son amertume : « Il y a quelque chose d'effrayant dans toute cette incohérence. C'est qu'un de mes collègues sénateurs, ancien de mes ennemis n'a clairement affirmé tenir pour authentiques les soi-disant preuves apportées, y compris les plus ridicules comme ce « baiser » ou la transformation d'un office religieux en rencontre mafieuse. » (Le Monde du 22 avril). Et M. Andreotti, qui a par ailleurs dénoncé une nouvelle fois « les pressions et les machinations » dont il est l'objet, de conclure : « S'ils veulent faire mon procès, au moins

qu'ils le fassent très vite. Je n'ai pas peur de la vérité et je ferai tout pour démentir cette mascarade. »

L'ex-président du Conseil, qui dimanche dernier a été l'objet de longs applaudissements à l'égard de sa démission, est en tout cas devenu, au fil des jours, une espèce de héros pervers ou persécuté, selon les cas, de roman noir populaire qui, en ces temps de grisaille politique, déchaîne passions et curiosités, y compris les plus morbides. Sa rumeur, « Bloco-notas », tenue avec l'humour acéré dont il ne s'est jamais départi, dans le magazine *L'Europeo* n'a jamais été aussi suivie, et citée. Cette semaine, on peut y lire le récit de « l'explosion de colère intérieure » qui l'a secoué lorsqu'il a appris les premières « attaques indiennes » portées contre lui, il y a un mois, ainsi que la réflexion qu'il en a immédiatement tirée : « La paranoïa a été mise, non au bureau des accusés, mais sur la chaise électrique ! Est-ce de moi, ou du système tout entier que l'on cherche à se débarrasser ? Conclusion : j'ai appris que l'homme ne peut vivre seulement de politique. Dans le passé, quel qu'un m'a demandé le secret de ma grande capacité de travail. J'ai répondu quatre heures de sommeil profond réparateur. Aujourd'hui ce n'est plus le cas : j'ai perdu le sommeil. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ Mario Segni refuse un portefeuille. — Chargé lundi 26 avril de former un gouvernement, Carlo Azeglio Ciampi s'est vu, mardi, un refus de participer au gouvernement de Mario Segni, ex-démocrate chrétien et instigateur des référendums victorieux du 18 avril. Favori de l'opinion pour diriger un gouvernement transitoire conduisant l'Italie à des élections législatives anticipées, Mario Segni n'avait pu obtenir ce poste du président Oscar Luigi Scalfaro en raison de l'hostilité de la Démocratie chrétienne. — (Reuters)

RUSSIE : Les suites du référendum du 25 avril

La bataille entre Boris Eltsine et le Congrès va maintenant tourner autour de la nouvelle Constitution

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Contrairement à son habitude et à son tempérament, Boris Eltsine semble prendre tout son temps pour tirer les conséquences du référendum du dimanche 25 avril. Mise à part, en effet, une déclaration sur l'ex-Yougoslavie (voir page 3), le président russe n'a encore rien dit qui puisse laisser entrevoir la stratégie qu'il compte désormais appliquer pour poursuivre la transformation des structures politiques et économiques du pays. Fort du soutien, honorable, qu'il a reçu de l'électorat, le chef de l'Etat doit maintenant décider de sa politique par rapport à un Congrès qui a, certes, subi une défaite incontestable, mais est loin d'avoir été mis hors de combat.

Pour le moment, c'est dans l'entourage du président que l'on s'agit le plus. D'un côté, les « durs », comme Gennadi Bourboulis, qui souhaitent une épuration de force directe avec le Congrès, et les responsables de plusieurs mouvements réformateurs qui appellent ouvertement à des « purges » ; d'autre

des ministres les plus conservateurs, mise à l'écart du gouvernement de la Banque centrale.

De l'autre, des hommes plus modérés, comme le vice-premier ministre Sergueï Chakhrat, croient encore possible une collaboration avec le Congrès et appellent celui-ci à tirer les conséquences du vote de dimanche. En annulant, par exemple, toutes les décisions prises ces derniers mois et visant à ralentir ou à contrecarrer les réformes économiques en cours.

Le silence des « centristes »

Même M. Chakhrat considère toutefois que la Congrès a désormais perdu toute légitimité au point de ne plus être habilité à adopter une nouvelle Constitution. Or, c'est sur ce terrain que la bataille va maintenant se livrer. Un projet, qui donne des pouvoirs constitutionnels au président, va être envoyé des jeudi aux responsables des régions, qui auront donc connaissance des intentions présidentielles avant les députés. Ce qui pourrait confirmer que M. Boris Eltsine cache l'intention de se passer

permettent et simplement du Congrès pour faire adopter son projet de Constitution, avant de faire éventuellement ratifier ensuite ce texte par un nouveau référendum. Une solution, qui serait le maître de l'initiative, mais une valeur juridique douteuse.

A moins de chercher, une fois encore, un compromis avec le Congrès et de pousser celui-ci soit à se dissoudre lui-même, ce qui entraînerait des élections législatives anticipées, soit à adopter un projet de Constitution amendé. Le silence, remarqué, des responsables du groupe « centriste », la plus importante, pourrait donner un certain poids à cette dernière hypothèse. Après tout, ces députés d'« aménageurs », qui, initialement, avaient soutenu Boris Eltsine, pourraient revenir à la charge, la plus importante, à l'égard du président, compte tenu des résultats du référendum.

Bref, Boris Eltsine a marqué un essai qu'il lui reste à transformer. L'histoire récente a montré que ce n'était pas toujours dans cet exercice qu'il se montrait le meilleur.

JOSÉ-ALAIN FRALON

EN BREF

□ AFGHANISTAN : Blocs de Kaboul. — Le blocs de Kaboul, entrepris le 25 avril par les forces du premier ministre ex-titre Gulbuddin Hekmatyar, en conflit avec le président Burhanuddin Rabbani, commencent à faire sentir ses effets sur la population de la capitale afghane. Les prix des denrées

essentiels se sont envolés sur les marchés. Le Hezb, faction intégriste de M. Hekmatyar, entend, par cette action, protester contre le refus du chef de l'Etat de négocier la composition d'un nouveau gouvernement. Le conflit porte notamment sur le sort du général Massoud, qui serait relégué de la défense au poste de vice-premier ministre. — (AFP)

□ BIRMANIE : la dissidente Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, décide de poursuivre la lutte. — La dirigeante de l'opposition birmane et prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis 1989, est toujours aussi déterminée à poursuivre son combat pour la démocratie, a indiqué son mari, dans un communiqué rendu public, mardi 27 avril, à Bangkok. L'universitaire britannique Michael Aris, qui vit à Oxford, a été autorisé à rendre visite à sa femme par la junte militaire birmane il y a une dizaine de jours. — (AFP)

□ INDE : l'armée a donné l'assaut à un quartier général de la police occupé par des extrémistes à Srinagar. — L'armée indienne a, mercredi 28 avril, donné l'assaut à un quartier général de la police à Srinagar, capitale du Cachemire, occupé depuis la veille par 3 000 policiers en grève. Elle a rencontré une résistance. Les protestataires, pour la plupart musulmans, étaient en grève depuis cinq jours après la mort suspecte d'un des leurs entre les mains de l'armée. Une rébellion de groupes musulmans indépendants, qui a éclaté début 1990, a déjà fait plus de 10 000 morts au Cachemire. — (Reuters)

□ IRAK : les Etats-Unis souhaitent une commission d'enquête sur les « crimes » du régime de Bagdad. — Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a annoncé, mardi 27 avril, que les Etats-Unis allaient demander au Conseil de sécurité des Nations unies d'envisager la création d'une « commis-

sion d'enquête sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides », perpétrés par le régime irakien. M. Christopher, qui se rendait à Washington, les dirigeants de l'opposition irakienne, a indiqué que l'objectif de ses interventions était « un Irak territoriallement uni, démocratique et en paix avec ses voisins ». — (AFP)

□ Des Irakiens seraient cherchés à assassiner George Bush en Koweït. — Un « réseau de sabotage » irakien avait l'intention d'assassiner l'ancien président George Bush, lors de sa visite, le mois dernier, au Koweït, a affirmé, mardi 27 avril, le ministre de la Défense de l'émirat. Dans une déclaration à la presse, il a précisé que les forces de sécurité de l'Etat ont arrêté « quatre personnes sur les dix-sept membres du réseau, d'un kamikaze » qui, selon ses aveux, « devait faire exploser, à l'approche de l'ancien président, des charges qu'il portait sur lui ». — (AFP)

PROCHE-ORIENT

La reprise des négociations de paix à Washington

Les Israéliens font miroiter des concessions en faveur des Palestiniens

Après une interruption de quatre mois, les négociations bilatérales israélo-arabes ont repris, mardi 27 avril, à Washington. Cette neuvième session du processus de paix engagé en octobre 1991 à Madrid, est la première placée sous les auspices de la nouvelle administration démocrate américaine. Mardi aussi, à Genève, a repris la troisième session du groupe de travail « multilatéral » sur la question de l'eau au Proche-Orient, à laquelle participent une quarantaine de pays dont treize pays arabes, à l'exception de la Syrie et du Liban.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les Palestiniens seraient prêts à proposer, dès mardi soir, que les choses s'étaient un peu débrouillées. Mais il n'en fut rien. Ils auraient notamment souhaité entendre Israël annoncer le retour d'un certain nombre des quelque quatre cents Palestiniens expulsés vers le Liban et la Jordanie — au moins partielle — du « blocage » des territoires occupés.

« Mes propos sont très conciliants, mais nous ne pouvons pas imaginer comment nous sommes fixés. Nous avons les nerfs solides et nous sommes prêts pour donner la preuve de notre bonne volonté, mais nous ne pouvons pas assumer la responsabilité d'un processus de paix qui n'est pas prometteur. » Haidar Abdel Chafi, le chef de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël, ne pouvait pas être plus clair. Les Palestiniens, a-t-il dit, à l'issue d'une réunion de plus de trois heures avec son vice-président, Amnon Rubinstein, attendent toujours des « réponses à des questions, relatives à la sécurité, à la population, surtout dans le territoire de Gaza ». Il a ajouté : « Nous voulons tester les intentions du gouvernement israélien. Nous ne sommes pas encore à bout de patience. Mais les réponses doivent être données demain, après-demain, le plus rapidement possible. » M. Abdel Chafi était visiblement déçu.

Et pourtant les pourparlers entre Israéliens et Palestiniens semblaient commencer sous de bons auspices. Au moment même où MM. Abdel Chafi et Rubinstein se reconcentraient au département d'Etat, le porte-parole des négociations israéliennes, Yossi Gali, faisait, en effet, une série d'annonces intéressantes. Un peu comme pour attirer les Palestiniens dans une discussion sur le fond des choses, plutôt que d'accorder des mesures — au demeurant rejetées par une bonne partie de la population israélienne — qui ne semblaient, aux yeux de l'Etat juif, que des détails et non pas un remède.

Le pouvoir de l'autogouvernement

Israël est prêt, a dit Yossi Gali, une fois qu'un accord sera conclu sur le statut définitif des territoires de Cisjordanie et de Gaza, à opérer « un transfert d'autorité aux Palestiniens leur conférant tous les pouvoirs et les responsabilités de l'administration civile israélienne ». Il a précisé que le transfert d'une grande part de ces responsabilités pourrait même avoir lieu avant la conclusion des négociations sur la période intermédiaire, l'Etat juif ne gardant sous sa

propre autorité que « les questions relatives à l'ensemble de la sécurité et aux Israéliens vivant dans les territoires ».

Et, non content d'évoquer, lors d'une conférence de presse, ces principes généraux, M. Gali a délibérément énuméré les domaines dont Israël est disposé à « discuter » concernant le pouvoir de l'autogouvernement : l'éducation, la santé, les questions religieuses, économiques, des droits de l'homme, d'infrastructures, la création d'une police — autant de domaines déjà proposés par le gouvernement de droite de M. Shamir, — mais surtout, et c'est cela qui est nouveau, les questions de la terre, des affaires budgétaires. Au mois de novembre dernier, le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, avait proposé que les colonies juives restent sous juridiction israélienne et que les localités arabes soient administrées par les Palestiniens, les « terres d'Etat » non exploitées ou qui se trouvent entre les deux étant éliminées conjointement.

Sur la corde raide

En lâchant du lest sur des questions fondamentales, le gouvernement d'Yitzhak Rabin, contrairement à celui qui l'a précédé, sous-entend qu'il est disposé à accepter que l'autonomie palestinienne s'exerce sur la terre et non pas seulement sur les personnes. Ce qui constitue un bon début dans la perspective de la deuxième phase des pourparlers qui portera sur le statut permanent des territoires et qui devrait commencer trois ans après l'entrée en fonction de l'autogouvernement palestinien.

Pour que nul ne s'y trompe, M. Gali a précisé que les deux étapes de la négociation étaient « étroitement liées », la deuxième devant se dérouler « sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU », c'est-à-dire selon le principe de l'échange de la terre contre la paix.

Le « porte-parole » israélien a, en outre, souligné que « toutes les options demeurent ouvertes pour la deuxième phase des négociations ». Si les Palestiniens devaient faire une lecture optimiste de ce dernier propos, ils y verraient la porte ouverte à l'éventualité de la création d'un Etat palestinien. Or c'est là leur objectif proclamé, et c'est un objectif qu'Israël a, jusqu'ici, toujours exclu.

Selon des diplomates arabes, cette définition des contours de la période transitoire dans les territoires occupés faisait partie de l'accord conclu entre Israéliens et Palestiniens pour la reprise des négociations de Washington. Reste à savoir toutefois si l'Etat juif a rempli tous ses engagements à ce sujet. Dès lors, on peut légitimement se demander pourquoi Israël, tout en affichant une telle disponibilité pour l'avenir, semble toujours hésiter à faire immédiatement des gestes qui lui coûtent moins cher et qui récompenseraient, en revanche, des négociations palestiniennes travaillant, aujourd'hui, sur la corde raide.

La situation dans les territoires occupés, isolés depuis la fin du mois de mars, se détériore, en effet, de jour en jour. Quarante-cinq Palestiniens ont été blessés, mardi, dans la seule bande de Gaza, tandis qu'une grève générale a paralysé l'ensemble des territoires occupés, à l'appel des organisations hostiles aux pourparlers de paix. Certains négociateurs ont même reçu des menaces directes. Ce mécontentement populaire répond à un processus de paix pratiquement stérile jusqu'à présent. Ce mécontentement

tenement, auquel le bannissement, au mois de décembre dernier, de plus de quatre cents Palestiniens a servi de détonateur, requiert des mesures immédiates d'apaisement.

Les Palestiniens affirment avoir reçu d'Israël l'engagement que de telles mesures — dont le retour d'une trentaine de Palestiniens bannis entre 1967 et 1987 — seraient prises dès le début de la négociation. C'était pour obtenir cela qu'ils avaient demandé et obtenu un report d'une semaine de la date initialement prévue pour la reprise des négociations de Washington. Mardi soir, ils voulaient encore espérer que l'annonce de telles décisions par Israël n'était que partie remise.

Ce qui est évident, en tout cas, c'est que l'affaire palestinienne a pratiquement occulté les négociations que l'Etat juif mène parallèlement avec la Syrie, le Liban et la Jordanie. En somme, elle est revenue au premier plan du processus de paix. Il n'est pour s'en convaincre que de mesurer la part accordée par M. Gali aux négociations avec ces trois pays, et surtout avec Damas, alors même que la presse israélienne avait insisté, au cours des derniers mois, qu'un accord sur le Golan était presque imminent. Si M. Gali a jugé que la discussion avec les Syriens s'était déroulée dans « une bonne atmosphère », son compte-rendu de la réunion n'en a pas moins révélé que les pourparlers étaient au point mort. Damas demandait un retrait total du Golan, et Israël exigeait de savoir quelle accoutance les Syriens donnaient au mot paix.

Cette impression a été confirmée par le chef de la délégation syrienne, Moufak Al-Halaf : « Nous n'avons perçu aucun changement dans la position israélienne qui permette un progrès », a-t-il dit. Rien de bien nouveau non plus concernant les Jordaniens, que M. Gali n'a pas hésité à qualifier d'« amis » — ce dont les Israéliens se souviennent bien — alors que la discussion avec les Libanais a été, selon lui, « très positive ».

Le sens de l'urgence

La nouvelle administration américaine, quant à elle, a fait preuve de suffisamment de dégoût pour contester tout le monde. Pour définir le rôle qu'il entend jouer dans la négociation, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a joué sur une gamme de concepts imprécis, allant de ceux de « courtier » et de « partenaire » à celui d'« intermédiaire ». Il a ainsi refusé, sans se mettre à dos les Israéliens hostiles à toute immixtion extérieure, à satisfaire les Arabes qui craignent qu'une administration démocrate n'adopte spontanément les vues israéliennes.

Dans un geste spectaculaire, M. Christopher a reçu ensemble tous les chefs de délégation après que le secrétaire d'Etat ait adjoint pour les affaires du Proche-Orient, Edward Djerejian, se fit longuement entretenir avec les principaux négociateurs palestiniens, dirigés, pour la première fois, par le désormais chef en titre de toutes les délégations palestiniennes aux négociations bilatérales et multilatérales de paix avec l'Etat juif, Fayyad Hussein. « L'essentiel, pour nous, est de nous concentrer sur la substance des négociations et non sur les questions de procédure », a dit M. Christopher à ses hôtes. Il faut que les négociateurs « aient un sens aigu de l'urgence et de l'importance des pourparlers », avait-il souligné quelques heures plus tard devant une sous-commission du Sénat américain. « L'histoire nous a appris que les occasions de paix au Proche-Orient sont rares et qu'elles sont malheureusement trop souvent fugaces ».

Aussi, pour ne pas manquer l'occasion qui s'offre aujourd'hui, M. Christopher voudrait que les pourparlers s'organisent suivant un nouveau rythme. Plus de sessions, mais une négociation continue, même si elle devait être marquée par des pauses. Outre qu'elle n'est pas très claire, l'idée, quoique peut-être approuvée par Israël, est rejetée, pour le moment du moins, par la Syrie, qui estime que le calendrier des sessions demeure une carte aux mains des négociateurs.

MOUNA NAIM

□ Deux militaires sanctionnés pour avoir harcelé une Palestinienne. — Le tribunal militaire de Gaza a, mardi 27 avril, suspendu un sous-lieutenant de ses fonctions et condamné un soldat à 56 jours de cachot pour avoir harcelé sexuellement une Palestinienne, lors d'une opération de ratissage, dans la bande de Gaza. Le sous-lieutenant a été condamné, en outre, à deux semaines de travaux d'utilité publique dans un hôpital. — (AFP)

TOKYO: 7 JOURS 7.700 F

VOYAGEURS

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

PROCHE-ORIENT

Israël face au « péril vert »

II. — Une course contre la montre

Nous terminons aujourd'hui notre série en deux volets sur la résistance islamique dans les territoires occupés. Inconnu il y a cinq ans, le mouvement Hamas, en « guerre sainte » contre Israël (le Monde du 28 avril), se pose en rival de l'OLP de Yasser Arafat, notamment dans la bande de Gaza.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les sources de financement de Hamas sont très diversifiées. Aocuo «banquier» étranger ou peut prétendre contrôler le mouvement de la résistance islamique Hamas. L'Émirat — qui, selon Ebof Yaari, spécialiste des affaires arabes, «leur a alloué 30 millions de dollars de subside pour 1993» — pas plus que les autres. Car les institutions islamiques d'Arabie saoudite et des Émirats donnent aussi, plus ou moins généreusement.

Même le Koweït, dont les dirigeants ont loué le silence des cheikhs du Hamas pendant la guerre du Golfe, quand l'OLP prenait fait et cause pour Saddam Hussein, ferme les yeux sur le flot d'aides «privées» qui coule vers les mosquées de Gaza. Enfin, il y a la diaspora palestinienne des États-Unis et d'Europe, qui possède souvent des maisons ou des commerces dans les territoires occupés, et qui, par sympathie ou pour avoir la paix, adoue régulièrement de jolis magots aux «barbus».

Tout cela s'ajoute aux fonds récoltés tous les vendredis dans les sept à huit cents mosquées des territoires. Les Palestiniens de l'intérieur sont pauvres, donc généreux. «Un vendredi ordinaire, se ventera devant nous Cheikh Nazir Al Luqah, l'un des prédicateurs les plus populaires de Gaza, on récolte autour de 4 000 shekels» (soit environ 8 000 francs). Certes, Cheikh Al Luqah, formé en Égypte, et expulsé de ce pays comme beaucoup de Palestiniens après l'assassinat d'Anouar El Sadat en 1981, trône à la tête de la plus grande et de la plus moderne des mosquées du territoire : trois étages de pierre blanche achetée à un marchand juif d'Ashkelon et élevée il y a trois ans, en pleine intifada.

La mosquée Bilal de Tal Sultan, dans le camp de réfugiés de Rafah, peut accueillir six mille pèlerins. Quand on sait que le

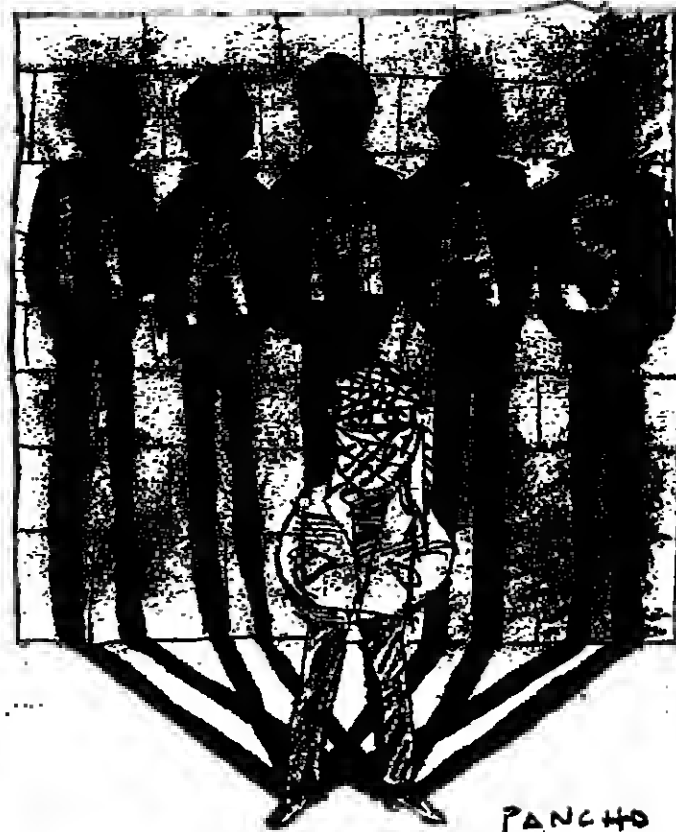
Hamas et ses affidés contrôlent la grande majorité des deux cents et quelques lieux de culte de Gaza et que, part grandissant des minarets de Cisjordanie, on imagine l'ampleur des sommes collectées chaque semaine. Ils sont si riches, remarque Ziad Abou-Amor, enseignant à l'université de Bir Zeit et auteur d'un livre de référence sur les Frères musulmans, que, la semaine dernière encore, le «bloc des étudiants islamiques» de la faculté — ooguère haut lieu du nationalisme laïc — a offert, contre une licence de 350 000 francs par an, de prendre en main le resta U et la gestion du dortoir des filles pour soulager les finances catastrophiques de Bir Zeit.

Bonnes œuvres

Universités islamiques (Gaza, Hébron), facultés et collèges techniques ordinaires, chambres de commerce — dont les plus riches à Hébron et Ramallah —, hôpitaux, associations professionnelles, syndicats de travailleurs — dont le plus prospère, celui des employés palestiniens de l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui gère l'aide aux réfugiés, clubs sportifs, dispensaires, associations charitables, etc., le courant islamique dans les territoires a pris le temps de tisser sa toile, et il est en train d'exploser l'OLP de ses bastions traditionnels. La centrale, contrainte par les événements d'islamiser quelque peu son discours, se est redito à essayer de mooter, ootamment dans la ville de Gaza, ses propres associations charitables. Pour tenter de canaliser au moins une partie des flux financiers.

Car les comités de gestio de la zakat, la dîme islamique que tout bon musulman doit verser, à concurrence de 2,5 % de ses fonds liquides, sont, eux aussi, tombés, pour ooe hoooe part, sous la coupe des fondamentalistes. Or, ils draineot beaucoup d'argent, ces comités charitables. «Pour la seule année dernière, nous révéla le président du comité zotot de Hébron, nous avons dépensé plus de 1 million de dollars en bonnes œuvres pour les pauvres.» Et les oouveaux islamistes, contrairement à d'autres, ont une réputation de probité à toute épreuve.

Discipline et organisation. Ce sont aussi les premières qualités reconnues par tous leurs adversaires aux «soldats de l'islam» (1). Les commandos Al Qassam, ils savent se mouvoir, se tenir à l'écart des iodies et des collabos. «Ils savent oussi, selon notre expert anonyme de contre-terrorisme, recommander leur âme à Allah et mourir pour leur cause.» Sur les murs des mosquées, des plus poulieuses aux plus chics, les appels à la lutte et les photos de «martyrs», kamikazes en keffiyeh tombés pour «la



PANCHO

cause» au nom d'Ezzedine Al Qassam, sont oottement plus nombreux que les autres.

«Même si le Fath de Yasser Arafat conduit toujours le plus grand nombre d'actions contre nous, coiffait oeuve le grand patron des renseignements militaires, ses oitiques sont moins impressionnantes, moins efficaces et donc moins meurtrières.» Et le général Saguy ajoutait : «Les oitiques revendiquées par les groupes Al Qassam sont marquées par l'utilisation intensive des armes à feu, par la cruauté et la volonté de foire le plus grand nombre de victimes.»

Un danger surestimé ?

Leur efficacité et leur popularité, estime Jean-François Legrain, l'un des meilleurs experts occidentaux de la lutte palestinienne, «sont comparables à celles du Jihad islamique dans les années 86-87». Aujourd'hui, divisé en quatre ou cinq factions distinctes, le Jihad se s'est jamais remis de la grande vague des répressions israéliennes qui s'était abattue sur ses dirigeants — expulsés — et ses combattants — tués ou emprisonnés.

Même s'ils effectuent oocore parfois telle ou telle opération

spectaculaire, les groupes du Jihad, considérés comme de simples cartes iraoicoes ou syriennes dans le jeu compliqué des territoires occupés, ont quasiment disparu du terrain en 1988. La grande différence avec les réseaux Al Qassam, explique le chercheur français du CNRS, basé en Jordanie, est que ceux-ci, s'ils sont issus, comme le Jihad, de la mouvance ioteratiooale des Frères musulmans, s'appuient sur une véritable organisation politique et sur un authentique mouvement de masse.

«Pendant qu'ils prient, ils ne font pas de politique», disait jadis Moshe Dayan. Grave erreur. Mais dans les années 70 et au début des années 80, c'est l'OLP et ses feddayins plus ou moins laïcs qui occupaient le terrain de la lutte oatiooale. Les services israéliens, qui avaient fort à faire et qui voyaient d'un bon oeil l'émergence d'un mouvement opposé aux fidèles de Yasser Arafat, avaient ordre de laisser les frères précheurs psalmodier tranquillement leurs sourates et s'occuper de leurs mosquées. Leur principal objectif, après tout, o'était pas à l'époque la libération de la Palestine mais la réislamisation des masses. On a le temps de voir venir, pensait-on à Jérusalem.

Aujourd'hui, la grande vague de renaissance islamique a bel et bien atteint les rivages de Palestine. Et après l'avoir trop loog-

temps négligé, Israël est peut-être passé à l'autre extrême, qui consiste à surestimer le danger, à voir partout la manifestation du «péril vert». Pas un jour ne passe sans que les médias locaux ne fassent la part belle aux mystérieux «terroristes du Hamas», responsables de tout ou presque, à l'exception des dételements météorologiques.

L'ordre de priorité des Frères, pourtant, o'a pas fondamentalement changé. Et s'ils avaient à choisir entre continuer la lutte armée pour la Palestine et sauvegarder l'islam dans les territoires, les «barbus» de Gaza et d'ailleurs se replieraient sans doute sur leur tapis de prières. «L'homme est faible, seul Allah est grand», nous disait cheikh Nazir Al Luqah.

Il n'empêche que la guerre contre l'occupation n'apparaît plus de tout aux prédicateurs des Frères comme une simple option. C'est une daawa, plus qu'un devoir, une «mission divine» pour tout bon musulman palestinien. Bien qu'ils prospèrent sur le même terrain d'ignoroce et de pauvreté, c'est ce qui différencie le Hamas des mouvements foodamentalistes d'Algérie ou d'Égypte : privé d'État, il a, lui, oodossé la quasi-totalité du discours oatiooaliste. A l'exception de la cohabitatioo, acceptable pour l'OLP, de deux États séparés, uo juif et uo arabe, sur la terre de Palestine.

Rage et «désespoir»

Bien sûr, il serait faux de prétendre que le coup de massue que lui a asséné Israël, au mois de décembre dernier, o'a été qu'un coup d'épée dans l'eau. Avant, sinon plus que l'expulsion des «quatre cents de décembre» vers le sud du Liban — laquelle, hormis quelques cadres politiques connus, o'a concerné, pour l'essentiel, que des sympathisants sans envergure —, la grande ralle qui l'a précédée et qui a frappé plus d'un millier de militants et d'activistes toujours à l'ombre, a porté, comme dit le général Saguy, «un coup sévère à l'infrastructure» du mouvement.

Seulement voilà. «Les activistes armés courent toujours et l'on ne saura que dans un second temps si, coupés du niveau politique de leur organisation, les terroristes seront plus faciles à capturer.» En attendant, non seulement l'opération expulsion a constitué un formidable coup de pub pour les intéressés ; elle a également légitimé, aux yeux de tous, un mouvement qui avait encore des difficultés à se faire accepter. «Depuis l'expulsion, reconnaît un cadre du Fath à Hébron, principal bastion de Hamas en Cisjordanie, leur popularité a décuplé et leur capacité à récolter des fonds auprès de

nos compatriotes est dix fois supérieure à la nôtre.»

Les commandos Ezzedine Al Qassam et leurs maîtres du Mouvement de la résistance islamique sont-ils tout simplement en train de déborder le Fath et l'OLP ? Pour l'instant, après les escarmouches meurtrières de l'été dernier, à Gaza, c'est le cessez-le-feu entre les deux rivaux. Mais personne ne s'aviserait de parier sur la longévité de cette trêve. «Si l'achak Robin tient rapidement ses promesses et s'il y o des résultats concrets aux négociations de Washington, nous dira Jaber Faddah, membre de la délégation des négociateurs, alors nous verrons le soutien populaire de l'OLP remonter.» La disgrâce a en tout cas commencé.

Pour lui, «même s'il y a d'autres causes — pauvreté et ignorance surtout —, la montée en puissance des extrémistes islamiques illustre avant tout la rage et le désespoir des masses palestiniennes. Ces gens ont perdu la foi dans la paix». Il suffirait de la leur rendre et les chances de règlement oégocié seraient sauées. En d'autres termes, c'est uoe véritable course contre la montre qui est engagée, et l'État juif, qui se veut pas, pour l'instant, dooeer l'impression d'entrer dans une guerre sans merci contre l'islam — après tout, huit cent mille Palestiniens casotiellement musulmans sont également citoyens d'Israël — serait hico inspiré d'oe prendre conscience.

Il y a longtemps, écrit Jean-François Legrain, dans l'un de ses ouvrages (2), «que les Frères musulmans sont convaincus de l'inévitable échec des initiatives diplomatiques de l'OLP, qui buteront sur «la vilénie juive» et la lâcheté arabe». Longtemps que les foodamentalistes attendent leur heure, sachant qu'à uo moment ou u autre, le peuple se trouvera avec l'islam comme seule et uoique sointioo alternative, politique, idéologique et militaire. Cette heure a-t-elle sonné ?

Quoi qu'il arrive, et même si, d'après M. Faddah, «la libération de la Palestine, de la mer Méditerranée ou fleuve Jourdain, est beaucoup plus pour le Hamas un slogan religieux qu'un objectif politique concret», nombreux sont les spécialistes qui estiment que les «barbus», désormais bien caractérisés, «font partie du paysage politique palestinien». Il faudra plos q'ou vague accord ioteriminaire d'autoonomie limitée pour les contenir à l'ombre de leurs minarets.

PATRICE CLAUDE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lasserre, gérant
directeur de la publication
Bruno Frey
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gasiot
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Thierry Fenech
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonville-Méry (1944-1969)
Jean-Pierre Fenech (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 6
Tél. : (1) 40-55-25-26
Télécopieur : 40-55-25-30
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONVILLE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-50-30-10

Le Monde ÉDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

LES ANTILLES 2 430 F

LISBONNE 990 F

MARRAKECH 1 300 F

MONTREAL 1 790 F

LOS ANGELES 2 490 F

MEXICO 2 800 F

LA REUNION 3 890 F

PAPEETE 5 450 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES
FRONTIÈRES

Et après
la moiteur des sentiers tropicaux,
siroter un lait de coco, face à la mer
sur la terrasse de votre Paladien,
vous coûtera à peine plus cher que
votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 3 840 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

AFRIQUE

SOUDAN : alors que des négociations entre Khartoum et la rébellion reprennent

Le gouvernement tire parti des divisions des sudistes

Dès l'ouverture de nouveaux pourparlers de paix, mardi 27 avril, à Abuja, au Nigeria, le gouvernement soudanais et les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang ont accepté d'inscrire à l'ordre du jour les questions de religion et de fédéralisme. Les précédentes discussions avaient buté sur le refus des autorités de Khartoum d'évoquer ces sujets. D'autre part, l'ambassadeur des Etats-Unis au Soudan a appelé, lundi, les belligérants à mettre fin immédiatement aux combats afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. De son côté, la CEE tente d'obtenir l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU pour accélérer la distribution de secours aux régions affectées par la guerre civile.

AYOD

de notre envoyé spécial

Sombre présage que le chant des oiseaux à Ayod : c'est le seul bruit que l'on entend. De part et d'autre de la piste d'atterrissage, mangée par les herbes, des dizaines de cases et trois petites églises incendiées, le campement des Nations unies et son entrepôt pillés jusqu'au dernier sac de grain, l'école saquée, des puits empoisonnés. Et l'odeur de la mort : des corps en décomposition en bordure du village, civils et militaires mêlés.

Ce n'était ni un raid punitif de l'armée soudanaise ni une razzia de tribus arabes du Nord, comme il y en a eu tant à la fin des années 80. Non, le sac de Ayod est l'œuvre des troupes de John Garang, fondateur, en 1983, de l'APLS. Elles ont investi la place, le 2 avril dernier, dispersant dans la brousse les vingt mille villageois qui subsistaient grâce au pont aérien lancé par Life Line Soudan (OMS).

Ayod a été reprise, le 11 avril, par les hommes de Riek Machar - un commandant de l'APLS qui a fait sécession au mois d'août 1991. Ils disent avoir « repoussé l'ennemi dinka jusqu'aux frontières du pays nouère », 40 kilomètres plus au sud. Sur les murs lépreux de l'école, des graffitis éloquentes : « Les Nouères seront éliminés, cette année, par ordre de notre chef John Garang ». L'antagonisme tribal dinka-nouère a refait surface avec l'éclatement, au mois d'août 1991, de l'APLS, censé unifier les sudistes (en majorité animistes et chrétiens) face à la junte islamique au pouvoir à Khartoum.

Le gouvernement de Khartoum n'a pas tardé à tirer parti des divi-

sions des sudistes. Après son offensive de la saison sèche 1992, il ne lui reste plus qu'à s'emparer des dernières villes tenues par John Garang sur la frontière. Une pénurie de carburant l'empêche, pour le moment, de parachever ses succès de l'an dernier, bien plus que le cessez-le-feu qu'il a décrété en signe de bonne volonté avant les pourparlers d'Abuja.

Mais, comme le dit cyniquement un membre de l'ambassade soudanaise à Nairobi : « Pourquoi faire la

Sud. L'offensive de l'APLS-Garang risque de faire autant de victimes et de personnes déplacées que les agressions ouatres. Déjà, Kongor, Ayod, et Waat forment ce qu'on appelle aujourd'hui « le triangle de la faim ».

Dans cette région, rendue exsangue par dix ans de guerre contre le pouvoir central, la moitié des 220 000 habitants ont fui. Les autres survivent dans la brousse, privés de récolte et de cheptel. Le commandant Eljah Hon assure qu'à une ou

pendant plusieurs mois par les autorités soudanaises, elles reprennent prudemment leurs activités depuis l'accord du 5 décembre 1992.

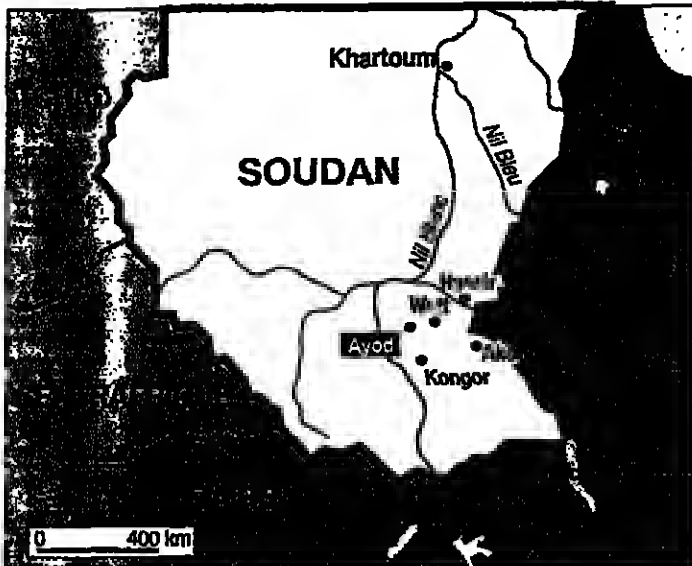
Vols humanitaires éclair

Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la sécurité est une préoccupation constante. Les expatriés se déplacent, chaque soir, avec le dernier avion sur la base humanitaire de Lokichokio, au Kenya. Là, on perçoit vite, au travers des discussions, la crainte qu'inspirent les hommes de John Garang, fortement soupçonnés d'avoir tué, l'an dernier, quatre des leurs. Et c'est encore eux qui ont failli tuer Jean-François Darco, du Programme alimentaire mondial (PAM), lorsqu'ils ont pris Kongor, le 26 mars. La rumeur, dans les milieux humanitaires, accuse le commandant Koro Maoyang, un proche de John Garang, d'être l'auteur de ces exactions.

Aujourd'hui, un responsable de l'OMS se rend à Ayod pour la première fois depuis trois semaines afin de voir si les vols humanitaires peuvent reprendre. Soudain, les explosions sèches de fin de mortiers, à environ 10 kilomètres plus au sud. « Ce n'est rien », s'empresse de dire le commandant Eljah, déjà inquiet de voir les Nations unies cesser les secours si la zone est jugée encore trop dangereuse.

« La situation reste précaire mais il leur faut des vivres, conduit le chef de la sécurité de l'OMS. Nous allons organiser des vols éclair. » Un Buffalo est justement en train de décharger 5 tonnes de farine américaine. Dix minutes avant de reprendre l'air.

JEAN HELENE



guerre quand d'autres la font à notre place ? En effet, le colonel Garang semble déterminé à écraser ses frères ennemis dans leur propre fief. Après s'être retiré de Ayod, le 11 avril, il s'est emparé de Yuat cinq jours plus tard, et menace sérieusement Waat. Si l'un entre, la route lui sera ouverte sur l'arrière-pays nouère, c'est-à-dire Akoto, puis Nassir, le quartier général des dissidents.

Le « triangle de la faim »

Des négociations de paix se sont ouvertes, mardi 27 avril, à Abuja au Nigeria. John Garang veut s'y présenter comme le principal, sinon l'unique, représentant de la rébellion sudiste. Après avoir déclaré un cessez-le-feu unilatéral, le 17 mars dernier, il s'est lancé à l'assaut du pays nouère, et de ses opposants. Ces derniers ont été rejoints, entre-temps, par un autre commandant nouère, William Nyuon, puis par Kerubino Bol, co-fondateur dinka de l'APLS. Le mois dernier, ils ont créé l'APLS unifiée et défient gravement l'autorité de John Garang.

Celui-ci a toujours le soutien de l'opposition politique à Khartoum, irritée par les visées séparatistes de l'APLS unifiée, qui réclame l'autodétermination pour les Soudanais du

deux heures de marche d'ici, en pleine brousse, « la faim et les maladies emportent vingt à trente personnes chaque jour ». Ici, les gens meurent cachés, inaccessibles, dispersés. Pas de rassemblement de milliers de villageois faméliques, comme sur ces images de Somalie qui ont fait le tour du monde. Signe de désolation : l'absence de bétail, qui est la ressource essentielle des pasteurs dinkas et nouères.

La perte d'une, ou même de plusieurs récoltes, n'est rien, comparée à celle d'un troupeau. « Plus tôt que de jurer, il est plus exact de parler de poches de malnutrition, souvent très graves, explique Philippe Winter, membre de Save the Children Fund. Mais, il y a surtout un terrible dénuement. Les gens ont tout perdu, leur bétail mais aussi leurs champs, leur matériel de pêche, les possibilités de commerce et d'échange, et enfin les rares dispensaires et les écoles de brousse. »

D'après les estimations de l'ONU, plus de la moitié des trois millions et demi de Soudanais du Sud sont menacés de famine. On ne s'attend pas, pour le moment, à revoir l'écroulement de 1988 - près de 250 000 morts - car, si les causes sont identiques, elles n'ont pas la même ampleur, et les organisations humanitaires sont prêtes, aujourd'hui, à intervenir. Après avoir été paralysées

NIGERIA : conférence panafricaine sur l'esclavage

Une « croisade pour les réparations »

Le traumatisme historique de l'esclavage, dont furent victimes des dizaines de millions de Noirs, est-il la cause directe des difficultés dans lesquelles se débat aujourd'hui le continent africain ? Les Occidentaux et les Arabes, qui ont pratiqué la traite pendant des siècles, doivent-ils des réparations morales et matérielles à l'Afrique pour ce « crime imprescriptible » contre l'humanité ? Telles sont les questions débattues à la conférence panafricaine sur les « réparations » qui se tient du 27 au 29 avril à Abuja.

LAGOS

(correspondance)

Des représentants de gouvernements africains, des membres du « Black Caucus » au Congrès américain, des parlementaires noirs britanniques, des personnalités de la diaspora africaine en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que de nombreux universitaires et chercheurs participent à la conférence d'Abuja, la première de cette ampleur sur un thème d'ores et déjà voué à la controverse.

C'est le milliardaire nigérian Moshood Abiola, un Musulman originaire du pays Yorouba, région particulièrement touchée par la traite, qui a lancé, il y a deux ans, la « croisade pour les réparations », en utilisant son propre groupe de presse et ses multiples contacts dans le monde des affaires, notamment aux Etats-Unis. Portée à bout de bras par le Nigeria, la cause est devenue « africaine » avec le vote d'une résolution au sommet de l'OUA à Abuja, en juin 1991.

Au sommet suivant, à Dakar, un « groupe d'éminentes personnalités sur les réparations » a été créé, où l'on retrouve l'ancien président de l'UNESCO, Moshood Abiola, la chanteuse Myriam Makaba, Grace Samora-Machel (la veuve de l'ancien président mozambicain), l'ancien président du Cap-Vert, Aristides Pereira, l'économiste Samir Amin et Ali Mazrui, auteur de nombreux essais socio-politiques sur l'Afrique. Il s'agit d'une « bataille de longue haleine », a souligné le chef de

l'Etat nigérian, le général Ibrahim Babangida, en recevant, en septembre 1992, plusieurs de ces personnalités. Mais elle est « aussi importante que la lutte contre le colonialisme » et pourrait devenir « un thème unificateur pour les Africains sur le continent et dans la diaspora » en mal de cause commune lorsque l'apartheid aura disparu en Afrique du sud.

Réarmement moral

La campagne sur les réparations ne fait pourtant pas l'unanimité. « C'est une vaste plaisanterie », écrit un ancien ministre nigérian du pétrole, Tam David-West, dans la quotidien de Lagos, la *Guardian*. Selon lui, « ce sont les Afro-Américains qui devraient nous demander réparation » pour les avoir « vendus comme des marchandises », explique-t-il, en faisant allusion au rôle joué par certains potentats d'Afrique de l'Ouest impliqués dans la traite des Noirs.

M. Abiola estime, pour sa part, que la perte infligée au continent sa chiffre en « milliards de milliards », après des siècles de la dette africaine ne sont que de la petite monnaie. L'effacement global de la dette des pays africains, assorti d'« excuses » des pays occidentaux et arabes impliqués dans l'esclavage, serait donc l'objectif ultime d'une campagne encore balbutiante que ses promoteurs espèrent mener un jour « jusque dans l'enceinte des Nations unies ».

Conçue comme une entreprise de réarmement moral et comme le moyen de constituer un lobby pour soutenir des revendications économiques, la « croisade des réparations », s'annonce difficile. Les pays occidentaux lui opposent pour le moment une fin de non-recevoir, comme l'a montré la réaction plutôt sèche de Douglas Hurd, secrétaire britannique au Foreign Office, interrogé à ce sujet lors de sa visite à Abuja en janvier. Seuls les pays arabes ont accepté du bout des lèvres de discuter collectivement avec le « groupe d'éminentes personnalités » par le biais de leurs ambassadeurs au Nigeria.

MICHÈLE MARINGUES

V.O. : GAUMONT MARIGNAN • GAUMONT HAUTEFEUILLE
BIENVILLE MONTMARNASSE • CINE BEAUBOURG
V.F. : LE MONTMARNASSE • GAUMONT GobelinsHILARANT!
PROVOCANT!
HENAURME!la gaffe colossale de la presse allemande
une comédie féroce

GÖTZ GEORGE • UWE OCHSENKNECHT

* mot inventé par Charlie Chaplin dans « le Dictateur »

BIBLIOGRAPHIE

Le refus des « idées toutes faites »

NI DIEU NI DIABLE

de Michel Jobert.

Conversations

avec Jean-Louis Ramilleux,

Albin Michel, 410 p., 130 F.

Auteur prolifique d'essais, romans, Mémoires, articles ou chroniques radiodiffusées, Michel Jobert avait conservé dans un coin de sa tête et au fil de ses agendas suffisamment d'indépendance pour bâtir, en discutant avec notre confrère Jean-Louis Ramilleux, un assez gros ouvrage dansant souvent le sentiment du neuf.

Cette sorte d'autobiographie « perdue », aussi bien personnelle que professionnelle, est le premier ouvrage de l'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand prenant en anfilade toute l'existence du petit pied-noir du bled marocain jusqu'à la « mouche du coche » actuelle en passant par le cabinet de Mendès France, l'Afrique noire colonisée et la « résistance aux prétentions excessives des Etats-Unis pour affirmer leur tutelle sur l'Europe ».

Car cet homme qui n'est pas « yanquiphobe » - son essai les Américains (1987) le prouve



amplement - et qui est l'époux heureux d'une Américaine restée, avec de Gaulle, le responsable français le plus intransigent face à la « puissance abusive » de Washington. Ni Dieu ni Diable, antra l'histoire des urines de Pompidou malade détournées par les « plombiers » de la CIA et les tête-à-tête homériques avec M. Kissinger, permet de mieux comprendre le « jobertisme » : une théorie de la souveraineté nationale qui, en aucun domaine, ne s'embarasse d'engagements : « La politique arabe de la France, c'était une politique des intérêts français en pays arabes ».

Quant à la francophonie, autre thème cher à M. Jobert, il constate ornement que M. Mitterrand « a nommé des commissions, des comités, des délégués et qu'il n'a rien passé ». M. Belladur, dans sa relation sur mai 68, citait « l'humour malicieux » de son ancien collègue chaz Pompidou. Le futur premier ministre vantait aussi le refus constant de Michel Jobert d'« adhérer aux idées toutes faites ». C'est ce qui se vérifie presque à chaque page dans Ni Dieu ni Diable.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

ANGOLA : selon le ministre ivoirien des affaires étrangères

Jonas Savimbi aurait accepté le principe d'un cessez-le-feu

Le « principe d'un cessez-le-feu » entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) est « absolument acquis », a affirmé Jonas Savimbi dans une déclaration diffusée, mardi 27 avril, à Abidjan par la télévision ivoirienne. Le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Amara Essy, qui s'est entretenu avec le président José Eduardo Dos Santos et M. Savimbi, a précisé que les deux parties angolaises étaient « sur le point d'accepter le document », mis au point à Abidjan sous l'égide de l'ONU, « pour un cessez-le-feu définitif ».

La mission-éclair effectuée lundi en Angola par M. Essy, pour rencontrer les dirigeants des deux parties au conflit, a, selon le porte-parole de la délégation de l'ONU aux pourparlers d'Abidjan, eu des « résultats très encourageants ». Au terme d'une séance de discussions, mardi après-midi à Abidjan, João Albuquerque, a également indiqué que les deux délégations reprenaient, mercredi, l'examen du projet de « protocole d'accord » élaboré par les observateurs de la trêve (Etats-Unis, Portugal, Russie) garantissant des accords de paix signés le 31 mai 1991 au Portugal. Il a estimé que le « squelette » d'un nouvel accord était maintenant en place mais qu'il restait à « mettre de la viande autour ».

D'autre part, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné,

mardi, l'agression commise par les rebelles de l'UNITA contre un avion du programme alimentaire mondial (PAM), près de Luena, dans l'est du pays (le Monde du 28 avril). « Les membres du Conseil condamnent vivement cet acte indigne et hostile contre un avion civil qui sape les efforts engagés par la communauté internationale pour fournir une aide humanitaire à la population angolaise », a déclaré Jamsheed Marker, le président du Conseil de sécurité.

Vorgan, la radio de l'UNITA, a reconnu qu'un missile lancé par les rebelles qui assiégent Luena, avait touché lundi un Antonov-12 de l'ONU. L'appareil avait été contraint de se poser en catastrophe, avant de prendre feu. Les membres de l'équipage russe avaient été gravement blessés par l'explosion de mines lorsqu'ils avaient abandonné l'avion. - (AFP, AP, Reuters)

LIBÉRIA : Charles Taylor demande une réunion de toutes les parties au conflit. - Charles Taylor, chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), a demandé à l'ONU de convoquer une réunion de toutes les parties libériennes au conflit, afin qu'elles « éplaisent leurs divergences », a annoncé, mardi 27 avril, la radio du FNPL. Cette demande, selon la radio, a été transmise, le 21 avril, au représentant spécial des Nations unies pour le Libéria, M. Trevor Gordon-Somers. - (AFP)

AMÉRIQUES

MEXIQUE : nervosité du pouvoir à l'approche d'importantes échéances

Le climat politique se dégrade dans plusieurs Etats

Le climat politique s'est dégradé au cours des dernières semaines au Mexique, confirmant la nervosité du pouvoir à l'approche de l'élection présidentielle. La lutte pour la succession de M. Salinas, auquel la Constitution interdit un second mandat, bat son plein en coulisses. Bertrand de La Grange, qui s'est installé à Mexico, y consacre son premier article en tant que correspondant du Monde au Mexique.

MEXICO

de notre correspondant

Les élections du 18 avril pour désigner le gouverneur et le Parlement local dans le petit Etat de San-Luis-Potosi, dans le centre du Mexique, n'ont pas apaisé la révolte des électeurs qui avaient obtenu l'annulation du scrutin précédent, en août 1991, marquée par une « fraude électorale » en faveur des candidats officiels. Une foule importante est descendue, samedi 24 avril, dans les rues de la capitale de l'Etat pour protester contre les « nombreuses irrégularités », selon l'opposition, ont permis aux candidats du pouvoir de remporter tous les postes en jeu sans exception.

Pendant que les regards étaient tournés vers San-Luis-Potosi, le PRI, au pouvoir depuis 1929, montait un coup de force au bout du pays, modifiant la Constitution du Yucatan pour reporter de dix-huit mois les élections prévues le 28 novembre. Selon l'opposition, qui a aussitôt entrepris de mobiliser ses partisans, cette décision révèle un sentiment de « panique » au sein du PRI à l'approche d'un scrutin très difficile. Un référendum improvisé dimanche à l'initia-

tive du Parti d'action nationale (PAN, conservateur) a prouvé qu'un pourcentage important de la population locale était opposé au report des élections.

Simultanément, un autre front s'ouvrait dans le Guerrero, célèbre pour les plages d'Acapulco mais aussi pour sa tradition violente. Dans les années 70, un mouvement de guérilla fut impitoyablement déraciné par les autorités sous la direction du gouverneur Ruben Figueroa, dont le fils - même nom et même prénom - vient d'être élu à son tour gouverneur dans des conditions qualifiées de « totale fraude électorale » par l'opposition (le taux d'abstention, supérieur à 75 %, aurait facilité la manipulation du vote). Certains militants du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), qui a une forte présence dans cet Etat, ont tenté de prendre les armes, tandis que d'autres encadraient le siège du gouvernement local dans la capitale, Chilpancingo.

Le Yucatan et le pape

Habités à gagner toutes les élections depuis plus d'un demi-siècle grâce au contrôle des ressources de l'Etat et à la fraude, les dirigeants du PRI ont du mal à se faire à l'idée que les temps ont changé. La ratification du traité de libre-échange signé l'an passé avec les Etats-Unis et le Canada, auquel tient beaucoup le président Carlos Salinas, dépend pourtant en partie de la démocratisation du système politique mexicain. Le PRI a déjà cédé le pouvoir dans trois Etats (sur trente et un) en profit du PAN, mais ne semble pas disposé à accepter d'autres défaites, surtout à l'approche des élections générales (août 1994).

Pour les dirigeants du PAN, il ne fait aucun doute que le PRI veut éviter un nouvel échec électionnel au

Yucatan, où les conservateurs ont déjà remporté les mairies de Mérida, la capitale, et de quatre autres municipalités de cet Etat qui vit - mal - du tourisme archéologique. La visite du pape Jean-Paul II le 10 août prochain contribuera sans doute à renforcer encore davantage le PAN, considéré comme le parti le plus proche de l'Eglise catholique.

Le sénateur Porfirio Muñoz Ledo (PRD) soupçonne le président Salinas d'avoir « lancé un ballon d'essai » avec l'affaire du Yucatan. « Et si demain Salinas annonçait une réforme de la Constitution fédérale pour se maintenir à la tête du pays un ou deux ans de plus ? » Cette hypothèse, qualifiée de « très préoccupante » par l'opposition est reprise par un commentateur du quotidien *El Financiero* - un des rares journaux non contrôlés par le pouvoir - qui écrit que le président de la République pourrait utiliser, par exemple, le prétexte du report de la ratification du traité de libre-échange pour repousser les élections générales.

Quoi qu'il en soit, le PRI se prépare déjà à la grande bataille électorale d'août 1994. Ne voulant rien laisser au hasard, M. Salinas a resserré son emprise sur le PRI, contredisant son engagement en faveur d'une plus grande indépendance de ce parti à l'égard du gou-

vernement. C'est ainsi qu'il a obligé, le mois dernier, le président du PRI, Genaro Borrego, à démissionner pour laisser la place à Fernando Ortiz. Choqués par le recours au traditionnel « dedazo » (désignation au lieu d'élection) officiellement en voie de disparition, certains militants du PRI croient que M. Borrego paie ainsi l'erreur politique commise par M. Salinas, lorsqu'il convoqua en février les plus riches hommes d'affaires du pays pour leur demander de collaborer, à hauteur de 25 millions de dollars chacun, à la prochaine campagne électorale du PRI.

On note quelques indices de rébellion et de démolition au sein de la formation officielle qui, traditionnellement, faisait allégeance au président de la République en échange de victoires « garanties » aux diverses élections. Soumis à une très forte pression populaire et soucieux de ne pas compliquer les relations avec les Etats-Unis - deux phénomènes récents - M. Salinas s'est vu contraint de reconnaître certaines victoires de l'opposition, en particulier celle des conservateurs, ou de nommer des gouverneurs intermédiaires en attendant de résoudre les conflits électoraux dans plusieurs Etats. Cela a contribué à aggraver le malaise au sein du PRI.

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS

La Maison Blanche tente d'atténuer la portée des propos pessimistes du directeur du budget

La Maison Blanche a tenté tant bien que mal, mardi 27 avril, d'atténuer la portée des propos très pessimistes du directeur du Budget, Leon Panetta, sur les chances de Bill Clinton de voir son programme voté par le Congrès.

M. Panetta, dont les déclarations, faites lundi lors d'un déjeuner de presse, étaient mardi en première page de plusieurs journaux américains, avait affirmé que le programme d'aide à la Russie et certaines parties du programme économique de M. Clinton étaient sérieusement menacés d'être rejetés par le Congrès et que l'Accord de libre échange en Amérique du Nord (ALENA) était « mort » pour l'instant.

« Il a la réputation d'être sincère », a commenté une porte-parole de M. Clinton, Dee Dee Myers, qui a répété à satiété ce thème : « C'est un type très direct », « respect à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration ». M. Panetta, selon elle, n'a fait qu'exprimer une évidence, à savoir que la tâche de l'administration s'annonce difficile. « Ce qu'il dit, c'est que cela ne va pas être facile, mais nous allons nous battre avec acharnement » pour atteindre les objectifs que s'est fixés M. Clinton, a-t-elle ajouté.

M. Myers s'est toutefois évité de répondre à la question principale, à savoir : le président partage-t-il les

vues très sombres de son directeur du Budget ?

George Stephanopoulos, principal porte-parole de M. Clinton, a reconnu de son côté qu'il était impensable de faire voter par le Congrès le programme d'aide à la Russie de 1,8 milliard de dollars, promis par les Etats-Unis il y a deux semaines à Tokyo, avant que le Congrès n'étudie un plan de création d'emplois aux Etats-Unis mêmes. - (AFP)

Un Américain sur sept parle chez lui une langue étrangère. - Un Américain sur sept parle à la maison une langue autre que l'anglais, selon une étude du Bureau du recensement publiée mardi 27 avril.

Quelque 32 millions d'Américains utilisent d'une façon régulière leur langue d'origine en famille, selon l'étude. Plus de 8,6 millions de Californiens, près de 4 millions de Texans, 3,9 millions d'habitants de l'Etat de New-York et 2 millions de Floridiens ne parlent pas anglais chez eux. L'espagnol est parlé par 17,3 millions de personnes et le français par 1,7 million, notamment en Louisiane, dans le Maine, le New-Hampshire et le Vermont. Viennent ensuite l'allemand (1,5 million), l'italien (1,3 million) et le chinois (1,2 million), qui a enregistré une progression de 97,7 % entre 1980 et 1990. - (AFP)

Tout un voyage sous le signe du sourire.

Laissez-nous vous accompagner en Amérique.



Susan Kent : Hôtesse American Airlines.

Vous êtes accueilli avec le sourire.

Vous apprécierez la qualité de nos repas servis à bord.

Travaillez ou reposez-vous dans le calme et arrivez détendus en Amérique.

Lorsque vous partez avec American Airlines pour l'Amérique, notre sourire vous accompagne tout au long de votre voyage.

Ce sens de l'accueil, propre à American, agrémenté tous les services que nous vous offrons à bord.

Vous arrivez ainsi détendu et prêt à travailler.

Pour toute réservation, appelez votre agent de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou 05 23 00 35 (Province).



En départ de Paris, American propose tous les jours des vols directs vers 150 points touristiques aux U.S.A. et plus de 300 correspondances pour les Amériques.

American Airlines

Transporteur Officiel de la Coupe du Monde de Football 1994.

A TRAVERS LE MONDE

BANGLADESH

Amnesty International dénonce des violations des droits de l'homme

Dans un rapport rendu public, mercredi 28 avril, Amnesty International dénonce de « graves violations » des droits de l'homme commises au Bangladesh. Malgré des mesures positives prises par le gouvernement ces dernières années, il n'y a pas eu d'amélioration sensible dans la situation des droits de l'homme. L'organisation fait état d'exécutions sommaires, notamment d'opposants politiques, par les forces de sécurité ou avec la complicité de la police. Elle dénonce aussi l'augmentation du nombre des exécutions capitales, qui se sont élevées à quatre en 1992. En outre, 114 personnes attendant leur exécution, selon Amnesty, qui se dit préoccupée par l'extension du nombre de crimes passibles de la peine capitale. L'organisation fait aussi état de tortures et de viols commis par des policiers ou des militaires, qui ont entraîné la mort de dix-sept personnes en 1992.

POLOGNE

Une enquête est ouverte sur le rôle du général Jaruzelski dans la répression de 1970

La justice militaire polonaise a ouvert une enquête sur le rôle du général Jaruzelski, alors ministre de la défense, dans la répression des émeutes de la Baltique en 1970, lorsque l'armée avait ouvert le feu sur les ouvriers, tuant plusieurs dizaines de personnes, a rapporté mardi 27 avril l'agence PAP.

La procureur de Gdynia, l'un des ports où navaient eu lieu ces émeutes, a accusé le général Jaruzelski de « participation à l'organisation d'actions visant à écraser des manifestations populaires ». L'ancien numéro un polonais fait déjà l'objet d'une enquête parlementaire sur l'instauration de l'état de guerre en 1981, et de poursuites judiciaires sur la destruction de documents du Politburo. - (Reuters, AFP)

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

Le gouvernement souhaite une politique de la ville « plus simple et plus souple »

En engageant, mardi 27 avril, à l'Assemblée nationale, le débat d'orientation sur la ville, Simone Veil, ministre d'Etat chargé des affaires sociales, de la santé et de la ville, a indiqué de quelle manière elle entendait « remettre de l'ordre dans la politique de la ville ». Le gouvernement souhaite une simplification des procédures, la création d'un fonds unique

d'intervention, l'accroissement de la présence de l'Etat et la participation des acteurs de terrain. M^{me} Veil a confirmé qu'elle avait obtenu le « dégel » de 110 millions de francs de crédits, bloqués par le gouvernement précédent, pour soutenir des actions nouvelles dans les quartiers. Elle a annoncé la maintien des opérations « Prévention-Etats » et « Ecole

ouvertes » et indiqué qu'elle espérait mobiliser deux mille appelés du contingent supplémentaire pour renforcer « la présence d'adultes autour des écoles » et les faire participer au « soutien des structures d'animation et de développement économique ».

Après, le premier ministre, Edouard Balladur, avait défini d'un mot ces nouvelles orienta-

tions : « La politique de la ville que ce gouvernement appelle de ses vœux doit être à la fois plus simple et plus souple ».

Dans le débat, qui devait s'achever mercredi 28 avril et pour lequel cinquante-quatre députés sont inscrits, les premiers orateurs se sont attachés à éviter toute polémique sur ce sujet sensible.

Comme pour mieux en souligner l'importance, le premier ministre, Edouard Balladur, a tenu à introduire lui-même le débat sur la politique de la ville. « Trois Français sur quatre habitent dans des villes et près d'un sur trois dans les banlieues », a souligné d'emblée M. Balladur. Une telle concentration urbaine est, en elle-même, un facteur de grand déséquilibre pour notre société. Quand se surajoutent à cette concentration des phénomènes cumulatifs tels que la surpopulation, la dégradation de l'habitat, le chômage ou, selon la formule de M. Balladur, « la coexistence de communautés aux traditions différentes », il arrive que certains quartiers deviennent « des zones de non-droit ». Et c'est particulièrement cet aspect de la crise urbaine que le premier ministre a choisi de traiter

dans son discours. « Ce sont les principes mêmes de l'Etat républicain qui sont en cause dans cette affaire, qu'il s'agisse de la cohésion sociale de la nation, de l'avenir de l'Etat ou de l'application des mêmes règles de droit pour tous », a affirmé M. Balladur. Or, pour le premier ministre, les objectifs de la politique de la ville demeurent « peu clairs et mal définis ». Celle-ci ne fait l'objet d'« aucun véritable dispositif d'évaluation », alors qu'elle représente un coût annuel d'environ 7 milliards de francs. Elle souffre, enfin, de « la multiplicité des autorités » et d'une « superposition de procédures complexes ». C'est pourquoi le premier ministre souhaite que la politique de la ville devienne « plus simple et plus souple ».

« Le gouvernement entend de ce

débat d'orientation qu'il permette de dégager des propositions concrètes », a précisé Edouard Balladur en avançant lui-même une série de pistes de réflexions : comment éviter que « trop souvent, l'Etat se borne à relayer les initiatives locales » ? Comment éviter la dispersion des sources de financement ? Comment permettre aux fonctionnaires d'agir de façon plus coordonnée ? Comment donner des responsabilités plus importantes aux représentants de l'Etat ? « L'autorité de l'Etat est aujourd'hui gravement mise en cause, a insisté le chef du gouvernement. Nous ne remettrons à cette situation que si la politique de déconcentration est renforcée ».

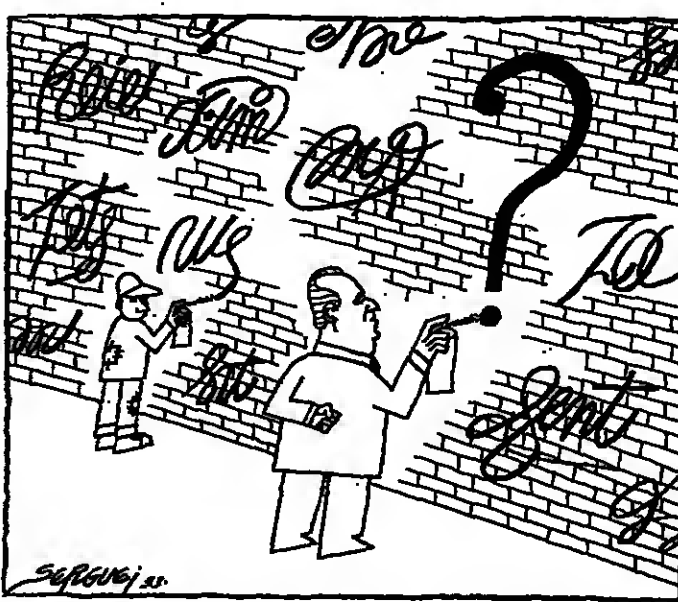
M^{me} Veil : « Gardons-nous de tout amalgame »

Puis, c'est sur un ton étudié de maîtresse d'école que Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a véritablement amorcé le débat. Elle a tout d'abord dessiné un tableau de la situation des quartiers : une « grande diversité des situations d'une ville à une autre, d'un quartier à un autre qu'il faut toujours avoir à l'esprit », a-t-elle ainsi prévenu. « Gardons-nous donc de tout amalgame tendant à mettre seulement les problèmes sur le compte d'une immigration mal maîtrisée, sur le compte des jeunes générations, sur le compte de tel ou tel bouc émissaire. Ce serait à la fois injuste et indigne ».

Dressant ensuite un premier bilan personnel de la politique de la ville, M^{me} Veil a souligné les « succès humains » et « tous ceux, élus, associations, qui, sur le terrain, ont façonné ou utilisé les outils » de cette politique. Mais constatait que « les problèmes subsistent », le ministre d'Etat a pointé les carences de la politique suivie depuis 1977, qui se sont traduites par une tendance à ignorer « la vie quotidienne des habitants ». En premier lieu, elle lui a reproché de « n'avoir pas su se fixer des objectifs, de n'avoir pas su appréhender, dès le départ, les problèmes dans leur globalité ». Selon elle, la politique de la ville « s'est enlisée dans une approche catégorielle, parcellaire, alors que la vie d'un jeune dans la cité dépend de l'harmonie de sa famille, des conditions de logement, de l'accès aux soins, de l'éducation et des possibilités de loisirs ». Par manque de définition des domaines d'intervention, « on a assisté à un véritable foisonnement de procédures contradictoires, qui se sont empiégées les unes sur les autres, sans réelle synergie, ce qui a plutôt généré l'opacité et la confusion ».

Après ce sévère constat, le ministre de la ville, animé par une volonté de « remettre de l'ordre dans la politique de la ville », a énuméré les orientations du gouvernement : « simplification des procédures », en les rassemblant « dans un protocole unique d'engagement entre l'Etat et les collectivités locales » ; « globalisation des moyens au sein d'un fond unique d'intervention » ; accroissement de la présence de l'Etat sur le terrain ; et « participation responsable de tous les acteurs de terrain ». Insistant sur son action de « globalisation des moyens », le ministre a assuré que des « moyens substantiels » seront mobilisés pour « renforcer des mesures prioritaires » : « affecter dans ces quartiers en difficulté les chefs d'établissement les plus compétents et les enseignants les plus expérimentés et les plus motivés » ; lutter contre l'absentéisme scolaire, accroître les mesures de soutien scolaire, renforcer la présence des adultes dans les établissements. Une volonté, soutient par des applaudissements nourris sur les bancs de la majorité, qui appelle des mesures concrètes.

M^{me} Veil a ainsi énoncé les demandes qu'elle a faites à ses collègues du gouvernement. Au ministère de la défense, elle a proposé d'étudier « la possibilité de mobiliser dans les meilleurs délais deux mille



taires » pour « assurer le renforcement de la présence d'adultes autour des écoles », et participer au « soutien des structures d'animation de rue, d'animation sportive et de développement économique des quartiers ». Au garde des sceaux elle a demandé de prévoir « l'éloignement provisoire des jeunes délinquants », provoquant ainsi une vive justification des députés de la majorité. Au ministre du logement, enfin, elle a signifié qu'elle souhaitait rapidement « des mesures en faveur des sans-abri ».

M^{me} Veil a précisé qu'elle avait obtenu, pour sa part, le « dégel » de 110 millions de francs de crédits décidés par le gouvernement précédent pour soutenir des actions nouvelles dans les quartiers. Prenant le relais de M. Balladur, le ministre a rappelé la nécessité d'une implantation des services publics, en indiquant qu'elle avait « demandé aux préfets de veiller à ce qu'aucune décision conduisant à réduire ou à supprimer des services publics d'Etat ne soit prise dans ces quartiers ».

Le ministre d'Etat a enfin annoncé le maintien « des opérations « Prévention-Etats » et « Ecole ouverte ». Simone Veil avait ainsi, en une trentaine de minutes, défini ce qu'elle nomme « une politique ambitieuse, réaliste, humaine de la ville ». Appelant les députés à « s'inscrire dans la durée », elle a conclu son discours par cette note patriotique : « Il y va aussi du visage de la France, notre France ».

Premier orateur inscrit, Gilles de Robien (UDFC, Somme) met tout de suite en garde le gouvernement : le débat ne doit pas être « un interlude pour occuper la représentation nationale » mais le point de départ de premiers textes législatifs, car « il y a urgence d'assistance à personnes en danger ». Pour M. de Robien, qui est aussi maire d'Amiens, le constat est connu, il est temps de passer aux actes. Le porte-parole du groupe UDFC a ainsi proposé un « plan Marshall » pour la ville, échelonné sur dix ans, qui serait financé par un grand emprunt national. Résolvant le problème de l'Etat, il a demandé qu'il soit mis fin à « l'extension

anarchique de l'île-de-France », en encourageant le gouvernement à entreprendre des « déconcentrations audacieuses ». Sur le plan fiscal, M. de Robien a pointé certaines inégalités criantes entre communes riches et communes pauvres : « Est-il normal que le taux de la taxe professionnelle de Neuilly-sur-Seine soit de 2,89 %, alors qu'il est de 16,87 % à Montreuil-Jolie ? ».

Le député de la Somme a encore réitéré un élargissement des compétences en matière de sécurité pour les maires et encouragé les magistrats à « sortir des palais de justice de centre-ville pour s'installer dans les centres sociaux culturels ». Enfin se démarquant de l'un de ses collègues de la majorité, Pierre Carles (RPR, Yvelines), qui, peu après son élection, avait souhaité la suppression des allocations familiales pour les parents qui ne « tiennent » pas leurs enfants, M. de Robien s'est déclaré « favorable à des allocations spéciales pour les parents dont les enfants suivent des études surveillées ou font preuve d'assiduité ».

Intervenant comme porte-parole du groupe socialiste, Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), président de l'association Maires, villes et banlieues de France, a rappelé au ministre d'Etat qu'elle n'était « pas engagée » dans une politique de la ville en tant que telle, mais qu'elle avait « favorisé » de nombreuses années, « à-t-il précisé, nous sommes un certain nombre sur tous les bancs de cette assemblée qui, faisant fi de notre appartenance politique, avons su nous retrouver dans nos associations d'élus pour essayer de mettre en commun notre savoir-faire, et nous avons souvent réussi ».

Le député de Loire-Atlantique a souhaité « préciser le réalisme des choses » en citant quelques chiffres : sur les 6 000 quartiers des agglomérations urbaines, « environ 543 sont des problèmes », dont « une centaine ont de graves difficultés et sur cette centaine, trente sont en situation de grave désespérance. Cela veut dire tout de même que 5 500 quartiers ne vont pas si mal ». Soulignant le rôle décisif de l'Etat, sans lequel « on ne peut pas demander

aux collectivités locales d'être de plus en plus impliquées », il a demandé le « lancement rapide des contrats de ville » articulés avec les contrats de plan et la création d'« établissements publics forts », tels que ceux qui existent pour les villes nouvelles. M. Floch s'est enfin interrogé sur le rapprochement du ministère de la ville avec celui des affaires sociales et de la santé : « Est-ce que cela veut dire la ville ne relève que d'un traitement social ? ».

M. Raoult (RPR) : écrire un nouveau chapitre

Pour Jean-Claude Gayssot (PC, Seine-Saint-Denis), il faut « s'attaquer aux causes profondes » de la crise de la ville, pour laquelle « tous les gouvernements précédents », d'avant et d'après 1981, ont « une part de responsabilité considérable ». Mais à défaut de pouvoir espérer un « changement réel de politique », le porte-parole du groupe communiste a demandé, pour enrayer la ségrégation sociale, que toutes les villes aient « une obligation de construire un parc suffisant de logements sociaux ». Il a revendiqué le remboursement de la TVA pour les organismes HLM, la baisse des taux des prêts à la construction et le réajustement à 1 % de la cotisation patronale. Sur le plan de la sécurité, c'est une véritable dissuasion démocratique face à la violence qu'il faut instaurer, a affirmé M. Gayssot.

Principal orateur du groupe RPR, Eric Raoult (Seine-Saint-Denis) a reproché au gouvernement précédent d'avoir « oublié qu'il avait de rénover le bâti, il fallait d'abord valoriser les hommes et les femmes qui y vivent ». La politique de la ville a ainsi « souffert d'un déficit humain, d'une incapacité à écouter, à évaluer, à se remettre en question, à reconnaître les impasses et, plus grave, à innover ». « Voulez-vous penser en spécialistes, vos prédécesseurs ont oublié d'agir en praticiens », a-t-il ajouté, déclenchant une vive protestation de Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), ancienne secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation. Se voulant rassurant, le député RPR a expliqué que son parti ne voulait pas « déchirer les pages, mais écrire un nouveau chapitre, en tenant compte des acquis et des expériences ». Il a donc appelé le gouvernement à mettre en œuvre « rapidement, fermement, intelligemment », trois priorités : « l'autorité, l'activité et l'identité ».

M. Raoult a souhaité un « retour de l'Etat et du maire dans leur autorité », seuls « parrains de la politique urbaine ». Pour éviter la dérive et la régression, le député de Seine-Saint-Denis a réclamé une « réhabilitation urbaine, mais aussi humaine », qui passe notamment par le patrimoine et le tuteur : « Un cartable rempli, donné chez nous, est aussi généreux qu'un sac de riz porté chez les autres devant les caméras ». En matière d'emploi, Eric Raoult a suggéré une « exonération de la taxe professionnelle et des impôts fonciers pendant dix ans » pour les entreprises s'installant dans des quartiers défavorisés, la mise en place d'un « guichet unique pour toutes les formalités administratives », la « création d'établissements publics administratifs chargés d'offrir des prestations de service », et l'instauration d'une « prime à l'aménagement de la ville pour chaque emploi créé ». Dans une envolée finale aux accents très gaullois, M. Raoult a assuré que la politique de la ville sera « le grand défi de la reconquête de notre espace national, d'une France unie qui restera un creuset unique et original : la nation française ».

JEAN-LOUIS SAUX et SYLVIA ZAPPI

■ SOS-Racisme estime que M^{me} Veil « se résiste à toutes les pressions ». SOS-Racisme a estimé, mardi 27 avril, dans un communiqué, que Simone Veil « se résiste à tous les amalgames, à tous les raccourcis et à toutes les pressions en appelant au pragmatisme et à l'efficacité, en affirmant que l'Etat ne peut rien sans les associations et la consultation des habitants ». SOS-Racisme souhaite « que l'on passe rapidement du stade du débat à celui de l'action ».

Mêmes maux, mêmes remèdes

Suite de la première page

Refusant de « jeter l'anathème sur l'ensemble de la population d'un quartier ou sur telle ou telle catégorie parce que ce serait à la fois injuste et indigne », le ministre de la ville a été content de Gilles de Robien, maire PR d'Amiens, s'est incliné devant les habitants des quartiers « DSO » (développement social des quartiers) qui « inventent un nouveau type de citoyenneté » et Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, autrefois connu pour ses envolées sécuritaires, a appelé les Français à poursuivre « un jeune Youssef ou une petite Yasmine ». Patrick Braouezec, élu communiste reconverti de Seine-Saint-Denis, se trouvait même des « points communs » avec André Santini, maire UDF d'Issy-les-Moulineaux.

Le pouvoir des maires

Sous ce déluge de bons sentiments entrecoupés de quelques poncifs à propos de ces pauvres banlieues, on sentait l'impatience grandir parmi les nouveaux députés de base, confrontés aux violences et aux exaspérations. Il est d'ailleurs peu probable que la seconde journée de débats, qui doit permettre à ces élus d'exprimer leurs doléances, laisse la même impression de calme et de modération. Mais, pour une fois, on a débattu à froid de questions qui, jusqu'à présent, n'avaient mobilisé le monde politique qu'à la suite de drames, à Vaulx-en-Velin, à Montreuil-Jolie ou ailleurs. Hors de toute réaction émotionnelle, les véritables questions politiques sur la ville ont pu être posées : comment mieux utiliser les fonds affectés au « retissage » social des banlieues, y attirer des activités, des emplois, multiplier et éparpiller les logements sociaux, clarifier le rôle de l'Etat et des collectivités locales, redonner aux habitants le goût de la citoyenneté ? Les pistes tracées sont à la fois vagues et ambiguës. Répondant au souhait de M. Balladur d'une « utilisation plus efficace des deniers publics », M^{me} Veil a annoncé une « globalisation des moyens d'intervention » au sein d'un « fonds unique ». Cette mesure ne constitue que la poursuite du mouvement de simplification entamé depuis la création, en 1990, du ministère de la ville. De dix-sept lignes budgétaires en 1991 pour les actions « villes », on est passé à six lignes cette année, gérées pour une part par les services du premier ministre (prévention de la délinquance), et pour une autre par le ministère de l'équipement.

Ces crédits consacrés aux services publics de proximité, à la réhabilitation des cités, à la prévention de la délinquance et au soutien aux associations rassemblent 3,7 milliards de francs du budget consacré à la ville, les 4 milliards restants étant constitués par les crédits spécifiques des autres ministères (intérieur pour l'otage, éducation nationale pour les ZEP, justice pour les maisons de justice). La « globalisation » annoncée par M^{me} Veil permettrait de doter le

ministère de la ville d'un budget propre susceptible d'une discussion parlementaire cohérente. Elle suppose une redistribution, toujours problématique, des crédits et donc des prérogatives ministérielles.

Quant à l'unification des procédures de financement des actions locales, elle correspond au mouvement déjà largement amorcé de négociation de 165 « contrats de ville » entre l'Etat et les maires. Cette nouvelle formule, qui englobe la totalité du tissu urbain, banlieues et centre inclus, et tous les aspects économiques, architecturaux, sociaux et civiques, est appelée à se généraliser au cours du XI^e Plan. L'annonce de la nomination de quatre sous-préfets chargés de la solidarité et de la ville, correspond en fait au doublement des effectifs des bureaux sous-préfets à la ville. Si l'annonce du « dégel » des modestes 110 millions de francs pour la ville bloqués par le précédent gouvernement est de bon augure, aucune assurance n'a été donnée sur la poursuite et l'accentuation de l'effort financier. Il n'y aurait donc rien de très nouveau sous le soleil des banlieues.

Seule la discrète annonce par M^{me} Veil de la mise à l'étude, avec le garde des sceaux, de « mesures permettant, dans le respect des droits de l'enfant, l'éloignement provisoire des jeunes délinquants » a pu un instant faire débarrasser l'oreille aux élus soucieux de débarrasser les cités des quelques éléments qui peuvent semer des graines de violence. Les parquets seraient ainsi incités à placer d'une manière plus systématique des mineurs délinquants dans des foyers éloignés de leur domicile. Ces décisions, qui peuvent être aussi prises par le juge des enfants ou le juge d'instruction, viendraient, comme c'est déjà parfois le cas aujourd'hui, en substitution à l'incarcération.

Oubliant ses attaques contre la politique socialiste de la ville, son hostilité d'hier à la loi d'orientation de M. Delebarre, aux dispositions sur le logement des plus défavorisés (loi Besson) et à la loi de solidarité financière entre communes riches et pauvres, la nouvelle majorité s'apprête à utiliser les mêmes remèdes, après quelques remaniements. Le débat véritablement neuf amorcé mardi concerne le pouvoir respectif des maires et de l'Etat. Beaucoup d'entre eux, aujourd'hui élus députés, réclament de nouvelles prérogatives en matière d'attribution et de construction de logements sociaux, de détaxation des implantations d'activités dans les quartiers difficiles, de démocratie locale. En tant que maires confrontés aux réalités du terrain, ils estiment être le mieux à même d'agir efficacement et veulent être reconnus en « vrais patrons » de la politique de la ville, au risque de renforcer certaines inégalités. Reste à savoir quelle marge de manœuvre l'Etat, dont l'intervention massive n'est plus guère contestée, sera prêt à leur octroyer.

PHILIPPE BERNARD

Un débat sérieux et ouvert

Simone Veil, à la fin de son discours, avait souhaité « sérieux et dignité » pour ce débat consacré à la ville. A la fin de la première journée, on peut dire qu'il y a eu un sérieux et une dignité. Les premiers textes législatifs, car « il y a urgence d'assistance à personnes en danger ». Pour M. de Robien, qui est aussi maire d'Amiens, le constat est connu, il est temps de passer aux actes. Le porte-parole du groupe UDFC a ainsi proposé un « plan Marshall » pour la ville, échelonné sur dix ans, qui serait financé par un grand emprunt national. Résolvant le problème de l'Etat, il a demandé qu'il soit mis fin à « l'extension

primer sur ce chapitre de la vie quotidienne, la plupart, quelle que soit leur appartenance politique, sont des hommes à das fermes de terrain, maires ou conseillers municipaux d'agglomérations urbaines. Ils savent de quoi ils parlent. Comme l'a dit l'un d'eux, André Santini, député UD-FPS des Hauts-de-Seine et maire d'Issy-les-Moulineaux, « il y a aujourd'hui plusieurs milliers de ministres de la ville, qui courent sans moyens, aux prises avec des institutions disparates, des procédures lourdes et complexes ».

C'est du reste dans un bel élan collectif que ces députés ont réclamé, tout à la fois, un renforcement des moyens consacrés par l'Etat aux quartiers « difficiles » et une réévaluation du rôle et des compétences du maire. Une exigence qui sera peut-être difficile à satisfaire pour le nouveau gouvernement.

J.-L. S. ET S. Z.

POLITIQUE

Le conseil national du RPR et l'échéance présidentielle

M. Chirac : « Nous devons nous préparer à remporter ensemble dans deux ans la victoire majeure »

Sous la présidence de Jacques Chirac et en présence du premier ministre, Edouard Balladur, le RPR a réuni, pour la première fois depuis les élections législatives, mardi 27 avril à Paris, son conseil national qui est le « parlement » du mouvement. Plus que l'affirmation d'un soutien naturel au gouvernement et à son chef, cette « réunion de famille » a été l'occasion pour les orateurs, et particulièrement pour le maire de Paris, d'appeler les militants au maintien de la mobilisation en vue de l'élection présidentielle.

Les « compagnons », aime à répéter Jacques Chirac, chassent en bande. Il leur arrive de s'écarter momentanément de la meute, voire de braconner en solitaire, mais au moment décisif les loups se retrouvent pour fonder sur leur proie. Observateur délicat des mœurs politiques, Edouard Balladur a eu tout le loisir, mardi 27 avril, au cours de la réunion du « parlement » du mouvement dont il est membre, de « savourer » cette maxime chiraquienne. Réuni pour la première fois depuis l'écrasante victoire de la droite aux législatives qui a donné « la majorité de la majorité » au RPR, ce conseil national ne pouvait que se transformer en « fête de famille » tout entière consacrée à son président dont c'était également la première intervention publique depuis un mois. Et vingt-quatre ans après le départ du général de Gaulle de l'Élysée, les orateurs d'out et de dedans de rappeler que l'essentiel, dès aujourd'hui, est de faire gagner M. Chirac à l'élection présidentielle, mère de tous les scrutins.

Ainsi, Alain Juppé a non seulement rendu hommage à « l'artisan numéro un » du succès des législatives, mais, en plus, il a souligné que « désormais toute l'action [du RPR] est tendue vers une seule et même fin : la victoire de la majorité de la majorité ». Le secrétaire général a bien sûr parlé de la mobilisation de la force militante, de la préparation des prochaines échéances et du soutien sans faille de l'ac-

tion du gouvernement et de M. Balladur mais il a surtout insisté, sans s'attarder sur le sujet, sur « la raison d'être » du mouvement : « aller Jacques Chirac » qui « incarne l'espérance ». Son adjoint et porte-parole, Jean-Louis Debré, n'a pas dit autre chose en déclarant, en substance, que l'équipe Balladur ne servirait à rien si l'équipe suivante de l'élection présidentielle n'était pas gagnée. Pour la bonne forme, le secrétaire général a joint à l'implicite souligné, en parlant notamment de « oui, mais », que le RPR ne ferait pas de giscardisme dans son soutien au chef du gouvernement.

Après avoir analysé les données majeures du résultat des élections – « la sanction sans appel dont les socialistes ont fait l'objet », « la modestie du score des écologistes », « la stagnation de l'extrême droite » et « le succès de l'UDF » – M. Chirac a fixé « trois missions » à la nouvelle majorité. L'ancien premier ministre a appelé à « un appui sans faille » de « meilleur chef de gouvernement possible pour engager le redressement de la France », tout en demandant à la majorité d'être « fidèle aux engagements pris lors de la campagne », et il a prôné l'union de cette majorité dont il affirme qu'il sera un « gardien particulièrement vigilant ». « Aucune ambition ne peut justifier la moindre déviation de cette exigence d'union », a précisé M. Chirac en écartant, par avance, « le spectacle de querelles subalternes et dérisoires » qui, après la brillante victoire législative risqueraient de « compromettre l'élection présidentielle [à l'issue de] la victoire du système politique ».

Expliquant le succès de l'UDF, M. Chirac a dit : « Nous n'avons pas gagné seulement parce que les autres ont perdu. Nous avons gagné parce que nous avons su incarner l'esprit de réforme. » « Lors des élections législatives, a-t-il poursuivi, nos concitoyens ont fait un véritable acte de confiance, un acte qui nous oblige pour l'avenir. Il s'agit maintenant de s'en montrer dignes. » Selon lui, les leçons du dernier scrutin tiennent en quelques mots : « Vérité, sens du bien public, rigueur, pragmatisme, modération, cohérence et détermination ». Et le premier des devoirs qu'il assigne aux députés du RPR est de ne pas s'endormir, mais, au contraire, « tendre la main » et « être tolérants ».

Il coulait donc de source que M. Chirac lançait l'appel central en conclusion de son intervention : « A peine avez-vous posé le baluchon de la dernière campagne que je vous convie à le reprendre pour approfondir nos routes et nous préparer à remporter ensemble, dans deux ans, la victoire majeure ».

M. Séguin : créer les conditions du renouveau

Alors que différents votes étaient alors organisés pour, notamment, renouveler le bureau politique, plusieurs orateurs se sont exprimés. L'intervention de Philippe Séguin a retenu, plus que d'autres, l'attention de l'auditoire, en évoquant l'ambiguïté de la période actuelle de transition. Parfois suspecté, à l'intérieur même de son mouvement, de ne pas être une absence de réussite de M. Balladur, le nouveau président de l'Assemblée nationale a affirmé : « Il n'y a pas d'avenir pour nos idées, pour les ambitions que nous nourissons pour la France qui puisse reposer sur un échec du gouvernement ». Pour autant, et précisait-il, le rôle de chevron, M. Séguin a ajouté : « Les circonstances institutionnelles et politiques qui s'imposent à nous étant ce qu'elles sont, nous ne pouvons espérer, dans la période qui s'ouvre, assurer le

Le Syndicat de la magistrature s'inquiète des contrôles d'identité à caractère préventif. Dans un communiqué publié mardi 27 avril, le Syndicat de la magistrature (SM) s'inquiète du projet du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, de légiférer les contrôles d'identité préventifs. Le SM souligne que les dispositions préconisées par M. Pasqua « n'ont pas d'autre vocation que de permettre aux forces de l'ordre de contrôler tous ceux qui ont une « allure » d'étranger » et visent à réintroduire le « délit de faciès ». Estimant que le cadre juridique actuel « n'offre pas les garanties que l'on peut attendre d'une démocratie », le SM redoute également que cette réforme « ait des conséquences dramatiques sur la vie des quartiers et des banlieues et fasse obstacle à la politique d'intégration que Simone Veil se propose de mener ».

renouveau. Mais nous devons nous fixer pour objectif de créer les conditions du renouveau. C'est pourquoi il a souhaité que M. Chirac soit le prochain président de la République car « il saura conduire la France sur les chemins du renouveau ».

Pour sa part, son ancien complice du référendum, Charles Pasqua, a rappelé que « le devoir » du RPR est de « redonner l'espérance aux Français ». C'est-à-dire, « conduire la politique pour laquelle nous avons été élus ». Le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire a lancé : « Il ne doit pas y avoir de rupture entre le mouvement et le gouvernement. Nous sommes tous engagés dans la même action de redressement au service du pays ».

Assurant la conclusion de la réunion, le premier ministre a affirmé qu'il avait « la ferme intention » d'« appliquer scrupuleusement » le projet RPR-UDF, soulignant à dessein qu'il n'avait « nul besoin d'être incité particulièrement ». M. Balladur s'est livré à une défense et illustration de l'action engagée « depuis un mois ». Il a évoqué pour cela la baisse des taux d'intérêt, le dialogue social renoué et la préparation du collectif budgétaire. « Nous sommes allés vite, nous continuerons. Tout n'est pas fait en quatre semaines mais beaucoup est déjà commencé », a dit le chef du gouvernement dans ce qui ressemblait à s'y méprendre à une plaidoirie. « Je n'ai pas l'intention de confondre la vitesse et l'agitation, je vous donne rendez-vous

dans trois mois et vous le verrez alors, l'essentiel de ce que nous avons promis aux Français aura été mis en œuvre », a lancé M. Balladur.

Après avoir indiqué à son auditoire qu'il n'était pas au gouvernement pour « satisfaire une idéologie », M. Balladur a fait le serment de consacrer « toutes [ses] forces à empêcher la situation de la France de se dégrader encore davantage ». « Dans bien des domaines le gouvernement issu de ces élections est celui de la dernière chance, je souhaite que tous nous en prenions conscience », a-t-il encore dit, multipliant ainsi implicitement les appels à la prudence et à la patience à ceux qui ne seraient pas assez fortement dotés de ses vertus.

Se rapprochant à son mot fétiche, le chef du gouvernement a indiqué, enfin, que « la réforme doit inspirer l'action du gouvernement » et que les néo-gaullistes s'« oot » rien à craindre d'un dialogue large et régulier. Cela le conduira donc à « dire la vérité sur l'action du gouvernement, fût-elle même impopulaire ». « Vous le savez, le temps des décisions difficiles est proche, il va falloir l'affronter sans crainte », a prévenu M. Balladur.

OLIVIER BIFFAUD

Le nouveau bureau politique

A l'occasion de la réunion de son conseil national, mardi 27 avril, à Paris, le RPR a confirmé Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, au poste de secrétaire général du mouvement par 517 voix contre 23 et 9 bulletins nuls pour 549 votants. Il s'est donné un nouveau trésorier – Jacques Oudin, sénateur de Vendée, remplacé Jacques Boyon qui a été élu président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale – et il a ratifié la liste unique des trente membres de son bureau politique parmi lesquels figurent les douze autres ministres RPR (le Monde du 28 avril).

Les trente élus au « 8P » sont les suivants : Michèle Alliot-Marie, Patrick Balkany, Claude Berato, Michel Bernier, Jean Besson, Franck Borotra, Alain Carignon, Jean-Yves Charnaud, Philippe Dechambre, Alain Devaquet, Xavier Dugoin, François Fillon, Robert Gallay, Michel Giraud, Yves Guéna, Olivier Guichard, Elisabeth Hubert, Gabriel Kasperat, Lucette Michaux-Chevry, Robert Penderaud, Charles Pasqua, Dominique Perben,

Etienne Pinte, Robert Poujade, Roger Romani, Michel Roussin, Nicolas Sarkozy, Jean Tiberi, Jacques Toubon, Jacques Vernier.

Conformément aux statuts du RPR, le président, Jacques Chirac, le secrétaire général, les anciens premiers ministres RPR, Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, les présidents des groupes parlementaires, Bernard Pons, Josselin de Rohan et Christian de La Malène, sont membres de droit de ce bureau politique. Il a été décidé que le premier ministre en exercice, Edouard Balladur, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et le président de l'Association des maires de France, Jean-Paul Delevoye, y siègeront à titre honorifique.

Enfin, le secrétaire général adjoint, Jean-Louis Debré, et le trésorier assistant aux réunions du « 8P », qui quittent Christiane Papon, Michel Aurillac et Jacques Kosciuszko-Morizet.

Un projet qui inquiète l'UDF

Le gouvernement n'a pas renoncé à réformer le mode de scrutin pour les élections européennes

Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a confirmé, mardi 27 avril, que le gouvernement étudie actuellement un projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes, qui passerait par sa régionalisation. Ce projet inquiète l'UDF, qui souhaite le maintenir en 1994 d'un scrutin national.

Edouard Balladur avait expressément annoncé, c'est vous savez, que vous interroger sur le mode de scrutin pour l'élection au Parlement européen afin de rapprocher davantage les citoyens des élus, avait-il indiqué, le 15 avril, lors de sa déclaration de politique générale devant le Sénat. Si le premier ministre n'avait donné aucune précision sur le contenu de cette réforme, il était clair que l'idée du gouvernement était de régionaliser l'actuel mode de scrutin en vertu duquel les quatre-vingt-neuf représentants français au Parlement européen sont élus à

la proportionnelle sur une liste nationale.

L'affaire avait alors commencé à ébranler l'UDF, favorable à une telle réforme sur le fond mais hostile à sa mise en œuvre immédiate, tandis que le RPR se ralliait aux intentions gouvernementales. Les arrières-pensées tactiques dans la perspective des prochaines élections européennes de juin 1994 commencent à l'évidence à empoisonner les relations entre le RPR et l'UDF. Ainsi le fait que Edouard Balladur ait passé sous silence ce projet de réforme lorsqu'il a exposé, le 22 avril, les grands lignes de son programme législatif devant la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a-t-il pu laisser penser que le gouvernement cherchait à temporiser.

En annonçant, mardi 27 avril, devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, que le gouvernement classait une telle réforme parmi les « priorités » de sa politique européenne, Alain Lamassoure vient de relancer le débat. Le ministre dé-

gué aux affaires européennes a confirmé, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, « préparait » ce projet de réforme qui serait applicable dès le prochain scrutin de 1994. « Rien n'est exclu », a-t-il précisé à propos des différentes options qui s'offrent au gouvernement en matière de découpage des circonscriptions, indiquant toutefois que son inclination personnelle le conduisait à privilégier les régions actuelles plutôt que le regroupement des régions. M. Lamassoure a certes invoqué la nécessité d'un « consensus » et introduit bien des nuances dans son propos – « on verra quelle est la position des uns et des autres, on verra si on peut avancer » – mais la remise à l'ordre du jour de cette réforme n'a pas moins inquiété ses amis de l'UDF.

Lors du déjeuner hebdomadaire des élus de la majorité autour de M. Balladur, Valéry Giscard d'Estaing a renouvelé son hostilité au projet. Dominique Baudis, président exécutif du CDS et porte-parole de l'UDF, a qualifié de

« salubre » une telle réforme tout en émettant des réserves sur son calendrier. « Tout le monde pourrait s'accorder sur une réforme si c'était pour une application à l'échéance suivante », a-t-il ajouté, précisant que « voter une réforme du mode de scrutin quelques mois avant pose toujours problème ».

Pour sa part, Jacques Barrot, vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est inquiété que « le débat sur l'Europe ne soit lui-même un peu rabaissé du fait de l'éclatement excessif du scrutin ». L'insistance mise par M. Lamassoure à affirmer qu'en matière de politique européenne « la continuité l'emportera sur le changement » et que le gouvernement veillera à la bonne application des traités existants, notamment l'acte unique, n'a pas suffi à le rassurer. L'UDF? Le dossier européen, en tout cas, n'a pas fini de semer le trouble au sein de la majorité.

F. B.

L'aveu

par Thierry Bréhier

La bonne éducation consiste, aussi, à camoufler les évidences. Edouard Balladur est de ceux qui s'efforcent d'appliquer ce sage principe dans la vie publique. Jacques Chirac, manifestement, préfère le réserver à la sphère privée. Le message du conseil national du RPR est, en effet, on ne peut plus clair : la seule vraie mission confiée par la majorité de la majorité au premier ministre – c'est-à-dire par ceux qui ont permis son installation à l'hôtel Matignon – est de permettre l'entrée du maire de Paris à l'Élysée.

Pour en douter, il fallait refuser d'ôter ses caillères et surtout oublier qu'Edouard Balladur avait fort mal vécu que nombre de ses « compagnons » lui fassent porter la responsabilité de l'échec de la première cohabitation. Il en avait été l'inventeur, mais non le metteur en œuvre. Aujourd'hui, il veut démontrer que sa stratégie cohabitationniste, s'il a la pleine maîtrise de la tactique quotidienne, peut aboutir au succès. Mais le résultat recherché est toujours la même : permettre à la droite pompidolienne de remporter la seule élection qui compte sous la V^e République : la présidentielle. Et puisque Jacques Chirac est le porte-drapeau de cette droite-là, Edouard Balladur met son action à son service.

Pour réussir, une totale confiance entre les deux hommes est aussi indispensable qu'un total accord sur la stratégie et la tactique. Or l'ouverture, de fait, par Jacques Chirac de la campagne présidentielle montre que cet accord n'est pas total. Instruit par le premier cohabitationniste, et conformément à son tempérament, Edouard Balladur use de deux vertus qui ne sont pas celles des militants du RPR, ni de leur président : la patience et la prudence. Il y a sept ans, la droite chiraquienne avait voulu agir vite pour dire aux électeurs : nous avons réussi à Matignon, donc vous pouvez nous confier l'Élysée. Aujourd'hui, le premier ministre a compris qu'un tel « challenge » n'était pas jouable. Il préfère promettre pour plus tard, annoncer des améliorations, engager des réformes, dont il prévient qu'elles n'auront d'effets qu'à long terme. D'où le choix de la quinquennalité plutôt que d'ordonnances. Il souhaite être jugé, il demande que « son » candidat à la présidentielle soit apprécié, non pas sur des faits, mais sur un programme précis qui aura, c'est vrai, commencé à être mis en œuvre.

L'UDF en porte à faux

Cette tactique implique de résister aux impatiences de la base électorale de la majorité. C'est bien là le principe de la tactique de la droite chiraquienne, dont la mise en œuvre le bossaïva était déjà un acrobate que l'électorat de droite portait au crédit du premier ministre. De toutes les cohabitations qu'il a eues à gérer, celle avec Jacques Chirac est probablement la plus délicate.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Sauf décision contraire du garde des sceaux

Franck Terrier, directeur des affaires criminelles serait nommé avocat général à Versailles

La commission consultative du parquet, présidée par le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, a rendu, mardi 27 avril, un avis favorable au sujet de la nomination de Franck Terrier, le directeur des affaires criminelles et des grâces, au poste d'avocat général à la cour d'appel de Versailles. Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait retiré sa délégation de signature à M. Terrier, mercredi 21 avril, à la suite d'un incident concernant la transmission d'un dossier (le Monde du 23 avril).

Depuis le retrait, il y a une semaine, de sa délégation de signature au directeur des affaires criminelles et des grâces, Franck Terrier, les principaux acteurs du monde judiciaire attendaient la réunion de la commission consultative du parquet. Composée pour moitié de représentants élus par les magistrats et de représentants de la chancellerie (1), cette commission présidée par Pierre Truche était chargée, comme d'habitude, d'émettre un avis sur la nomination de M. Terrier comme avocat général à la cour d'appel de Versailles. Au terme d'une réunion qui s'est tenue, mardi 27 avril, à la chancellerie, la commission a finalement choisi de rendre un avis favorable.

Sauf décision contraire du ministre de la justice, qui peut, au regard des textes, passer outre l'avis de la commission, M. Terrier devrait donc prochainement rejoindre le parquet général de Versailles.

Son départ de la chancellerie a tout d'un coup symbolisé la fin des affaires criminelles et des grâces par Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, en 1990, Franck Terrier avait succédé à une petite tempête en mai 1992 en se rendant en pleine affaire Toshiba dans le bureau du ministre de la ville, Bernard Tapie, alors que celui-ci craignait d'être inculpé par le juge Edith Boizette. Depuis plus de trois ans, il coordonnait l'action publique menée par les parquets généraux de France, et donc, à ce titre, la gestion contestée des «affaires» par les socialistes.

Un sans de carrière trop important

Franck Terrier avait accédé à ce poste au terme d'une carrière exceptionnellement rapide. Entré dans la magistrature en 1978 comme juge d'instruction au Havre, il avait passé quelques mois au parquet de Paris avant de rejoindre en 1982 la chancellerie, puis, en 1986, le secrétariat général du parquet général de la Cour de cassation, alors dirigé par Pierre Arpaillange. En 1989, lorsque M. Arpaillange avait été nommé garde des sceaux, M. Terrier avait rejoint le cabinet en tant que conseiller technique avant d'être nommé un

an plus tard directeur des affaires criminelles et des grâces. Il succédait ainsi à quarante ans à l'un des postes les plus prestigieux et les plus exposés de la magistrature.

En donnant son feu vert à la nomination de Franck Terrier à Versailles, la commission consultative du parquet conclut un fœtillon de rebondissement commencé au mois de février. Présentant l'avenir difficile du directeur des affaires criminelles et des grâces au lendemain des élections, le garde des sceaux, Michel Vauzelle, avait proposé, il y a deux mois, de le nommer procureur de la République à Créteil. Ce projet avait été très mal accueilli par l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Estimant que la nomination de M. Terrier à la tête d'un des plus grands parquets de France constituait un sans de carrière trop important, ces organisations avaient souligné à plusieurs reprises que le directeur des affaires criminelles et des grâces était vingt-neuvième sur trente dans la liste des candidats à ce poste classés par ordre d'ancienneté. Au début du mois de mars, la commission consultative du parquet avait finalement mis fin aux espoirs de Franck Terrier en rendant un avis défavorable sur sa nomination. Plutôt que d'accéder à ses nouvelles fonctions au beau milieu des polémiques, Franck Terrier avait alors préféré se retirer.

Depuis cette date, et malgré le

changement de gouvernement, Franck Terrier était donc resté à la tête de la direction des affaires criminelles et des grâces. Sa position demeurait néanmoins fragile puisque en dépit de sa compétence et de son autorité, Franck Terrier symbolisait la politique d'action publique des gouvernements précédents. Un incident a finalement suffi à provoquer la crise : accusant le directeur des affaires criminelles et des grâces d'avoir transmis avec retard à son cabinet le dossier des réquisitions prises par le parquet général de Rennes au sujet de Georgina Dufour, Pierre Méhaignerie lui avait retiré sa délégation de signature. Si le garde des sceaux ne passe pas outre l'avis de la commission consultative du parquet, Franck Terrier, ce que les textes lui permettent, qui a affirmé dans un communiqué diffusé à l'Agence France-Presse « n'avoir jamais commis d'acte de déloyauté », rejoindra donc prochainement le parquet général de Versailles.

ANNE CHEMIN

(1) Instituée par la loi organique sur le statut de la magistrature de 1992, la commission consultative du parquet est chargée, depuis le début de l'année, de donner un avis sur toutes les propositions de nominations qui concernent le parquet, à l'exception de celles qui concernent les procureurs généraux. Cet avis est consultatif.

MÉDECINE

Le débat sur la pilule abortive

Des actionnaires demandent à Hoechst d'empêcher la vente du RU-486

Le groupe chimique allemand Hoechst a été invité, mardi 27 avril, par plusieurs de ses actionnaires à s'opposer à la commercialisation, notamment aux Etats-Unis, de la pilule abortive RU-486 développée par sa filiale française Roussel-Uclaf (le Monde du 27 avril). Le président du directoire Wolfgang Hilger, pourtant considéré comme un farouche opposant de l'avortement, a refusé de leur donner pleine satisfaction, en évoquant « l'extraordinaire difficulté » de la situation. Lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, à laquelle participaient plus de 3 000 personnes, plusieurs intervenants ont demandé à M. Hilger de s'opposer aux tests cliniques qui

devaient commencer aux Etats-Unis. Il est « difficile pour une compagnie étrangère » de s'opposer à une décision présidentielle et à la loi, a affirmé celui-ci. La quantité de RU-486 nécessaire aux expérimentations aux Etats-Unis sera livrée, a-t-il dit. Mais il a assuré que le produit ne sera pas mis en vente s'il n'est pas établi de manière indubitable qu'il n'y aura pas d'abus. La comtesse Stauffenberg, brandissant devant l'assemblée une pilule abortive qu'elle a affirmé s'être procurée sur le marché noir, a dénoncé « le jeu du pouvoir, de l'argent et de la mort » que constituent à ses yeux les tractations en vue de l'introduction de cette pilule. — (AFT)

Voyageurs sans vaccins

Une étude argentine, présentée lors de la troisième conférence internationale de médecine des voyages, organisée du 25 au 29 avril à Paris, conclut que moins de 8 % des voyageurs français qui se rendent en Afrique noire et en Guyane sont correctement protégés contre les principales maladies infectieuses sévissant dans ces régions. Le constat est d'autant plus inquiétant que ces vaccinations font l'objet d'obligations nationales et internationales et qu'une telle carence met gravement en danger les personnes concernées.

L'équipe dirigée par le docteur Alain Fish (centre hospitalier intercommunal de Ville-neuve-Saint-Georges, Val-de-Marne) a enquêté durant un an auprès de 5 355 voyageurs à destination du Sénégal, du Cameroun et de la Guyane française (1). Les interrogatoires individuels ont été effectués par le même médecin, dans les salles d'embarquement de vols tirés au sort pour des raisons de méthodologie statistique. 9 % seulement des personnes ont refusé de répondre au questionnaire qui leur était proposé. Les voyageurs concernés, presque autant de femmes (47 %) que d'hommes (53 %), avaient, en moyenne, trente-cinq ans. Trois sur quatre étaient français ou ressortissants de la CEE. Dans 11 % des cas, le pays de la destination correspondait au pays de résidence.

Les taux de vaccination constatés sont les suivants : tétanos (83,5 %), poliomyélite (66,5 %), typhoïde (19,4 %) méningite A et C (5,3 %), fièvre jauna (90,8 %), hépatite B (19,1 %). « Résultats tout à fait déplorables », explique le docteur Fish, en particulier pour les ressortissants français. Moins de 8 % des voyageurs sont correctement vaccinés contre la fièvre

jauna, le tétanos, la poliomyélite, l'hépatite B et la fièvre typhoïde. Dans ce groupe de voyageurs bien vaccinés, les Nord-Américains sont cinq fois plus nombreux que les Français. Malgré l'obligation administrative internationale (règlement sanitaire international, Organisation mondiale de la santé) et nationale (direction générale de la santé), 10 % des voyageurs seront exposés au risque de fièvre jauna. Ce taux est encore plus élevé pour les voyageurs français se rendant en Guyane française : 14 %.

Le constat est tout aussi éloquent pour ce qui est de l'hépatite virale de type B, contre laquelle moins de 30 % des sujets jeunes sont vaccinés, ou de la méningite (type SAEC) contre laquelle plus de 80 % des enfants, adolescents et adultes jeunes ne sont pas protégés alors même qu'ils se rendent en pleine zone à haut risque de contamination. Les voyageurs âgés (dont le nombre est en pleine expansion par le tourisme du troisième âge) sont aussi peu protégés contre le tétanos et la poliomyélite que les personnes du même âge qui ne voyagent pas, et ce en dépit des résultats épidémiologiques de leurs zones de destination.

« Personne n'est capable de dire aujourd'hui, comment le docteur Fish, combien de voyageurs tropicaux, au départ de France, partent avec les vaccins nécessaires ou recommandés. Un immense effort reste à faire pour assurer ce minimum de protection, pourtant simple, que constitue la vaccination des voyageurs tropicaux. Rien ne se fera sans l'active collaboration des agences de voyages et des tour-opérateurs français. »

JEAN-YVES NAU

(1) « Epidemiological study of the immunization of 5 355 tropical travelers departing from Paris-Orly airport. France. Ce travail est signé de spécialistes de l'épidémiologie et des prophylaxies de Ville-neuve-Saint-Georges, du service médical Aéroports de Paris et du ministre de la santé. »

DÉFENSE

Après la mise en garde de la CIA à propos du Salon du Bourget

Des espions français sur la sellette

Le commissaire général du Salon du Bourget, Serge Dassault, a qualifié, mardi 27 avril, de « ridicules » les accusations de la CIA qui a dénoncé le fait que l'exposition aéronautique de juin prochain serait le lieu des activités d'espionnage des services de renseignement français (le Monde du 28 avril). « Il n'y a pas plus de raison qu'il y ait de l'espionnage au Bourget », a expliqué M. Dassault, « qu'au Salon britannique de Farnborough. Je ne vois pas ce que craignent les Américains. C'est un argument a posteriori pour justifier leur désir de ne pas venir au Bourget. » Les avions militaires américains — à l'exception d'un F-16 présenté par l'armée de l'air d'un pays client des Etats-Unis — ne participent pas aux démonstrations en vol, contrairement au Salon de 1991.

Les milieux du renseignement en France s'interrogent sur le sens de l'attaque dont ils sont l'objet actuellement de la part de leurs homologues américains. Ils privilégient cependant deux hypothèses. De deux choses l'une, en effet, de leur point de vue. Ou il s'agit, prétendent-ils, plus d'une querelle franco-française que d'un malentendu franco-américain, à partir de documents anciens. Ou bien, laissent-ils entendre, c'est de la part des services américains, un acte caractérisé de déclaration de guerre commerciale, qui consiste à chercher à discréditer l'industrie française auprès de sa clientèle.

En janvier 1990, William Webster, « patron » de la CIA, et Claude Silberzahn, « patron » de la DGSE, passaient en quelque sorte un marché aux termes duquel les deux services enterraient la hache de guerre. Depuis des décennies, ils la période du guillotine comme avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, les agents français et américains se faisaient la guerre de part et d'autre de l'Atlantique, s'espionnant mutuellement et tentant aussi de se prémunir contre les intrusions de l'autre. Tantôt, des Américains — curieux — se faisaient surprendre alors qu'ils s'intéressaient de trop près à des usines relevant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) travaillant, dans le sud-est de la France, au profil de la force de dissuasion. Tantôt, des Français — mabardés — étaient pris la main dans le sac pour s'être trop approchés de Texas Instrument ou d'IBM.

L'accord Webster-Silberzahn a abouti à un engagement réciproque : chaque « camp » promettait

de cesser les actions de renseignement offensif. A l'exception de la parution du livre *Friendly Spy* (le Monde daté 7-8 mars), dont les révélations n'ont pas été prises au sérieux parce qu'elles étaient, rien ne permet de croire que la CIA et la DGSE n'aient pas tenu parole sur l'abandon de leurs opérations agressives.

Des «textes bidouillés»

Pourtant, la querelle vient de rebondir avec la mise en garde de la CIA incitant les industriels américains à éviter d'exposer au Bourget, s'ils ne veulent pas voir leurs secrets tomber dans les mains de leurs concurrents français. La DGSE interpose. A l'appui de cette recommandation, les sociétés d'armement concernées font état de «textes bidouillés», comme on dit dans les services de renseignement pour évoquer des documents qui mélangent le vrai, le vraisemblable, le faux et le fabriqué. Les informations qu'ils rapportent, et dont quelques-unes émanent bien de la DGSE, sont anciennes et déjà absolues puisqu'elles peuvent être datées avec précision et que leur origine — l'institut français qui les avaient réclamées pour son propre compte — peut être identifiée avec certitude.

Il est possible que, dans la bataille qu'elle livre pour obtenir du Congrès américain le budget jugé nécessaire par elle et pour justifier ses nouvelles missions d'espionnage et de contre-espionnage contre la CIA, la DGSE ait besoin de produire des preuves de l'ingérence de la DGSE aux Etats-Unis. Face à l'administration Clinton à la Maison-Blanche et face à leur nouvel état-major dirigé par James Woolsey, des agents de la CIA ressentiraient la nécessité de remettre sur la place publique des accusations jugées dépassées par la DGSE.

Mais, au terme d'une rapide enquête, les milieux du renseignement français se disent persuadés que le « montage » américain n'est peut-être pas la piste qu'il faut privilégier. D'où une autre explication, qui tendrait, à mots couverts, à accréditer la thèse d'une intrigue franco-française ourdie contre l'équipe actuelle à la tête de la DGSE. La parution, aux Etats-Unis, de la plupart des articles de presse sur cette affaire a coïncidé avec le changement de majorité en France. Comme si, en « ressortant » de vieux dossiers, on avait cherché à rappeler au souvenir du nouveau gouvernement les maigres d'un service dont l'existence en place depuis le second mandat présidentiel de François Mitterrand, est montrée du doigt pour les impru-

dences ou les erreurs qu'on lui attribue.

Certes, le monde du renseignement est plein de ces « coups turcs » ou de ces chausse-trappes dont la logique, qui vient de très loin et qui s'avance masquée, échappe à une « lecture » courante. Cependant, en l'état actuel, aucun indice sérieux ne vient étayer cet argument d'une tentative — interne à la France — de « déstabilisation » de la DGSE, pour reprendre une expression avancée par un responsable. Tous les spécialistes du renseignement ont en commun de vouloir aller au-delà des apparences, quitte à élaborer des théories si raffinées au si complexes qu'elles en deviennent véritablement tarabiscotées.

Il serait plus simple et peut-être plus réaliste d'estimer que les manipulations des services américains visent d'abord, en suspectant ou en dénigrant la place commerciale qu'est le Salon du Bourget, à discréditer une corporation — l'industrie française de l'armement — qui est la seule à tenir tête aux Etats-Unis sur les marchés étrangers, comme en témoignent les ventes de Mirage à Taiwan ou de chars Leclerc aux Emirats.

JACQUES ISNARD

FAITS DIVERS

A Grigny (Essonne)

Violents incidents après l'arrestation d'un forcené

De violents incidents ont éclaté, dans la nuit du mardi 27 avril au mercredi 28, à Grigny (Essonne), où des groupes de jeunes ont harcelé les policiers de 22 heures à 2 heures du matin, dans le quartier de la Grande-Borne. Cinq personnes ont été légèrement blessées. Les échauffourées ont commencé à la suite de l'arrestation d'un homme âgé de trente et un ans qui s'était retranché dans son appartement après avoir ouvert le feu, en pleine rue, pour une raison inconnue, sur deux jeunes gens. Ceux-ci ont été légèrement blessés.

Armé d'un fusil et d'un revolver, le forcené avait continué de tirer d'une fenêtre de son appartement, avant d'être atteint d'une balle dans le ventre lors de l'intervention de la police. Il a été évacué en ambulance, vers minuit, sous la protection d'un escadron de gendarmes mobiles.

Des dizaines de jeunes gens — près de deux cents d'après la pré-

fecture de l'Essonne — s'étaient rassemblés au pied de l'immeuble, un petit bâtiment de trois étages, pour se « faire justice ». Une compagnie de CRS, appelée en renfort, a dû faire usage de gaz lacrymogènes pour repousser les manifestants. Après avoir lancé des bouteilles et des pierres sur les policiers, certains jeunes ont détruit des Abribus et des cabines téléphoniques à coups de barres de fer. D'autres ont saqué et pillé un bureau de tabac. Le poste de police du quartier a subi, lui aussi, d'importants dégâts. Plusieurs véhicules en stationnement ont été endommagés. « On ne pensait pas à une telle explosion de violence », a indiqué Claude Aulfort, adjointe socialiste au maire communiste de Grigny, Maurice Vasquez. « Quand les jours rallongent, s'est-elle expliquée, les jeunes sont forcément plus longtemps dehors. » Selon la préfecture de l'Essonne, le quartier de la Grande-Borne est « l'un des plus sensibles de France ».

Quoique invoquant la légitime défense

Le meurtrier d'un jeune cambrioleur est écroué à Périgueux

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Un jeune homme de vingt et un ans, Vincent Dussolier, a été écroué mardi 27 avril à la maison d'arrêt de Périgueux (Dordogne), après avoir été mis en examen pour homicide volontaire. Dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 avril, il avait mortellement blessé un cambrioleur de dix-sept ans, à la maison de ses parents, à Vieux-Mareuil, également en Dordogne.

La victime avait été placée par un juge des enfants au centre du Rocher de Guyenne, qui accueille des jeunes délinquants et des mineurs. Entre autres outils de prévention, ce centre utilise un restaurant d'application qui a recours à des stagiaires, où travaillaient depuis un an l'adolescent tué dimanche soir. Celui-ci n'en était pas à sa première fugue. Le domicile des Dussolier est distant de quelques dizaines de mètres du centre.

Révélateur des bruits suspects en pleine nuit, Vincent Dussolier et son père ont saisi leurs fusils après s'être

aperçu que les volets d'une porte-fenêtre étaient ouverts et le carreau recouvert d'un adhésif. Muni de son arme de calibre 16, Vincent Dussolier est alors sorti. Il a surpris l'adolescent au moment où celui-ci s'affaissait à hauteur de la fenêtre de la salle de bains. Il affirme avoir tiré un coup de feu en l'air, mais le voleur, loin de s'enfuir, se serait approché avec une batte de base-ball à la main, retrouvée plus tard sur les lieux. Se sentant menacé, Vincent Dussolier n'aurait eu d'autre ressource que d'ouvrir le feu dans sa direction.

A Vieux-Mareuil, la thèse de la légitime défense, invoquée par la famille Dussolier, reçoit l'assentiment de la majorité de la population. A tort ou à raison, on impute au pensionnaire du Rocher de Guyenne les vols et les larcins commis dans la région. N'a-t-on pas trouvé dans sa poche les clés d'une autre habitation qu'il avait tenté de cambrioler la veille du drame?

Ce ras-le-bol de l'opinion locale a-t-il eu une influence sur l'attitude

du parquet de Périgueux? Au vu des premières dépositions, celui-ci n'avait pas requis de mandat de dépôt. Le juge d'instruction, Isabelle Delagrè, souhaitait pour sa part une mise en détention, de façon à vérifier certains des propos de Vincent Dussolier, sans qu'il puisse entrer en contact avec son père et ses voisins. Amené à arbitrer, le juge délégué, Pierre Vallet, s'est prononcé pour l'incarcération provisoire dans l'attente des résultats de l'autopsie pratiquée mardi 27 à Limoges.

Les premiers éléments de l'autopsie contrediraient la version de Vincent Dussolier. La victime aurait été touchée par deux projectiles. Le premier l'aurait atteint à l'épaule, alors qu'elle se trouvait de profil. Le second, mortel, aurait pénétré à hauteur du sternum. Vincent Dussolier était-il vraiment en état de légitime défense? Une question à laquelle devra répondre la prochaine reconstitution organisée par le magistrat instructeur.

DOMINIQUE RICHARD

SOCIÉTÉ

Les alchimistes de la peau

Un colloque vient de traiter des métamorphoses de la peau.
L'homme et l'animal n'en finissent pas d'entretenir des rapports épidermiques troublants

MILLAU

de notre envoyée spéciale

Les mots n'ont pas le même sens, selon qu'ils s'adressent à l'homme ou à l'animal. Une peau animale bien tannée, donc bien nourrie, signifie qu'elle conservera pour toujours son éternel éclat. Faire complimenter à quelqu'un sur sa peau tannée revient à le traiter de « vieille peau » ou de « pomme ridée ». L'essence de la peau est due à la présence du collagène, une fibre qui se rompt avec l'âge. C'est l'animal comme chez l'homme. L'agneau à la peau divinement lisse doit être aujourd'hui recherché, au-delà du Lanza, dans le monde entier.

Les Inuits tannent le renne avec de la corvulle, parfait reconstituant de la fibre collagène. Tout le monde n'a pas, en effet, de l'écorce de chêne à portée de main : la tannin, un des tout premiers tannins végétaux. Aux côtés duquel coexistait l'huile. Depuis le dix-neuvième siècle, les tannins minéraux sont apparus, dont le chrome, utilisé avec de l'alun, du potassium, mais aussi du jaune d'œuf et de la farine, qui sert de liant. Cette mixture, c'est Victor Guibert qui l'a introduite, en 1934, à Millau.

Le tannage commence avec le travail de la rivière, quand l'ouvrier foule aux pieds la bête encore saignante. Jacques Liron, chimiste et mégissier, parle de transmutation, de métamorphose, de colorants de

synthèse qui autorisent des variations infinies. Car après le tannage vient la teinture qui imprègne la peau jusqu'au cœur, et non pas en surface.

« L'œuvre au blanc »

Michel Indargand, chromatologue, évoque « l'œuvre au blanc » des tanneurs, les distorsions des fibres d'alcane, l'art du tannier qui module la matière avec la couleur ; les pierres précieuses mélangées aux couleurs dans la fabrication des vitraux au Moyen Âge ; le peintre Tintin, qui menait du sang dans sa palette quand il peignait le peu humain. Le sorcier n'est jamais loin.

Faut-il non plus. Ses émules contemporains étaient présents. Un chirurgien plasticien, Alain de Flicard, montre, images à l'appui, qu'il faut du courage et un rejet viscéral de la peau ridée pour entreprendre une opération de rajeunissement. Le dermatologue Didier Guerrero fait comprendre qu'une barrière quasi infranchissable existe entre l'épiderme et le derme profond. Et que tout le collagène contenu dans les crèmes de beauté, faute de pénétrer, ne peut agir véritablement. Ou si peu.

Des esthéticiennes et des maquilleuses sont venues nous convaincre que l'artificiel avait la capacité de tromper la nature. Et on a fait semblant de les croire. Marie-Josée

Sched-Fabre, originaire d'une autre ville de tanneurs, Grailhet, n'a pas d'autre credo, elle, que l'artificiel. La fabrique familiale qu'elle dirige a choisi de transformer le veau en autruche, le mouton en crocodile. Imitations en tout genre. Les Millavois, persuadés, à l'inverse, que leur avenir réside dans l'excellence et la pureté, lui vendent les peaux qu'ils jugent parfaites. Gaspard Durriani, de la maison Hermès, qui se fournit à Millau, relance la mystique de la perfection, la nécessité d'exigence envers l'irréfutable, citant un seller qui avait l'habitude de dire : « Dieu est caché dans les détails. »

Tatouage et métissage

Depuis que l'homme existe, il a eu l'obsession de changer sa peau, de la peindre, de la scarifier, de la distendre. François Borel, philosophe, tient l'effrayant catalogue des tribus primitives aux tatouages – de l'inscription curieuse comme signe d'appartenance sociale. Bruno, maître-tatoueur à Pigalle, sait les secrets du désir de métamorphose. Le tatouage sert à attirer l'individu des puissances bénéfiques, à exprimer une personnalité, une émotion. Les demandes de tatouages, selon lui, deviendraient moins intéressantes. Peu d'épocalypses, de monde en fusion, de dragons enroulés autour de la colonne vertébrale. On apprend cependant qu'un tatoueur digne de ce nom collabore avec le paramédical. Il dissimule une tache à l'œil, des cicatrices, redessine des sourcils, des arêtes de seins.

Peau noire, peau blanche, peau rouge ou jaune. On se rappelle le reportage sur ces Sénégalaises prêtes à tout pour se blanchir avec des produits toxiques. Jean-Luc Donniol, anthropologue, raconte les stratégies de mariage : « Nous des Caraïbes et des Afro-Américains pour tenter de franchir la ligne (le color bar) ; les lois de la génétique du métissage : la mémoire collective qui empêche toute possibilité d'intégration. »

Les tanneurs, artisans au savoir admiré, notables de la ville, savent paradoxalement ce qu'est l'exclusion : leurs ancêtres étaient mis au ban de la société parce qu'ils avaient commerce avec la peau et la mort. Aujourd'hui encore, au Japon, le mégissier est un paria. Un Millavois, en voyage d'affaires à Tokyo, vient d'en faire l'expérience : présenté comme tannier au cours d'un banquet, personne ne lui adresse la parole...

DOMINIQUE FRETARD

Ce colloque s'est tenu du 16 au 18 avril à Millau (Aveyron), à l'initiative de la Maison de la peau et du gant, sous la direction d'Elisabeth Baillet, qui vient de publier le *Peau, métamorphoses d'une matière touchante*, aux Éditions du Rouergue, 200 p., 148 F.

Dans un dossier sur la pauvreté

Le Secours catholique dénonce la « fracture » de la société française

Il y a treize ans, le mot pauvreté s'accompagnait de celui de précarité. Sept ans plus tard, en 1987, un objectif lui était accolé : la grande pauvreté devenait un fait. Aujourd'hui, le Secours catholique parle de « fracture » en décrivant, dans un dossier intitulé « Égalités, France de demain », rendu public mardi 27 avril, la société française, qui compte cinq millions de personnes démunies. Cinq au moins, car la Communauté européenne, qui estime que la pauvreté commence quand le revenu des individus est inférieur à la moitié du revenu moyen national, avance le chiffre de 8 millions.

L'association s'inscrit de l'aggravation du chômage qui rejette un nombre croissant de familles (souvent monoparentales) et de jeunes, en marge de la société. Le dossier envoyé au président de la République et aux ministères concernés, donne personnellement au ministre des affaires sociales de la santé et de la ville, M. Veil, rassemble des témoignages et dresse un état des lieux de la pauvreté : des tranches de vie chahutées où la perte de l'emploi (ou l'impossibilité d'en trouver) entraîne celle du logement et provoque une insécurité des enfants. Des récits d'angoisse et de lassitude après des années de galère, poches de stages ou de contrats débouchant trop souvent sur des impasses. Les appels vont tous dans le même sens : au-delà des aides, c'est l'emploi qui est fondamental. L'emploi et le logement.

Complexité inefficacité des aides

Le Secours catholique constate que la moitié des personnes qui viennent dans ses permanences lui ont été adressées par des services sociaux. Signe de confiance, mais aussi d'impotence des structures sociales : « Personne ne saurait nier l'absence d'élaboration des mesures sociales de ces dernières années, soulignent les responsables de l'organisation ; mais les associations de lutte contre l'exclusion ont du mal à dominer un sentiment de pitié. » Le Secours catholique estime que la complexité du système des aides nuit à leur efficacité. Il déplore l'établissement de critères de plus en plus discriminatoires (pour les contrats emploi-solidarité, les allocations aux chômeurs de longue durée, etc.), ainsi que la multiplicité des prestations et des institutions.

Pour ressouder cette société fragmentée, le Secours catholique estime qu'il faudrait « redonner à la société un sens collectif », abandonner la logique des statuts intermédiaires qui « renforcent dans la tête des gens l'impression que ce ne sont pas de vrais emplois (...), fabriquer de l'échange là où il n'y a que de la dépendance ». Les responsables de l'association proposent que l'on revise les politiques sociales pour qu'elles touchent mieux les plus défavorisés, en particulier dans le domaine de la santé (hôpital et protection maternelle infantile) et du logement. Ils suggèrent la mise en place de « comités d'usagers » pour améliorer le fonctionnement des institutions. Pour eux enfin, l'État, qui « a perdu un peu de sa participation directe sur le terrain, avec la décentralisation, doit rester le garant de la solidarité », et le préfet devrait utiliser plus souvent les pouvoirs qui lui sont donnés, notamment en matière de logement.

CHRISTIANE CHOMBEAU

► Secours catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 43-20-14-14.

POLICE

► Pierre Ottavi est nommé directeur des services actifs et de la Sécurité Publique à la préfecture de police de Paris. — Pierre Ottavi, directeur départemental de la police nationale des Bouches-du-Rhône, a été nommé directeur des services actifs de police et de la sécurité publique, à la préfecture de police de Paris. Le décret officialisant la nomination de M. Ottavi a été publié mercredi 28 avril, au Journal officiel. M. Ottavi succède à ce poste à Jean-Claude Riquois, admis, à sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 20 avril 1993. Pierre Ottavi sera l'un des principaux collaborateurs de M. Philippe Massoni qui doit prendre ses fonctions de préfet de police de Paris, vendredi 30 avril.

ENVIRONNEMENT

L'aménagement de la Loire

Le conseil régional du Centre reprend ses versements à l'EPALA

ORLÉANS

de notre correspondant

Avant le débat sur l'aménagement de la Loire, qui était inscrit à l'ordre du jour de la session du conseil régional du Centre à Orléans, le 26 avril, les écologistes de l'association Nature-Centre ont adressé aux élus régionaux une éprouvette contenant un extrait du bouchon vaseux de la Loire (1). Cet envoi, soigneusement emballé, était accompagné d'une lettre où les écologistes expliquaient qu'ils souhaitent leur « montrer concrètement les effets sur le milieu de l'actuelle politique de gestion de l'eau, celle qui se propose de poursuivre l'EPALA et que nous dénonçons ». Les écologistes, on le sait, critiquent vivement l'EPALA, l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents, que préside Jean Royer, député ouaisin d'Indre-et-Loire et maire de Tours, et son programme de construction de barrages.

Le conseil régional, qui avait suspendu sa dotation à l'EPALA, il y a quelques mois, a décidé de reprendre le versement de ses crédits, mais en surveillant désormais leur utilisation et leur destination. Les écologistes de Nature-Centre appellent en outre les habitants de la région du Haut-Allier à dire non au barrage de Nausse 2, dont l'enquête publique est ouverte jusqu'au 19 mai. Cet ouvrage, qui doit être édifié par l'EPALA, a pour but de turbiner l'eau de l'Allier pour remplir le barrage de Nausse 1, situé à proximité, dont le coefficient de remplissage est insuffisant.

RÉGIS GUYOTAT

(1) Accumulation de sédiments dans l'estuaire due à la remonte des marées et du fleuve. Ce bouchon, auréolé d'un anneau de Nausse, remonte maintenant en amont.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAGARDERE GROUPE

BONS RÉSULTATS ET TRÈS BONNE SITUATION
DE LAGARDERE GROUPE CRÉÉE LE 1^{ER} JANVIER 1993

Issue de la fusion des sociétés MMB et ARJIL SA, LAGARDERE GROUPE a été transformée en commandite par action, lui donnant une structure adaptée au développement de ses activités. Dans le même moment, les sociétés MATRA et HACHETTE fusionnent, constituant ainsi un groupe intégré composé de neuf métiers, et sont sous le contrôle de LAGARDERE GROUPE qui est, dès sa naissance, une société très différente de ce qu'était MMB.

LAGARDERE GROUPE c'est désormais :

Une société opérationnelle qui contrôle effectivement ses participations et décide de leur stratégie. Reflet de cet état dans ses comptes, MATRA HACHETTE est consolidé par la méthode d'intégration globale.

Un groupe dont la société-mère a une structure financière solide avec 3,5 milliards de fonds propres (après augmentation de capital), et un endettement net égal à zéro.

Une structure de contrôle simple puisque 1 action LAGARDERE GROUPE est égale à 1,09 action MATRA HACHETTE + 17 francs d'actifs prometteurs.

Une structure financièrement transparente : 1 dividende LAGARDERE GROUPE est égal à 1 dividende MATRA HACHETTE, soit 2,20 francs net par action.

Un titre liquide coté au marché à règlement mensuel dont le montant sera élargi par l'Offre Publique d'Échange en cours.

Le conseil de surveillance de la SCA LAGARDERE GROUPE s'est réuni sous la présidence de Monsieur Raymond LEVY le 23 avril 1993. Il a examiné les comptes de la société et pris connaissance des résolutions proposées par le gérant Monsieur Jean-Luc LAGARDERE à l'Assemblée Générale des actionnaires.

La clôture des comptes de l'exercice 1992 montre un Résultat Net Consolidé en fort redressement par rapport à celui de MMB en 1991, puisqu'il passe d'une perte de 448 MF part du groupe à un bénéfice de 96 MF part du groupe.

Ce résultat se décompose ainsi :

(en millions de francs)	1991	1992
Chiffre d'affaires	-	55 102
Résultat d'exploitation (après participation des salariés)	(13,6)	2 765
Résultat financier (y compris rémunérations prioritaires)	(30,8)	(1 074)
Résultat exceptionnel	(11,2)	(241)
Amort. des écarts d'acquisition	(30)	(147)
Contribution des sociétés mises en équivalence	(361,2)	159
Impôts sur les sociétés	(1,2)	(655)
Résultat Total	(448)	807
Intérêts minoritaires sur les résultats	-	(711)
Résultat consolidé (Part du Groupe)	(448)	96

L'amélioration du résultat provient d'une meilleure contribution de toutes les branches d'activité de LAGARDERE GROUPE comme le montre le tableau suivant décomposant le résultat net consolidé part du groupe :

(en millions de francs)	1991	1992
MATRA HACHETTE	(376)	61
BANQUE ARJIL	3	38
LAGARDERE GROUPE	(75)	(3)
Résultat Net Consolidé	(448)	96

La clôture des comptes de l'exercice 1993 devrait se traduire par une amélioration du résultat net social et une hausse sensible du bénéfice net consolidé parallèlement à celui de MATRA HACHETTE.

Le gérant a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende net par action de 2,20 francs (+ 1,10 francs d'avoir fiscal), à comparer à un dividende net par action de 1,50 francs (+ 0,75 francs d'avoir fiscal) distribué au titre de 1991.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

L'université Humboldt pense ses plaies

Trois ans après la chute du mur, l'université la plus prestigieuse de l'ex-Allemagne de l'Est tente de se refaire une virginité

C'est toujours les mêmes lettres d'or sur marbre brun qui dominent le hall monumental de l'université : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes façons, mais l'essentiel est de le transformer. »

Du haut de l'escalier d'honneur, Karl Marx s'adresse toujours au visiteur qui franchit le grand portail de l'université Humboldt de l'ex-Berlin-Est. Une université qui, trois ans après la chute du mur, de s'adapter à la nouvelle situation de l'Allemagne. Et qui, pour cela, doit affronter son passé.

Fondée en 1810 par le savant Wilhelm von Humboldt, l'université berlinoise a servi longtemps de figure de proue de la formation classique. Située dans la partie soviétique de Berlin, elle devient, après la seconde guerre mondiale, la deuxième université de RDA après celle de Leipzig. Sa réputation dans le monde socialiste la place même au premier rang : c'est à Humboldt qu'est formée l'élite du pays.

Un travail d'épuration

Après l'unification des deux Allemagnes, en octobre 1990, l'université est contrainte de réformer non seulement l'organisation et le programme des études, mais aussi son personnel enseignant. Mais contrairement à d'autres établissements de l'ex-RDA qui licencient purement et simplement leur ancien personnel, elle opte pour une réforme « de l'intérieur ». Avec deux objectifs essentiels : éliminer les collaborateurs de l'ancienne Sécurité d'Etat, la Stasi, et mettre en place un corps enseignant moins pléthorique mais capable de fournir aux étudiants des formations égales à celles de l'Ouest.

L'université s'est donc dotée de plusieurs comités, chargés d'évaluer la qualification scientifique et l'intégrité de chaque professeur ainsi que les besoins des différentes uni-

tés d'enseignement. C'est Joachim Gansky qui a été chargé officiellement de l'examen des archives de la Stasi (le Monde du 5 décembre 1991). Mais le processus est loin d'être achevé. Il n'y a que quelques facultés qui ont déjà terminé leur travail d'épuration, la faculté de droit et celle d'histoire, notamment. Cent trente professeurs accusés de collaboration ont déjà dû quitter leurs postes. D'autres attendent leur lettre de licenciement pour avoir, par exemple, renvoyé des étudiants pour des motifs politiques. Depuis 1990, cent seize professeurs ont été embauchés dans la moitié venant de l'ancienne République fédérale. Confrontés au plan du sénateur du Lord chargé de l'éducation et de la science, Manfred Erhardt, l'université Humboldt pourrait à terme accueillir à parts égales des enseignants venant de l'Est et de l'Ouest.

A la faculté d'histoire, jugée idéologiquement trop attachée à l'ancien régime, les choses n'en sont pas là. Des seize professeurs embauchés depuis 1990, quatre seulement sont originaires de l'ex-RDA. Et la quasi-totalité du corps enseignant de Humboldt a été jugée insuffisamment qualifiée, trop étroitement spécialisée et trop marquée par l'idéologie socialiste. Trois enseignants ont été accusés d'avoir collaboré avec la Stasi, six anciens professeurs d'histoire seulement ont trouvé grâce aux yeux des évaluateurs.

Au sein de la communauté universitaire, le sentiment de colonisation de l'Est par l'Ouest est vivement ressenti. Et la presse allemande s'en fait régulièrement l'écho.

« A l'Est, il était presque impossible de trouver des scientifiques satisfaisant aux deux aspects : une bonne qualification et un passé politique net », affirme Stefan Wille, un jeune enseignant d'histoire venu de l'académie des sciences de Berlin-Est. Etudiant, M. Wille a été renvoyé de la faculté pour raison politique. Il a travaillé ensuite en usine



pendant une année pour, finalement, obtenir la permission d'achever ses études à l'université. Mais il n'a jamais pu enseigner. Il a enfin trouvé sa place à l'académie des sciences de Berlin-Est, réputée plus ouverte aux opposants. La faculté d'histoire lui s'ouvre ses portes après l'unification.

Les hommes comme Stefan Wille ne pardonnent pas : « Un professeur qui, il y a deux ans seulement, militait pour la victoire du socialisme et qui maintenant proclame celle du capitalisme n'est pas digne de foi et ne peut plus être historien », dit-il. Son ancien camarade d'études Detlef Nakath, lui, n'a pas réussi à passer le filtre des comités d'évaluation. Historien spécialisé dans l'histoire contemporaine de la RDA, il attend son licenciement et ne peut plus enseigner. « Est-ce qu'il aurait fallu licencier tous les spécialistes du vingtième siècle ? » interroge-t-il d'un ton résigné. « Nous ne disposons pas des mêmes sources

que nos collègues à l'Ouest. Et il y avait beaucoup de choses dont nous n'avions pas connaissance. »

Sous la pression des étudiants

C'est surtout sous la pression d'anciens étudiants qu'un commencement, durant l'hiver 1990, soit un an après la chute du mur, a décollé le passé de la faculté. Ceux-ci rompaient le silence et accusaient publiquement les responsables universitaires de la répression politique dont ils avaient souffert. Certains avaient été condamnés à des peines de prison pour avoir simplement brocardé le régime. D'autres avaient été renvoyés pour avoir manifesté contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du bloc soviétique en 1968. Avec d'autres collègues, Stephan Wille travaille aujourd'hui dans un comité d'historiens qui veut mettre au jour les injustices commises à la faculté au nom du socialisme. L'université

a commencé à réhabiliter les victimes. Mais pour ceux qui ont vu leur carrière ruinée, que valent des excuses formulées vingt ans après les faits ? Mechthild Günther, par exemple, a été condamnée à deux ans et huit mois de prison en 1972 pour avoir séjourné à Bucarest à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne. Elle n'a jamais pu terminer ses études et travaille aujourd'hui comme secrétaire à l'office de M. Gansky, chargé d'examiner les archives de la Stasi.

Le comportement des étudiants eux-mêmes traduit le fossé qui sépare encore les deux Allemagnes. Wolfgang Hardtwig, professeur d'histoire venu de l'Ouest qui enseigne à l'université depuis décembre 1991, a connu deux générations d'étudiants très différentes : ceux qui ont passé leur baccalauréat sous l'ancien régime et ceux qui ont commencé leurs études après 1990. « Les premiers sont encore marqués par les structures anciennes, ils sont plutôt timides, peu sûrs d'eux-mêmes. Ils ne se plaignent jamais et ne s'expriment que si on les interroge, raconte-t-il. Les plus jeunes se sentent plus libres et n'ont pas peur des discussions. »

Faut-il oublier le passé ou bien réclamer des comptes aux responsables de l'ancien régime ? A travers les questions qu'elle soulève, l'université Humboldt reflète en miniature toute la société de l'ex-RDA où certains — une minorité — auraient préféré affronter le passé dans un Etat indépendant, hors de l'influence de l'Ouest. C'est la conviction de M. Wille qui, bien qu'appréciant son ancien camarade d'études M. Nakath, juge sa présence comme historien à la faculté intolérable. « Le mur entre l'Est et l'Ouest restera jusqu'au moment où nous allons mourir ensemble », dit-il.

SILKE GRAEFINGHOFF

L'école dans la ville

Le débat d'orientation sur la politique de la ville qui s'est ouvert, mardi 27 avril, à l'Assemblée d'orientation de la ville de Paris, a semblé d'abord obliger la nouvelle majorité et, en son sein, le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, à se prononcer sur le sort des 544 zones d'éducation prioritaire (ZEP). Définies en 1980 pour une période de trois ans, la carte des ZEP aurait dû, logiquement, être remodelée pour la rentrée 1993. Mais pressé par le temps et plutôt mal à l'aise avec ce dossier, Jack Lang avait préféré annoncer, en décembre 1992, qu'il en différerait l'examen.

Comme ultime contribution à la gauche à ce qui fut, à partir de 1982, une des ses actions-symboles au ministère de l'éducation, Jack Lang avait confié à l'ancien recteur de Nancy-Metz, Claude Mesland, un anneau rapport sur les ZEP. Mais on n'y trouve guère qu'une série de recommandations assez vagues sur la nécessité de mieux circonscrire l'effort, notamment budgétaire, sur les établissements difficiles, de l'inscrire dans la durée et de fournir aux enseignants et aux équipes de terrain des critères et des outils pour comparer leurs situations et le produit de leurs efforts.

Mobilisation inégale

Or on connaît parfaitement — et depuis de nombreuses années — les maux dont souffrent les ZEP : absence, voire inexistence, de coordination, dérive vers l'assistanat social ou l'action culturelle, stigmatisation des difficultés, mobilisation trop inégale des enseignants impliqués, absence, enfin, de pilotage national.

Car les ZEP — et c'est sans doute ce qui les rend aussi fragiles — induisent des mouvements contradictoires. Elles réclament une large déconcentration de l'initiative et du financement, mais eussent suivi rigoureux dans un cadre national pour éviter l'effet ghetto et les projets-alibis : une ouverture plus grande de l'école et en même temps un encadrement plus rigoureux encore qu'ailleurs sur les objectifs scolaires ; des enseignants compétents, valant mieux que ceux qui, à l'inverse, induisent dans les zones difficiles — qu'ils paient en partie plus rapidement s'ils tentent l'aveuglement.

L'articulation tardive, en mai 1989, de ce dispositif propre à l'éducation nationale avec le développement social des quartiers (DSQ) puis la politique de la ville ont secrété d'autres effets pervers. Il y a un danger, en effet, à trop brouiller les cartes, à englober l'action de l'école dans le flou d'un « partenariat » tous azimuts, fort-il animé des meilleures intentions du monde, à mélanger tous les niveaux, sensitives, anciens, culturels, voire sanitaires. Le danger est d'autant plus grand que les collèges « sensibles » sont de plus en plus nombreux (dans les trois académies parisiennes, 60 % d'entre eux échappent d'ailleurs au dispositif ZEP) et plus forte la tentation d'un discours sécuritaire sur le « violence à l'école ».

CHRISTINE GARIN

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL*

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

■ DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
Ultimatum requis : 2° cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Economie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1993

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85

* Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Université
Programme International de Gestion de la FUIE - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé



Voiron-upon-Avon

Plusieurs établissements de l'Isère veulent faire des activités culturelles un outil d'intégration scolaire et sociale

GRENOBLE

de notre bureau régional

« M » EME si Shakespeare a écrit ça il y a plus de trois siècles, les thèmes sont très actuels ; finalement, l'espèce humaine n'a pas beaucoup évolué. » Jean-Claude, Gilbert et José ne se sont pas ennuyés une seconde durant la représentation du Roi Lear à laquelle ils viennent d'assister avec leurs camarades du lycée professionnel La Sûre de Voiron (Isère). Leur réflexion pourrait paraître banale dans une classe littéraire, elle devient précieuse dans la bouche de ces candidats au bac professionnel, option « définition de produits industriels ». Ce n'est pas l'une des moindres satisfactions d'André Roux, leur professeur de français, que d'avoir éveillé leur curiosité.

Ce dernier trouve dans la tenue d'un atelier interétablissements, animé par une compagnie grenobloise, le Théâtre du réel, l'occasion de « faire surgir des capacités enfouies. Car le théâtre, c'est la vie, l'ouverture, l'acceptation de la différence. Il peut faire sentir les blocages, en fin de compte favoriser l'insertion scolaire ». Ainsi chaque jeudi, une

trentaine d'adolescents issus d'un lycée professionnel, d'un lycée technique et d'un lycée d'enseignement général oublient-ils leurs différences scolaires ou sociales.

Est-ce le fait du hasard ? A Voiron, André Roux n'est pas seul dans son cas. « L'immersion dans un bain culturel permet d'assurer une fonction éducative, il ne s'agit pas de former des Prix de Rome », estime Jean-Luc Liray, professeur de musique au collège La Carrière, qui dirige l'atelier de pratique musicale. Au lycée Edouard-Herriot, Véronique Vanier, professeur agrégée de géographie, et Maryse Creux, professeur d'éducation physique, animent un atelier de danse, persuadées que « la rencontre avec la création retentit sur l'ouverture personnelle de ces élèves, souvent issus d'un milieu semi-rural, et coupe du message culturel ».

Inévitable dans le microcosme voironnais, la rencontre entre ces enseignants passionnés ne pouvait que déboucher sur une initiative commune. En mai 1992, un projet signé de cinq établissements, proposant un jumelage avec la maison de la culture de Grenoble, et des collaborations avec d'autres salles régionales, a ainsi été soumis conjointement au recteur de l'académie de Grenoble et à la direction régionale

des affaires culturelles (DRAC) (1). « C'est un projet presque idéal. Interétablissements, interdisciplinaire, créant une dynamique de fond avec les professionnels, il correspond tout à fait à notre souhait de voir se modifier en profondeur les relations entre des univers différents. La réserve d'une enveloppe de 150 000 francs témoigne de notre soutien », commente Anne Charmasson, chargée de mission à la DRAC. Mais la véritable impulsion de départ dépend du recteur, qui tarde à se prononcer sur les conditions posées au lancement du projet, quelques décharges horaires et la création d'un poste de coordinateur. En effet, sous leur apparence modeste, ces exigences n'en sont pas moins difficiles à satisfaire. Il n'est pas interdit de penser que, si la brèche était ouverte, d'autres établissements s'y engouffreraient sans délai. Le risque demeure toutefois de voir la lassitude l'emporter sur l'enthousiasme.

ELISABETH DEVAL

(1) Lycée professionnel La Sûre, lycée technique Ferdinand-Buisson, lycée d'enseignement général Edouard-Herriot, collège La Carrière, lycée agricole La Martinière.

Pour savoir ce qui va changer à l'éducation nationale, vous pouvez attendre les circulaires...

Une majorité nouvelle gouverne désormais l'Ecole et l'Université. Pour connaître les projets, les décisions des nouveaux responsables, les mutations et les nominations, les restructurations administratives à venir, les réformes pédagogiques envisagées... Bref, pour être informé à temps de ce qui va changer à l'éducation nationale, lisez tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation.

La Lettre du
Monde de l'éducation

Quatre pages, tous les lundis pour les professionnels de l'éducation. Une lecture essentielle, particulièrement en ce moment. Uniquement sur abonnement : 36 numéros par an, 375 F.

paroles de jeun
contre le sida

EDUCATION • CAMPUS

Lycéens et étudiants s'emparent de la prévention

Paroles de jeunes contre le sida

Suite de la première page

Il y a la volonté de Cathy, dix-huit ans, de « mettre la main à la pâte de la campagne de prévention contre le sida », le rêve d'Orlaine, élève en classe de seconde qui voudrait devenir médecin, et les explications de Bertrand, un Rémois qui participe « en partie parce qu'il y a des places de cinéma à gagner et en partie parce que c'est une bonne cause ». Et aussi Jean-Marie, qui, du haut de ses quatorze ans, imagine Mafos ou comment d'une montagne, entendait les dix commandements et recevait sur la tête un préservatif avec un « Tiens, tu en auras besoin » en guise d'ultime conseil.

« Jusque-là, les jeunes n'étaient que les destinataires d'une information sur les modes de transmission du virus : une cible en termes de marketing, explique le docteur Didier Joye, directeur du CRIPS. Aujourd'hui, ils ont envie de s'exprimer et deviennent acteurs. Avec ce concours de scénarios, organisé avec Médias du monde l'Association de prévention du sida, nous encourageons cette stratégie participative. L'objectif est bien entendu d'agir sur les comportements en les impliquant dans une action de prévention. » La démarche du CRIPS n'est pas isolée, car les organismes chargés de la prévention, tout comme les pouvoirs publics, ne pouvaient ignorer plus longtemps les multiples initiatives prises par les jeunes, notamment ceux qui sont scolarisés. Plutôt que de les laisser s'exprimer dans l'ombre, ils ont choisi de les encourager, voire de les canaliser.

Ainsi le ministère de l'éducation nationale, a-t-il interpellé les lycéens à l'automne sur le thème : « Si vous n'aviez que trente secondes pour parler du sida, que diriez-vous ? ». Encadrés par des enseignants, des médecins scolaires ou des infirmières, neuf mille lycéens se sont engagés. Entre ceux qui « refusent d'être la génération sida », ceux qui considèrent qu'il n'y a pas d'épidémie, sans « capote », l'écopée, et les lycéennes qui annoncent sur le ton du doux commerce des messages d'écopage que « le vol à destination du septième ciel risque d'être perturbé par un cyclone. Les passagers sont priés de se présenter munis de leur passeport pour la vie, le préservatif, sixième sens pour le septième ciel », les paroles fusent, avec des mots à eux, loin des discours d'adultes et des interrogations métaphysiques sur la question de savoir s'il est opportun ou déplacé d'installer des distributeurs de préservatifs dans les lycées.

Un thème omniprésent

Car les jeunes se sont appropriés le sujet du sida, ce qu'ils n'ont jamais fait avec la sécurité routière ou les méfaits du tabac, deux thèmes pourtant abordés dans la scolarité. L'analyse des journaux de lycéens et d'étudiants est à ce sujet particulièrement éclairante. Le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) situe l'apparition de ce sujet dans les publications à l'année 1987, ou lendemain du mouvement de 1986. L'objectif est alors de déconstruire les idées fausses sur les modes de transmission du virus et d'apporter quelques conseils élémentaires de prévention. Le sida s'installe dans les colonnes comme la drogue quelques années auparavant. Son traitement s'étoffe, s'oriente vers une approche moins technique et plus humaine.

Les « fonzées » adoptent une démarche digne de Pif Gadget, offrant à leurs lecteurs des préservatifs, souvent collés, parfois agrafés. Mais le sida est rapidement utilisé par les jeunes, comme par l'ensemble de la population d'ailleurs, comme un tremplin. De sujet, il devient prétexte. On aborde le

thème de la sexualité, de la première fois, de l'homosexualité, des partenaires successifs, de la solitude aussi. Les plus jeunes révèlent leurs angoisses face à un domaine qu'ils maîtrisent mal et sur lequel,

IL FAUDRAIT AUSSI PENSER AUX MALHEUREUX QUI NE S'ANGOISSENT PAS.



PASSIN

visiblement, ils réclament des informations complémentaires. Ainsi les collégiens tentent-ils de synthétiser des articles scientifiques. Beaucoup se lancent dans des historiques de la maladie et des préservatifs : « La capote a été inventée en 830 avant Jésus-Christ, elle a beaucoup évolué depuis... », peut-on lire dans une publication.

« Sublimée dans les études »

Le cru 1993 marque un tournant. Le ministère de l'éducation nationale, en encourageant l'installation de distributeurs de préservatifs dans les établissements du second degré, a déclenché un phénomène à multiples détonances. Entre les réactions de quelques parents d'élèves indignés, le malaise de certains fournisseurs qui proposent de « sublimer dans les études » et le refus de l'Eglise catholique, s'intercale le discours des jeunes qui refusent catégoriquement de se taire sur ce sujet. Globalement favorables à l'installation des distributeurs, ils revendiquent davantage le droit à la parole que la seule accessibilité aux préservatifs.

Le fameux « distributeur » était présent dans la quasi-totalité des publications diffusées, les 16 et 17 avril au festival Scoop en stock de la presse des jeunes à Poitiers.

Représenté en couverture, évoqué dans les articles, il démontre que les rédacteurs de journaux de lycéens souhaitent être considérés comme des sujets potentiellement actifs. Toutes les enquêtes de terrain le prouvaient déjà. Ainsi, une étude réalisée en avril 1991 dans l'académie de Grenoble concluait que 54 % des garçons et 47 % des filles avaient déjà eu des rapports sexuels (7). Dans leurs journaux, les lycéens ne réclament pas des distributeurs en raison de leurs besoins, mais plutôt pour ce qu'ils représentent, preuves qu'il existe

sées sur ce thème. Le bureau des actions de santé de l'action sociale croule sous les demandes des élèves voulant qu'imprimer une affiche, qui fait fabriquer, un peu, un porte-câble... La nouvelle convention signée en mars par le ministère avec l'Association française de lutte contre le sida (AFLS) accorde à cet organisme la difficile tâche de trier parmi tous ces projets. « La lutte contre le sida est devenue une carte de visite », explique un fonctionnaire du ministère.

Un foisonnement d'initiatives

Elle est aussi un moyen d'exister dans le milieu étudiant au lycée. A Toulouse, Emmanuel Kherad, président de la Fondation nationale des étudiants contre le sida dnt l'implantation est essentiellement toulousaine, est connu de l'ensemble des étudiants de l'université du Vaucluse. A tel point que la paternité de l'opération « Café branché », qui consiste à offrir un préservatif à chaque boisson commandée à la cafétéria du campus de la Garde, lui avait été attribuée. En fait, c'est le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) qui l'avait organisée. La fondation des étudiants avait, elle, mis sur pied une journée d'information et de prévention sur la fac. Elle milite, comme beaucoup d'autres, pour une diminution du prix du préservatif.

Le dynamisme des jeunes peut parfois soulever des montagnes. Elles sont quatre, élèves en classe de première au lycée Janson-de-Sailly, dans le seizième arrondissement de Paris. Seize ans, le même jean, et la même volonté de « faire quelque chose » après que leur professeur de biologie leur a parlé du sida. A force d'entêtement, elles ont réuni, pour une conférence-débat qui doit se tenir le 29 avril, un plateau étonnant : Françoise Hattier-Angé, Michèle Barzagh, Jacques Leinwitsch... « Nous les avons eu à l'heure », explique en souriant Marine. Une collecte pour la recherche a été organisée, 20 000 francs ont déjà été récoltés. « Nous sommes quand même dans un environnement très privilégié », modère Deborah. Et le dialogue s'est dénoué, avec les lycéens comme avec les parents : « On a enfin abordé le sujet à la maison », raconte Laurence. Mais il faut savoir manœuvrer. Le projet d'affiche - un panneau de signalisation représentant un point d'exclamation, le point étant signifié par un préservatif enroulé - a été refusé par l'administration. « Finalement on a mis un petit ange avec un arc et une flèche, rigole Alice. Là, c'est passé sans problème. »

MICHELLE AULAGNON

(2) Enquête réalisée par l'association PROMEST (Projet régional d'observation des maladies sexuellement transmissibles) auprès de 2 143 élèves d'établissements publics du second degré.

Concilier l'inconciliable

TOULON

de notre envoyée spéciale

La maigre carré d'herbe paraît presque incongru dans la cour goudronnée. Il est d'ailleurs délaissé par les élèves du lycée technique de Rouvière à Toulon (Var), qui se massent à l'heure de la récréation à l'ombre des bâtiments modernes. Contre, tout contre, se dressent les immeubles de la cité des collégiens. Depuis quelques mois, un mur encercle l'établissement scolaire. Les habitants de la cité doivent désormais contourner le lycée. Auparavant, le chemin le plus court entre deux points était une droite, il n'était pas rare de croiser une ménagère qui revenait du centre commercial voisin précédée de son cadavre.

Le lycée technique est peut-être physiquement clos, mais la vie s'y engouffre. L'établissement accueille 1 200 jeunes entre 15 et 20 ans, dont certains suivent des formations après le baccalauréat.

180 d'entre eux, dont 20 filles, sont hébergés à l'Internat. Sur le dossier du sida, l'équipe pédagogique a adopté une démarche pragmatique : pas question d'en faire trop, ni de rester inertes.

Au mois d'avril, le proviseur a accueilli des étudiants de l'université voisine venus informer les jeunes sur le sida. Un stand a été monté dans la cour, avec distribution de brochures et de préservatifs. Les élèves s'approchent, en groupe. « Nous sommes tous concernés et pas vraiment informés par la télévision, raconte cette jeune fille. Le plus difficile est désormais d'en parler, même entre nous. Les relations sont un peu particulières, il y a une fille pour quarante garçons. »

Un élève déplore l'absence de distributeur de préservatifs. M. Roger Valon, le chef d'établissement, s'est pourtant interrogé : une séance du conseil d'administration eût-elle été consacrée à ce sujet en mois de septembre. « Il n'y

a jamais eu de demande formelle de la part des élèves. Nous avons donc décidé, avec les représentants des parents, de ne pas aller au-devant de leurs besoins, explique-t-il. Si, un jour, ils nous en réclament un, nous en discuterons à nouveau. »

Ici, pas d'attitude tranchée ni de position morale, simplement le désir de s'écouter. Il reste néanmoins des interdits. Laurent, dix-sept ans, élève en classe de première, s'est fait piquer dans l'établissement avec sa petite amie. Sanction immédiate : huit jours de renvoi de l'Internat. Au lycée technique de Rouvière, comme ailleurs, on tente de concilier l'inconciliable et on nage en plein paradoxe. Peut-on prétendre en effet conduire une politique de prévention sur un sujet touchant d'eussai près à la sexualité des élèves, dont certains sont majeurs, et en même temps leur refuser de facto tout droit en la matière ?

M. A.

L'éducation nationale en première ligne

« Outre la lutte contre la drogue, il faut vraiment accorder au sida une priorité », a déclaré dimanche 25 avril Simone Veil, sur TF1. La volonté du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville d'inscrire dans la logique de ce qui a été entrepris par le gouvernement précédent. Reste à savoir si les établissements scolaires seront utilisés comme des vecteurs d'une politique de prévention. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, ne s'est pas encore exprimé sur le sujet.

Son prédécesseur avait fait de la lutte contre le sida l'un des fers de lance de son action. Alors ministre de l'éducation nationale et de la culture, Jack Lang estimait que l'Etat avait une « responsabilité sociale en ce domaine » et qu'il ne fallait pas que les jeunes [ne] rapprochant un jour de ne pas avoir pris les mesures qui s'imposent. »

La grande majorité des intervenants dans la prévention du sida au député-maire de Blois reconnaissent ce mérite. L'une des associations les plus virulentes, Act-up, nuance toutefois cette analyse : « Il y a eu une évolution dans l'éducation nationale sous la direction de Jack Lang, indique ainsi Mathieu Dupuy, vice-président d'Act-up Paris. Cependant, nous revendiquons toujours la mise en place d'un programme d'information et de prévention systématique dans les établissements scolaires et universitaires. Reste à savoir si nous serons entendus. Le silence de la plateforme UDF-RPR sur le sida ne nous incite pas à l'optimisme. »

Le droit à l'éducation pour tous

La mesure la plus symbolique prise sous Jack Lang a été d'inciter les fournisseurs à installer des distributeurs de préservatifs dans les établissements publics du second degré. La circulaire du 26 juin 1992 n'est pourtant qu'un des éléments d'une stratégie plus large de sensibilisation des adolescents. Un document du ministère destiné aux chefs d'établissement, publié en février 1993, précise en effet que « cette mesure ne peut être suffisante et ne doit pas conduire au relâchement de l'effort éducatif ». L'installation des distributeurs a pour objectif, selon ce document, d'amener une utilisation

plus fréquente de ce moyen de protection, au moment où les campagnes de prévention ont réussi à améliorer l'image du préservatif. Environ 500 distributeurs sont aujourd'hui en service, sur les 2 500 lycées publics, indique-t-on dans les services du ministère.

Alors que l'adoption du texte sur les distributeurs a déclenché une polémique, le deuxième volet de la politique mise en œuvre n'a pas rencontré la moindre opposition. La circulaire concernant l'accueil des enfants porteurs du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), rendue publique le 29 juin 1992, a fait au contraire l'unanimité. Elle pose un principe simple : le droit à l'éducation s'applique à tous, aux enfants porteurs du VIH comme aux autres.

L'adoption d'un cadre spécifique pour l'accueil des élèves séropositifs ou malades du sida a été discutée sous le ministère de Lionel Jospin. On aurait pu se contenter en effet de compléter les textes réglementant l'accueil des enfants atteints de maladies chroniques ou de handicaps. Finalement, une circulaire distincte a été rédigée. Car la nouveauté de cette épidémie, les craintes suscitées par son caractère transmissible, ont paru nécessiter un traitement particulier.

Enfin, juste avant son départ de la Rue de Grenelle, Jack Lang a signé, avec Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, une convention avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) qui est chargée, durant trois années, de renforcer l'éducation à la santé et plus particulièrement la prévention du sida au sein de l'éducation nationale. Elle doit notamment réfléchir avec la direction des écoles à la mise en place d'une action des écoles élémentaires. De plus, l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) est chargée d'une enquête sur les comportements sexuels des jeunes, dont les résultats devraient être rendus publics en janvier 1994. L'INSERM a pour sa part la responsabilité d'une étude sur la santé des adolescents. Ces travaux devraient permettre de mieux cerner les besoins des jeunes en matière d'information et de prévention.

M. A.



ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES

GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

UNIVERSITE PROPRE MENDES FRANCE

GRENOBLE

Les 3^{èmes} CYCLES de l'ECOLE SUPERIEURE des AFFAIRES de GRENOBLE

HUIT DESS

- Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE) *
- Management de la fonction Achat *
- Audit financier & opérationnel
- Commerce international
- Marketing quantitatif *
- Finance d'entreprise et des marchés *
- Gestion du personnel
- Management des systèmes d'information et d'organisation

UN DEA EN SCIENCES DE GESTION ET UN PROGRAMME DOCTORAL

(Finance, Marketing, Stratégie, Systèmes d'information)

Date limite de dépôt de candidature : 28 MAI 1993

(* DESS organisés également en FORMATION CONTINUE

ESA

B.P. 47 - 38040 GRENOBLE CEDEX 9

Tél. 76 82 59 27 - Fax 76 82 59 99

...ou recevoir tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation

ABONNEZ-VOUS - 1 AN : 36 N° = 375 F - Tarif spécial pour les abonnés au Monde de l'éducation : 300 F - Indiquez votre numéro d'abonné

Nom : Prénom : Profession (facultatif) :

Adresse : Code postal : Ville :

☐ Vous trouverez ci-joint mon règlement de :

☐ 375 F

☐ 300 F - Votre n° d'abonné : 9

301M005

☐ chèque bancaire ou postal

☐ Carte bleue n° :

☐ Carte Amex n° :

Expire fin

Expire fin

La Lettre du Monde de l'éducation

Date et signature obligatoires

La Lettre du Monde de l'éducation - Service abonnements - 1, place Hubert-Bauve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

EDUCATION • CAMPUS

SOURCES

La pédagogie expliquée aux maîtres

A l'instar des étudiants, les enseignants ne dédaignent plus les manuels. Les éditeurs acrobates se lancent à la conquête de ce nouveau public, de plus en plus nombreux et confrontés à des difficultés croissantes dans l'exercice de son métier. A la rentrée 1991, les éditions Hachette ont lancé une nouvelle collection intitulée « Pédagogie pour demain », riche déjà d'une trentaine de titres, répartis dans sept séries différentes.

Premier objet d'étonnement : pour peu qu'on soigne la présentation, qu'on ne dédaigne pas proposer des ouvrages pratiques où tout est fait pour faciliter la lecture et qu'on s'approche au plus près des préoccupations quotidiennes des maîtres, la pédagogie se vend bien. Les deux best-sellers de la collection sont, pour le moment, la *Pédagogie différenciée*, de Halina Przymyski (préface d'André de Peretti) et la *Projet d'établissement*, de Jean-Pierre Obin et Françoise Cros. Deux sujets qui donnent bien le ton de la collection. Comme l'explique Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'éducation nationale et directeur de la série « Nouvelles approches », destinée aux enseignants du second degré, où sont publiés ces deux ouvrages, « il s'agit de partir des préoccupations de l'enseignant de base qui lit peu d'ouvrages de pédagogie mais qui se pose néanmoins des questions sur sa pratique professionnelle. De lui parler la langue qu'il parle, d'essayer d'élargir sa réflexion tout en lui apportant une aide pour comprendre les mutations du système éducatif ». En préparation dans cette série : l'enseignement en classes hétérogènes, les modules en première, l'enseignement en Europe et les nouvelles pédagogies.

La série « Références » propose des ouvrages de vulgarisation universitaire sur des thèmes de réflexion générale. Parmi les sept titres parus, citons le *Métier d'élève*, de René La Borderie, et *Agir pour la réussite*

scolaire, de Daniel Pasquier. Enfin, les ouvrages réunis sous le label « Didactiques » s'attachent aux contenus d'enseignement du premier et du second degré et proposent des instruments de diagnostic et de réflexion sur l'enseignement du français, de l'orthographe et de la lecture, des mathématiques et de la géographie.

Pour l'ensemble de la collection, les auteurs sont issus du terrain, enseignants ou chefs d'établissement, et souvent impliqués dans la formation des maîtres. Multipliant encadrés, sommaires, chapitres et index, la maquette permet une lecture non linéaire et très pratique.

Ch. G. Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs. La longue enquête de Bernard Charlot, professeur de sciences de l'éducation à Paris-VIII, et son équipe ont mené pendant plusieurs années auprès de collèges de Saint-Denis, de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) et de Messy et Plessis (Essonnes) est publiée aux éditions Armand Colin. Ces jeunes, dont beaucoup sont issus de l'immigration et d'origine populaire, racontent leur histoire scolaire, parlent de leur rapport au savoir, aux enseignants, aux parents. Une lecture en positif, à mille lieux du carcan des théories du handicap socioculturel.

► Armand Colin, collection « Formation des enseignants », 232 pages, 58 francs.

Ainsi change l'école. La revue *Autrement* explore d'année en année le monde de l'école, sous-titre du dernier numéro de la série « Mutations » consacrée à l'école. Changer l'école, innover, bousculer les pesanteurs et les certitudes n'est plus un luxe aujourd'hui. C'est une nécessité vitale pour accroître la réussite des élèves et accompagner les mutations du système.

► Autrement n° 136, mars 1993, 110 francs.

COURRIER

Publicité gratuite

Dans un article intitulé « Le photocollage tue le livre » (*le Monde* du 8 avril), François Gêze demande aux intellectuels de prendre en compte des « considérations triviales ». Car ces intellectuels oublieraient, selon lui, qu'il faut un support matériel aux œuvres de l'esprit. S'il faut entrer dans des considérations triviales, je voudrais dire que les enseignants font de la publicité pour bien des livres, et la publicité se paie, et souvent fort cher.

Avant donc de remettre (un peu plus) en question la gratuité de l'en-

seignement, je pense que l'on devrait évaluer financièrement le montant de cette publicité actuellement gratuite pour les éditeurs (je ne parle pas des manuels, pour lesquels les éditeurs « offrent » aux enseignants des manuels en spécimen, ou, parce que ce serait encore trop « donner », à prix réduit). Ensuite, on leur demanderait de payer à l'éducation nationale le montant estimé de cette publicité gratuite, à ces éditeurs à qui on va donner 11 francs par élève ou par étudiant. Est-il si sûr que ce montant estimé serait inférieur à 11 francs ? Surtout avec l'augmentation souhaitée du taux de scolarisation des jeunes ?

Bref, l'argument matériel de M. Gêze ne me paraît pas globale-

POINT DE VUE

L'historien et les falsificateurs

par Christophe Charle, Bernard Delpal, Jean-Dominique Durand, Régis Ladous, Henri Morsel, Claude Prudhomme

QUE peut faire la communauté scientifique face aux prises de position négationnistes d'un de ses membres ? L'actualité récente a remis sur le devant de la scène l'affaire provoquée par un enseignant en sciences économiques de Lyon-III qui tendait à nier les chambres à gaz sous la forme d'une interrogation faussement naïve. L'annonce que ce dernier allait reprendre ses cours, après avoir été suspendu par décision du conseil de discipline de l'université, a réveillé les inquiétudes et suscité de vives protestations. Confrontés directement à cette situation, à la fois comme enseignants à Lyon-III et spécialistes d'histoire contemporaine, nous voudrions exposer quelques réflexions qui dépassent à notre sens le cadre de cette seule affaire et celui d'une université isolée.

Notre première réaction, en avril 1990, avait été de marquer clairement notre réprobation par une déclaration courte destinée en priorité aux étudiants. Aussi nécessaire qu'il fût, le rappel de l'entreprise d'élimination physique des juifs par le nazisme ne pouvait cependant pas constituer une réponse suffisante. Les initiatives convergentes de collègues de toutes les facultés conduisaient à la création d'une association placée symboliquement sous le patronage de René Cassin. Plus qu'un essai de réhabilitation de Lyon-III aux yeux de l'opinion publique, cette initiative entendait réunir les enseignants autour des « principes essentiels qui constituent les bases de leur indépendance et les fondements de leur déontologie ». La charte de l'association met l'accent sur la responsabilité de la communauté universitaire à l'égard de la société et sur la nécessité de ne pas confondre la liberté de recherche et d'expression, évidemment fondamentale, avec la manipulation des faits à des fins idéologiques et la subordination de l'université à des objectifs politiques.

Ces premiers résultats acquis, nous n'avions pas la naïveté de croire les problèmes réglés. D'abord sur la forme : comment sanctionner des prises de position scientifiquement errantes sans donner le sentiment de les condamner pour délit d'opinion ? La recours à la justice constituait une solution insuffisante dès lors que les négationnistes ont l'habitude de focaliser le débat sur le contournement de faits particuliers (de détail) et se gardent de toute affirmation positive ou négative explicite, qui tomberait sous le coup de la loi. Ainsi que l'a écrit Madeleine Rabéroux « la loi est de l'ordre du nominatif. Elle ne saurait dire le vrai [en Histoire] ».

Dire le vrai en histoire... Nous sommes bien là au cœur du problème. La nature de notre discipline la rend particulièrement fragile et l'expose plus que d'autres à des manipulations, au moins pour quatre raisons. La compétence en matière historique semble d'abord la chose la mieux partagée du monde puisque tout un chacun peut se proclamer historien. L'universitaire lyonnais m'a en cause n'est pas plus historien que beaucoup d'autres négationnistes pour lesquels le champ historique constitue un terrain d'essai d'une manœuvre idéologique.

En deuxième lieu, le médietisme des débats donne inévitablement l'avantage à ceux qui nient en trois phrases expéditives face à ceux qui démontrent en quinze pages argumentées, à ceux qui jouent le nouveau provocateur et l'effet d'annonce face à ceux qui démontrent patiemment les falsifications. En troisième lieu, l'écriture de l'histoire, parce qu'elle conditionne la mémoire collective, constitue un enjeu prioritaire pour tout mouvement qui ambitionne la gestion des esprits.

Enfin, la vérité historique est toujours relative à l'historien qui la construit et aux traces du passé qu'il retrouve, ce que d'aucuns transforment immédiatement et abusivement en adage du type « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà ». Des cercles à prétention intellectuelle se sont d'ailleurs spécialisés dans la dénonciation du caractère mythique, au sens du fabriqué, du discours historique, pour promouvoir leur propre mythologie (celle des sources indo-européennes de la pensée occidentale) et procéder à la lecture d'un passé fantasmé.

Face à ces mises en cause, il n'est pas de réponse unique. S'il s'agit de vouloir réglementer la libre expression, il est peu réaliste d'attendre des moyens de

communication qu'ils apportent un minimum de discernement dans leur emploi du substantif « historien », la communauté universitaire doit au moins se montrer vigilante dans la délivrance de doctorats. Elle doit aussi s'appliquer à elle-même les exigences imposées à ceux qui postulent un diplôme, ne pas laisser croire que la compétence et la notoriété acquises dans un domaine confèrent *ipso facto* l'aptitude à juger de tout. Cela n'interdit pas l'engagement dans la cité, à condition d'opérer un partage net entre une enquête rigoureusement documentée, un essai ou une prise de position personnelle.

A cet égard, la procédure suivie par la commission Touvier constitue une référence exemplaire. Entreprise collective, visant à rassembler des historiens de sensibilités différentes, elle a mené son enquête en pratiquant la confrontation permanente des travaux de ses membres. Loin de prétendre imposer une vérité officielle, elle a rassemblé des témoignages, mis en évidence des faits vérifiés, établi des relations entre eux, proposé une interprétation qui distinguait soigneusement le certain du probable. En somme, elle a fourni un état des connaissances et les éléments nécessaires au jugement de chacun sans pour autant se substituer au juge ou au législateur.

Des faits irréductibles

Mais la question la plus délicate reste bien celle de la manière de répondre aux falsificateurs de l'histoire. Cet effort nous semble nécessaire car les jeunes générations, nos étudiants d'abord, ne comprennent pas notre silence. Mais la condition de hiérarchiser les questions et d'établir clairement les acquis historiques et les questions en débat. A une démarche qui part de points particuliers pour jeter le soupçon, par exemple concentrique, sur les moyens, puis l'ampleur, enfin la réalité du génocide, nous devons opposer une démarche qui répond à la provocation par :

1) La responsabilité. Une déontologie s'impose à tout enseignant. Elle lui interdit de dire n'importe quoi et de porter la suspicion sur des réalités humaines tragiques sous prétexte de jouer avec les mots ou les idées.

2) L'affirmation vigoureuse de l'histoire et de sa rationalité. Comme telle, elle exige un apprentissage et l'acceptation de cou-

mettre ses travaux à la critique de la communauté scientifique.

3) La fidélité à une méthode. L'hypocrisie négationniste peut s'appliquer à tout objet historique et a permis de nier jusqu'à l'existence de Napoléon. Or il existe des faits irréductibles à une quelconque subjectivité historique. Ainsi le génocide des juifs a été établi par des statistiques (macabres), qui varient selon le mode de calcul de 4,5 à 6 millions, le chiffre le mieux argumenté étant actuellement celui proposé par Paul Hilberg dans *La Destruction des juifs d'Europe*, soit 5 457 500 victimes. De même, l'existence des camps d'extermination repose sur des témoignages écrits et oraux et une multitude de documents convergents et irréfutables, aussi bien les mouvements des trains que la production de Zyklon B. Enfin, les entreprises d'extermination menées par le nazisme ont pour fondement un projet ouvertement raciste, exposé dans un corpus de textes et de discours solidement établis, qui se traduit dans la mise en place du système concentrationnaire, puis l'élimination des malades mentaux, des juifs, des Tziganes et des Slaves.

Si ces affirmations sont rejetées, nous prétextons de doute systématique, tout débat contradictoire devient inutile. Si elles sont acceptées, la norme précise de juifs morts, la cause exacte de leur décès (par exécution directe ou indirecte, mort lente ou expéditive), le fonctionnement précis des chambres à gaz, les divergences des témoignages sur des aspects particuliers, la date de la décision de mettre en œuvre l'extermination, toutes ces interrogations apparaissent pour ce qu'elles sont, dérisoires au regard de la tragédie vécue par les victimes, liées à l'indéfinissable part d'incertitude de toute recherche aux yeux des historiens.

Mais elles ne doivent pas engendrer la confusion de piéner à occulter les débats de fond qui concernent les historiens et tous les citoyens : comment et pourquoi cela a-t-il été possible ? Qui a aujourd'hui intérêt à banaliser l'entreprise nazie et à inscrire la mort de millions d'êtres humains au chapitre des pertes inévitables, comme si le nazisme pouvait se traduire dans un bilan comptable en partie double ?

► Christoph Charle, Bernard Delpal, Jean-Dominique Durand, Régis Ladous, Henri Morsel et Claude Prudhomme sont professeurs d'histoire contemporaine à l'université Lyon-III.

REPÈRES

COMMUNICATION. L'Association des responsables communica-tion de l'enseignement supérieur (ARCES) vient de publier son nouvel annuaire 1993. En quelques années, celle-ci a été imposée comme le réseau des professionnels de la communication des universités et des grandes écoles et regroupe désormais 170 adhérents, représentant 81 universités, 73 écoles d'ingénieurs et 31 écoles de commerce. ► ARCES, tél. : 40-51-90-20.

ÉTUDIANTS. 1 576 000 étudiants sont inscrits dans les principales filières de plus qu'en 1991, soit 88 000 de plus qu'en 1991. Selon une enquête publiée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, pour les années 1993 et 1994 une moindre progression des effectifs est prévisible en raison du creux des naissances de 1973 à 1975. Le nombre d'étudiants devrait ainsi augmenter de 75 000 en 1993 et de près de 57 000 en 1994, principalement en second cycle universitaire.

En première année d'enseignement supérieur, même si la proportion de bacheliers poursuivant leurs études s'élève, la croissance du flux d'entrée devrait être nettement ralentie : 5 700 étudiants supplémentaires sont attendus à la rentrée 1993 (soit une progression de 1,3 % contre 3 % l'année précédente). On comptera 900 entrants de moins en 1994. Seuls les IUT devraient échapper à cette tendance avec une croissance annuelle d'environ 10 %. Les sections de techniciens supérieurs (STS) continueront à enregis-

trer un net reflux des bacheliers technologiques et les flux d'entrée en classe préparatoire devraient peu augmenter. Enfin, on prévoit que les premiers cycles universitaires accueilleront 1 700 étudiants de moins en 1993 et 5 400 de moins en 1994.

INGÉNIEURS. Après la création d'un cycle préparatoire original (*le Monde* du 8 avril), les trois instituts polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse, qui formaient quelque 2 200 ingénieurs par an, ont décidé de renforcer leur coopération dans de nombreux domaines. C'est notamment le cas en matière de relations internationales, où une représentation commune, à Bruxelles, devrait être mise en place et une plaquette commune réalisée pour les présentations étrangères. Dans le domaine de la formation, sont prévues la multiplication des échanges d'étudiants entre instituts nationaux polytechniques (INP), la coordination des demandes d'habilitation pour les nouveaux diplômés de recherche technologique et la création d'un nouveau diplôme de haute études technologiques. Enfin, les trois établissements réfléchiront à une meilleure répartition de leurs rôles respectifs et envisagent de demander au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche d'être sites-pilotes pour l'expérimentation de nouveaux modes de gestion des établissements d'enseignement supérieur.

INSERTION. Les jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP obtiennent l'apprentissage s'en sortent plutôt mieux sur le marché de l'emploi que ceux qui proviennent d'un lycée professionnel. C'est ce qui ressort d'une enquête publiée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale portant sur les diplômés de 1990.

Sept mois après l'obtention d'un CAP ou d'un BEP par l'apprentissage, ils étaient respectivement 58,6 % et 65,3 % à occuper un emploi salarié, alors que ce n'était le cas que pour 44,3 % (CAP) et 48,2 % (BEP) des anciens élèves des lycées professionnels. Ces derniers étaient nettement plus souvent bénéficiaires de « mesures jeunes » : les travaux d'utilité collective (TUC) et les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) accueillaient, par exemple, quatre fois plus d'anciens lycéens que d'apprentis et plus encore pour les filles qui sont, dans tous les cas et dans toutes les spécialités, les grandes perdantes. Toutes origines confondues, entre 20 % et 28 % de ces jeunes étaient au chômage.

Les spécialités industrielles offrent davantage de perspectives d'emploi que les formations tertiaires. Dans la tertiaire, la coiffure et toutes les formations ayant trait aux soins corporels sont marquées par un fort taux de chômage tant après le lycée professionnel qu'après un apprentissage. En revanche, dans l'hôtellerie-restauration, où l'apprentissage est traditionnellement bien implanté, le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens apprentis (18,9 %) que pour les anciens élèves de lycée professionnel (LP) (25,5 %).

MASTÈRES SPÉCIALISÉS DU GROUPE ESIEE : ENTREZ DE PLAIN-PIED DANS DES ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE



DIPLOMES DE GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE / MANAGEMENT : MASTÈRE ENJEUX TECHNOLOGIQUES

Un an de formation de très haut niveau pour acquies une deuxième compétence. Vous deviendrez le responsable de projets industriels et le manager d'innovation technologique dont toutes les sociétés dynamiques ont absolument besoin.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES : DIPLOMES SCIENTIFIQUES : MASTÈRE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un an de spécialisation en intelligence artificielle. Traitement du Signal et Programmation Avancée. Vous deviendrez l'ingénieur hautement qualifié qui recherche les entreprises de technologie avancée.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour obtenir une documentation complète et un dossier d'inscription sur le MASTÈRE Spécialisé du Groupe ESIEE qui vous intéresse, écrivez au Responsable du Groupe ESIEE - MASTÈRES Spécialisés, 80 99, 92 162 Mussy-le Grand CEDEX, FRANCE.

Tél. : (33) 1 45 92 66 25 ou (33) 1 45 92 67 02 Fax : (33) 1 45 92 66 99

BILLET

La CSG financera les déficits

L'affaire est maintenant entendue. Après beaucoup de consultations, après bien des hésitations, beaucoup d'études et de contre-études, MM. Balladur, Sarkozy et Alaphandry ont arrêté leur choix : c'est la CSG (contribution sociale généralisée) qui comblera les déficits de la Sécurité sociale. Un déficit que l'on peut estimer à 80 milliards de francs cette année en flux et à une centaine de milliards de francs en cumulé. Si rien n'avait été décidé, le trou annuel de la Sécurité sociale aurait atteint 80 milliards de francs l'année prochaine et le stock de la dette se serait accru en conséquence. C'est pour stopper cette inquiétante dégradation que, dans la hiérarchie des urgences, M. Balladur avait placé le rétablissement des équilibres sociaux au premier rang de ses préoccupations.

Devant la commission des finances du Sénat, M. Alaphandry, ministre de l'économie, a implicitement confirmé, mardi 27 avril, la décision, prise en fait pendant le week-end, en répondant à Jean Arthuis, rapporteur général, que, pour remédier aux différents déficits, il estimait dans la « hiérarchie du détestable » que la pire solution serait de relever le taux des cotisations sociales puis d'augmenter la TVA. Dans ces conditions, avait-il indiqué aux sénateurs, une hausse des recettes de poche (tabac, alcool, essence) et un relèvement de la CSG lui semblaient la seule solution possible malgré le gros inconvénient que représentait un prélèvement sur le pouvoir d'achat des Français dans un contexte de consommation déprimée.

Malgré la publication par le cabinet du ministre de l'économie d'un communiqué assurant qu'aucune décision définitive n'avait encore été prise concernant la CSG, le choix du gouvernement est bel et bien arrêté. Et ce choix est aussi courageux que lourd de conséquences et de risques : l'augmentation d'un point de la CSG va prélever 38 milliards de francs d'impôts directs supplémentaires par an au rythme de 3 milliards par mois, à un moment où les entreprises suppriment des emplois et ont commencé de ralentir sensiblement les augmentations de salaires. Le risque d'une aggravation de la récession est évident, les familles risquant de réduire davantage leurs achats. Cela d'autant plus que la hausse des taxes sur les produits pétroliers va être importante et représentera elle aussi une ponction d'une douzaine de milliards de francs.

Le gouvernement est convaincu que le risque vaut d'être pris, ne serait-ce que parce que le choix n'existe pas vraiment. Laisser les déficits sociaux s'accroître ébranlerait la confiance : en France les entreprises continueraient d'attendre l'arme au pied sans investir, à l'étranger les marchés pourraient s'inquiéter et les taux à long terme remonter.

ALAIN VERNHOLES

M. Espiau (CNPF) est élu président de l'ARRCO. — Pour la deuxième fois, dans le cadre de l'alternance patrimoniale, Yves Espiau, représentant du CNPF, a été élu le 23 avril président de l'ARRCO, l'association des régimes de retraite complémentaire des salariés. Il remplace pour deux ans Antoine Faesch (FO), qui est régulièrement, depuis 1973, le président désigné au titre des représentants de salariés.

Au conseil européen de Luxembourg

La France a recherché un assouplissement de la réforme de la politique agricole commune

Les Douze, qui étaient réunis en conseil agricole lundi 26 et mardi 27 avril à Luxembourg, ont une préoccupation majeure : faire en sorte que la réforme de la politique agricole commune (PAC), approuvée voici un an, suscite, maintenant qu'elle est mise en œuvre, aussi peu de réactions négatives que possible du monde paysan. Les ministres de l'agriculture se sont efforcés d'obtenir une série d'aménagements dont l'objet est de rendre la nouvelle réglementation d'un usage plus simple et surtout d'atténuer les contraintes qu'elle impose aux agriculteurs.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

S'il ne s'est pas parvenu encore à conclure, c'est que la somme des retouches demandées aurait alourdi la facture de la réforme au-delà de ce que certains États estiment raisonnable et, surtout, aurait risqué d'en compromettre les objectifs, à savoir une meilleure maîtrise de la production. L'exercice est rendu difficile par la perspective peu riant que représente pour les paysans le pré-accord agricole conclu

par la Commission européenne avec les États-Unis en novembre 1992 dans le cadre du GATT. C'est particulièrement vrai pour Jean Puech, le ministre français, qui doit échapper aux blocages résultant des surechères de la période électorale.

C'est habile, mais rien ne dit que les organisations professionnelles seront convaincues. La démarche consiste à aborder séparément les dossiers du contenu agricole. S'agissant de l'Uruguay Round, M. Puech manifeste apparemment une grande fermeté : « Le pré-accord de Washington, qui imposait aux agriculteurs des sacrifices allant bien au-delà de la PAC, est inacceptable pour la France, et ce ne sont pas des détails qui pourraient nous faire changer de position. »

Il pourrait en aller différemment pour le chapitre spécifique du pré-accord CEE-États-Unis portant sur la limitation de la production d'oléagineux dans la CEE. M. Puech n'a pas voulu en parler le 27 avril, mais il semble bien que cet arrangement, considéré en son temps comme raisonnable y compris par la profession, pourra être assoupli le moment venu par Paris. Surtout si les États-Unis veulent bien le compléter par une clause de révision qui donnerait à la CEE la garantie qu'elle pourra, à l'avenir,

si elle l'estime opportun, développer sa production de biocarburants (à partir notamment de colza planté sur les surfaces mises en jachères).

L'élevage de qualité dévalorisé

Mais, comme on l'explique à Paris, « il y a un ordre des facteurs », autrement dit le gouvernement concentre maintenant son attention sur les modalités de la réforme, comme le fit M. Soisson. M. Puech, qui affirme vouloir pratiquer une « politique de mouvement constructive », a esquissé une ouverture : « Si notre position sur la réforme trouve un écho favorable, cela favorisera les choses au cours des mois à venir. »

La France n'est pas favorable à la baisse de 5 % du prix d'intervention du beurre proposé par la Commission. Elle constate que certaines restrictions (limitation du poids des carcasses) aux achats d'intervention de viande bovine dévalorisent l'élevage de qualité. Elle fait valoir qu'on peut, sans risque de surproduction, accroître les quotas laitiers en montagne et plaider la cause des producteurs de montans. Mais sa demande prioritaire (partage par d'autres pays) paraît plus problématique : augmenter l'indemnité versée aux agriculteurs pour compenser la perte de revenu résultant de l'obligation de mettre en jachères 15 % de l'exploitation. « Avec la prime actuellement prévue, qui ne couvre pas les frais fixes, les gens ne vont pas mettre une partie de leurs surfaces cultivables en jachère et l'objectif de la réforme ne sera pas atteint », a expliqué M. Puech. René Steichen, commissaire à l'Agriculture, est très réticent à l'égard de tout assouplissement des disciplines concernant la jachère.

PHILIPPE LEMAITRE

Tandis que les pays de l'Est se félicitent du dynamisme du président de la BERD

Jacques Attali est placé sous surveillance

La deuxième assemblée générale annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a pris fin mardi 27 avril à Londres. Les attaques contre les dépenses d'installation et de fonctionnement engagées par son président, Jacques Attali (qui reste sous la surveillance des pays actionnaires), ont plus retenu l'attention que les tâches de cet organisme chargé d'aider les pays d'Europe de l'Est dans leur transition vers l'économie de marché.

LONDRES

de notre correspondant

Sans doute, si les choses en restent là, réalisera-t-on, « dans quelques mois, la relative de tout cela », comme le souligne Jacques Attali. « Tout cela », c'est l'affaire des finances de la BERD, qui a en tendance ces derniers temps à attirer l'attention que la mission de cette institution financière chargée de guider les pays de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché et la démocratie. A l'occasion de cette assemblée annuelle, qui a rassemblé plus de 2 000 délégués et un aréopage de ministres des finances, les remarques acerbes et les conseils appuyés sur la meilleure façon de gérer l'argent des contribuables se sont multipliés.

« Certaines critiques étaient exactes, d'autres étaient injustes », a estimé M. Attali. Le premier ministre britannique, John Major, ainsi que le ministre allemand des finances, Theo Waigel, ont eu recours au procédé très britannique de l'understatement (la litote), estimant que M. Attali a d'ores et déjà tiré la leçon des remontrances dont il a été l'objet. D'autres, comme Roger Altman, secrétaire adjoint américain au Trésor, ont pas hésité à dénoncer les « dépenses extravagantes » de la banque, laquelle a pû, selon lui, d'une

« perte de confiance ». Le représentant du gouvernement canadien, John McDevitt, a souligné que la BERD danne l'exemple en matière d'« efficacité et de probité financière », et le ministre suédois des finances, Anne Wibble, a souligné que « le temps des grands desseins » devait s'achever.

Mardi, le ton était cependant à l'apaisement. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier britannique, a estimé qu'il n'était pas nécessaire de s'appesantir sur « tout cela », dès lors que la Banque européenne s'est engagée à mettre en œuvre, « rapidement et rigoureusement », les changements annoncés pour mieux contrôler ses coûts. M. Attali a retenu cette « priorité opérationnelle » : « Un contrôle renforcé sur nos dépenses budgétaires et une plus grande transparence : c'est un souci légitime. J'y veillerai avec la plus grande rigueur. » Les mesures prises « seront appliquées sans faille ». Le comité d'audit nommé à cette fin prendra acte, notamment, « des erreurs qui ont pu être commises », et un nouveau directeur du budget (fonction que cumulait jusque là Pierre Pissaloux avec celle de chef de cabinet de M. Attali) sera nommé.

C'est donc dans quelque temps que l'on saura si M. Attali dispose de la confiance sans réserve des actionnaires de la banque. D'ici là, le président de la BERD restera « sous surveillance », notamment de la part du principal actionnaire, les États-Unis (10 % du capital). Au-delà des aspects budgétaires, M. Attali a cependant des raisons d'être satisfait des commentaires, dans l'ensemble plutôt élogieux, émanant des délégués des pays qui bénéficient de l'intervention de la BERD : la plupart ont rendu hommage à l'action de la banque et à l'indéniable dynamisme de son président. Celui-ci n'a donc plus l'intention de renoncer à ses fonctions, (du moins tant que son « bébé » ne peut « marcher seul »), comme il en avait le désir il y a huit mois.

LAURENT ZECCHINI

Pour des raisons financières et industrielles

La Cogema, la Lyonnaise des eaux et la Société générale entrent dans le capital de Total

Serge Tchuruk, PDG de Total, a présenté, mercredi 28 avril, son projet de faire entrer trois nouveaux partenaires dans le capital de son entreprise : la Cogema, la Lyonnaise des eaux-Dumex et la Société générale. En s'alliant avec Total, la Cogema fait d'une pierre deux coups. Elle amorce sa privatisation tout en agrandissant considérablement son domaine minier. A l'inverse, Total escompte des gains tant financiers qu'industriels de ses trois nouveaux partenaires.

A compter du 2 juin, Total devrait compter trois nouveaux actionnaires dans la composition de son « noyau stable ». A cette date, il proposera à l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires une augmentation de capital de 4,07 milliards de francs, réservée à la Cogema, à Lyonnaise des eaux-Dumex et à la Société générale. A l'issue de cette opération, le noyau stable passera de 15 % à 25 %. Les trois nouveaux actionnaires actuels, à savoir l'État pour 5 % en direct, les AGF (Assurances générales de France) pour 4 %, le GAN (Groupe des assurances nationales) pour 2 %, et le Crédit lyonnais pour 4 %. Le reste des titres est placé à l'étranger (35 %) et à la Bourse de Paris.

Pour les trois nouveaux partenaires, l'opération se fait par échange croisé de participation. Pour deux d'entre eux, la Cogema et la Lyonnaise des eaux, l'opération financière se double d'une opération stratégique au plan industriel.

M. Syrota :
un « bon placement »

La Cogema, société chargée de la production de combustible nucléaire, jusqu'à présent contrôlée 100 % par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), entre pour 4,3 % dans le capital de Total. Symétriquement, Total prend une participation de

10,8 % dans le capital de Cogema. Par ailleurs, le groupe pétrolier cède son secteur uranium à Cogema, pour un montant de 1 milliard de francs. Alain Madec, directeur financier de Total, cette opération permet à son groupe d'être présent sur l'ensemble de la filière du combustible nucléaire, tout en en confiant les opérations au « premier opérateur mondial ».

Pour Jean Syrota, PDG de la Cogema, il s'agit d'un premier pas vers une privatisation partielle, désirée depuis longtemps. En outre, l'acquisition des domaines miniers de Total devrait lui permettre de dégager des économies d'échelle, surtout au Canada et aux États-Unis, où plusieurs domaines de Total sont géographiquement voisins de ceux de la Cogema. Elle le mettra également en position de force face au principal opérateur canadien. Le rapprochement avec Total pourrait aussi bénéficier au pôle ingénierie de la Cogema. L'opération a également un intérêt financier : « La Cogema doit réaliser des provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires qui devrait intervenir vers les années 2020. A cet égard, Total est un bon placement », estime M. Syrota.

Deuxième nouveau partenaire industriel de Total, la Lyonnaise des eaux-Dumex entre pour environ 1 % au capital de Total. Symétriquement, Total entre dans le pôle énergie-chaleur de la Lyonnaise en prenant une participation de 20 % dans le capital d'Ufiner-Cofreth, société cotée. Le pétrolier, qui est aussi un important producteur de gaz, ayant des ambitions dans la production d'électricité (il enstruit une centrale au gaz à cycle combiné en Italie), s'allie ainsi avec un important distributeur d'énergie. Ufiner-Cofreth contrôle en particulier la CPCU (Compagnie parisienne de chauffage urbain).

Avec la Société générale, l'accord est purement financier. La banque entre pour environ 2 % au capital de Total, qui prend également une participation de 1 % au capital de la Société générale.

A. K.

Vive le 1^{er} Mai avec

PROGRAMME

Europe 2

Europe 2 double
votre
salaire*

et vous offre des hamacs !

Ecoutez bien Europe 2 et jouez jusqu'au
1^{er} Mai sur le 36 68 5.4.3.2



PIER IMPORT



103.5 le Poste Parisien
autres fréquences : 3615 Europe 2

* votre salaire mensuel brut limité à 20 000 F

Social
Par ici la sortie !

Alain Lebaube

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Selon un rapport de l'AIE

La consommation énergétique des pays de l'OCDE augmentera de 30 % d'ici à 2010

D'ici à l'an 2010, en partant sur des prix du pétrole de l'ordre de 30 dollars le baril (1), la consommation énergétique des pays de l'OCDE sera de 30 % supérieure à son niveau de 1990, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publiées mercredi 28 avril à Paris. Celle de pétrole augmentera de son côté de près de 20 %, de sorte que, faute d'une évolution similaire de la production (elle est condamnée à chuter fortement aux États-Unis), les importations pétrolières des pays de l'OCDE devraient croître de quelque 9 millions de barils-jour. Un chiffre élevé qui aura pour contrepartie d'accroître la dépendance des pays industrialisés à l'égard de la région du Golfe. Selon les calculs de l'AIE, le Proche-Orient et le Venezuela - pays aux ressources d'hydrocarbures encore largement inexploitées - fourniront à eux seuls après de la moitié du pétrole consommé en 2010 par les pays de l'OCDE. Des prix du pétrole plus bas, parce qu'ils décourageraient la recherche d'hydrocarbures, ne feraient bien sûr qu'accentuer le phénomène. Cette dépendance accrue s'explique à contrario par les piètres résultats attendus de l'ex-Union soviétique. Les prévisions de l'AIE tiennent en effet

Soulignant que l'augmentation s'applique au gaz et au charbon

Les pétroliers s'inquiètent d'une hausse de la taxe sur les carburants

Le projet du gouvernement d'augmenter - d'une vingtaine de centimes par litre, dit-on - le prix des carburants «à la pompe» pour réduire les déficits sociaux n'enchantent pas les compagnies pétrolières. Mais, et la hausse est jugée inéluctable, les pétroliers souhaitent qu'elle soit équilibrée. Pour le président de l'Union française des industries pétrolières (UFIPI), Bernard Calvet, qui devait présenter, mardi 27 avril, le bilan 1992 de l'industrie française du pétrole, l'accroissement de la fiscalité au lieu de ne toucher que les produits pétroliers, qui sont déjà les sources d'énergie les plus taxées, devrait ainsi s'appliquer à «l'ensemble des énergies importées», donc inclure le gaz et le charbon. «Si le gaz naturel était taxé comme l'est le fioul domestique, il coûterait 20 % plus cher», observe M. Calvet.

Autre crainte du président du syndicat des pétroliers : que, pour ne pas mécontenter les transporteurs routiers, le gouvernement cherche à faire peser l'accroissement des taxes sur le supercarburant davantage que sur le gazole. Or, l'outil de raffinage français n'est pas en mesure de répondre à une hausse de la demande de gazole, dont les importations seraient condamnées à croître tandis que la France est déjà excédentaire en supercarburant.

TRANSPORTS

La chute du trafic aggravant son déficit

La SNCF réduit ses frais de fonctionnement de 500 millions de francs

Jacques Fournier, président de la SNCF, a annoncé, mercredi 28 avril, des mesures pour faire face au recul des recettes au cours du premier trimestre, qui représente, en francs constants, -2,4 % pour les voyageurs et -14,3 % pour les marchandises par rapport à la période correspondante de 1992. Il est prévu de réduire de 500 mil-

lions de francs les frais généraux, de 200 millions le programme d'investissements et de 700 personnes les effectifs de l'entreprise. Afin de stimuler la demande, la SNCF lance pour l'été des tarifs réduits Joker sur 200 relations et effectue 500 agents supplémentaires pour l'amélioration du service à la clientèle.

Socrate, la ciguë et le marketing

Le système de réservation informatisé Socrate, acheté 1,3 milliard de francs à la compagnie aérienne American Airlines, et destiné à optimiser les recettes de la SNCF, finira bien par fonctionner convenablement (le Monde du 13 mars et du 2 avril). Dans un mois ne dans six, les informaticiens auront mis fin à ses hautes qui l'empêchent de délivrer des billets pour certaines gares, ou à certains tarifs réduits, au point des allers avec arrêts en cours de route. Fasciné par les performances du «Big Brother» venu du transport aérien, ils avaient simplement oublié que le train est infiniment plus compliqué que l'avion parce qu'il achem-

mine plus de voyageurs, qu'il s'arrête en route, et qu'il est autrement fréquent.

Il y a eu quelque présumption chez les techniciens qui ont ignoré les difficultés de mise en service et les dépassements budgétaires d'un autre système de réservation, Amadeus, conçu par Air France, Iberia et Lufthansa.

Is nait surtout commis le péché mignon des chemins : l'absence de communication. En 1986-1987, la SNCF avait été paralysée par cinq semaines de grève, une sorte de mai 68 à l'échelle de l'entreprise, qui avait mis en lumière l'absence des relations sociales et l'existence du dialogue interne. Avec Socrate, la SNCF récidive dans l'autisme, mais vis-à-vis de l'extérieur. L'absence d'information n'est pas un système fragile et complexe, que ses pairs ont de surcroît l'imprudence de présenter comme le fin du fin pour faire payer le maximum aux usagers, la Société nationale ne peut s'écarter de la culture qu'elle inspire en ce moment à la France, voyageuse, toutes catégories sociales et toutes origines géographiques confondues.

Embrouillamini tarifaire

Déjà exaspérés par les fermetures de gares et de gares, par la réforme des bagages et des vélos accompagnés, les clients de la SNCF et leurs vivants Socrate comme une goutte de belle taille qui fait déborder un vase déjà copieusement rempli : la réservation obligatoire sur les TGV vécue comme une hausse tarifaire déguisée, les abonnements augmentés de 40 % et 50 % sans préavis, le contingentement qui réserve certains jours les places aux usagers sans réduction ou qui effectuent le trajet le plus long, la dégradation des conditions de voyage sur les lignes secondaires, l'embrouillamini des règles tarifaires qui donnent une impression d'anarchie institutionnelle, la «spécialisation» des relations entre les contrôleurs (qu'un adepte de la méthode Conté a baptisés agents commerciaux) et les clients, l'abandon du service public, etc.

Socrate aidant, la SNCF semble s'acharner à rendre compliqué, pénible et culpabilisant le voyage en train. Un comble quand on sait que le choix d'un mode de transport est déterminé en premier par le prix et en second par la simplicité de son usage.

Mais certains cheminots succombent à une autre de leurs vieilles tentations : travailler comme s'ils étaient seuls au monde. Tout à l'ar-

dente obligatoirement d'équilibrer les comptes de l'entreprise et de tirer grand profit de la merveille économique, sociale et technologique qu'est le TGV, ils ont cru qu'ils pouvaient damer le pion à l'avion pour avoir dérobé, en 1983, à Air Inter la moitié de ses passagers entre Paris et Lyon. Ils ont oublié que les néoports sont propres, qu'on s'y couche à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, que les hôtesses n'y sont pas rugues, et qu'elles cherchent et trouvent les tarifs les plus avantageux pour le voyageur, qu'il en coûte à un couple moins de 200 francs supplémentaires pour se rendre en un peu plus d'une heure de Paris à Marseille en avion plutôt qu'en train, etc.

Les apprentis sorciers du rail se sont trompés de concurrent et au pire moment. Car c'est à partir de 1988-1989, quand le contre-choc pétrolier a rendu la voiture de plus en plus économique et attractive, qu'ils ont inventé les niveaux de réservation selon la fréquentation des TGV et les suppléments grande vitesse qu'ils n'avaient pas imaginés (officiellement) pour le TGV Sud-Est. Alors, imaginons un couple avec deux enfants, désireux de revenir à Paris depuis la côte par le TGV Atlantique. La fin des vacances scolaires ne leur permet guère de modifier la date de leur retour. L'affluence fait dire à l'ordinateur que les seules places disponibles se trouvent en première classe. Au prix de 2 300 à 2 600 francs le voyage, quelle famille restera fidèle au train ?

On ne peut accuser Socrate de tous les maux, et en tous cas pas de la chute de 15 % du fret ferroviaire qui pèse de la récession économique et de la concurrence des routiers. Mais la Société nationale pourrait bien réaliser en 1993 un déficit de 4,5 à 5 milliards de francs après une perte de 3 milliards l'an dernier. Le recul de son trafic passagers s'inscrit sur une pente de 5 %. Elle doit donc s'interroger d'urgence sur la cohérence de sa stratégie commerciale et sur son marketing. Elle serait bien inspirée d'éviter l'emploi de notions paralysantes, de signes qui lui aliènent des Français. Ces derniers sont pourtant pleins d'estime pour elle, et pas seulement par nostalgie pour le temps de l'escarville et de la vapeur. Mieux qu'aucune autre société ferroviaire, mise à part les chemins de fer suisses, elle a su résister techniquement et financièrement aux assauts de la concurrence. Encore lui faut-il demeurer à l'écoute de son marché, de ses clients.

ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA HACHETTE

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION EN TRÈS NET REDRESSEMENT

Le Conseil d'Administration de MATRA HACHETTE réuni le 21 Avril 1993 sous la présidence de M. Jean-Luc LAGARDERE, a arrêté les comptes de l'exercice 1992, lesquels sont conformes aux estimations publiées le 2 Février 1993.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 55 102 MF en hausse de 3,7 % sur celui de 1991 (+ 5,6 % à taux de change et périmètre constant).

En redressement très sensible, le résultat net consolidé global est passé d'une perte de 1 444 MF en 1991 à un bénéfice de 711 MF en 1992.

Le résultat net part du groupe s'établit en bénéfice à 354 MF à comparer à une perte de 1 679 MF en 1991. L'amélioration du résultat, exceptionnellement forte, ne peut pas s'exprimer selon le critère usuel d'un pourcentage de croissance par rapport à l'année précédente.

La formation et l'évolution de ce résultat s'expliquent par le tableau suivant :

(En millions de francs)	1991	1992
Chiffre d'affaires	53 112	55 102
Résultat d'exploitation (après participation des salariés)	2 321	2 778
Résultat financier (y compris rémunérations prioritaires)	(892)	(1 045)
Résultat exceptionnel	(2 186)	(391)
Amortissements écarts d'acquisitions	(79)	(109)
Contribution des sociétés mises en équivalence	(124)	134
Impôts sur les sociétés	(484)	(655)
Résultat Total	(1 444)	711
Part des minoritaires	(235)	(357)
Résultat net part du groupe	(1 679)	354

L'amélioration du résultat d'exploitation, (+ 19 %) provient essentiellement des branches

Automobiles et Télécommunications et de la bonne tenue des autres branches médias et industrielles malgré une conjoncture difficile.

La charge exceptionnelle de 391 MF est un solde entre des plus values de cession immobilières, des moins values de cession de titres (notamment sur UFIMA), des provisions pour restructuration (branche Défense, Télécommunications, Livre et Presse) et pour risques généraux.

Le redressement sensible de la quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence résulte de la cession de UFIMA.

La situation financière du groupe consolidé de MATRA HACHETTE se présente aussi de manière favorable à fin 1992. Les capitaux propres consolidés comprenant les intérêts minoritaires mais excluant les obligations convertibles et les TSDI atteignent 7 250 MF tandis que l'endettement financier net (endettement financier moins trésorerie disponible) est de l'ordre de 3 000 MF.

Le Conseil d'Administration a également arrêté les comptes sociaux de MATRA HACHETTE SA qui se soldent par un bénéfice net de 1 297 MF.

Au cours de ce même Conseil, M. Jean-Luc LAGARDERE a confirmé les prévisions pour 1993 qui, malgré une conjoncture économique globalement déprimée, devraient se traduire par une hausse sensible du bénéfice net consolidé part du groupe, sauf événements exceptionnels non prévisibles à ce jour.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée pour le 25 Juin 1993 de distribuer un dividende net par action de 2,20 francs (plus avoir fiscal de 1,10 francs). Conformément aux engagements pris lors de la fusion entre MATRA et HACHETTE, le porteur d'une action MATRA recevra donc 5,72 francs net (2,20 francs multiplié par 2,6) en hausse de 4 % sur le dividende net de 1991 qui avait été fixé à 5,50 francs net par action MATRA.

CONJONCTURE

Le ministre de l'économie réaffirme une de ses priorités

Edmond Alphandéry veut développer l'épargne longue

Intervenant lors du Congrès mondial des caisses d'épargne qui se tient à Paris du 27 au 29 avril, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a indiqué qu'il avait «le souci de mettre en place des mécanismes pour conforter l'épargne longue». La semaine passée, le ministre de l'économie avait déjà déclaré devant la commission des finances de l'Assemblée nationale que la réorientation de l'épargne vers les placements à long terme amorcée par la baisse des taux courts serait accélérée par des mesures fiscales.

Pour M. Alphandéry, un renforcement de la capacité d'épargne, «de sa durée, de sa composition et de sa plasticité» est une condition indispensable pour obtenir une croissance médiane. C'est notamment l'épargne investie en actions qui permet aux entreprises de traverser des périodes difficiles. Le ministre compte en particulier sur les intermédiaires financiers «qui ont le devoir de concourir en priorité à la diversification des placements et à l'orientation de l'épargne vers le secteur productif».

EN BREF

□ Sopalil : les forces de l'ordre ont fait évacuer l'usine de Sotteville-lès-Rouen. - Dans l'usine Kimberly-Clark-Sopalil, à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), occupée à l'appel de la CGT, les forces de l'ordre sont intervenues mercredi 28 avril à 6 heures du matin pour procéder à l'évacuation. L'opération, qui a mobilisé 260 hommes, dont deux compagnies de CRS, s'est terminée sans incident. Les 70 grévistes ont quitté les lieux. Une ordonnance du tribunal des référés de Rouen du 11-mars, confirmée par la cour d'appel le 21 avril, demandait la fin de cette occupation.

□ Le numéro deux de la Bundesbank est opposé à des arrangements exclusifs avec la Banque de France. - Dans une interview aux Echos du 28 avril, Hans Tietmeyer, numéro deux de la Bundesbank, se déclare favorable à «l'établissement de relations étroites» entre la Banque de France et la «Buba», mais il ne souhaite pas «d'arrangements exclusifs». Le probable futur numéro un de la Bundesbank se dit par ailleurs «opposé» à tout assouplissement des critères de convergence économique prévus par le traité de Maastricht.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Une dizaine de milliards de francs de recettes attendue

Le Maroc veut utiliser l'argent des privatisations pour financer des programmes sociaux

Décidé à privatiser ses entreprises publiques, le Maroc s'efforce d'intéresser les investisseurs étrangers à l'opération. Après une tournée dans les principales capitales européennes, qui l'a conduit à Paris les 26 et 27 avril, le ministre marocain du commerce, de l'industrie et de la privatisation, Zine Zahidi, devait aller présenter son programme aux États-Unis et dans les pays du Golfe.

Six mois après le lancement d'une timide première opération de privatisation - celle d'une firme agroalimentaire - les choses sérieuses commencent pour les pouvoirs publics marocains. D'ici à la fin de 1995, 112 sociétés, soit un

pen moins de la moitié des entreprises à participation d'État, devront avoir quitté le giron du secteur public. De ce désengagement, qui concerne 35 000 salariés, l'État espère retirer une dizaine de milliards de francs (évaluation de la valeur des entreprises par une commission ad hoc n'est pas achevée). « L'argent récupéré ira en priorité à l'éducation, la santé, le logement social. Et une petite partie sera réservée au financement des infrastructures du pays », a expliqué, lors de son passage à Paris, les 26 et 27 avril, le ministre Zine Zahidi, chargé de mener à bien le programme.

Le secteur public marocain (15 % du produit intérieur brut et 5 % des effectifs du secteur industriel et commercial) a beau ne pas avoir la taille de son voisin algé-

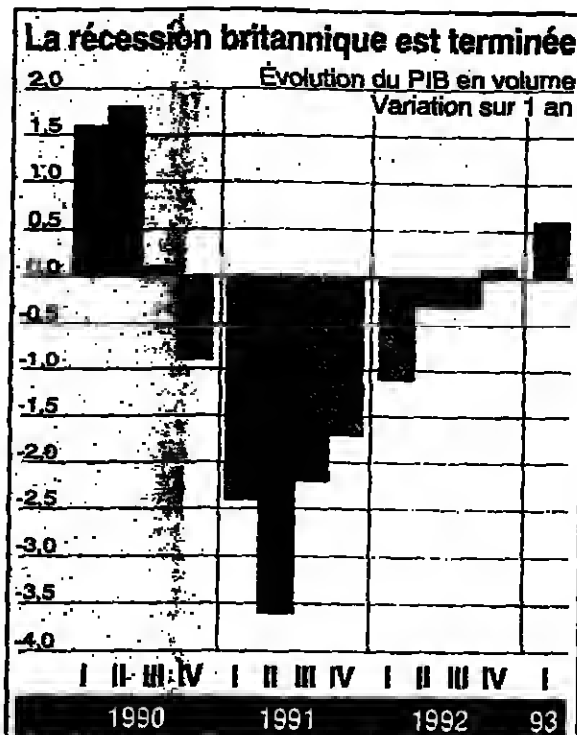
rien, sa privatisation partielle n'est pas une mince affaire. Manque d'expérience des responsables marocains, législation complexe, pesanteur administrative se sont conjugués jusqu'ici pour ralentir le projet. Résultat, trois ans après la publication des décrets royaux sur la privatisation, celle-ci ne concerne, outre le Sodeco, qu'une demi-douzaine d'entreprises de taille modeste : deux hôtels, une usine de confection de quelques centaines de salariés, une ancienne coopérative laitière... Même si la plus importante cimenterie du pays vient d'être vendue à la liste, le bilan est pour le moins mitigé. Les adjudications se sont conclues à des conditions financières parfois décevantes pour l'État marocain. Et, surtout, nombre d'entreprises mises sur le marché fin 1992 n'ont toujours pas trouvé preneur.

Cette lenteur à conclure explique que le ministre du commerce, de l'industrie et de la privatisation se soit adjoint les services de deux banques conseils, la BNDE (Banque nationale de développement économique) et Lazard Frères.

Parallèlement, M. Zahidi, entouré d'une petite équipe de collaborateurs, a pris son bâton de pèlerin pour aller prêcher à l'étranger les vertus du programme marocain de privatisation. Après Madrid et Londres, Paris a eu droit à sa visite en début de semaine. Viendront ensuite Milan et Francfort. Puis, au cours des prochaines semaines, les États-Unis et les pays du Golfe.

Les syndicats et l'opinion publique, assure M. Zahidi, sont « favorables » aux privatisations. « Car elles se feront sans licenciements et, dans certains cas, il est prévu de réserver une partie du capital aux salariés ». De ces bonnes dispositions, le gouvernement entend tirer un profit supplémentaire. Une fois le programme actuel de privatisation mené à bien, il n'exclut pas de céder au secteur privé les entreprises publiques détentrices d'un monopole - comme la distribution électrique. « À terme, tout est privatisable », assure M. Zahidi.

MOUNA EL BANNA
et JEAN-PIERRE TOUOUI



La récession est officiellement terminée en Grande-Bretagne avec la croissance de 0,2 % du PIB (produit intérieur brut) au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 1992. Déjà, au quatrième trimestre 1992, le PIB avait augmenté. Si l'on exclut la production pétrolière très variable d'un trimestre à l'autre, la croissance au premier trimestre a atteint 0,6 % par rapport au quatrième trimestre 1992, ce qui correspond à un rythme annuel de 2,4 %.

Malgré l'opposition de Washington

Le FMI préconise l'allocation de nouveaux droits de tirage spéciaux

Avant la réunion, le 30 avril, du comité intermédiaire, l'Instance dirigeante du Fonds monétaire international, le directeur général du FMI, Michel Camdessus, s'est prononcé, mardi 27 avril, en faveur d'une nouvelle allocation de DTS (droits de tirage spéciaux), la monnaie émise par le FMI. Cette allocation est le seul moyen, selon M. Camdessus, de renforcer les réserves de change de nombreux pays membres de l'institution internationale. La secrétaire adjoint américaine au Trésor pour les affaires internationales, Lawrence Summers, s'est déclaré immédiatement opposé à cette idée. A propos de la rencontre des ministres des finances des sept principaux pays industriels (G7), jeudi 29 avril, M. Summers a déclaré qu'une « volatilité excessive (sur les marchés des changes) est contre-productive pour la croissance ». Le yen s'échange actuellement à ses plus hauts niveaux historiques vis-à-vis du dollar.

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

À l'occasion de leur création en 1970, a rappelé M. Camdessus, les droits de tirage spéciaux étaient censés devenir le principal instrument de réserve des pays membres. Or ils ne représentent plus aujourd'hui que 2 % des réserves de change mondiales, alors même que les crises de nombreux États sont pratiquement vides : sans réserves de change, il est difficile pour un pays de conserver une monnaie stable ou de financer ses importations. Et les trente-neuf nouveaux membres du FMI - principalement, à l'exception de la Suisse, des pays issus de l'ex-bloc communiste - ne détiennent pas un seul DTS, puisque la dernière allocation du Fonds remonte à 1981. « Il y a aujourd'hui une répartition inégale de cet instrument extrêmement précieux », a déclaré M. Camdessus.

Stimuler l'activité

Les États-Unis se sont opposés depuis plusieurs années à une telle opération, faisant valoir qu'une allocation de DTS augmente les liquidités en circulation, et risque d'alimenter l'inflation. Or, de l'avis de tous, même de celui des principales banques centrales, les tensions inflationnistes sont aujourd'hui très faibles. Pour autant, Washington n'a pas changé d'avis et, lors de sa conférence de presse du 27 avril, Lawrence Summers s'est borné à déclarer que le FMI

dispose de ressources suffisantes pour faire face aux besoins, notamment, pour ce qui est de la Russie, grâce à l'aide multilatérale comptabilisée lors du sommet des sept principaux pays industriels à la mi-avril à Tokyo.

Pourtant, selon M. Camdessus, c'est en ce moment que les ministres des finances ont les moyens de « donner une nouvelle impulsion à la croissance hésitante ». Presque partout, des initiatives sont prises pour stimuler l'activité (mesures fiscales au Japon, baisse des taux d'intérêt en Europe, encouragements à l'emploi aux États-Unis), tandis que le monde en développement bénéficie d'une croissance rapide (+5,1 % annuellement en 1993 et 1994 selon les prévisions du FMI). Selon une récente étude de la Banque mondiale, si la reprise économique des pays industriels se confirme et que le monde en développement mène des politiques économiques vigoureuses, celui-ci obtiendra un taux de croissance annuel de 4,7 % en moyenne au cours de la prochaine décennie, et même 5,3 % si l'Europe centrale et orientale n'est pas prise en compte.

L'opportunité d'une allocation de DTS au bénéfice des cent soixant-dix-sept membres du FMI sera au menu du comité intermédiaire du FMI, vendredi 30 avril, de même que le renforcement de la surveillance des politiques de change, l'une des missions essentielles du Fonds.

FRANÇOISE LAZARE

INDUSTRIE

Selon Henri Martre, président du GIFAS

La reprise dans l'aéronautique n'aura pas lieu « avant 1995 »

L'industrie aéronautique et spatiale française souffre de trois maux : la crise économique mondiale, la dérégulation du trafic aérien qui plombe les comptes des compagnies aériennes et la détérioration des budgets militaires et spatiaux. Henri Martre, président du GIFAS (Groupe des industries françaises aéronautiques et spatiales) a annoncé une baisse du chiffre d'affaires consolidé de 4 % en volume et de 1,5 % en valeur à 101,4 milliards de francs en 1992, contre 105,5 milliards de francs en 1991.

C'est la première fois depuis trente ans que le chiffre d'affaires des deux cents entreprises membres du GIFAS baisse en valeur. Le

bout du tunnel n'est pas encore atteint, car Henri Martre ne prévoit pas de « sortie de crise avant 1995 » pour l'ensemble du secteur. Les perspectives pour 1993 et 1994 restent très dures. La progression s'attend à une nouvelle baisse du chiffre d'affaires de l'ordre de 10 %, voire de 20 % pour les motoristes. En termes d'effectifs, la baisse est aussi significative (-7 %), le nombre des personnes employées étant tombé de 118 300 en 1991 à 111 600 en 1992. Toutefois « des sureffectifs seront maintenus grâce à des mesures de chômage partiel », a déclaré Henri Martre, même si à terme ils doivent chuter autour de 102 000 à 103 000 salariés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Résultats 1992

Peut-on avoir une vocation internationale sans changer de dimension ?

6 mois) avec une croissance de 48,3 % des cotisations d'assurance et de 95 % des services financiers.

Évolution du résultat net consolidé (en milliards de francs)



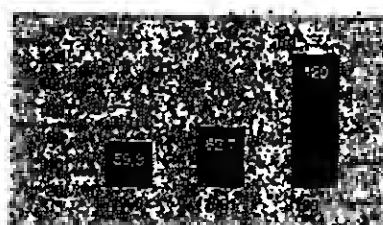
* Équitable consolidé sur 6 mois
Ce résultat a baissé de 25,6 % en 1992. Cette baisse provient essentiellement de la forte réduction des plus-values réalisées par les sociétés d'assurance françaises et les holdings qui passent de 4,2 milliards de francs à 2,3 milliards de francs en 1992. En revanche, les résultats techniques d'assurance s'améliorent en France et à l'étranger, stabilisant ainsi la contribution globale de l'assurance au résultat total. La contribution des sociétés financières est en forte progression grâce aux filiales d'Equitable.

Actif net réévalué d'AXA SA
Au 31.12.92 l'actif net réévalué d'AXA SA s'élevait à 1.520 francs par action hors fiscalité, le cours de l'action étant à cette date de 1.006 francs. Au 31 mars 1993, le même actif net peut être évalué à 1.665 francs, l'action valant 1.350 francs.

Dividende de l'exercice
Le conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 1993, la distribution d'un dividende net de 23 francs assorti d'un avoir fiscal de 11,50 francs, en hausse de 4,5 %. Ce dividende sera détaché le 14 juin 1993 et mis en paiement le 21 juillet 1993. Comme les années précédentes, le conseil proposera que les actionnaires puissent opter pour le paiement de leur dividende en actions. AXA communication financière : tél : (1) 40 75 48 05

Groupe AXA
(AXA SA + Mutuelles)

Évolution du chiffre d'affaires (en milliards de francs)



* Équitable consolidé à partir du 1/01/92

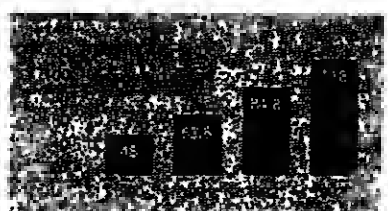
Le Groupe AXA atteint une nouvelle dimension avec la prise de participation dans Equitable. Le chiffre d'affaires de 120 milliards de francs comprend Equitable sur 12 mois, qui représente 52,8 milliards de francs. Il progresse de 91 % par rapport à 1991. Le résultat du groupe AXA a lui atteint 2,12 milliards de francs.

Répartition géographique du chiffre d'affaires



AXA SA
(Société cotée)

Évolution du chiffre d'affaires (en milliards de francs)



* Équitable consolidé sur 6 mois
** Équitable consolidé sur 12 mois

Le chiffre d'affaires a augmenté de 56,4 % (Equitable consolidé sur

AXA

COMMUNICATION

Affichant un résultat en baisse malgré la bonne santé de ses titres

Le groupe Les Echos confirme qu'il est candidat au rachat du groupe Expansion

En dépit d'un environnement économique difficile et des incertitudes liées aux nouvelles lois sur la publicité (lois Evin et Sapin) qu'aux évolutions techniques qui font de la presse un secteur fragile, le groupe Les Echos (filiale à 100 % du groupe britannique Pearson) estime avoir bien tiré son épingle du jeu en 1992. Tous ses titres progressent en diffusion ou en audience, notamment le quotidien économique *Les Echos*, qui atteint 117 668 exemplaires diffusés, dont 94 253 payants (+ 4,16 %). En ajoutant le mensuel *Enjeux* et *Les Echos* qui a remplacé *Dynasties* en mars 1992 et les autres activités (lettres, conférences...), la branche économique et financière du groupe réalise un chiffre d'affaires de 403 millions de francs, en légère progression. La branche de presse médicale (avec le quotidien *Panorama* et divers périodiques ou éditions) est restée

stable avec 129 millions de francs. Le groupe a donc pu compenser la chute de ses recettes de publicité (- 6,5 %) par ses ventes, maintenant son effectif (388 personnes) et une marge acceptable. Son résultat d'exploitation, toutefois, est en baisse, passant de 56 millions à 36 millions. Mais c'est parce que, estime le directeur général du groupe, Gilles Brochen, « nous investissons » : lancement de *Enjeux*, salle de routage pour offrir un meilleur service, etc. Avec une trésorerie confortable, le groupe s'estime aussi en mesure de s'étendre. Il confirme qu'il a fait une proposition de reprise au groupe Expansion même si Gilles Brochen refuse d'en dire plus. Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du Groupe Expansion, nous a indiqué qu'il ne souhaitait pas commenter cette information.

M. C. I.

Le CSA donne son accord à la reprise du réseau Fun par la CLT

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a donné son accord, mardi 27 avril, à la reprise par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) de 34 % du capital du réseau Fun Radio (le Monde du 24 avril). La CLT deviendrait opérateur, le solde du capital restant aux mains du groupe Hérant. Le montant de la transaction serait compris entre 200 et 250 millions de francs.

Par ailleurs, la CLT a souscrit pour un montant non rendu public un certain nombre d'obligations convertibles en actions. La conversion de ces obligations par la CLT est soumise à l'approbation préalable du conseil. Dans un communiqué, le CSA précise qu'il a « conditionné » son accord « à l'engagement de la CLT de réduire sa participation de 37,7 % dans la radio M40 (réseau FM de la région de Luxembourg) et de Métropole 2 à 25 % maximum ».

Au dernier sondage Médiamétrie, portant sur le premier trimestre 93, l'audience cumulée de Fun était passée de 5,2 % à 5 %.

Radio Péricard

Si l'on en juge par le tapage médiatique que provoque, depuis le changement de majorité parlementaire, le président de la nouvelle commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, la France, en ce moment, n'a pas d'autre chat à frotter que le patron du secteur public de la télévision, il ne se passe pas un jour, ou presque, sans que Michel Péricard saisisse le premier micro à sa portée pour cloquer au pilori le président-directeur général de France 2 et France 3, coupable à ses yeux de tous les laxismes.

C'est ainsi que, mardi soir 27 avril, invité sur RTL pour la seconde fois en vingt-quatre heures, le député RPR des Yvelines a accusé Hervé Bourges de plagier le contenu des programmes de TF1 pour de vulgaires raisons commerciales, autrement dit de sacrifier l'intérêt général, et par la même occasion celui de la Nation, au culte de l'audimat - indigne du sacerdoce des chaînes publiques. Il en a voulu pour preuve, notamment, que « France 2 dif-

fuse cinq fois alors qu'il n'y en a que quatre sur TF1 » et que « chaque jour, entre 18 heures et 20 heures il y a aujourd'hui deux séries françaises sur TF1 et trois séries américaines sur France 2 et France 3 ».

Pour ne pas faire mentir le titre de cette émission (« Controverse », le président du groupe sociétiste du Sénat, Claude Estier, a bien essayé de lui porter la contradiction mais il ne faisait guère le poids devant cet ancien homme de l'art qui a multiplié les interrogations réquisitoires : « Où sont les grandes émissions historiques ? Où sont les grandes émissions scientifiques ? Où sont les émissions de découverte de la France et du monde ? Il y en a bien quelques-unes mais pour M. Péricard la cause est entendue depuis longtemps : M. Bourges « devra rendre des comptes » parce que... « trop, c'est trop ». En effet.

A. R.

1^{er} mai : les services ouverts ou fermés

Presse : pas de quotidiens. Bureaux de poste : ils seront fermés, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Banques : elles seront fermées. RATP : service réduit des dimanches et jours fériés. Grands magasins : ils seront fermés. Assurance-maladie : les centres et services de la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 30 avril, à 17 heures, au mardi 4 mai, à 8 h 30. Allocations familiales : les services d'accueil des centres de gestion de la caisse d'allocations familiales du 18, rue Viala (15^e) et du 101, rue Nationale (13^e) seront fermés au public du jeudi soir 29 avril au lundi matin 3 mai.

aux heures habituelles ; le centre du 67, avenue Jean-Jaurès (19^e) sera fermé du vendredi soir 30 avril au mardi matin 4 mai, aux heures habituelles.

Assurance vieillesse : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés du vendredi soir 30 avril au lundi matin 3 mai, aux heures habituelles.

Archives nationales : les salles de lecture des Archives nationales, le CARAN et le Musée de l'histoire de France seront fermés.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées ainsi que le Musée des médailles (fermeture annuelle du 18 avril au 3 mai).

Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Plans-Reliefs, Armée, Dôme royal et Église Saint-Louis seront fermés.

Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chailly (en face de la Mer de sable), le château de Langlais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront fermés.

Musées : 4 Paris. seront ouverts : le Musée des arts et traditions populaires, le Musée Hébert, le Musée Henner, le Musée Picasso.

Le Centre Georges-Pompidou, le Palais de la découverte et la Cité des sciences seront fermés.

En région parisienne, seront ouverts : le Musée des granges de Port-Royal (Magny-les-Hameaux) et le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget.

En province, le Musée de la préhistoire, aux Eyzies de Tayac, sera ouvert.

PARIS EN VISITES

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Chaillot (P.-V. Javel).

« En une heure, deux fort vieilles maisons à Paris. Les maisons de Nicolas Flamet (1407) et de la rue Volta », 11 heures, 2, rue aux Ours (Paris intra-muros).

« La Père-Lachaise selon l'humeur du conférencier », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Languedoc).

« L'Opéra du Charles Garnier et Napoléon III », 11 h 15, hall d'entrée, à droite, devant le statue de Henri III (Approche de l'art).

« Jardins et hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

« La place des Voies à l'hôtel d'Angoulême », 14 h 30, 1 place des Voies (E. Roman).

« La grande époque des héros et des dieux : les théâtres de l'Inde », 14 h 30, Musée Kowal-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (Le Cavalier bleu).

« Notre-Dame de Paris : le triomphe de la rose », 14 h 30, au pied de la façade (Le Cavalier bleu).

« Autour de la manufacture des

JEUDI 29 AVRIL

Gobelins, l'ancien lit de la Seine. Hommes célèbres et vieilles demeures, 14 h 30, devant la mairie, place d'Italie (Paris capitale historique).

« Sites pittoresques et insolites du cinquième arrondissement », 14 h 30, sortie métro Odéon, devant la statue de Danton (St. Rojan-Kern).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes au nouveau Drouot », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Histoire).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, platons et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haefliger).

« Appartements rocaïlle de l'hôtel Soufflot », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Sauvegarde du Paris historique).

« La printemps des gènes », 14 h 30, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (M.-G. Lablond).

« Le Saint-Louis », 14 h 45, 1, rue Saint-Louis en l'Île (Tourisme culturel).

« Les nouvelles salles de peinture française du Louvre : la dix-neuvième siècle (Nombre limité. Inscription au 45-51-38-65), 15 heures, 2, place du Palais-Royal (D. Bouchard).

« Exposition Gervais », 15 h 15, entrée de l'exposition, 23, rue de Sévigné (Paris et son Histoire).

CONFÉRENCES

Cinéma, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Matisse : la joie de vivre dans la lumière », par St. Saint-Germain (Paris).

Salle Chaillot Galleries, 28, avenue George-V, 15 heures : « Edmond Rostand, ou une vie en vers » (Paris et son Histoire).

Institut catholique (salle B 07), 21, rue d'Assas, 18 h 30 : « La science de la communication pendant la campagne présidentielle américaine », par J.-P. Teyssier (Les Grandes Conférences de Paris).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe des cultures », par M. Cazeaux (Musée de l'Europe).

Mairie (salle des mariages), 6, place Gambetta, 18 h 30 : « L'ancien théâtre de Belleville », par J.-M. Durand (Association d'histoire et d'archéologie du vingtième arrondissement).

148, rue Raymond-Losserand, 20 h 30 : « L'énigme et le légendaire », par D. Varma. Entrée libre. (Salle d'art).

LE MONDE DES CARRIÈRES

CABINET D'EXPERTISES

Paris Recherche

INGÉNIEUR

Très bonne culture générale, débutant accepté. Adresse CV + photo + prêt. Sous réf. : 8648

15-17, rue de Cal-P-Juvé, 75002 Paris Cedex 10.

DES CHEFS DE PROJET TEMPS COMPLET C.D.D. 1 AN

Le Monde Publiée 15-17, rue de Cal-P-Juvé, 75002 Paris Cedex 10.

JURISTE GÉNÉRALISTE

1^{er} degré, ou débutant. Maitrise DROIT PRIVÉ. Adv. CV, photo, prétentions et lettre manuscrite à : F.N.A.T. 45, rue A.-Carnot, 75018 PARIS

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

DEMANDES D'EMPLOI

Dipl. ESC, 27 a. act., chargée à Bruxelles du Marketing Europe pour S&P US, 2 a. exp. Prof. aux USA, rech. post-opérationnelle, maîtrise Mktg-P, Td. : (118) 322-330-42.

Direction Développement Formation sup./li ans exp. support + 10 a. agence, H. de l'enseignement supérieur, recherche challenge, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

H. 28 a. bac + 4, dipl. ESC, btl. angl., 8 a. exp. commerce, crédit, crédit info, prat. essai, Vin-dows, T. Paris 69-43-40-76

H. 34 a. Educateur ch. poste : jardinage, jardinage, chef, cuisine, gestion d'entreprise exp. Td. : 16-68-76-21-80.

H. 41 a. maîtrise de GESTION (D. de m. de la S&P) à 1^{er} niveau. Étude et prop. Td. : (118) 87-33-55-34.

J.H. Technicien supérieur informatique, systèmes, réseaux, gestion d'ent. Expérience 8 mois. Cobol, C, C++, ORACLE, DB2, CICS. ch. mission analyse-programmeur Td. : 42-79-70-57

J.F. 18 a. ch. empl. secrétaire, comptable, TTX, M. 1^{er} 5, OPEN ACCESS WORD 4 sur MAC. Td. : (11) 60-28-81-93.

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

« JURISTE d'entreprise et de commerce », 48 ans, 25 ans d'expérience dans PME et multinationales, maîtrise Mktg-P, Td. : 46-27-77-10 (pdp)

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Le Monde Publiée 15-17, rue de Cal-P-Juvé, 75002 Paris Cedex 10.

JURISTE GÉNÉRALISTE

1^{er} degré, ou débutant. Maitrise DROIT PRIVÉ. Adv. CV, photo, prétentions et lettre manuscrite à : F.N.A.T. 45, rue A.-Carnot, 75018 PARIS

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

PARTENA reth AGTS COLAUX VENTES IMMOBIL. ou COMMERCES, 72, lg St-Honoré - 40-07-86-80.

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Cherchez pour septembre 1993

PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES

pour collège et lycée sous contrat avec l'État. Logement possible. Écrire au collège de July 75230 July. Joindre CV + photo.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd. Terminology Editor, 205 Bath Street, Glasgow G2 4NZ, ÉCOSSE.

TERMINOLOGIE

Si vous êtes un expert dans un domaine donné et possédez une bonne maîtrise de la terminologie, nous vous proposons de faire valoir vos connaissances dans le cadre d'une collaboration future. Voulez-vous adresser votre CV à : Louise Ltd

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



REPRODUCTION INTERDITE



appartements ventes

2^e arrdt
BOURSE A SAISIR
Studio, cuis. équipée,
s. de bain, belle surface.
2 fenêtres, 500 000 F.
TEL: 44-53-05-07

3^e arrdt
ARTS ET MÉTIERS
4^e ét., 70 m² orig., état nf.
1 800 000 F. - 45-31-51-10

CAMPAGNE
A PARIS
STYLE LOFT
SEJ., 2 CHAMBRES, 180 m²
+ JARDIN - Imposable.
42-74-76-81

5^e arrdt
CENSUR EXCEPTIONNEL
CHARENTAIS D'UN 2 P.
40 m², cuisine, 700 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

CLAUDE-BERNARD, Beau 2 P.
Ch. Encl. des. Cais. Vue
dép. 850 000 F. 43-25-87-10

6^e arrdt
SAINT-SÉVERIN
Imm. XVIII^e siècle, 3^e sec.
Beau volume, 4^e ch.
cuis., 60-2 bres. Escal. ext.
Part. poss. 3 800 000 F.
AGT BASTILLE 42-78-10-20

7^e arrdt
AVENUE SEUR, 8 P.
Belle, vue dégagée,
cuisine équipée, 1 700 000 F.
RUE GAUCHE - 45-86-43-43

8^e arrdt
RUE LA BOTTE
BEAU STUDIO, cuis. équipée,
s. de bain, clim. céane.
A SAISIR 850 000 F.
CASSIL - 45-86-43-43

11^e arrdt
BASTILLE-NATION
Beau imm. rénové, asc.
STUDIOS, 2, 3, 4 P
141 m² + terrasse 107 m²
3 800 000 F. 47-85-12-12

12^e arrdt
M^e NATION, 180 m²
non conventionnel, asc.,
cuisine, clim., solat.
3 800 000 F. 45-86-28-25

14^e arrdt
EDGAR-QUINCY
N^e 11, 3 pièces + s.
141 m² + terrasse 107 m²
3 200 000 F. + parking.

J.N. 40-89-00-00.

15^e arrdt
CONVENTION, 3 P. 65 m²
Bel imm. plan de cuisine.
1 300 000 F. 42-78-88-78

M^e Convention, Versailles
Dane imm. p. de s. 1^e sur
square, 3/4 P. 70 m², cuis.,
s. de bain aménag. Entr. neuf.
Celle introp. Poss. parking.
Pa 1 700 000 F. 43-25-78-20
après 20 h: 45-33-50-98

M^e FALGUIÈRE, Beau 2 P.
bel immeuble, clim.
vue dégagée, 1 270 000 F.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

PASTEUR, R. Mizon, Bel Imm.
P. de l. Gd 4 P. Dble séj.,
2 chs, sen. tout conf.
Pa 2 640 000, 45-87-01-22

16^e arrdt
Part. vd Autour, beau 3 pces.
1^e étage, jardin, cuisine équipée,
cheminée, 1 700 000 F.
TEL: 45-27-02-78

POT-KENNEDY, 170 m²
Vue exceptionnelle
5 800 000 F. 42-29-02-10

appartements ventes

17^e arrdt
PORT MAILLON face Palais des
congrès, studio 36 m² stand.
7^e ét., cuis. park., jardin
1 400 000 F. TEL: (01) 40-80-01-57

Près Parc Monceau
4/5 P + terrasse 180 m². Dan-
cier 4^e ét., vue st Paris, asc.,
direct, appli. 2 pces.
4 850 000 F. 42-82-77-77

Rue Souffroy, 2 P., 42 m²
550 000 F. 1 100 000 F. Rappor-
t 40-20-30-15
SOMOGIER: 48-21-15-83

18^e arrdt
38 m², 2 P., 530 000 F.
M^e Jules-Joffroy, imm. 1800
imme. Marcadet. 43-51-51-81

A vendre, de particulier à par-
ticulier, Paris 18^e, beau studio,
30 m², cuisine aménagée,
salle de bain, wc, cave.
TEL: 48-80-80-81

IMM. NEUF DISPONIBLE
20 à 23 000 M2

MONTMARTRE
Cinéma - Maison de ville sur
vue privée, 230 m²
pau neu. 4 200 000 F.
TEL: 42-29-44-21

19^e arrdt
RUE REBEVAL, 3-4 P., 85 m²
vue Secré-Corier, park.
1 380 000 F. 45-31-51-10

20^e arrdt
GAMBETTA, imm. ancien,
studio ch. prêt à l'habitat.
340 000 F. CIP
45-49-20-20

GAMBETTA, p. de L. 1800
meublé, dble séj., 2 chs, belle
sac, s'aventure, 1 375 000 F.
CIP - 43-49-20-20

77
Seine-et-Marne
OZOIR (77)
35 m² sarr. de l'Est,
+ connex. RER Val-de-Fran-
ce, prox. EURO DISNEY,
cuisine équipée et park., par-
vend 139 m² habit., terrain
693 m², séjour 80 m², che-
minée, 3 pces chbres émp.
Prix: 1 175 000 F.
TEL: (01) 80-02-88-45 (rép.)

appartements ventes

BOULOGNE, M^e Gillencourt,
2 pces, 43 m², Cais. 550 000 F.
SOMOGIER: 48-21-15-83

BOULOGNE-PONT DE DEVERES
Dép. mod. Longo 2 ch + par-
cette, 1780 000 F. - 45-01-80-45

BOULOGNE PTE ST-CLOUD
Standing, studio 81 m², Bal-
con, cave, park., 800 000 F.
SOMOGIER: 48-21-15-83

MONTRouGE
1 300 000
PM - 47-85-12-12

NOGENT SUR
Haut, 2 pces, 48 m² + balc.
Sud-Ouest, 517 000 F. + par-
cette.

J. N. 40-89-00-00.

Occupe VINCENTES
P. 105 m², 1^e de ch. + jard.
75 m², 1 100 000 F. Rappor-
t 40-20-30-15
SOMOGIER: 48-21-15-83

Province
TOULON, Prox. plage, Vue rade.
App. 80 m² + balc. + loge + pos.
Pa 430 000 F. P. 54-82-42-73

appartements ventes

EMBASSY-SERVICE
43, av. Marceau, 75119 Paris,
rech. 40 à 100 m²
QUARTIERS RESIDENTIELS
(1) 47-20-40-03.

Recherche 2 à 4 p. FAMS prêt
5, 6, 7, 14, 15, 16, 4, 5,
FAMS COMPT. chez nous
48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées

Province
EMBASSY SERVICE
43, av. Marceau, 75119 Paris
Recherche APPTS
DE GRANDE CLASSE
VEDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05.

locations meublées
Paris
Coulmescourt, Beau 3 P.
5 500 F. CC. + honoraires.
Immo. Marcadet 42-01-51-51

Région parisienne
BOULOGNE SUD, 45-04-89-95
Lumière, 1^e ch., 2 chbres, 145 m²,
+ ch. style meublé - beau jard. privé
part. - 11 500 m², 42-59-52-88

locations meublées
Paris
PARIS PROMO
25, avenue Hoche - 75008 PARIS
pour clients de tout niveau
appartements grands qual-
ité meublés et en loc.
TEL: 45-83-25-50
Fax: 45-81-10-20

locations non meublées

Paris
14- ALÉSIA, studio (1 ch.),
luch. équipée, asc., 3 500 F.
toutes charges comprises.
CASSIL RIVE GAUCHE.
TEL: 45-86-43-43

15- BD GRENELLE, 3 pces,
75 m², 6^e ét., p. de l., 2 balc.
7 200 F. - 40-07-88-50

7- LA TOUR MAUBOURG
4 pces, 5^e de Vue Invalide,
Balc. standing, 12 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro,
3 pces, 11 ch + cave,oyer
0 000 F. charges comp.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15- Bd Malesherbes, 3 pces,
12 m², 5^e de balc., 7 200 F.
10- EGL. O'AUTEL, 4 pces,
PASSY, 5-6 pces, 140 m²,
rue 20 m², corbeille, 15 000 F.
17- AV. NEJ., 4-5 pces, 145 m²,
p. de l., balc., 15 000 F.

PASSY BEAU 2 P
188 m², 6^e ét., ref. à neu
Pas de travaux pr. immédiat
TEL: (01) 42-88-21-03

15- M^e FALGUIÈRE 3 P Imn.
quatre de taille. Très clair,
Bonne distribution cave, Loyer
5 050 CC CASSIL RIVE
GAUCHE, 45-86-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces,
47 m², salle de bain, WC,
chauff. central individuel, au gaz
Loyer 4 856 F + chauffage
TEL: 39-14-95-10

PASSY superbe 2 P 75 m²
12m², solat. 9 000 F.
PARTENA, 40-07-86-50.

pavillons

A SAISIR
60 m² Parc direct sans SNCF
MONTARGIS SUD
Mise, caractères rust. habit.
de st. sol séj., cheminée,
cuis., 4 chbres, 2 lavs, WC.
TERRAIN 2 500 m²
Prix 490 000 F
Cdd. personnalisée
TEL: 24 h 24 (18)

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vila 7 pièces sur 800 m²
terrain Rar de ch. séj. ou
dble cathédrale, cheminée,
2 chbres, salle de bain,
cuisine équipée, wc, buanderie
1^e et 2^e chbres, s. de bain,
dressing Garage 2 voitures,
terrains 200 m². Quartier
résidentiel, proche com-
merces, écoles, lycée, équi-
pements sportifs, golf,
tennis, centre équestre
Prix: 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

M^e ALÉSIA, Petit pavillon,
2 étages, Cais. Jardin,
1 850 000 F. 45-40-56-81

locations non meublées

Paris
Coulmescourt, Beau 3 P.
5 500 F. CC. + honoraires.
Immo. Marcadet 42-01-51-51

Région parisienne
BOULOGNE SUD, 45-04-89-95
Lumière, 1^e ch., 2 chbres, 145 m²,
+ ch. style meublé - beau jard. privé
part. - 11 500 m², 42-59-52-88

locations meublées
Paris
PARIS PROMO
25, avenue Hoche - 75008 PARIS
pour clients de tout niveau
appartements grands qual-
ité meublés et en loc.
TEL: 45-83-25-50
Fax: 45-81-10-20

locations non meublées

Paris
14- ALÉSIA, studio (1 ch.),
luch. équipée, asc., 3 500 F.
toutes charges comprises.
CASSIL RIVE GAUCHE.
TEL: 45-86-43-43

15- BD GRENELLE, 3 pces,
75 m², 6^e ét., p. de l., 2 balc.
7 200 F. - 40-07-88-50

7- LA TOUR MAUBOURG
4 pces, 5^e de Vue Invalide,
Balc. standing, 12 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro,
3 pces, 11 ch + cave,oyer
0 000 F. charges comp.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15- Bd Malesherbes, 3 pces,
12 m², 5^e de balc., 7 200 F.
10- EGL. O'AUTEL, 4 pces,
PASSY, 5-6 pces, 140 m²,
rue 20 m², corbeille, 15 000 F.
17- AV. NEJ., 4-5 pces, 145 m²,
p. de l., balc., 15 000 F.

PASSY BEAU 2 P
188 m², 6^e ét., ref. à neu
Pas de travaux pr. immédiat
TEL: (01) 42-88-21-03

15- M^e FALGUIÈRE 3 P Imn.
quatre de taille. Très clair,
Bonne distribution cave, Loyer
5 050 CC CASSIL RIVE
GAUCHE, 45-86-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces,
47 m², salle de bain, WC,
chauff. central individuel, au gaz
Loyer 4 856 F + chauffage
TEL: 39-14-95-10

PASSY superbe 2 P 75 m²
12m², solat. 9 000 F.
PARTENA, 40-07-86-50.

pavillons

A SAISIR
60 m² Parc direct sans SNCF
MONTARGIS SUD
Mise, caractères rust. habit.
de st. sol séj., cheminée,
cuis., 4 chbres, 2 lavs, WC.
TERRAIN 2 500 m²
Prix 490 000 F
Cdd. personnalisée
TEL: 24 h 24 (18)

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vila 7 pièces sur 800 m²
terrain Rar de ch. séj. ou
dble cathédrale, cheminée,
2 chbres, salle de bain,
cuisine équipée, wc, buanderie
1^e et 2^e chbres, s. de bain,
dressing Garage 2 voitures,
terrains 200 m². Quartier
résidentiel, proche com-
merces, écoles, lycée, équi-
pements sportifs, golf,
tennis, centre équestre
Prix: 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

M^e ALÉSIA, Petit pavillon,
2 étages, Cais. Jardin,
1 850 000 F. 45-40-56-81

locations non meublées

Paris
Coulmescourt, Beau 3 P.
5 500 F. CC. + honoraires.
Immo. Marcadet 42-01-51-51

Région parisienne
BOULOGNE SUD, 45-04-89-95
Lumière, 1^e ch., 2 chbres, 145 m²,
+ ch. style meublé - beau jard. privé
part. - 11 500 m², 42-59-52-88

locations meublées
Paris
PARIS PROMO
25, avenue Hoche - 75008 PARIS
pour clients de tout niveau
appartements grands qual-
ité meublés et en loc.
TEL: 45-83-25-50
Fax: 45-81-10-20

locations non meublées

Paris
14- ALÉSIA, studio (1 ch.),
luch. équipée, asc., 3 500 F.
toutes charges comprises.
CASSIL RIVE GAUCHE.
TEL: 45-86-43-43

15- BD GRENELLE, 3 pces,
75 m², 6^e ét., p. de l., 2 balc.
7 200 F. - 40-07-88-50

7- LA TOUR MAUBOURG
4 pces, 5^e de Vue Invalide,
Balc. standing, 12 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro,
3 pces, 11 ch + cave,oyer
0 000 F. charges comp.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15- Bd Malesherbes, 3 pces,
12 m², 5^e de balc., 7 200 F.
10- EGL. O'AUTEL, 4 pces,
PASSY, 5-6 pces, 140 m²,
rue 20 m², corbeille, 15 000 F.
17- AV. NEJ., 4-5 pces, 145 m²,
p. de l., balc., 15 000 F.

PASSY BEAU 2 P
188 m², 6^e ét., ref. à neu
Pas de travaux pr. immédiat
TEL: (01) 42-88-21-03

15- M^e FALGUIÈRE 3 P Imn.
quatre de taille. Très clair,
Bonne distribution cave, Loyer
5 050 CC CASSIL RIVE
GAUCHE, 45-86-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces,
47 m², salle de bain, WC,
chauff. central individuel, au gaz
Loyer 4 856 F + chauffage
TEL: 39-14-95-10

PASSY superbe 2 P 75 m²
12m², solat. 9 000 F.
PARTENA, 40-07-86-50.

pavillons

A SAISIR
60 m² Parc direct sans SNCF
MONTARGIS SUD
Mise, caractères rust. habit.
de st. sol séj., cheminée,
cuis., 4 chbres, 2 lavs, WC.
TERRAIN 2 500 m²
Prix 490 000 F
Cdd. personnalisée
TEL: 24 h 24 (18)

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vila 7 pièces sur 800 m²
terrain Rar de ch. séj. ou
dble cathédrale, cheminée,
2 chbres, salle de bain,
cuisine équipée, wc, buanderie
1^e et 2^e chbres, s. de bain,
dressing Garage 2 voitures,
terrains 200 m². Quartier
résidentiel, proche com-
merces, écoles, lycée, équi-
pements sportifs, golf,
tennis, centre équestre
Prix: 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

M^e ALÉSIA, Petit pavillon,
2 étages, Cais. Jardin,
1 850 000 F. 45-40-56-81

locations non meublées

Paris
Coulmescourt, Beau 3 P.
5 500 F. CC. + honoraires.
Immo. Marcadet 42-01-51-51

Région parisienne
BOULOGNE SUD, 45-04-89-95
Lumière, 1^e ch., 2 chbres, 145 m²,
+ ch. style meublé - beau jard. privé
part. - 11 500 m², 42-59-52-88

locations meublées
Paris
PARIS PROMO
25, avenue Hoche - 75008 PARIS
pour clients de tout niveau
appartements grands qual-
ité meublés et en loc.
TEL: 45-83-25-50
Fax: 45-81-10-20

locations non meublées

Paris
14- ALÉSIA, studio (1 ch.),
luch. équipée, asc., 3 500 F.
toutes charges comprises.
CASSIL RIVE GAUCHE.
TEL: 45-86-43-43

15- BD GRENELLE, 3 pces,
75 m², 6^e ét., p. de l., 2 balc.
7 200 F. - 40-07-88-50

7- LA TOUR MAUBOURG
4 pces, 5^e de Vue Invalide,
Balc. standing, 12 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro,
3 pces, 11 ch + cave,oyer
0 000 F. charges comp.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15- Bd Malesherbes, 3 pces,
12 m², 5^e de balc., 7 200 F.
10- EGL. O'AUTEL, 4 pces,
PASSY, 5-6 pces, 140 m²,
rue 20 m², corbeille, 15 000 F.
17- AV. NEJ., 4-5 pces, 145 m²,
p. de l., balc., 15 000 F.

PASSY BEAU 2 P
188 m², 6^e ét., ref. à neu
Pas de travaux pr. immédiat
TEL: (01) 42-88-21-03

15- M^e FALGUIÈRE 3 P Imn.
quatre de taille. Très clair,
Bonne distribution cave, Loyer
5 050 CC CASSIL RIVE
GAUCHE, 45-86-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces,
47 m², salle de bain, WC,
chauff. central individuel, au gaz
Loyer 4 856 F + chauffage
TEL: 39-14-95-10

PASSY superbe 2 P 75 m²
12m², solat. 9 000 F.
PARTENA, 40-07-86-50.

pavillons

A SAISIR
60 m² Parc direct sans SNCF
MONTARGIS SUD
Mise, caractères rust. habit.
de st. sol séj., cheminée,
cuis., 4 chbres, 2 lavs, WC.
TERRAIN 2 500 m²
Prix 490 000 F
Cdd. personnalisée
TEL: 24 h 24 (18)

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vila 7 pièces sur 800 m²
terrain Rar de ch. séj. ou
dble cathédrale, cheminée,
2 chbres, salle de bain,
cuisine équipée, wc, buanderie
1^e et 2^e chbres, s. de bain,
dressing Garage 2 voitures,
terrains 200 m². Quartier
résidentiel, proche com-
merces, écoles, lycée, équi-
pements sportifs, golf,
tennis, centre équestre
Prix: 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

M^e ALÉSIA, Petit pavillon,
2 étages, Cais. Jardin,
1 850 000 F. 45-40-56-81

locations non meublées

Paris
Coulmescourt, Beau 3 P.
5 500 F. CC. + honoraires.
Immo. Marcadet 42-01-51-51

Région parisienne
BOULOGNE SUD, 45-04-89-95
Lumière, 1^e ch., 2 chbres, 145 m²,
+ ch. style meublé - beau jard. privé
part. - 11 500 m², 42-59-52-88

locations meublées
Paris
PARIS PROMO
25, avenue Hoche - 75008 PARIS
pour clients de tout niveau
appartements grands qual-
ité meublés et en loc.
TEL: 45-83-25-50
Fax: 45-81-10-20

locations non meublées

Paris
14- ALÉSIA, studio (1 ch.),
luch. équipée, asc., 3 500 F.
toutes charges comprises.
CASSIL RIVE GAUCHE.
TEL: 45-86-43-43

15- BD GRENELLE, 3 pces,
75 m², 6^e ét., p. de l., 2 balc.
7 200 F. - 40-07-88-50

7- LA TOUR MAUBOURG
4 pces, 5^e de Vue Invalide,
Balc. standing, 12 000 F.
PARTENA - 40-07-86-50

ALÉSIA, proche métro,
3 pces, 11 ch + cave,oyer
0 000 F. charges comp.
CASSIL RIVE GAUCHE
TEL: 45-86-43-43

LOCATIONS SÉLECTIONNÉES
15- Bd Malesherbes, 3 pces,
12 m², 5^e de balc., 7 200 F.
10- EGL. O'AUTEL, 4 pces,
PASSY, 5-6 pces, 140 m²,
rue 20 m², corbeille, 15 000 F.
17- AV. NEJ., 4-5 pces, 145 m²,
p. de l., balc., 15 000 F.

PASSY BEAU 2 P
188 m², 6^e ét., ref. à neu
Pas de travaux pr. immédiat
TEL: (01) 42-88-21-03

15- M^e FALGUIÈRE 3 P Imn.
quatre de taille. Très clair,
Bonne distribution cave, Loyer
5 050 CC CASSIL RIVE
GAUCHE, 45-86-43-43.

PARIS NATION, 2 pièces,
47 m², salle de bain, WC,
chauff. central individuel, au gaz
Loyer 4 856 F + chauffage
TEL: 39-14-95-10

PASSY superbe 2 P 75 m²
12m², solat. 9 000 F.
PARTENA, 40-07-86-50.

pavillons

A SAISIR
60 m² Parc direct sans SNCF
MONTARGIS SUD
Mise, caractères rust. habit.
de st. sol séj., cheminée,
cuis., 4 chbres, 2 lavs, WC.
TERRAIN 2 500 m²
Prix 490 000 F
Cdd. personnalisée
TEL: 24 h 24 (18)

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vila 7 pièces sur 800 m²
terrain Rar de ch. séj. ou
dble cathédrale, cheminée,
2 chbres, salle de bain,
cuisine équipée, wc, buanderie
1^e et 2^e chbres, s. de bain,
dressing Garage 2 voitures,
terrains 200 m². Quartier
résidentiel, proche com-
merces, écoles, lycée, équi-
pements sportifs, golf,
tennis, centre équestre
Prix: 1 500 000 F.
Après 19 h 45-98-12-78

M^e ALÉSIA, Petit pavillon,
2 étages, Cais. Jardin,
1 850 000 F. 45-40-56-81

VIE DES ENTREPRISES

En déclarant irrecevable l'OPA de l'allemand Gehe sur l'OCF

La cour d'appel de Paris désavoue le Conseil des Bourses de valeur

La cour d'appel de Paris a annulé, mardi 27 avril, la décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) déclarant recevable le projet d'offre publique d'achat (OPA) lancé par le répartiteur allemand sur l'Office commercial pharmaceutique (OCF). Cette annulation, la première en droit boursier, constitue un revers pour le CBV, qui, le 22 mars, avait déjà refusé de revenir sur le feu vert donné à l'OPA de l'allemand Gehe, stipulant seulement lors de ce refus qu'une éventuelle contre-offre devrait bénéficier des mêmes conditions que celles accordées à Gehe (le Monde du 25 mars).

Décidément, le feuilleton boursier autour du contrôle de l'Office commercial pharmaceutique (OCF) n'en finit pas de rebondir. Lundi 26 avril, Pierre Bourey, nouveau PDG et premier actionnaire de l'OCF, déposait avec l'aide de la Cooper (Coopération pharmaceutique française), de l'américain Berge Brunswig, de quelques laboratoires et de deux banques, un projet de contre-OPA auprès des autorités boursières (le Monde du 28 avril). Ce projet était destiné à contraindre l'OPA (offre publique d'achat) lancée par le répartiteur allemand Gehe sur son homologue français. Jusque-là, rien que de très normal.

Mais mardi 27 avril, la Cour de

Paris, saisie par un actionnaire minoritaire (les Mutuelles du Mans) a créé la surprise en annulant la décision du CBV. Alors que le parti de la contre-OPA pensait, au mieux, obtenir les mêmes conditions que celles proposées à l'offre allemande (l'ouverture des commandes en cas de succès de l'offre), la Cour a déclaré la première OPA irrecevable. Elle s'est notamment fondée sur le fait que le CBV avait méconnu les dispositions de la COB (Commission des opérations de Bourse) sur l'égalité de traitement des détenteurs de titres: «La compétition que peut impliquer une offre publique s'effectue par le libre jeu des offres et de leurs surenchères».

Si la Cour n'a pas contesté la légalité de la structure juridique, elle estime dans ses conclusions que «le dispositif mis en place ne saurait pour autant, sans violer la réglementation boursière, donner aux associés des deux sociétés, (...) la faculté discrétionnaire de conférer à tel compétiteur de leur choix un avantage déterminant pour l'avance le succès de son offre publique en faussant le jeu des offres et surenchères».

Le groupe Gehe, qui s'est déclaré surpris de la décision de la Cour, aura toujours la possibilité de surenchérir sur l'offre. Mais pour l'instant, il ne reste que le projet de contre-offre de la Cooper sur lequel le CBV devrait statuer aujourd'hui.

F. Bn

Après la célébration de leur mariage

DASA et Fokker veulent former avec Aérospatiale et Alenia un pôle aéronautique européen

LA HAYE

de notre correspondant

A l'occasion de la signature, mardi 27 avril, à La Haye, du contrat formalisant l'acquisition de 51 % du capital du néerlandais Fokker par Deutsche Aerospace (DASA), les présidents des deux sociétés ont exprimé l'ambition de «restructurer l'industrie aéronautique européenne». Dans cet esprit, Jürgen Schrepp, pour DASA, et Erik-Jan Nederkoorn, pour Fokker, ont présenté leur mariage comme la première pierre d'un pôle européen des avions qui devraient rejoindre Aérospatiale (France) et Alenia (Italie).

L'idée est qu'ils deviennent actionnaires du holding créé pour gérer la participation dans Fokker, a affirmé le président de DASA, précisant que des discussions allaient s'engager sur le calendrier de ce rapprochement, ainsi que sur son «concept industriel». Louis Gallois, président d'Aérospatiale, a immédiatement répondu qu'il «prendra sa décision en fonction de l'intérêt» du consortium ATR (Avions de transport régional).

Pour le président de Fokker, «les compagnies aériennes ont perdu au cours des trois dernières années l'argent - 11 milliards de dollars - qu'elles avaient gagné dans la décennie précédente, et les constructeurs d'avions en subissent les conséquences. Le temps des

constructeurs nationaux est fini». Les Européens, qui ont tous des difficultés doivent unir leurs potentiels technologiques, industriels et commerciaux pour tirer leur épingle d'un jeu qui s'est mondialisé et dont «les Japonais et autres concurrents asiatiques» ne vont pas tarder à se mêler.

Fokker vient juste de houer son plan de restructuration. La direction et les syndicats se sont mis d'accord sur le licenciement d'ici à la fin de l'année de 1 395 salariés. Ce chiffre est inférieur de 394 unités à celui prévu dans le plan de restructuration présenté en mars (le Monde du 27 mars). Mais l'ampleur de la restructuration, condition préalable à l'arrivée de DASA, n'en a pas moins été confirmée: 2 118 personnes, soit 17 % des effectifs, vont devoir quitter Fokker.

Les syndicats ont simplement négocié des sacrifices qui vont permettre un dégraissage plus doux dans la forme mais tout aussi radical sur le fond (réduction du temps de travail hebdomadaire de 38 à 36 heures, accélération du départ des salariés de plus de 55 ans, augmentation du travail partagé). La restructuration se traduit aussi par le blocage des salaires jusqu'au 1^{er} janvier 1995 ainsi que par la suppression, d'ici à cette date, de certaines gratifications.

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

francs en 1992, soit une hausse de 19,4 %. A périmètre constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 17,9 % par rapport à 1991. «Une croissance plus modérée» en raison de la «poursuite du climat d'incertitudes économiques et de morosité générale».

ACQUISITIONS

Guillain (emballages alimentaires) absorbe Gattini. - Le groupe Guillain (600 salariés), spécialisé dans l'emballage thermofonné pour l'industrie agroalimentaire, a acquis la totalité de la société vaudoise Gattini, basée à Vevey. Le chiffre d'affaires de la société française pour un résultat net de 5 %, implanté dans le Doubs, le groupe Guillain, qui avait pris l'an passé le contrôle de la société italienne Nespa (160 salariés), a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 403 millions de francs pour un résultat net de 26,2 millions de francs.

Bowater (emballage) achète l'américain Tower Packaging. - Le groupe britannique de papier, carton et d'emballage Bowater va acheter pour 105 millions de dollars (567 millions de francs) la société américaine d'emballages à usage médical Tower Packaging. Le propriétaire de Tower Packaging, le groupe Baxter Healthcare Corporation, va recevoir 65 millions de dollars lorsque la transaction deviendra effective le 30 avril, et 10 millions par an pendant les quatre années suivantes. Tower a perdu 2,6 millions de dollars en 1992, mais Bowater compte sur un rattrapage de sa rentabilité dès cette année. Ses actifs nets s'élevaient à environ 27 millions de dollars à la fin de 1992.

MANAGEMENT

SmithKline Beecham (pharmacie) changera d'état-major en 1994. - Le président et le directeur général du groupe pharmaceutique anglo-américain SmithKline Beecham partiront à la retraite en avril 1994. Henry Wendt, président de la division chimie, sera remplacé au poste de président par Sir Peter Walters, actuel président de Midland Bank et ancien dirigeant de British Petroleum (BP). Il est membre du conseil d'administration de SB depuis 1989. Jan Leschly, qui dirige la division pharmaceutique du groupe depuis 1990, succèdera à M. Robert Bauman, soixante-deux ans, en tant que directeur général. M. Wendt et Bauman avaient été les architectes de la fusion réussie de SmithKline Beecham et de Beecham en 1989. Le groupe a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires en hausse de 11 % à 5,22 milliards de livres (43,8 milliards de francs).

INVESTISSEMENT

Apple renforce sa présence au Mexique et sur les marchés fédéraux américains. - Le fabricant

d'ordinateurs américain Apple a annoncé, mardi 27 avril, la création d'un département chargé spécialement de commercialiser ses produits au Mexique. Apple Computer Mexico, ainsi qu'un accord avec une société spécialisée dans les marchés fédéraux américains. Apple souligne dans un communiqué le «développement rapide du marché des micro-ordinateurs» au Mexique, qui devrait atteindre 1 milliard de dollars en 1993, soit une hausse de 25 % sur l'an dernier. Ce marché, le plus prometteur en Amérique latine, devrait augmenter de 25 % d'ici la fin de 1995, estime Apple. En outre, Apple a conclu un accord avec la société Government Technology Services Inc. (GTSI) aux termes duquel GTSI vendra la gamme complète de produits Apple aux agences fédérales et à leurs principaux fournisseurs. GTSI est le premier revendeur américain de micro-ordinateurs, de logiciels et de produits en réseau.

COÛTS

Chrysler constitue une provision exceptionnelle au premier trimestre 1993. - Chrysler Corp., troisième constructeur automobile américain, a annoncé récemment la constitution d'une provision exceptionnelle de 4,7 milliards de dollars (26 milliards de francs) au premier trimestre pour couvrir les coûts de conversion médicale des futurs retraités du groupe. Cette charge entraînera une perte nette après impôt pour le premier trimestre et pour l'ensemble de l'exercice 1993 mais n'affectera pas la distribution des dividendes, a indiqué Chrysler. Après ce provisionnement, la couverture médicale de ses salariés retraités lui coûtera 240 millions de dollars/an après impôt. Chrysler avait été le seul constructeur automobile à annoncer un bénéfice en 1992 (723 millions de dollars). General Motors et Ford avaient accusé des pertes en 1992 mais après constitution de provision record: 21,8 milliards de dollars pour GM et 7,5 milliards de dollars pour Ford.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 avril ↑ Progression modérée

Pour la deuxième séance consécutive, le Bourse de Paris était orientée à la hausse, mercredi 28 avril. En progression de 0,32 % au début des transactions, l'indice CAC 40 se négociait, deux heures plus tard, à 2 221,56. A la mi-séance, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 0,18 % à 1 930,43 points. La veille, l'indice parisien avait tenté à la baisse le barre des 1 900 points, sans parvenir à la franchir. Il avait alors rebondi pour terminer en hausse de 0,63 %.

Après les déclarations du président de la Bundesbank, mardi 27 avril, qui laissent entendre que la gravité de la récession en Allemagne rendait nécessaire d'accroître le rythme de la baisse des taux directeurs, la banque centrale allemande a effectué mercredi une prise en pension au taux de 7,75 % - 7,50 % contre 3,00-3,10 % la semaine dernière. Cette baisse très nette des anticipations tablées sur un taux de 7,50-7,80 % au 1^{er} mai, a entraîné une hausse de 0,53 % de l'indice.

La confiance des consommateurs américains dans les perspectives de l'économie s'est élevée en avril à 67,7 % contre 63,2 % en mars, alors que les experts tablèrent sur une légère baisse de cet indice.

Parmi les valeurs des sociétés ayant annoncé leurs résultats financiers au 1^{er} trimestre, Procter and Gamble a gagné 1-1/8 à 48-7/8 dollars, après la publication d'un bénéfice net de 513 millions de dollars, et USX a progressé de 1-1/2 à 42-3/4 dollars après l'annonce d'un bénéfice net de 50 millions de dollars.

NEW-YORK, 27 avril ↑ Rebond

Wall Street a retrouvé un peu d'optimisme mardi 27 avril, à la suite notamment de l'annonce d'une hausse imminente de l'indice de confiance des consommateurs en avril, après trois mois consécutifs de baisse, et à la publication de résultats de sociétés encourageants. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes est repassé au-dessus du seuil de 3 400 points pour terminer à 3 415,93, en hausse de 17,58 points (+0,52 %). Quelques 263 millions de titres ont été échangés. La progression a touché surtout les valeurs vedettes, et sur l'ensemble du marché le nombre de titres en hausse a été plus important que celui en baisse: 880 contre 824.

La confiance des consommateurs américains dans les perspectives de l'économie s'est élevée en avril à 67,7 % contre 63,2 % en mars, alors que les experts tablèrent sur une légère baisse de cet indice.

Parmi les valeurs des sociétés ayant annoncé leurs résultats financiers au 1^{er} trimestre, Procter and Gamble a gagné 1-1/8 à 48-7/8 dollars, après la publication d'un bénéfice net de 513 millions de dollars, et USX a progressé de 1-1/2 à 42-3/4 dollars après l'annonce d'un bénéfice net de 50 millions de dollars.

VALEURS	Cours du 28 avril	Cours du 27 avril
Alcatel	65 3/8	65 3/4
AT&T	87 1/8	87 1/8
Banque	37 3/8	37 3/8
Chemical Bank	30 1/8	30 1/8
De Beers	52 1/8	52 1/8
Enron	53 3/8	53 3/8
Exxon	64 5/8	64 5/8
Ford	51 1/8	51 1/8
General Electric	52	52 1/2
General Motors	58 3/8	58 3/8
Goldman	73 7/8	74 3/8
IBM	48 3/8	48 3/8
ITT	78 1/8	78 1/8
Modell	68 1/4	67 3/4
Pfizer	83 7/8	83 7/8
Schering	87 1/8	87 1/8
Shell	82 1/8	82 3/4
Union Carbide	138 3/8	146 1/2
Union Pacific	20 1/4	20 3/8
United Tech.	49 1/8	48
Westinghouse	14 7/8	15 1/8
Yale Corp.	77 3/4	77 3/4

LONDRES, 27 avril ↑ Petit sursaut

Dans la journée de Wall Street, la Bourse de Londres s'est redressée mardi 27 avril en fin de séance après avoir passé la majorité de la journée en baisse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture en hausse de 10,4 points (0,3 %) à 2 832,7 points. Le volume des échanges s'est élevé à 593,8 millions de titres contre 488,1 millions la veille.

La confiance des consommateurs américains dans les perspectives de l'économie s'est élevée en avril à 67,7 % contre 63,2 % en mars, alors que les experts tablèrent sur une légère baisse de cet indice.

Parmi les valeurs des sociétés ayant annoncé leurs résultats financiers au 1^{er} trimestre, Procter and Gamble a gagné 1-1/8 à 48-7/8 dollars, après la publication d'un bénéfice net de 513 millions de dollars, et USX a progressé de 1-1/2 à 42-3/4 dollars après l'annonce d'un bénéfice net de 50 millions de dollars.

VALEURS	Cours du 28 avril	Cours du 27 avril
Alcatel	5,82	5,86
AT&T	2,88	2,83
Banque	4,22	4,14
Chemical Bank	10,80	10,82
De Beers	8,78	8,78
Enron	26,06	26,11
Exxon	12,35	12,32
Ford	12,56	12,56
General Electric	6,82	6,49
General Motors	5,61	5,62
Goldman	11,06	11,57

TOKYO, 28 avril ↑ Nouvelle hausse

La Bourse de Tokyo a fini la séance sur une nouvelle hausse importante mercredi 28 avril, mais des prises de bénéfices ont fait perdre un peu de terrain par rapport à ses plus hauts de la semaine. L'indice Nikkei a gagné 247,86 points, soit 1,23 %, à 20 454,57 points, après un plus haut à 20 710,39, dans un volume de 800 millions de titres.

Le repli du yen vis-à-vis du dollar a profité à la cote. Toutefois, la période de vacances, traditionnellement cette semaine au Japon, a poussé certains investisseurs à liquider leurs positions. Sur le fond, la tendance est jugée très positive malgré

certaines inquiétudes sur les prochains résultats de sociétés pour l'année fiscale qui va du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993.

VALEURS	Cours du 28 avril	Cours du 27 avril
Alcatel	1 330	1 380
AT&T	1 480	1 380
Banque	2 070	2 080
Chemical Bank	1 380	1 370
Enron	4 780	4 780
Exxon	4 900	4 900
Ford	1 880	1 720

CHANGES

Dollar: 5,37 F ↑

Le deutschemark est en très légère progression à 3,3754 francs mercredi 28 avril au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3730 francs dans les échanges interbancaires de mardi (il s'inscrivait à 3,3775 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar remonte à 5,37 francs, contre 5,3395 francs dans les échanges interbancaires de mardi (5,3195 francs au cours de la Banque de France).

Le repli du yen vis-à-vis du dollar a profité à la cote. Toutefois, la période de vacances, traditionnellement cette semaine au Japon, a poussé certains investisseurs à liquider leurs positions. Sur le fond, la tendance est jugée très positive malgré

BOURSES

26 avril 27 avril

(SBP, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 324,45 324,85
Indice CAC 40 1 911,62 1 927,41

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles 3 396,37 3 415,93

LONDRES (Index Financial Times)

100 valeurs 2 822,30 2 832,70

50 valeurs 2 222,60 2 231,50

Midi (C) 95,52 95,77

Fonds d'Etat 95,52 95,77

FRANCFORT

Dax 26 avril 27 avril

1 649,81 1 648,78

TOKYO

Nikkei Dow Jones 20 454,57 20 454,57

Indice général 1 572,68 1 592,76

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,370	5,360	5,460	5,450
Yen (100)	166,00	165,40	166,00	165,40
DM	6,590	6,580	6,590	6,580
Deutschemark	3,371	3,370	3,371	3,370
Franc suisse	1,747	1,746	1,747	1,746
Livre Sterling (1000)	3,628	3,630	3,628	3,630
Livre sterling	8,482	8,470	8,482	8,470
Peseta (100)	4,622	4,630	4,622	4,630

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
DM	8 1/2	8 5/8	8 5/16	8 5/16	8 5/16	8 5/16
Deutschemark	7 5/8	7 7/8	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
Livre Sterling (1000)	6 13/16	6 1/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8
Livre sterling	6	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Peseta (100)	15 1/4	17	14	15 1/4	13	14
Franc français	8 1/16	8 1/2	7 7/8	8 3/16	7 5/8	7 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

Elu président des armateurs

M. Bolloré réclame des allègements de charges sociales pour les transporteurs maritimes

Vincent Bolloré, président du groupe Bolloré Technologies, a été élu, lundi 26 avril, président du Comité central des armateurs de France (CCAF) en remplacement de Gilles Bouthillier. Cette élection confirme l'importance de ce groupe alors qu'il y a deux ans son président, en prenant à l'arraché le contrôle du groupe Delmas-Vieljeux, s'était attiré des inimitiés dans le milieu des armateurs français.

Le nouveau président du CCAF a déclaré devant Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, que les armateurs n'attendaient rien d'autre du gouvernement que «l'effort de concurrence avec nos principaux voisins européens. Il ne s'agit pas de demandes exorbitantes». Parmi les mesures urgentes, M. Bolloré a cité la fiscalisation des charges sociales et la modification du système de financement des navires en permettant, par des allègements fiscaux, aux particuliers de prendre des parts dans les bateaux.

Le ministre, après avoir salué le «courage» des ministres précédents qui ont fait voter la réforme des dockers, s'est déclaré favorable à une baisse des charges sociales, car le transport maritime français «est un des secteurs les plus touchés par la déréglementation internationale et le dumping social».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMOBILIÈRE HÔTELIÈRE

Le conseil d'administration, réuni le 8 avril 1993, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

Les comptes consolidés du groupe IMMOBILIÈRE HÔTELIÈRE font apparaître un bénéfice net part du groupe de 65,2 MF contre 38,7 MF l'année précédente.

Malgré un contexte économique mondial tendu, les recettes d'exploitation hôtelières ont augmenté passant de 165 MF fin 1991 à 187 MF au 31 décembre 1992.

L'année 1992 a par ailleurs été marquée pour le groupe par la volonté affirmée de développer le secteur 5 étoiles et d'internationaliser son patrimoine.

Au 31 décembre 1992, l'actif net immobilisé a plus que doublé par rapport au 31 décembre 1991 atteignant 3 906 MF; l'entrée en patrimoine de 11 hôtels début 1993 le renforceront de manière très sensible.

Par ailleurs, les résultats de l'IMMOBILIÈRE HÔTELIÈRE font apparaître un bénéfice de 1,8 MF contre 2,8 MF l'an passé, ces chiffres traduisant le retard pris dans la revalorisation du loyer à percevoir du Hilton Saffron.

Il sera proposé à la prochaine assemblée le paiement d'un dividende de 1,70 F net, soit 2,35 F, après fiscal corporis.

Cours relevés à 13 h 3027/4

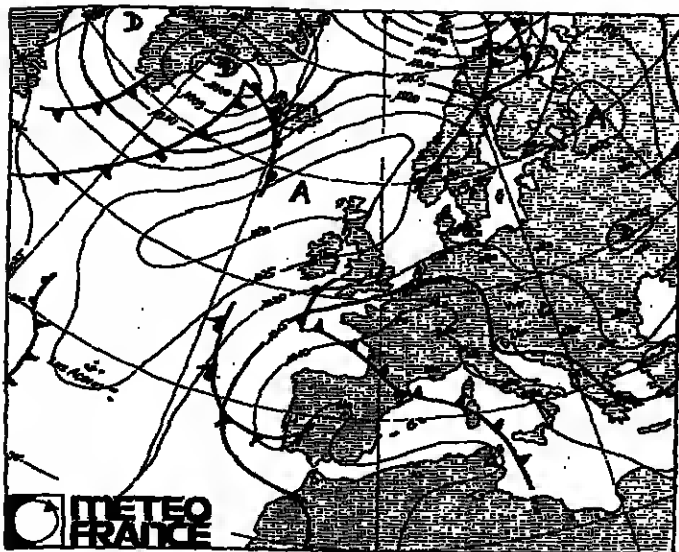
Second marché (sélection)

Marché des Changes				Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67	Marché à terme international de France MATIF Cotation du 27 avril 1993								
COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 28/4	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.		COURS 28/4	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 167 759				CAC 40 A TERME Volume : 32 000			
			acheter	vendre					COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Etats Unis (1 unit.)	5 319		5	5 5	Or fin (kilo en barre)	60250		60300	Dernier	117,34	117,30	117	Dernier ...	1 925	1 935,5	1 921
Allemagne (100 dm.)	8 596		32,7	34,7	Or fin (en lingot)	60850	60400	Précédent	117,34	117,26	117	Précédent	1 911	1 921	1 906	
Belgique (100 fr.)	337 750		15 6	16 8	Napoleon (20fr.)	342	348									
France (100 fr.)	300 810		280	3	Pièce Fr (10 fr.)	365										
Italie (1000 lire)	3 633		93	98	Pièce Suisse (20 fr.)	345	-349									
Canada (100 \$)	27 650		92	91	Pièce Lnzse (20 fr.)	341	341									
Grande (1 £)	8 234		7 8	8 6	Souverain	433	438									
Grèce (100 drachmes)	8 498		5	5 31	Pièce 20 dollars	2200	2270									
Irlande (100 scellins)	2 925		361	391	Pièce 10 dollars	1140	1135									
Portugal (100 escudos)	375 280		75	78	Pièce 5 dollars	680										
Espagne (100 pes.)	73 730		48 8	49 6	Pièce 5 pesetas	2245	2285									
Autriche (100 sch.)	78 820		43	45	Pièce 10 florins	358	360									
Grèce (100 dr.)	4 573		4	4 1												
Portugal (100 esc.)	3 840		4	4 4												
Canada (100 \$)	4 630		4	4 9												
Grande (100 £)	4 882		4	4 9												

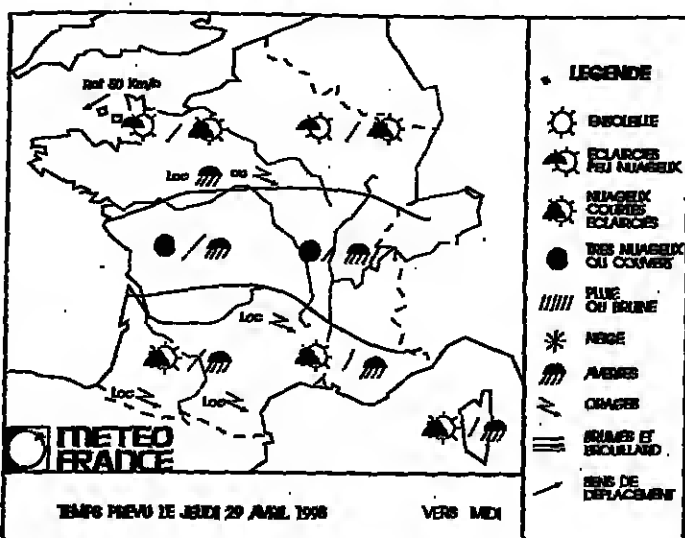
c : coupon détaché - o : offert - / : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1993



Jeudi : début d'amélioration dans le Sud. Muges et relative douceur dans l'ensemble ; des ondées parfois orageuses remonteront sur la moitié nord du pays, tandis que les pluies s'espaceront sur nos régions méditerranéennes.

De l'Aquitaine et du Midi pyrénéen aux régions méditerranéennes et à la Corse, le ciel sera variable avec éclaircies et passages nuageux. Un risque d'averses et d'orages se profile dès le matin, mais surtout l'après-midi.

Des Alpes et de la France-Camille au Centre, Poitou-Charentes et Vendée, les nuages donneront des pluies intermittentes au fil de la journée.

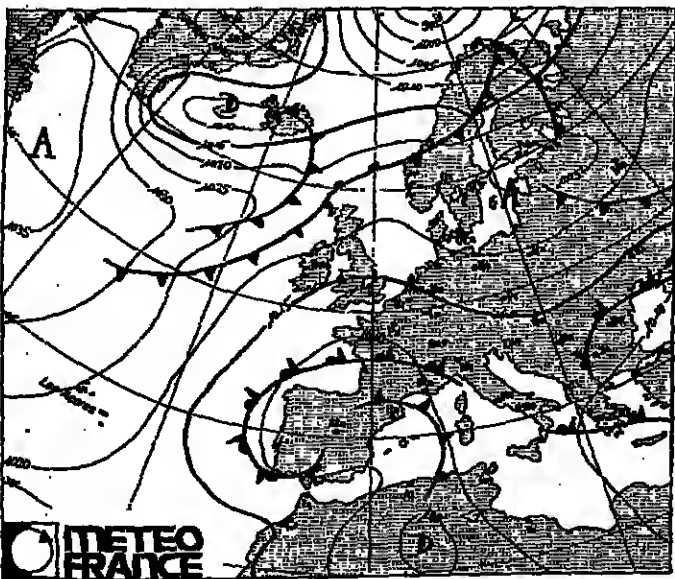
Sur les régions au nord de la Loire et

jusqu'à la Champagne et l'Alsace, l'impression sera assez agréable, mais le ciel se voilera de plus en plus ; quelques ondées ou petits orages remonteront de la Loire vers la Manche.

Les températures seront agréables avec des minimums de 9 à 13 degrés sur la moitié nord du pays et la Méditerranée, de 6 à 9 degrés ailleurs. Les maximums atteindront de 15 à 21 degrés du Sud-Ouest à la Méditerranée, ainsi que près de la Manche, de 21 à 24 degrés de la Loire à l'Alsace et au Nord-Est.

Près des côtes de la Manche, le vent de nord-est sera sensible, jusqu'à 40 ou 60 kilomètres heure.

PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 28-4-93

FRANCE	STRASBOURG	MADRID	18	N
AMARCO	26	14	14	P
BARCELONE	17	10	10	P
BORDEAUX	14	11	11	C
BOURGES	16	10	10	D
CAEN	17	10	10	N
CLERMONT-F	14	10	10	C
COGNAC	15	9	9	D
DIJON	16	10	10	D
LYON	15	10	10	C
MONTPELLIER	17	11	11	C
NANTES	16	10	10	C
PARIS	17	11	11	C
RENNES	16	10	10	C
STRASBOURG	17	11	11	C
Toulouse	16	10	10	D
TOURNAI	15	9	9	D
VAL D'AISNE	16	10	10	C
VERMOREL	15	9	9	D
WISSEMBOURG	16	10	10	C
Yverdon	15	9	9	D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Stone-Dumas contre Stone-Durand

Au menu de « Bas les masques », Mireille Dumas annonce un reportage sur les ex-champagnes Stone et Charden, qui avaient « brisé leur couple en même temps que leur carrière ». Au même instant, au hasard d'une petite incursion sur la chaîne d'en face, où Guillaume Durand discutait de chirurgie esthétique, on découvre parmi ses invités... la même Stone, sans Charden toutefois, ce qui était logique puisqu'on venait précisément d'apprendre que leur couple était brisé. Quelle Stone allait intervenir la première ? Stone-Dumas, ou Stone-Durand ? Stone-Dumas l'emporta largement, permettant aux spectateurs de la Daux de vérifier que le titre n'avait pas été mensonger : Stone et Charden avaient bien brisé en même temps leur couple et leur carrière. Ils s'en expliquèrent, comme il se doit. Leur existence était devenue infernale, ils n'avaient plus de vie privée, « on s'était torturé par le côté d'où on vient, où on va, tout ça ». Retour sur la Une, il faut attendre jusqu'à près de dix minutes pour que Stone-Durand nous informe, en direct, qu'elle s'était fait refaire le menton par liposuction, que tout s'était très bien passé, mais que cet événement s'accompagnait quand même d'une hygiène de vie. Si l'on peut comparer, Stone-Dumas apparaît plus pimpante que Stone-Durand, laquelle,

il est vrai, était coincée entre une danseuse - qui s'était fait refaire le nez - et une écrivaine - les rôles du front.

Entre-temps, on avait brutalement été saisi par le mystère de la résurrection des visages oubliés. On ne les avait pas vus depuis dix ans, et tout d'un coup, en quelques jours, ils rebondissent de Foucault à Durand, de Nagai à Drucker. Ce stalinisme promotionnel correspond parfois avec l'édition de leur rétrospective, la publication de leurs souvenirs, mais pas toujours. Que s'est-il passé ? Eds-1-4 - mais où ? - un bureau central, une agence générale, un office principal, dans lequel les imprésarios des vedettes

oubliées s'informent du programme des émissions des semaines à venir, et essaient d'y caser leurs protégés ? Un Closots sur les assurances dans trois semaines ? Très bien, ma vedette vient justement de subir un défilé des eaux. Un Durand sur les végétariens ? J'achète, elle ne mange que des com-fakes. Une émission sur la parapsychologie ? Partait, elle a été monétisée dans une vie antérieure. Sur la jalousie ? Sur la chasse ? Sur les plombers ? Sur les taxis ? Sur les frîtes ? Nous avons les invités qu'il vous faut. Voilà bien une des plus tourmentées dignes de la télévision, qui n'en est pourtant pas chiche...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 28 avril

TF 1
des milliers de prix dans tout le magasin.
NOCTURNE demain JEUDI 22 h.
SAMARITAINE

20.40 Sport : Football. Match éliminatoire de la Coupe du monde, en direct du Parc des Princes : France-Suède ; A 21.30, Mi-temps et Loto ; A 21.45, 2^e mi-temps.
22.45 Magazine ; A la Une.
Le président le plus menacé du monde : Eugène Igué, le SDF de la mer ; Je suis un chippendale ; Les Réunionnais de la Creuse ; Femmes des tabanes.

0.00 Divertissement : Le Bébête Show.
0.05 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Le Boeuf clandestin. De Laurent Jégou.
22.30 Sport : Football. Résumé du match Bulgarie-Roumanie, à 22.35, match éliminatoire pour la Coupe d'Europe : Angleterre-Pays-Bas.

0.20 Journal et Météo.
0.40 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 ► La Marche du siècle. Alcool, les raisons d'une gangrène sociale. Invités :

Claude Got, professeur d'anatomie à la faculté de Paris-Quatre, chef de service à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne-Billancourt ; Jean Maisondieu, psychiatre à l'hôpital de Poissy ; Jean-Yvon Coquin, directeur du Centre départemental de prévention de l'alcoolisme du Morbihan...

22.25 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous.
Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Après l'amour. ◻ Film français de Diane Kurys (1992).
22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : Waed. ◻ Film américain de John Hancock (1987).
0.40 Cinéma : Django, chien du désert. ◻ Film franco-allemand de Rolf De Heer (1990) (v.o.).

ARTE

20.40 Opéra : La Couronne de l'épousée. De Ture Rangström.
20.10 Documentaire : Pistolets et sardines. De Thomas Rau.
22.40 Magazine : Musicarchives. André Segovia ; Master Classes de guitare, de Philippe Truffaut.

23.15 Magazine : Club de Strasbourg.

M 6

20.45 Téléfilm : Les Danseurs du Mozambique.
22.20 Téléfilm : Une fille à croquer. De Paul Schneider.
22.55 Magazine : Vénus.
0.25 Six minutes première heure.
0.35 Magazine : Ecolo 6.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Lettres belges : itinéraire de Dominique Rolin.
21.28 Poésie sur parole.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves (3).
22.40 Les Nuits magnétiques. Le trilogie amoureuse. 2. Le Mariage du Figeo (1).
0.05 Du jour à lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 juin 1993 lors du Festival de musique ancienne de Rastabon) : Sonate prima en ré mineur pour deux violons et basse continue, Sonate duodécime en ré mineur pour violon et basse continue, de Isabella Leonarda ; Lamento pour soprano et basse continue, de Barbara Strozzi ; Trio-sonata en sol mineur pour flûte, violon et basse continue, d'Elisabeth Jacquet de La Guerre ; Terzetto en sol mineur pour deux violons et violoncelle, de Magdalena Lombardini ; Sonate pour flûte et basse continue en sol mineur, de Bon ; Sonnet canata pour soprano, flûte, deux violons et basse continue, d'Elisabeth Jacquet de La Guerre, par le Concerto Amabile.
21.45 Concert (donné le 21 février à Radio-France) : Cinq poèmes de Paul Celan pour soprano et trio à cordes, de Devienne ; Quatuor à cordes, de Sarguer ; Monomanies pour voix seule, d'Aperghis ; Quatre pièces pour quatuor à cordes, de Denisov, par l'Ensemble Consonances ; sol : Valérie Philippin, Françoise Kubler, sopranos.
23.09 Feuilleton : Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 29 avril

TF 1
15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée vacances.
17.50 Série : La Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Romain Bouteille.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Téléfilm : Chien et chat. De Philippe Galland.
22.30 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids légers, en direct du palais des sports de Levallois : Jean-Baptiste Mendy (France) - Carl Crook (Grande-Bretagne).
23.40 ► Magazine : Télé-vision. Invité : Nicolas Hulot.
0.30 Journal et Météo.
0.35 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

FRANCE 2

15.30 Variétés : Le Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Les années phono.
16.45 Feuilleton : Basimanoir.
17.10 Magazine : Gigs.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagai.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Les jeunes et l'amour ; Régimes : en avez-vous besoin ? ; Gendarme de prison.
22.35 Série : Un privé nommé Stryker. L'affaire Bonnie & Clyde, de Burt Reynolds.
0.10 Journal et Météo.
0.30 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Spécial musique baroque.

FRANCE 3

14.30 Questions au gouvernement, en direct du Sénat.
17.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Présenté par François Perrot. Invité : Michèle Torr.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barot. Point de lendemain, de Vivant Denon.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugobétire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Black Sunday. ◻ Film américain de John Frankenheimer (1976).
23.10 Journal et Météo.
23.40 Magazine : Pégase. Les Sentinelles du ciel, de Bernard Bessier.
0.35 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.15 Magazine : L'Œil du cyclone.
15.40 Magazine : BVP. Barthe vérifie la pub (rediff.).
16.00 Cinéma : Nous deux. ◻ Film français d'Henri-Georges Clouzot (1991).
17.30 Le Journal du cinéma.
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top. Arno.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Gilbert Duclos-Lesalle.
20.30 Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
20.35 Cinéma : Passion criminelle. ◻ Film américano-canadien de James Kaufman (1990).
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Cinquante-huit minutes pour vivre. ◻ Film américain de Renny Harlin (1990) (v.o.).
0.05 Téléfilm : Polly West est de retour. De Jean Chapot.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Alice's Restaurant. ◻ Film américain d'Arthur Penn (1969) (v.o., rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Marina Picasso/Richard Barry.
19.30 Documentaire : Il était une fois le travail. De Jacques Baynac et Pierre-André Boutang.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Vie risquée, le désir de catastrophe. Soirée proposée par Benoît Rungge.
20.45 Moyen métrage : Jeu à risque. De Peter Krieg. Catastrophes et psychoses collectives.

21.35 Cinéma : Quand le vent souffle. ◻ Film anglais de Jimmy T. Murakami (1986).
23.05 Documentaire : Lubies ludiques. De Julien Endres. Les nouveaux lubies sont de plus en plus dangereux. Portrait de personnes qui s'écarteraient du seul de la souffrance.
23.50 Moyen métrage : Petites catastrophes. Film à épisodes réalisés par les étudiants de l'Académie du cinéma du Bade-Wurtemberg (1992, 45 min).

M 6

14.15 Magazine : Destination musique. Liane Foly.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Etalon noir.
18.00 Série : Le Joker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Circulez, y a rien à voir. ◻ Film français de Patrice Leconte (1983).
22.25 Téléfilm : Une étrange baby-sitter. De Rick Berger.
0.00 Informations : Six minutes première heure.
0.10 Magazine : Culture rock. La saga des Who.
0.35 Magazine : Fréquentstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. La Preuve et le Témoignage (4). de M. Maurice Garçon, d'après le procès Kravchenko.
21.30 Profils perdus. Bernadette (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. La trilogie amoureuse. 3. Le Mariage du Figeo (2).
0.05 Du jour à lendemain. Avec Jean-Claude Emilion (Ecouter, songeant et racontant).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 avril salle Olivier-Messiaen) : Agon, de Stravinsky ; Neuf Lieder pour alto et orchestre, de Jolles, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Arturo Tamayo.
23.09 Feuilleton : Ainsi la nuit. Quatuor à cordes en ré mineur, Der Tod und das Mädchen, de Schubert ; Sonate pour violon et piano n° 1 en sol majeur op. 78, Beethoven, de Brahms.
0.33 L'Heure bleue.

Les travaux de l'Assemblée nationale

M. Balladur souhaite que le texte du Sénat réformant le code de la nationalité ne soit pas modifié

Edouard Balladur a confirmé, mardi 27 avril, au cours du déjeuner de la majorité, à Matignon, qu'il ne souhaite pas que les députés amendent la proposition de loi réformant le code de la nationalité déjà adoptée par le Sénat et qui sera examinée en séance publique à partir du 11 mai.

Le vœu du premier ministre a été transmis aux députés UDF et RPR en début d'après-midi par leurs présidents de groupe respectifs, Charles Millon et Bernard Pons. Dans l'esprit du premier ministre, il s'agit avant tout d'éviter que le débat sur la réforme du code de la nationalité soit pollué par des considérations directement liées à la politique de l'immigration, comme la prévention des mariages blancs qui a été longuement évoquée à l'occasion de l'au-

dition de Marceau Long par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 22 avril.

Pierre Méhaignerie, président du CDS et garde des sceaux, a également expliqué, au cours d'une conférence de presse, que «le code de la nationalité doit être bien séparé des autres textes», afin qu'il «ne soit pas perçu comme un élément d'exclusion», ce qui serait «fondamentalement contraire à la volonté du gouvernement».

A l'occasion de son audition hebdomadaire par les députés UDF, M. Balladur, qui assistera jeudi matin à la conférence des présidents du Sénat, a précisé le programme législatif des prochaines semaines. Pendant que l'Assemblée nationale examinera, entre autres, la réforme du code de la nationalité, le collectif budgétaire et la

réforme du statut de la Banque de France, le Sénat planchera sur la révision constitutionnelle, sur celle du code de la procédure pénale sur la base d'une proposition de loi déjà déposée par Jacques Larché (Rég. et ind.), président de la commission des lois du Sénat, ainsi que sur les projets de loi relatifs aux privatisations.

Le premier ministre a également annoncé l'organisation, au cours de la session de printemps, de deux débats, le premier sur la formation professionnelle et le second sur l'aménagement du territoire. Il a enfin confirmé que la proposition de loi déposée par le groupe UDF sur la formation professionnelle ne serait pas examinée avant le projet de loi quinquennal sur l'emploi prévu pour la session d'automne.

La Bundesbank ramène de 8,09 % à 7,75 % le taux de ses pensions

La Banque fédérale d'Allemagne a ramené, mercredi 28 avril, de 8,09 % à 7,75 % le taux de ses pensions à très court terme (quatorze jours) après avoir, la semaine dernière, réduit son taux d'escompte (7,25 % contre 7,50 %). Cette diminution de taux des pensions, considérée maintenant par la Bundesbank comme son véritable taux directeur, a surpris par son ampleur et témoigne du changement d'attitude des autorités monétaires de Francfort, conscientes de la dégradation de l'économie allemande.

Cette diminution va très probablement être suivie par celle des taux directeurs de la Banque de France, rassurée par la bonne tenue du franc par rapport au mark dont le cours est retombé à 3.3730 francs. Edmond Alphandéry, ministre des finances, a déclaré, mardi, que les taux à court terme français, un peu inférieurs à 9 %, devaient passer en dessous des taux allemands.

An conseil des ministres

Luc Montagnier est chargé de la lutte contre le sida

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 28 avril sous la présidence de François Mitterrand. M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a présenté une communication relative au sida. Il a annoncé la nomination à ses côtés du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) pour l'aider dans la coordination de la lutte contre l'épidémie.

Philippe Douste-Blazy a rappelé que la France est le pays d'Europe dans lequel on observe le plus fort taux de contamination, le nombre des personnes infectées étant vraisemblablement compris entre 60 000 et 133 000. Le ministre délégué à la santé a déclaré dans sa communication les différents problèmes soulevés par l'épidémie dans le domaine de la santé publi-

que. Rendant hommage aux associations «extrêmement actives pour le soutien des malades» et soulignant la «nécessaire coordination» des organismes privés et publics en charge de la lutte contre le sida, le ministre délégué à la santé a insisté sur quatre points : «renforcement de la prévention, accroissement de la solidarité, amélioration de la prise en charge, développement de la recherche».

M. Douste-Blazy a également souhaité mettre au point, avec le ministre de la coopération, un plan d'intervention sur le sida dans les pays d'Afrique. Pour sa part, le premier ministre n'a demandé, lors du conseil, à M. Sarkozy, ministre du budget, qu'un effort supplémentaire soit consacré dans le collectif budgétaire à la lutte contre le sida.

Trois conventions internationales

Le conseil des ministres a approuvé trois projets de ratification de conventions internationales sur la protection des zones humides d'importance internationale servant d'habitat aux oiseaux, sur les conditions d'extradition avec Monaco, et sur l'entraide avec la Mongolie. Le conseil, sur proposition de Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, a mis fin aux fonctions de Franck Terrier, directeur des affaires criminelles et des grâces, dont le successeur n'a pas encore été nommé. M. Méhaignerie avait retiré à M. Terrier, le 21 avril, sa délégation de signature, lui reprochant de lui avoir transmis tardivement le réquisitoire du procureur général de Rennes dans une affaire mettant en cause Georgina

Dufoix (le Monde du 23 avril). (Lire page 10.)

Par ailleurs, Jean-Michel Roulet, administrateur civil, a été nommé directeur de la logistique de la police; Richard Duque, conseiller des affaires étrangères, a été nommé directeur de la presse, de l'information et de la communication au ministère des affaires étrangères; Jean-Claude Albouy, ingénieur général des ponts et chaussées, a été nommé directeur général d'Aéroports de Paris; François Zahm, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, a été nommé directeur de l'administration et du financement de la recherche.

Pour M. Méhaignerie (CDS), «il ne faudrait pas passer d'un extrême à l'autre» en matière de sécurité

Au cours d'une conférence de presse, mardi 27 avril, destinée à tirer un premier bilan d'un mois de gouvernement Balladur, Pierre Méhaignerie, président du CDS et ministre de la justice, a indiqué que son parti n'est désormais «la volonté et la capacité d'agir» et qu'il compte «participer entièrement aux débats et aux décisions» à l'intérieur du gouvernement comme au Parlement.

Dominique Baudis, président exécutif du CDS, s'est également félicité de «la tonalité centriste et européenne du gouvernement». «Nous n'avons aucune raison», a ajouté Bernard Bosson, secrétaire général, d'être des aigris ou des malgré-nous de cette majorité et de

ce gouvernement. Si nous avons des exigences, ce n'est pas pour être des cactus mais pour faire réussir ce gouvernement auquel nous croyons».

M. Méhaignerie a précisé les «priorités centristes»: exigence d'éthique, indépendance et impartialité de la justice, chômage et formation professionnelle, aménagement du territoire et nécessité d'un «pacte social (...) conciliant les préoccupations sociales avec la politique de lutte contre le chômage». Concernant l'Europe, M. Méhaignerie a insisté sur le fait que ses amis avaient toujours «la même volonté de la construire», mais «qu'une nouvelle lecture s'imposait compte tenu des problèmes du

chômage et des délocalisations». Le président du CDS s'est «félicité» des récentes déclarations devant les députés du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, intéressant les dossiers d'aménagement du territoire et de décentralisation. En matière de sécurité, il a cependant souligné qu'on ne passe pas d'un extrême à l'autre.

Pour sa part, M. Baudis a expliqué que d'ores et déjà il «accueille de façon très favorable» le projet d'instaurer des contrôles d'identité à caractère préventif. M. Barrot, vice-président du groupe UDFC de l'Assemblée nationale, s'est montré plus réservé, redoutant qu'une telle disposition ne soit l'occasion de tracasseries pour le citoyen et attendant de connaître «l'équilibre général du texte».

Enfin, compte tenu des consignes de discrétion imposées aux ministres, M. Méhaignerie a annoncé que M. Baudis devenait le porte-parole officiel du parti. M. Barrot ayant en charge l'expression centriste au niveau de l'Assemblée nationale. Celui-ci a rappelé le «double objectif» des députés centristes : «être très présents» dans un groupe UDFC dont il met en avant «la structure confédérale» et «maintenir une très forte cohésion des 60 députés qui se réclament du CDS».

EN BREF

Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), installé rue du Louvre à Paris (2e), comprend principalement le Centre de formation des journalistes (CFJ), pour la formation initiale, le Centre de perfectionnement des journalistes (CPJ), pour la formation permanente et le Centre d'information sur les médias (CIM), qui s'adresse aux entreprises, collectivités territoriales, administrations et associations; il possède aussi un secteur édition et des activités internationales. Le CFPJ, organisme de la profession, est administré par un conseil d'administration où siègent des représentants des patrons d'entreprises de médias, des délégués des syndicats de journalistes et des universitaires, ainsi que des représentants de l'Association des anciens élèves du CFJ et du personnel du centre.

[Né le 29 septembre 1940 à Nantes, Yves Agnès est licencié en sciences physiques. Journaliste à l'AFP, il rejoint en 1964-1967 puis chef de la rédaction locale de Ouest-France à Caen, il entre au Monde en mars 1970, à la rubrique éducation, qu'il dirigera à partir de 1974. Il collabore ensuite au Monde de l'éducation, puis est responsable du lancement en 1979 du Monde dimanche. En septembre 1982, il prend la tête du nouveau département communication du quotidien. En 1986, il est nommé directeur délégué à la diversification. Rédacteur en chef adjoint en 1988, il prépare le lancement de la nouvelle formule du quotidien en cahiers. Rédacteur en chef depuis février 1992, après avoir supervisé les secteurs économie et communication, Yves Agnès est en charge de la gestion de la rédaction et de l'information régionale. Il a été administrateur, puis vice-président de la société des rédacteurs du Monde. Il est coauteur des ouvrages Les Nouveaux Parents (Gallimard, 1979, avec Frédéric Gassman), Lire le journal (Le Monde-Lesbros, 1979, avec Jean-Michel Croissant), et l'Entreprise sous presse (Dunod, 1992, avec Michel Durier).]

■ 81 % des Français favorables à des peines de substitution pour les consommateurs de drogues douces. — Un sondage effectué par l'IFOP sur un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus, pour le magazine Globe Hebdo (numéro 12, du 28 avril au 4 mai), révèle que la grande majorité des Français est hostile à la prison pour les usagers de drogue douce et lui préfère des peines de substitution de type contraventions ou travaux d'intérêt collectif.

■ Christian Van Geloven n'est mis en examen pour une nouvelle affaire de meurtres. — Déjà inculpé du viol et de l'assassinat de deux fillettes à Elne (Pyrénées-Orientales) en octobre 1991, Christian Van Geloven, un Néerlandais âgé de quarante-sept ans, a été mis en examen par un juge d'instruction de Châlons-sur-Marne pour une autre affaire de meurtres datant de 1990. Van Geloven, actuellement emprisonné à Mende (Lozère), a reçu un avis de mise en examen pour attentat à la pudeur avec viol sur mineurs et enlèvement. Le 20 août 1990, près d'Épernay, trois mineurs de moins de quinze ans avaient été d'abord de force dans la voiture d'un inconnu qui s'était livré sur eux à des attouchements avant de les libérer à proximité du village.

SOMMAIRE

DÉBATS

Gauche : «Un projet pour le tiers-état», par Philippe Herzog. Gouvernement : «Halle à la hausse des prélèvements obligatoires», par Laurent Dominati et François Soudet. Rouvres, par Frédéric Gassman : «Paris, ses banlieues et ses sauteries»... 2

ÉTRANGER

La reprise des négociations de paix à Washington... 4 Israël face au «péri vert» : il — Une course contre le montre... 5 Nigéria : conférence panafricaine sur l'esclavage... 6 Soudan : le gouvernement tire parti des divisions des sudistes... 6

POLITIQUE

L'ouverture du débat d'orientation sur la ville à l'Assemblée nationale 8 Le conseil national du RPR et l'échéance présidentielle... 9 Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes... 9

SOCIÉTÉ

Franck Terrier, directeur des affaires criminelles, serait nommé avocat général à Versailles... 10 Les accusations de la CIA à propos du Salon aéronautique du Bourget... 10 Un dossier du Secours catholique sur la pauvreté en France... 11 Le colloque de Milleu sur «les métamorphoses de la peau»... 11

ÉDUCATION • CAMPUS

■ L'université Humboldt pense ses plaies... 12 ■ Voiron-upon-Avan... 12 ■ L'école dans la ville à Lyon... 12 et étudiants s'emparent de la prévention contre le sida... 12 ■ Point de vue : «L'historien et les falsifications»... 12 à 14

ÉCONOMIE

La France recherche un assouplissement de la réforme de la politique agricole commune... 15 La SNCF réduit ses frais de fonctionnement de 500 millions de francs... 16 L'OPA de l'ellébore Gaius sur l'OPC : la cour de Paris désavoue le Conseil des Bourses de valeurs... 20

COMMUNICATION

Le groupe Les Echos confirme qu'il est candidat à la reprise du groupe Expansion... 18

ARTS • SPECTACLES

■ Jacob Jordaens au Musée royal d'Anvers : le dindon et le perroquet... 16 ■ Cobre-post-Cobra à Liège : le regard entre les dents... 16 ■ Jacques Rivette tourne «Jeanne la pucelle» à Beyrouth à l'Institut du monde arabe... 25 à 34

Services

Abonnements... 2 Annonces classées... 18 et 19 Automobile... 22 Carnet... 22 Marchés financiers... 20 et 21 Météorologie... 23 Mots croisés... 22 Radio-télévision... 23 Services ouverts ou fermés le 1^{er} mai... 18 Spectacles... 20

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Arts et Spectacles» folioté 25 à 34

Le numéro du «Monde» daté 28 avril 1993 a été tiré à 481 151 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Le Monde des livres» :

Claude Lévi-Strauss et Oscar Wilde

Jeu subtil sur les correspondances des sens et de l'intelligence, le dernier livre de Claude Lévi-Strauss, *Regarder écouter lire*, analysé par Roger-Pol Droit, est une méditation sur la musique, la littérature et le peintre. Hector Bianciotti salue le premier volume des *Œuvres complètes* d'Oscar Wilde, ce «classique» qui vivait «dans la terreur de ne pas être incompris». Nicole Zard a lu l'anthologie de Rachel Erul sur la poésie yiddish de l'assassinement. Ecrite «dans la langue de personne», selon l'expression terrible de Paul Celan, cette poésie témoigne de la souffrance et du désespoir d'une «tribu exterminée».

Le Monde
1961-1990
Du mur de Berlin à
l'unification allemande :
reconstituer les fils
de l'histoire.
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

Président du Centre Georges-Pompidou à Paris

Dominique Bozo est mort

Le président du Centre Georges-Pompidou à Paris, Dominique Bozo est mort le 28 avril des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-huit ans.

En dépit de ses coups d'éclat et de ses succès de «démisionnaire», Dominique Bozo était l'archétype de ces grands serviteurs de l'État. D'une affabilité un peu distante, secret, souvent autoritaire mais bon stratège, il alliait l'érudition et le sens du service public à une belle élégance morale. Il fut pendant plus de deux décennies l'une des grandes figures de l'art contemporain en France.

C'est peu de dire que Dominique Bozo était lié au Centre Georges-Pompidou. Il en connaissait tous les rouages pour avoir suivi son élaboration à chacune de ses étapes, et avant même que le bâtiment de Piano et Rogers soit sorti de terre. Aussi en mesurait-il mieux que quiconque tous les problèmes.

Dès 1969, alors jeune conservateur basé au Palais de Tokyo, il participe au programme du nouveau Musée national d'art moderne (MNAM) en gestation et le rejoint dès sa création et son installation dans ses nouveaux locaux. C'est du Centre Pompidou qu'il prépare la naissance du futur Musée Picasso. Dans cet ancien hôtel classique du Marais, il réussit un accrochage sans faute. En 1981, il prend la direction du MNAM, dont il va démissionner avec fracas, en 1986, pour protester contre les maigres subsides qui lui sont alloués, mais aussi parce qu'il ne s'entend pas avec le patron du Centre. Entre temps, il a supervisé le programme des expositions en s'efforçant de maintenir l'équilibre nécessaire entre l'histoire de l'art moderne et l'expérimentation contemporaine. C'est ainsi que Bonnard, Balhaus, Pollock, De Kooning, Klein ou Matisse, reçoivent l'hommage d'une rétrospective. Tandis que les artistes issus de la génération des années 60 — Pagès, Vialat, Buraglio, Boltanski, François Rouan ou Touni Grand — ne sont pas oubliés.

La démission aux arts plastiques (DAP) du ministère de la culture, qu'il assume de 1986 à 1990, a été pour lui qu'un intermède. Même s'il a le temps de concocter un rapport incendiaire sur la commande publique, si virulent qu'il ne sera jamais publié. Il quittera d'ailleurs la DAP, en 1990, avec la soudaineté qui lui est coutumière. Rappelé au Centre Pompidou, où la crise va s'aggravant, il entre-

prend la mutation — jamais achevée — de Beaubourg. Mutation qu'il n'aura pu mener à bien jusqu'au bout. Il s'agit pour lui de fédérer les volontés, de faire mieux travailler ensemble les départements qui constituent le centre (MNAM, CCI, BPA, IRCAM) et d'instaurer une autorité qui permette de dégager des thématiques cohérentes pour l'ensemble de l'établissement. «Manifeste», vaste exposition multidisciplinaire qu'il organise au printemps de 1992, marque son retour à la direction du Centre et lui permet de montrer la richesse et la diversité de ses collections. Sa disparition intervient à l'heure où son action permettait d'espérer un redémarrage de l'institution quelque peu embourbée. Sa succession sera difficile à assumer, tant il était devenu l'homme de la situation.

EMMANUEL DE ROUX

[Dominique Bozo est né à Alençon (Orne) le 28 janvier 1935. Diplômé de l'école du Louvre, de l'Institut d'art et d'archéologie et de l'école pratique des hautes études, il commence une carrière de chercheur à l'Institut général, avant d'être nommé conservateur des musées de France en 1968. Un an plus tard, il rallie le Musée national d'art moderne, alors installé au Palais de Tokyo, il rejoint de son «patron» Jean Leymarie, la mission de réaménager les collections et plus particulièrement celles du département des arts contemporains. On lui doit l'organisation de nombreuses expositions (Nauw Gelo, Victor Brauner, Soutine, Rothko, Matisse, Henry Moore). Dominique Bozo était conservateur général des musées de France.]

Des déportés demandent le jugement de Paul Touvier

Une cinquantaine de membres de l'Association des fils et filles des déportés de France et du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP) ont manifesté, mercredi matin 28 avril, devant la cour d'appel de Versailles pour demander que l'ancien chef militaire Paul Touvier soit jugé devant les assises. La chambre d'accusation de Versailles devait examiner à huis clos toute la journée le renvoi éventuel de Touvier devant une juridiction criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. «Touvier, tu as envoyé toute ma famille dans les chambres à gaz, tu dois payer», affirme une pancarte brandie par l'un des manifestants.

ARTS • SPECTACLES



Jacob Jordaens : « Sainte Famille Elisabeth et Johannes avec une cage à oiseau ».

EXPOSITION JACOB JORDAENS AU MUSÉE ROYAL D'ANVERS

LE DINDON ET LE PERROQUET

ANVERS

de notre envoyé spécial

Parce qu'Anvers a été choisie comme capitale culturelle de l'Europe en 1993 et parce que Jacob Jordaens naquit, vécut, peignit et mourut à Anvers, le Musée royal des beaux-arts de la ville lui consacre une rétrospective. La précédente avait eu lieu à Ottawa il y a un quart de siècle. En une centaine de tableaux, complétés par des dessins, des gravures et des tapisseries, l'exposition veut démontrer que Jordaens fut le digne héritier de Rubens; un grand peintre d'histoire et l'expression de la sagesse populaire. L'entreprise est ambitieuse.

rie écarlate à pompons, d'une colonne à chapiteau doré et d'une tulipe perroquet dans un vase à long col. Il ne manque qu'un poisson rouge dans son bocal. Le modèle finit par n'avoir guère plus d'intérêt et d'expression que la draperie ou la tulipe.

Peint-il une scène mythologique ou religieuse, il obéit à la même phobie du vide. Ainsi d'une toile ambitieuse de ses débuts sur un sujet antique, *les Filles de Cécrops trouvant l'enfant Erichonios* - lequel Erichonios, fils de Gaïa, était mi-homme mi-serpent. Sur sa toile, de près de 3 mètres de long, Jordaens loge trois femmes nues désespérantes de cellulite, l'une d'entre elles confinant même à la monstruosité, très au-delà des imaginations les plus outrées de Renoir; plus un bambin portant une torche, le berceau d'Erichonios à queue de serpent, deux colonnes, une draperie coiffée d'un voile à trois rangées de plis, un vase en or, une corbeille de raisin sur son piédestal de marbre, un perroquet, un caniche et un dindon. Pas un petit dindon à l'arrière-plan, non, un gigantesque dindon qui fait la roue, qui se rengorge, qui exhibe sa queue emplumée et la membrane rose-rouge qui orne son cou. Un vrai dindon en somme.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 26

NANTERRE

AMANDIERS

le temps turbulent

Catherine Anne

du 26 avril au 27 mai

JACQUES RIVETTE TOURNE « JEANNE LA PUCELLE »

PAGE 27

Jeanne aura bientôt un nouveau visage, celui de Sandrine Bonnaire, qui a rejoint Jacques Rivette et sa poignée de fidèles pour relever un étrange défi, celui d'un film historique en deux parties, *les Batailles et les Solitudes*. Des difficultés du montage financier de cette production ambitieuse à l'ambiance du plateau où s'inventait le film, récit d'une aventure courageuse, risquée. (Lire les articles de Jean-Michel Frodon page 27.)

IMAGES DE BEYROUTH À L'INSTITUT DU MONDE ARABE

PAGE 28

Jusqu'au 11 juillet, l'institut du monde arabe à Paris présente une sélection de près de soixante films de tous genres et de toutes provenances tournés au Liban de 1933 à 1980. « Beyrouth, mille et une images » n'est pas un festival à proprement parler mais une manifestation de la mémoire imaginée par l'énergique réalisatrice libanaise Jocelyne Saab. (Lire l'article d'Yves Thoreval page 28.)

LA RÉÉDITION DES DISQUES DE KAREL ANČERL

PAGE 28

Le chef d'orchestre tchèque Karel Ančerl fut l'une des principales figures de ce siècle, aimé des mélomanes s'il n'eût jamais eu le statut de star. Rescapé du camp de Terezin, il fut directeur musical de l'Orchestre philharmonique tchèque avant de s'exiler au Canada en 1968, où il mourut cinq ans plus tard. De nombreuses maisons de disques rééditent aujourd'hui les principaux enregistrements d'un chef qui rendit tout le génie de Prokofiev, Stravinsky et Mahler. (Lire l'article d'Alain Lompech page 28.)

La peinture? Elle a été popularisée par la gravure, puis par la photographie, qui ont inamovablement préféré les mêmes tableaux, les beuveries, les ripailles familiales, une mythologie de la vie abondante et facile peuplée de femmes grondeuses et accortées, de buveurs hilares, de musiciens joufflus, de fumeurs de longues pipes blanches et de lévriers voleurs de rôti. L'illustrateur, trop illustre Roi boit porte à son paroxysme cette imagerie. Un monarque pour dire trône à table, devant des gaudes et des tartines. Du côté gauche, un compagnon de beuverie lève en l'air son pichet d'étain, un autre, accroupi, vomit son trop plein de bière et deux beautés aux poitrines opulentes trinquent dans un coin. Du côté droit, un autre buveur lève son verre, un musicien souffle dans sa cornemuse, une vieille ricane et, au premier plan, une femme essuie avec sa serviette les fesses d'un enfant qui pleure. L'un des auteurs du catalogue reconnaît là, sans hésiter, « une œuvre grandiose et noble, atteignant à la pure beauté ». C'est son droit, chacun peut avoir sa conception de la beauté.

Des œuvres de cette espèce, l'exposition anversoise en contient un grand nombre. Jordaens avait coutume, quand un sujet plaisait aux amateurs, d'exécuter quelques copies, histoire sans doute d'embellir encore ses immeubles. Il a donc produit, avec la collaboration de son atelier, au moins trois *Roi boit* et d'innombrables variations sur un proverbe à la philosophie assez courte, qui enseigne que « comme les vieux ont chanté, ainsi les jeunes jouent de la flûte ». Dans chacune d'elles figurent les brioches, les verres de vin du Rhin, les pichets d'étain et d'argent, les chiens au beau pelage blond, les femmes aux larges gorges drapées de rouge ou de blanc. Il y a de la facilité dans ces tableaux, une peinture fluide et hâtée, parsemée de reflets dorés, et du trompe-l'œil à plaisir. Jordaens excelle à imiter l'osier des chaises, le poil des tapis et celui des barbes, les velours, les dentelles, les verres et les édats de linaires qui s'arrondissent sur leurs flancs. Dans l'une des dernières versions de *Comme les vieux ont chanté, ainsi les jeunes jouent de la flûte*, datée des années 1640, il a multiplié les morceaux de bravoure, illusionniste au point de transformer un intérieur flamand en cabinet de curiosités. Outre quatre adultes et deux enfants, il s'y trouve un perroquet, une chœnette, un

chat de mauvaise humeur et un chien gourmand aux oreilles pointues qui fait assez songer au loup labrique de Tex Avery. La table n'est pas moins chargée de fruits et de vaiselles, ni l'espace encombré de meubles, moulures, fautenils et tentures - tout cela magnifiquement imité par une main de virtuose. Il y en a trop. Jordaens en fait trop.

C'est son défaut, sinon le seul, du moins le plus grave : il ne sait pas s'arrêter, il ne sait pas éviter le fatras et le désordre. Chaque tableau lui apparaît comme un espace qu'il faut à toute force occuper, remplir, boucher, colmater, saturer. Peint-il, vers 1635, le portrait d'une vieille dame digne nommée Magdalena de Cuyper? Il procède à l'inverse de Rembrandt, son contemporain Rembrandt dont la comparaison lui est fatale. Pour le Hollandais, un portrait se réduit à une tête fouillée par le pinceau jusqu'à l'os et au caractère. Pour Jordaens, un portrait se compose d'une figure, de quelques effets de tissus et de fourrure, d'un décor d'architecture baroque, d'une draperie

Montagnier est chargé de la lutte contre le...

Trois conventions internat...

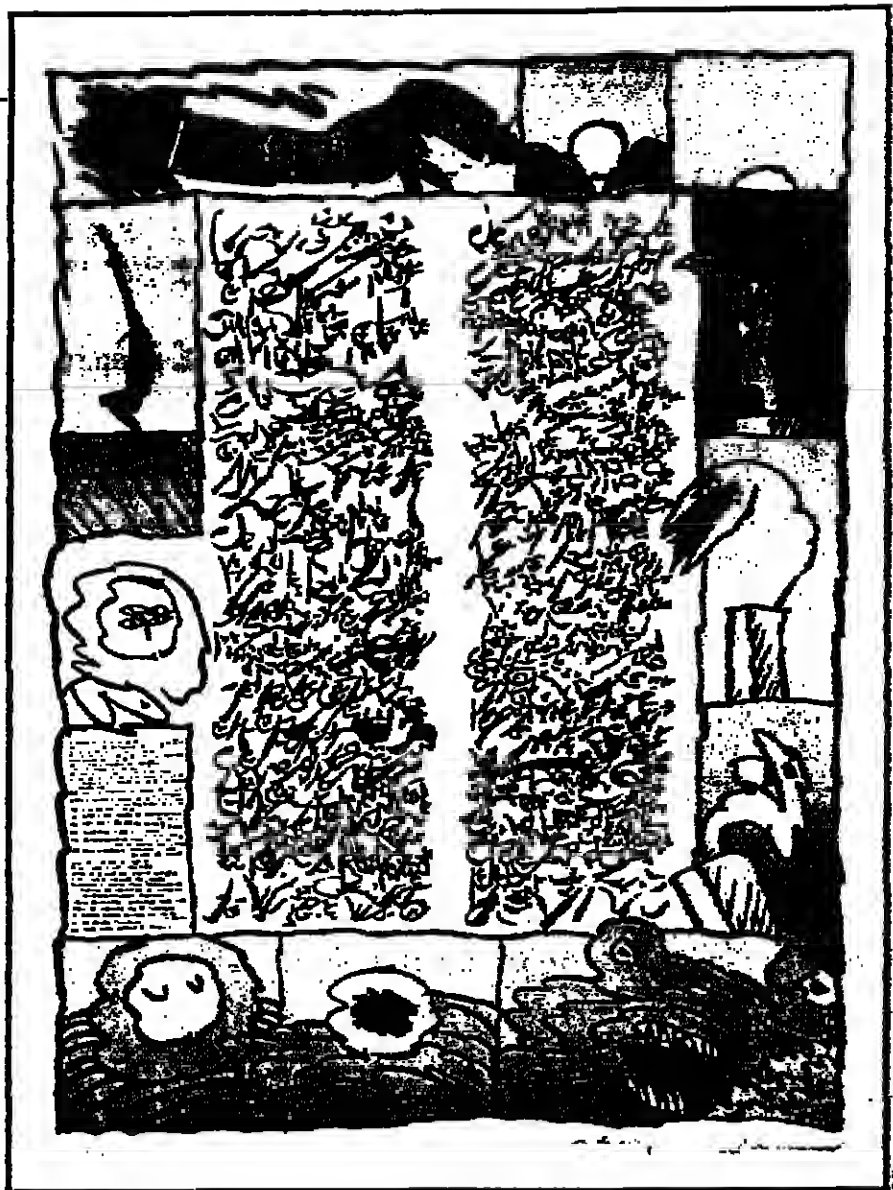
Dominique Bozo est e...

EXPOSITIONS

« COBRA-POST-COBRA »

LE REGARD
ENTRE LES
DENTS

La « capitale » de la Wallonie expose les œuvres du groupe Cobra rassemblées par Karel Van Stuijvenberg, un collectionneur particulièrement avisé et courageux. Cobra, comme les premières lettres de Copenhague, Bruxelles et Amsterdam, collectif d'artistes surgi dans l'immédiat après-guerre et qui sera dissous par Pierre Alechinsky en 1951, turbulents enfants fâchés avec les surréalistes qui s'appellent Appel, Dotremont, Jorn, Bury ou Claus et qui puisent leur inspiration auprès de grands aînés, au carrefour de l'expressionnisme et de l'avant-gardisme.



Dotremont-Alechinsky : « Brassée sismographique », 1972.

A LIÈGE

rencontrés dans l'Allemagne vaincue, sera recouverte, par décision du conseil municipal.

Liège eut l'honneur d'abriter la dernière grande manifestation Cobra, au Palais des beaux-arts, du 6 octobre au 6 novembre 1951. A cette occasion parut le dixième et dernier numéro de Cobra. Michel Ragon en a raconté la fin : « C'est Alechinsky, demeuré seul à Bruxelles, qui enterra Cobra. Il prit en effet l'initiative d'annoncer en quatrième page de couverture de Cobra 10 qu'il s'agissait du « dernier numéro de la revue ». Puis il éteignit la lumière, prit sa valise d'une main, Micka de l'autre, et vint rejoindre Corneille et Appel à Paris (...). Le groupe Cobra n'aura duré que trois ans (novembre 1948-octobre 1951). » Ainsi se réalisait la prédiction de Doucet, excédé par l'antiparadigme de Cobra : « Un jour vous serez à Paris et tous fâchés les uns avec les autres. » Les trop nombreux conflits, le plus souvent d'ordre privé, mais aussi une réelle misère personnelle (sous-alimentés, Dotremont et Jorn contractèrent une tuberculose) avaient définitivement dispersé le groupe.

Liège a vu leur fin, Liège les réunit aujourd'hui, en montrant dans son Musée d'art moderne, joliment rénové pour l'occasion, la collection réunie par le fameux M. Van Stuijvenberg, très présent dans l'organisation de l'événement : la trentaine de toiles Cobra appartenant aux collections de la ville ont été exilées plus loin dans la cité, à la salle Saint-Georges, qui en profite pour faire sa petite exposition à elle — une quarantaine d'œuvre de plus, — autour du groupe liégeois Réalité-Cobra (Pol Bury, Georges Collignon, Paul Franck, Maurice Léonard, Léopold Plomieux et Silvijn). A la demande de Karel Van Stuijvenberg, le parcours de l'exposition du Musée d'art moderne s'ouvre sur les petits Cobra de tout pays (le Français Jacques Doucet, l'Écossais William Gear ou l'Américain d'origine japonaise Shinkichi Tajiri, et bien d'autres, dont le Zoulo Ernest Mancoba), puis s'oriente par groupes nationaux (Belges, Hollandais, Danois) où chaque artiste bénéficie d'une sorte de petite rétrospective personnelle.

L'une des nombreuses originalités de notre collectionneur consiste à montrer des ensembles représentatifs de l'œuvre de chacun des fondateurs jusqu'à leurs développements actuels. Dans le cas d'Alechinsky, par exemple, l'idée est formidable, et les travaux des deux dernières décennies dépassent de loin ceux de sa jeunesse Cobra. Dans le cas de Constant, il a inclus une consternante toile de 1977, *De Bekerling van Venus*, posée comme une escarille dans une œuvre par ailleurs magnifique. C'est que M. Van Stuijvenberg a la passion redoutable, et un courage rare chez les amateurs (et souvent inexistant chez les professionnels) : aimer une œuvre, c'est la connaître entièrement, jusque dans ses errements. Voilà un homme qui n'hésite pas à acheter, consciemment, de mauvais tableaux lorsqu'ils existent : il sait que ce sont eux qui ont nourri les bons. Et que rien ne change plus vite que les critères du goût artistique.

L'exposition jaillit ainsi dans tous les sens, avec ses hauts et ses bas, montrant trois années d'un groupe fort et plein de vitalité, puis des parcours individuels passionnants souvent, pathétiques parfois, excitants toujours. Elle préfigure ce que sera la donation Van Stuijvenberg, prévue pour la constitution, en 1996, du Musée Cobra à Amstelveen.

HARRY BELLET

* « Cobra-Post-Cobra », Musée d'art moderne, parc de la Boverie, 4020 Liège. Tél. (19) 32-41-42-46-04. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. Catalogue 200 pages, 1 500 FB.

* « Cobra et Réalité-Cobra, Cobra dans les collections témoins », salle Saint-Georges, Feronstrée 86, 4020 Liège. Du mardi au samedi de 13 heures à 18 heures. Dimanche de 11 heures à 16 h 30. Jusqu'au 15 mai.

* On consultera également *Cobra, un art libre* (Éditions du Cibra, 1983) par Jean-Clarence Lambert (qui vient de faire paraître un *Constant*, aux éditions Cercle d'art), et la réédition en fac-similé de la revue Cobra (Éditions J.-M. Place, 1980).

LIÈGE

de notre envoyé spécial

HOMME d'affaires hollandais établi à Caracas, Karel Van Stuijvenberg voulait faire plaisir à son épouse. C'était par un beau jour de septembre, en 1974, à New-York. Sa femme aimant les chevaux, quoi de plus naturel que de pousser la porte d'une galerie d'art pour quérir quelque image équestre ? Au mur, il vit une œuvre étrange, pas totalement abstraite, mais sans aucun rapport avec la gent chevaline : un collage gouaché d'uo de ses compatriotes, dont il n'avait jamais entendu parler, Karel Appel. Il l'acquiesça. M. Van Stuijvenberg venait de mettre la main sur un Cobra, et l'animal n'allait pas le lâcher.

Tout avait commencé un quart de siècle auparavant, dans un bar des bords de Seine. Le 8 novembre 1948, quai Saint-Michel, au café de l'Hôtel Notre-Dame où logeait Christian Dotremont ; le poète belge avait réuni quelques amis ; il y avait là un autre poète, Joseph Noiret, et des peintres : les Hollandais Karel Appel et Constant Anton Nieuwenhuis — dit Constaot, — le Danois Asger Oluf Jorgensen — dit Jorn — et le Liégeois, né de parents néerlandais, Cornelis Beverloo — dit Corneille. Le groupe Cobra y vit le jour, baptisé d'un acronyme formé des premières lettres de Copenhague, Bruxelles et Amsterdam, les capitales des trois pays auxquels appartenaient ses fondateurs. Dotremont n'aimait pas trop ce nom et écrivit à Jorn quelques jours plus tard : « *Cobra est un peu genre Benelux et ensuite est limitatif ; impossible par exemple d'ajouter Londres !* »

Il s'agissait en fait de ce que les autorités appellent un complot international : Dotremont et Noiret représentaient le Centre surréaliste révolutionnaire belge, Jorn, le Groupe expérimental danois, Constant, Appel et Corneille, le Groupe expérimental hollandais, fondé au début de 1948 à l'instigation de Constant et dont la revue *Reflex* fut le porte-parole. Comme il se doit, la réunion s'acheva par la rédaction d'un manifeste,

dirigé contre André Breton et le tour mystique dans lequel s'engageait, selon eux, le surréalisme parisien. Asger Jorn disait n'avoir d'autre but que d'échapper au règne de la raison bourgeoise « pour aboutir au règne de la vie. Mais, contrairement à Breton, nous pensons que derrière les fausses conceptions morales ou esthétiques, métaphysiques, qui ne correspondent pas aux intérêts vitaux de l'homme, existent la vraie morale et la vraie esthétique matérialiste ». Le beojamio du groupe Cobra, Pierre Alechinsky, s'en est depuis expliqué : « Ce qui nous a séparés de Breton, c'est surtout notre immense naïveté politique d'après-guerre. Nous avons cru qu'il était encore possible de collaborer avec le Parti communiste (...). Il y a de quoi être honteux. Mais, précisons-le, nous sommes néo-nazis de ceux qui ont précédé la mort de Staline. En 1949, Dotremont et moi sortions du Parti communiste avec fracas... Petit fracas bien entendu, à notre mesure. »

Cobra refusa donc le réalisme socialiste qui, écrivait Dotremont, « propose de réduire [l'univers] au sordide et au grotesque qu'il prétend combattre ». Il rejetait aussi l'école de Paris, jugée hégémonique, et l'abstraction géométrique, qui brillait alors de tous ses feux. Ainsi, en 1949, Jorn, puis Constant et Corneille, peignirent sur un tableau de Mortensen. Le geste est iconoclaste mais révèle également un goût pour le travail en commun, réminiscence des cadavres exquis chers à Breton honni. Les sources de Cobra sont à rechercher du côté du surréalisme, mais aussi de Kandinsky première manière, de Paul Klee, de Joao Miro, et dans l'archéologie et l'art populaire scandinaves. Expressionnisme, l'art de Cobra pourrait se résumer par cette phrase de Corneille : « *Pas de bon tableau sans un gros plaisir* » ; avant-gardiste, son rapport avec la culture officielle se définit par cette autre, de Dotremont : « *... Je ne vais dans les musées que pour enlever les muselières.* »

C'est donc à de dangereux révolutionnaires que s'est accroché notre bon monsieur Van Stuijvenberg. Certes, ils ont depuis mis de l'eau dans leur vin ; certains se

sont vu statuer de leur vivant. Tout de même, réunir en vingt ans, à un rythme variable, mais avec des pointes de deux tableaux par semaine, une collection de plus de quatre cents œuvres, cela dépasse largement l'amateurisme et peut même confiner à l'obsession. La passion de M. Van Stuijvenberg est telle qu'il va se documenter peu à peu, rencontrer les artistes pour le simple plaisir de l'information, passer du statut de client à celui d'ami : certains Cobra, sensibles à ses efforts, lui offriront quantités d'œuvres et d'archives. C'est que rien de ce qui touche Cobra ne le laisse indifférent : tous ceux qui ont, peu ou prou, approché le groupe, doivent être représentés dans sa collection, y compris un artiste zoulou ! Et ils sont nombreux : en trois ans, de 1948 à 1951, date à laquelle Alechinsky saborda le mouvement de sa propre autorité, Cobra fit preuve d'une activité débordante.

La première exposition du groupe eut lieu à Copenhague, du 19 novembre au 2 décembre 1948, à l'occasion du Saloo de la coopérative Høst. D'autre part, Dotremont fit paraître une revue, des fascicules plus modestes, et de nombreux tracts, à une époque où les publications artistiques demeuraient rarissimes. Le premier numéro de *Cobra* fut publié en mars 1949. Le second servit de catalogue pour l'exposition du groupe, à Bruxelles, intitulée « La fin et les moyens », qui eut lieu du 19 au 28 mars 1949 dans une salle du Palais des beaux-arts, et valut au groupe l'adhésion de Pol Bury et de Pierre Alechinsky.

Le musée d'art moderne le plus actif en Europe était alors le Stedelijk Museum d'Amsterdam, dirigé par Willem Sandberg. Il organisa une exposition Cobra, du 3 au 28 novembre 1949, qui faillit lui coûter sa place : Dotremont prononça un discours, que personne ne comprit, mais où le mot « soviétique » revenait comme un leitmotiv et provoqua une émeute. La presse hollandaise écrivait l'exposition, qui coïncidait avec un autre scandale : la décoration murale d'Appel à la cantine de l'hôtel de ville d'Amsterdam. *Les Enfants interrogés*, œuvre violente, inspirée par les gosses faméliques

qu'il gâche tout. *L'Amour de Cupidon* et de *Psyche* serait une belle frise de nymphes endormies, sans l'affreux Cupidon renfrogné et ventripotent qui les regarde, appuyé à son arc comme un jardinier à sa bêche.

Quand ce système a-t-il cassé ? Quand Jordaens a-t-il décidé que c'en était trop, enfin trop ? A cette époque justement. Assez sèchement, aux alentours de 1646 ou 1647, il ose ce qu'il n'avait jamais osé — simplifier, aller à l'essentiel, ne plus peindre les sujets à la lettre. De l'épisode de *Candaule faisant épier sa femme par Gyges*, il fait une scène d'alcôve graveleuse, avec pot de chambre et pantoufles au premier plan. De *Mercure tuant Argus*, il fait l'assassinat d'un vieillard podagre par un voyou dans une prairie des environs d'Anvers, au milieu d'un troupeau de vaches. *Le Banquet de Cléopâtre* tourne à la bambochade hystérique, sous l'œil d'un bouffon qui tient un perroquet à la main. Symbole à nouveau ?

De *Suzanne et les vieillards*, Jordaens tire un parti plus indigne encore : les visages grotesques des vieillards expriment la concupiscence la plus grossière et celui de Suzanne trahit le calcul de la courtisane qui suppose quel bon prix tirer du commerce de ses charmes défranchis. Jordaens ne plagie plus Rubens, il le compromet dans un frénésie de sous-entendus grivois. Il semble dire : « *Et bien voilà, ce n'était que ça. Pendant des années, Rubens vous a caché la pauvre vérité sous des rubans et des merveilles. Moi, il ne me reste plus qu'à* »

dénoncer la tromperie, après en avoir été si longtemps complice. »

Hasard ? En 1650, Jordaens, le citoyen de la très catholique Anvers se convertit au calvinisme. Quand sa femme meurt, elle est inhumée en Hollande, en terre de Réforme. Lui-même est condamné à une amende pour prosélytisme hérétique. De 1674 jusqu'à sa mort, il fait célébrer des fêtes calvinistes dans sa maison. Comment ne pas croire que la conversion religieuse et les métamorphoses de la peinture vont de pair ? Le *Christ descendu de la croix*, de 1650, et le *Portement de croix*, plus tardif, révèlent brièvement un autre peintre, capable de sobriété et d'une certaine grandeur. Plus étrange encore, la *Sainte Famille avec des personnages et des animaux dans un bateau* associe le sujet religieux, épuré de toute gestulation et de tout pathos, des portraits et des allégories de l'ivresse et de la démence. *In extremis*, Jordaens peint sa nef des fous. Il rachète une vie de peintre habileuse et hâtive par quelques toiles fantomatiques que ni ses contemporains ni ses biographes n'ont aimées — sans doute parce qu'elles suggèrent que Jacob Jordaens cessa d'être à la fin de sa vie le peintre simple que l'Histoire croit connaître.

PHILIPPE DAGEN

* Musée royal des beaux-arts, Leopold-de-Waerplaat, Anvers. Tél. : (19) 32-3-238-78-09. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, le mercredi jusqu'à 21 heures, jusqu'au 27 juin.

JORDAENS A ANVERS

Suite de la page 25

Et pourquoi « ce grand niseau de basse-cour originaire d'Amérique » dans le tableau ? Le catalogue n'en sait rien. Il croit savoir pour le perroquet, symbole de la fécondité, prétend-il. Mais pas pour le dindon. « Une interprétation concluante ne peut être fournie dans ce contexte », doit-il avouer. C'est bien simple pourtant : le dindon est l'allégorie de la peinture. Il fait le beau, comme elle. Il parade. Il témoigne de la frénésie accumulative du peintre. Tout comme le perroquet, du reste, motif décoratif et coloré.

Ce dernier oiseau, il est vrai, pourrait symboliser Jordaens lui-même, qui a été, vingt ans durant, le perroquet de Rubens, autrement dit le perroquet du roi. A Anvers, jusqu'à sa mort en 1640, Pierre-Paul est le patron, le prince, le grand ordonnateur des fêtes, le familier des rois d'Europe, leur ambassadeur, le grand seigneur artiste. Il a son palais, sa cour, ses élèves. Jordaens l'imita. Il emprunte ses sujets, jusqu'aux *Filles de Cécrops*, que Rubens peint en 1615 et lui en 1617, jusqu'à l'histoire de *Mélange et Atalante*, que Rubens met en peinture en 1616 et lui en 1617 ou 1618. Il veut aussi lui emprunter son style, ses gestes en boucles et volutes, le *fa presto* lyrique du maître, ses couleurs enflammées, le dynamisme de ses compositions en oblique et en tourbillon. Il veut, mais il n'y parvient pas. Quand il s'attaque aux grands sujets, aux grands formats, il s'en

LE DINDON
ET LE PERROQUET

sont par l'entassement des figures et des accessoires inutile. Quand il poursuit l'expression, il n'atteint que le stéréotype. Dure épreuve, parallèle cruel. Jordaens, au second Flamand, le gentilhomme ordinaire du prince Rubens — et son bouffon parfois.

Cette navrante histoire dure jusque dans les années 40. Rubens meurt, Van Dyck aussi. Pendant quelques années, Jordaens continue à peupler de nymphes obèses et de vaches rousses des surfaces de toile de plus en plus vastes. Les tableaux à proverbes ont assuré sa gloire. Il ose jusqu'à son *Enlèvement d'Europe* du Musée de Lille, devant lequel reviennent en mémoire les mûts de Claudel devant le *Bain turc* d'Ingres — une « galette d'asticots », disait l'aimable poète. Quand la composition pourrait être plus équilibrée et moins étouffante, le ou moins pesant, il faut encore

IN MY THE
SAISI EN
MOUVEMENT

Sans titre
Federico Garcia Lorca
Jean-Louis Hourdin
48 31 11 45

JACQUES RIVETTE TOURNE « JEANNE LA PUCELLE » CINÉMA

UN MYTHE SAISI EN MOUVEMENT

Le cinéaste de « l'Amour fou » face aux contraintes d'un film historique (en deux parties), c'est l'étrange défi relevé par Jacques Rivette et une poignée de fidèles. Dans le rôle de Jeanne d'Arc, celle avec qui il voulait tourner depuis longtemps, et qu'on attendait chez lui comme une évidence : Sandrine Bonnaire.



Jacques Rivette.

Il ne crie pas « Action ! ». Il dit doucement : « S'il te plaît ». Il semble encore plus petit que d'habitude sous sa grosse casquette, il se tient bizarrement déhanché, les bras tendus, il sourit tout le temps. Il est seul, au milieu. A mi-chemin entre deux groupes compacts, chacun portant les oripeaux et attributs de sa fonction. D'un côté les techniciens, avec parkas pleines de poches, grosses godasses, tabourets, gobelets de thé, outils, caméras, micros, projecteurs ; de l'autre les acteurs, trognes fleuries ou blafardes, robes de bure ou armures, épées, casques et boucliers.

On ne comprend pas très bien ce qu'il fait, Jacques Rivette, pourquoi il bouge quand il bouge et s'arrête quand il s'arrête, mais on perçoit parfaitement ce qu'il cherche : créer un lien, à la fois logique et magique, entre la machine cinématographique et cette raideur médiévale. Réaliser *Jeanne la Pucelle*, donc, sur un scénario co-écrit avec Pascal Bonitzer et Christine Laurent (qui a également conçu les costumes), produit par Martine Marignac, avec Willy Lubtchansky à la lumière, Florent Eidenbetz au son, Lydie Mahias la scripte, Emmanuel de Chauvigny le décorateur, en attendant Nicole Lubtchansky au montage... tous des fidèles.

Il existe une « bande à Rivette », mais seulement dans le travail. Ici on ne se tape pas sur le ventre ni ne gesticule ensemble. On fait le film. Bulle Ogier, qui a été six fois au centre de son écran, disait en toute admiration, en toute connivence : « Jacques n'est pas un copain. »

Un tournage du réalisateur de *Paris nous appartient* et de *Out One*, de *Céline et Julie vont en bateau* et de *la Belle Noiseuse*, ce serait largement suffisant pour éveiller la curiosité. Mais ce projet-là est « spécial », encore plus spécial que les autres si on peut dire — même si Rivette a déjà tâté aux contraintes de la reconstitution, il y a plus de vingt-cinq ans, avec *la Religieuse*.

Rivette l'adepte des tournages légers, inventés dans le mouvement même de la réalisation, face à une grosse production historique ? Rivette le solitaire saisi par la débauche de films en costume devenus la recette-miracle du cinéma français en quête de specta-

culaire ? Rivette le rebelle en chevalier servant d'une héroïne nationale, sinon nationaliste ? Rivette l'organisateur de récits-gigognes, de complots ténébreux et joyeux, à la fois inventeur des règles du jeu et joueur disponible à tous les imprévus, s'enfermant dans le carcan d'une histoire archi-connue, gravée dans les chroniques et les procès-verbaux, racontée déjà par tant d'écrivains, filmée par tant de cinéastes (et non des moindres : Dreyer, Bresson, Rossellini, Fleming, Preminger...)?

Les vraies réponses à ces questions seront sur l'écran, sans doute seulement au début de l'année prochaine. Mais le texte de la « note d'intention » (publié par la revue *Trilogie* dans son numéro 5) rappelle le penchant prononcé de Rivette pour l'œuvre de Péguy, grand admirateur de la Pucelle, et pour Brecht, qui en fit grand usage. Il prévoit que Jeanne ne sera pas montrée dans les habituelles postures héroïques ou pieuses des vignettes scolaires, mais saisie en mouvement, dans l'élan de cette course folle qui mena la gamine de Vaucouleurs, en moins de deux ans et demi (janvier 1429-mai 1431), de l'anonymat à la gloire et de la gloire à la mort.

Cette « note » décrit aussi comment *Jeanne la Pucelle* sera constitué de deux films distincts : les *Batailles* (ou l'ascension de Jeanne, guidée par le destin, par ses voix, en tout cas par ce qui ressemble à un scénario préétabli, jusqu'au couronnement à Reims) et les *Solitudes*, lorsqu'elle semble abandonnée à elle-même, vaincue, captive, condamnée et tuée. Si ces deux mouvements symétriques de l'ascension et de la chute appartiennent à la conception du projet, le texte ne dit pas que la coupe en deux films n'est pas, à l'origine, le choix de l'auteur mais le diktat des financiers. Les financiers, pour un film comme celui-ci, ce sont les télévisions (lire l'encadré ci-dessous).

Le 3 août dernier, le budget était loin d'être bouclé lorsque, mis au pied du mur par le calendrier, les protagonistes du film ont dit « banco ». Le 14 septembre, sans assurance de pouvoir arriver au bout, ils ont commencé à tourner... le plus difficile : les batailles. Au bout de trente jours de travail, le tournage s'est arrêté, pour refaire le plein d'énergie et de fonds (et attendre l'hiver), avant un second tournage, de trente-six jours. Mais les partenaires financiers n'ont pas voulu d'un film de cinq heures, il a fallu trancher.

Parallèles acrobatiques compliqueraient la vie de n'importe quel film « classique », avec scénario écrit à l'avance et découpage en béton. Pour un film de Rivette, c'est pire, et moins grave, grâce à la souplesse de ses méthodes de travail. Chez lui, à l'inverse des usages de l'industrie du cinéma, le tournage commande au scénario. « On ne demande pas à un musicien de jazz d'écrire une partition, ni à Jackson Pollock de faire une esquisse préparatoire », disait Pascal Bonitzer à propos du « système Rivette » (1).

A trente kilomètres du plateau, les co-scénaristes écrivent les scènes du lendemain. Bonitzer et Christine Laurent ont un numéro de chien et chat très au point, mais la *Bande des quatre* ou la *Belle Noiseuse* ont prouvé les mérites du croisement de ces deux espèces. Chaque soir, et jusque tard dans la nuit, le cinéaste découvre leur travail du jour, approuve, refuse, transforme. La déco suit et les costumiers s'adaptent, ils ont l'habitude. Et les comédiens apprennent leur texte quand ils peuvent : si le réalisateur discute beaucoup avec ses comédiens et les principaux techniciens, il n'est pas, mais alors pas du tout question d'improvisation.

Pour une des rares scènes de procès qui figureront à l'écran, la feuille de service indique : « 26^e jour du deuxième tournage, horaire 8 heures-17 heures — qui



Sandrine Bonnaire.

sera largement dépassé, — action : 24 mai 1431, Jeanne et la cédule d'abjuration ». Le plateau est installé au pied des imposantes murailles du château fort de Sedan, dans le rôle du cimetière de Rouen. Agréments du tournage en extérieur : à la fois trop de soleil et la pluie (et même un peu de neige), bruits d'avions et de vélocomoteurs. Plus les miaulement d'un chat coincé en haut d'un arbre que les pompiers n'ont pu déloger (vif débat de tendances au sein de l'équipe : le courant SPA prône l'approvisionnement progressif, le courant « ça commence à bien faire » rivalise d'idées pour une solution plus expéditive). Faut-il préciser que le son direct est ici une règle d'or ?

On a connu pire, le barrage engagé pour jouer la forteresse d'Orléans s'est mis à fuir, la neige a bloqué la circulation, les pluies diluviennes (le jour de la catastrophe de Vaison-la-Romaine) ont enlaidé tout le matériel. A Sedan, il fait seulement un froid de gueux, tous les membres de l'équipe vont à tour de rôle se réchauffer un instant, se reposer un peu. Sauf Rivette (et sa vaillante assistante, Dominique Arhœuf), toujours à proximité de la caméra, impavide et souriant.

« Ce qui nous intéresse, c'est *Jeanne en mouvement* », disait la « note d'intention ». La disposition des lieux, le choc frontal de la jeune femme et de ses juges semblent imposer la mise en scène figée du rituel judiciaire, et le lourd carcan cinématographique du champ-contrechamp. Pas à Rivette. A sa demande et sous le contrôle de Lubtchansky, flibustier de la lumière et artiste de la technique, à chaque plan on installe de nouveaux rails de travelling. La caméra bouge, saisit, furette, caresse ou fouaille. Ce n'est plus une machine d'enregistrement, mais un appareil de recherche.

Quelle Jeanne découvrira-t-elle ? Ce jour-là, Sandrine Bonnaire est toute de terne vêtue. A bout de peur et d'incompréhension, à bout d'innocence, elle va céder, un moment, aux messieurs trop grands ou trop gros, trop vieux ou trop méchants, qui font bloc sur la grande estrade, face à la petite plate-forme où elle est juchée. « Tu dois abjurer ! Abjurer ! — Je ne sais pas ce que cela veut dire ».

Aucun doute, du moins, sur l'exceptionnelle contribution de Sandrine Bonnaire. Il suffit d'avoir vu, peu avant, une autre Jeanne d'Arc, celle que présentait

Jean-Claude Fall au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Une très bonne actrice, Sophie Milran, y déclinait avec talent les différentes facettes du personnage, tour à tour gamine éperdue, loubarde, folle de dieu, guerrière, martyre sûre de son bon droit puis saisie par le doute et la peur. Dans le blizzard de Sedan et la terreur codifiée du procès, Sandrine Bonnaire donne tout cela en même temps.

Et quelque chose de plus encore, un ineffable mélange de joie et de souffrance, de délire et de simplicité terrienne. Rivette multiplie les prises, non par sécurité mais pour trouver une nouvelle tonalité. Sandrine Bonnaire est à chaque fois dans le même « état de grâce composite », et à chaque fois différente. C'est pour travailler avec elle, projet mûri depuis des années, que le réalisateur a décidé de faire ce film.

On ne parlera pas au metteur en scène et à la comédienne, pris dans une opération trop fragile pour risquer d'y semer la perturbation. Le sourire de Jacques Rivette et les éclats de rire de Sandrine Bonnaire réfugiés, entre deux prises, dans l'intimité joueuse de quelques complices, n'y changent rien. Dans le beau film-portrait consacré au cinéaste par Claire Denis et Serge Daney, Jacques Rivette, le veilleur, Jean-François Stevenin disait : « Quand il tourne, il chevauche un mystère. » Chaque jour, le cinéaste qui, jeune critique, intitulait jadis son premier article *Nous ne sommes plus innocents*, tourne autour du mystère de la guerrière innocente.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Dans le dossier « Méthodes de tournage » des *Cahiers du cinéma* n° 364.

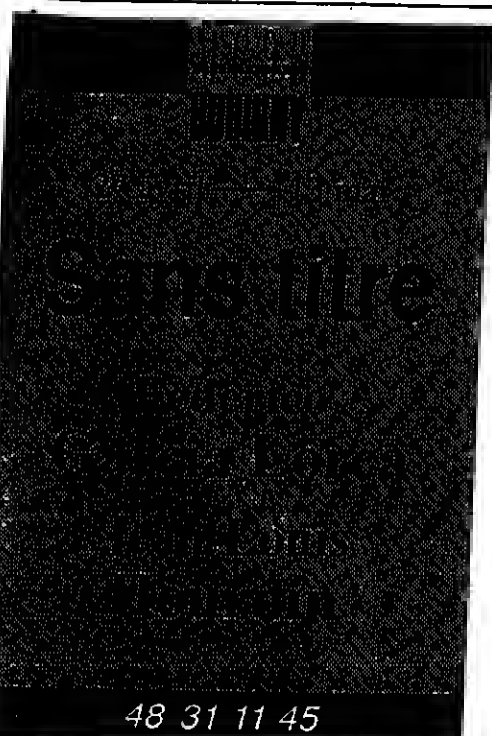
La bataille de la production

P REMIÈRE querrière d'un film encore dans les limbes, Martine Marignac le productrice dut batailler ferme (la *Monde* du 7 mai 1992) contre ceux qui disaient qu'un Jacques Rivette pouvait bien s'enfermer dans une salle de théâtre et filmer tout son content de variations sur le scène et la vie, mais que le souffle de l'Histoire et des grands espaces n'était pas pour lui. Il fallut des intrigues jusque dans de modernes châteaux, des efforts et des négociations plus que de raison, pour réunir l'argent, malgré le renfort inspiré d'acheteurs étrangers, investissant sans barguigner sur la terreur Rivette-Bonnaire-Jeanne d'Arc.

Non que le devis soit extravagant : 40 millions de francs pour deux films de plus de deux heures, c'est moins que le coût moyen d'une production française. Alors, avec des armures, des chevaux, des batailles, des figurants, et en vadrouillant par les quatre chemins de France pour retrouver des décors plausibles... Martine Marignac, productrice de Rivette depuis *l'Amour par terre* (1984) dit « je n'ai jamais perdu d'argent avec un film de Jacques » et s'est donc bagarée.

Canal Plus a misé gros (7 millions) et ARTE aussi (3,5 millions), le distributeur, Bac Film, s'est mouillé de 1,4 million et l'avance sur recette a fait un bel effort à 4,5 millions. Ca sont les chaînes généralistes du service public (aucun espoir du côté de TF 1) qui se sont fait tirer l'oreille, avant que France 3 n'allonge 4,5 millions. Ce qui fait au total... « un risque financier beaucoup trop élevé pour une petite société comme la nôtre », dit Martine Marignac. Elle n'a d'ailleurs pas renoncé à trouver de nouveaux partenaires.

J.-M. F.



48 31 11 45

CINÉMA

« BEYROUTH, MILLE ET UNE IMAGES », A L'INSTITUT DU MONDE ARABE

ON peut se demander s'il est juste de confronter à l'histoire brillante des productions *a priori* dénuées de message idéologique ou culturel, ou même esthétique. On peut se demander si une cohorte de réalisateurs qui chantent un hégémonisme sans limites, magnifient des Don Juan roucouleurs, des nymphettes court-vêtues, de (merveilleux) chanteurs et chanteuses, des malfraits levantins et des « James Bond » hollywoodiens, sur fond de piscines, de grands hôtels, de casinos et de sites touristiques convertis en décors de romance ou de péripéties policières, méritent qu'on s'y arrête.

Certainement, car ces films sont le miroir d'un mode de vie, d'un espace de liberté individuelle qui transcende les tabous religieux et sociaux, et particulièrement les rapports hommes-femmes, fait unique en son temps dans le monde arabe. Et beaucoup de menaces prémonitoires sont patentes dans certains films occidentaux du programme « Beyrouth mille et une images », présenté la semaine passée à la Cinéma-thèque française et jusqu'au mois de juillet à l'Institut du monde arabe à Paris. La guerre froide: *Passport pour l'oubli* (1963), avec David Niven et Françoise Dorléac, et *Baraka à Beyrouth* (1972), avec Max Von Sidow. Les trafics: *24 heures à tuer* (1966), avec Mickey Rooney. Les menaces de criminels fanatiques relayés par des agents locaux. *Ombres sur le Liban* (1967), série B italo-espagnole, ou *Baroud à Beyrouth* (1965), haletant « proto-James Bond. Les fantasmes de l'Occident sur la ville du crime et du sexe, fantasmes qui démolissent le mythe d'une possible « contre » à Beyrouth entre un Orient caricaturé et l'Occident... Les films arabes de ce panorama présentent un splendide aperçu de la chanson arabe et de ses interprètes — les Libanaises Nour El Hoda (*Jawhara* et *Berlanti*, 1943 et 1944, de l'Égyptien Youssef Wahbi), Sabah (*Ma sœur Stévia* 1950, de Hussein Fanouzi), Feyrouz, Samira Taoufic. Ils portent eux aussi les signes des tempêtes à venir.

L'idée de cette manifestation est venue à l'énergique réalisatrice libanaise Jocelyne Saab, installée à Paris. Courageuse auteur, elle a d'abord voulu témoigner de la guerre par ses documentaires: *Le Liban dans la tourmente* (1975, projeté à l'IMA), *Les Enfants de la guerre*, *Beyrouth, plus jamais* (1976), *Lettre de Beyrouth* (1979), *Beyrouth, ma ville* (1982), et son superbe film de fiction allégorique, *La Vie suspendue* (1985). Elle a conçu son projet pour les Libanais de sa génération et pour ceux qui ont vingt ans aujourd'hui et n'ont connu que la terreur clanique, la guerre ou l'exil.

Plutôt que de réaliser un documentaire supplémentaire, Jocelyne Saab s'est lancée dans une entreprise originale, la réalisation d'un film de fiction qu'elle a

AU TEMPS DE LA DOUCEUR DE VIVRE

Contrairement à ce que son titre suggère, « Beyrouth, mille et une images » n'est pas un festival de film libanais ou arabe ni même un festival de cinéma. C'est une manifestation de la mémoire, un appel à témoin du cinéma, qui réunit des films tournés au Liban, principalement à Beyrouth, pendant un demi-siècle, de 1933 à 1980. Treize documentaires réalisés par des Libanais, quarante films de fiction libanais, arabes et occidentaux et trois grandes œuvres égyptiennes sont présentés à l'Institut du monde arabe, à Paris, jusqu'au 11 juillet, avant de l'être à Beyrouth plus tard et de préfigurer une nouvelle cinématographie libanaise.

elle-même réalisé, *Il était une fois Beyrouth*, reprenant des séquences des films de ses prédécesseurs ayant travaillé à Beyrouth. Il sortira cet automne et a servi de point de départ pour « Beyrouth, mille et une images ». Pendant deux ans, au Liban, elle a fait le tour des professionnels rescapés de la guerre — réalisateurs, techniciens, acteurs, collectionneurs, — dont certains exercent aujourd'hui des métiers absolument différents ou vivent.

La production libanaise (vingt longs-métrages par an dans les années 60 auxquels il faut ajouter la diffusion de quatre cents à cinq cents films étrangers) a disparu des trente-six chaînes actuelles de télévision et est exclue du « boom » de la vidéo. Mais les prolifiques studios Baalbek et Haroun ont conservé des copies de nombreux films dans leurs caves. Jocelyne Saab a mené un travail de bénédictin, avec Michèle Tyan, jeune femme de vingt ans, représentante de la nouvelle cinéphilie libanaise. Elles ont pu réunir

copies et vidéos disponibles des films tournés au Liban depuis les années 40. La Cinéma-thèque française a lancé un appel à ses homologues du monde entier et l'ADEC (Association pour le dialogue entre les cultures) a fourni un soutien logistique.

Ces efforts ont abouti à la création d'un répertoire informatisé de 250 films de fiction, principalement libanais et arabes, tournés au Liban entre 1932 et 1992, ainsi que des bandes d'actualités occidentales (UCPA, Gaumont, Pathé, INA, Visnews), de spots publicitaires (1950-1975) et d'une trentaine de documentaires du Conseil national du tourisme libanais (1960-1975). La question s'est alors posée de la reconstitution d'une Cinéma-thèque libanaise, en cessation d'activité depuis 1975. Henri Langlois — entre autres — l'avait créée en 1961. Une copie neuve ou restaurée de trente films sera remise à la Cinéma-thèque libanaise lorsque la manifestation sera présentée à Beyrouth, à la fin de cette année ou au début de 1994.

Que verra-t-on à l'IMA ? D'abord quelques perles rares, françaises et arabes. *La Châtelaine du Liban*, film de Richard Pottier (1965), met en scène l'ensorcellement « orientale » de Pierre Benoit sur fond de rivalités franco-anglaises, avec Jean-Claude Pascal, Juliette Greco et Omar Charif. L'étonnant *Yamile sous les cèdres* (1939) de Charles d'Espinay, avec Denise Bosc et Charles Vanel, est la poignante et séduisante histoire d'une belle maronite, qui refuse d'épouser son cousin et se lie secrètement avec un chevaleresque musulman... Interdite au Liban dès sa sortie, cette histoire de fusion islamo-maronite risque de le demeurer, au moins sous le prétexte de sous-entendus passablement colonialistes !

Deux témoignages d'un cinéma « sérieux » libanais sont à l'affiche : avant tout le superbe *Garo* (1965) de l'Arménien Beyrouthin Gary Garabedian, le seul vrai film oéoréaliste et « noir » de la cinématographie nationale, décrivant la dérive délinquante d'un jeune homme pauvre de la banlieue arméniennne de Beyrouth. Dès 1957, Georges Nasser, dans *Vers l'inconnu*, tentait de sortir des sentiers battus en traitant de l'émigration des montagnards libanais pauvres au Brésil dans les années 30. Par son sujet, inédit dans le cinéma arabe, poignant également malgré son pathos, il faut retenir la *Religieuse* (1965), de l'Égyptien Hassan Imam, histoire d'une Libanaise chrétienne fervente (interprétée par Hind Rostom, la « bombe sexuelle » égyptienne des années 50-70) qui, après une déception sentimentale, devient la reine des nuits beyrouthines, puis entre au couvent !

En apparence plus légers sont les films des prolifiques maîtres libanais du comique, Mohamed Selmane et Reda Myassar. Du premier, *Les Aventures de Chouchou* (1966) met en scène un véritable phénomène du

comique libanais, que l'on retrouve dirigé par l'Égyptien Imam dans une satire chapelinesque, *L'Amour et l'argent* (1972). Toujours de Selmane, *Le Liban la nuit* (1962) est une comédie musicale où s'illustrent les grandes Sabah et Samira Taoufic et la superbe danseuse orientale caennaise Nagwa Fouad. De Selmane, on retiendra encore son désopilant *Une Bédouine à Paris* (1964), avec la grande chanteuse Samira Taoufic et l'excellent acteur égyptien d'origine libanaise Abdessalam Naboulsi. Dans son policier aux faibles moyens, *La Jaguar noire* (1965), il attire l'attention sur le problème de la drogue, à une époque où le Liban, de producteur et de courtier, devient consommateur. Un problème sur lequel reviendra Zafer Oglo, dans un mélodrame sirupeux, *L'Aveugle* (1968). Gravité avec *Adieu Liban* (1966) de Hikmat Labih, qui décrit l'impossibilité de la communication entre un Oriental et une Occidentale.

Tous ces films ont l'immense qualité de montrer le Beyrouth et le Liban de l'époque où ils ont été tournés. Il en est de même pour les nombreux films égyptiens présentés dans ce panorama, signés par de grands réalisateurs. Dans les années 60-70, le Liban constituait une terre de liberté pour les cinéastes caennais : le critique égyptien Samir Farid (!) a dénombré 75 films de fiction égyptiens tournés dans ce pays entre 1936 et 1980. De Henry Barakat, il faut voir *Safarbarlek* (1967), une histoire d'amour, chantée par la merveilleuse Feyrouz, qui se passe dans la montagne libanaise sous l'occupation ottomane. Barakat donne également une charmante *Fille du gardien* (1968), toujours avec Feyrouz, et *Le Grand Amour*, qui réunit une éblouissante distribution (Youssef Wahbi, Faten Hamama, Farid El Atrache, A. Naboulsi) dans un Beyrouth choisi pour la liberté de ses mœurs. Même le grand Youssef Chahine, dont certains ancêtres sont de la région, s'est laissé séduire par le Liban, au temps des rigueurs (financières) du nassisme. Son *Vendeur de bagues* (1965) est une peinture tout en chansons, avec Feyrouz, de la douceur de vivre dans la montagne libanaise.

Une large part du public libanais et arabe d'aujourd'hui ne souscrirait plus, en raison d'un rigorisme de plus en plus imposé — et accepté, — à une peinture des mœurs dans le monde arabe telles qu'elles sont dépeintes dans la plupart de ces films. Pourtant, il paraît absolument nécessaire de les voir aujourd'hui.

YVES THORAVAL

(1) Dans une étude à paraître en octobre 1993 dans l'ouvrage collectif *Beyrouth, mille et une images, polyphonie d'une ville*, éd. ADEC/IMA.

* Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Jusqu'au 11 juillet. Renseignements : 40-51-39-91.

MUSIQUE

LA RÉÉDITION DES DISQUES DE KAREL ANCERL

«QUAND Karel Ancerl vint à Terezin, il avait déjà une belle carrière derrière lui. Né à Tupy, en Bohême, le 11 avril 1908, il avait suivi les cours du lycée puis du Conservatoire de musique de Prague, où il avait reçu des distinctions dans les classes de composition et de direction d'orchestre. Dans la décade qui s'écoula entre sa sortie du Conservatoire en 1929 et l'occupation allemande, Ancerl fut l'assistant d'Hermann Scherchen à l'Opéra de Munich et dirigea l'Orchestre du Théâtre libre de Prague. De 1933 à 1938, il fut ingénieur du son et chef d'orchestre à la Radio d'État de Prague (1).»

Le camp de Terezin était installé dans une ville de garnison fortifiée, érigée à la fin du XVIII^e siècle par l'empereur Joseph II, à une soixantaine de kilomètres au nord de Prague. Elle était conçue pour abriter 7 000 personnes. Les nazis l'utilisèrent comme centre de tri. 136 000 juifs résidèrent à Terezin. Tous les corps de métiers y étaient représentés, mais de nombreux musiciens tchèques, slovaques, néerlandais et autrichiens y vécurent. 20 000 échappèrent à la mort. 116 000, dont 14 000 enfants, moururent de faim, de maladie, furent exécutés sur place ou périrent dans les chambres à gaz d'Auschwitz. Rapidement, la propagande nazie comprit le parti qu'elle pouvait tirer des compositeurs, interprètes, musiciens, écrivains, peintres réunis à Terezin. Les nazis les laissèrent organiser des concerts, des représentations d'opéras ou de pièces de théâtre, des conférences sur la culture, la philosophie, etc. Ceux qui pouvaient se produire sur scène voyaient leurs chances d'échapper à la mort démultiplier. Terezin devint une sorte de vitrine montrant à l'Europe la figure d'une ville agréable conçue pour les juifs et administrée par eux. En juin 1944, puis en mars 1945, une délégation de la Croix-Rouge fut invitée à constater leur sort enviable. Un film fut même tourné. Son titre ? *Le Führer offre une ville aux juifs*. Pour l'occasion, les maisons avaient été repeintes, les fenêtres fleuries, et un kiosque à musique installé sur une place plantée d'arbres. Dans ce film, on voit des gens guillerets applaudir à tout rompre un concert dirigé par Ancerl (2).

(1) Cette citation est extraite de *Music in Terezin 1941-1945*, de Joza Karna, éditions Pendragon, New-York. Les éditions Gallimard vont publier ce livre en octobre, dans une traduction française de George Schneider.

(2) Vingt minutes de ce film ont été retrouvées et diffusées, en 1981, dans « Apostrophes ». Bernard Pivot avait invité Patrick Cauvin. Ce dernier venait de publier un roman intitulé *Nous allions vers les beaux jours*, qui s'inspire de cet épisode particulièrement cynique du génocide juif.

DESTIN DE CHEF

Bien qu'il n'ait jamais été une star de la direction d'orchestre, Karel Ancerl est l'un des musiciens les plus aimés des mélomanes. Si sa carrière l'a conduit à la tête des plus célèbres orchestres, son association avec la Philharmonie tchèque reste l'un des plus beaux exemples de communion musicale. Son nom n'aurait pourtant dû nous parvenir que gravé dans la pierre d'un monument aux morts.

Karel Ancerl fut l'un des principaux acteurs de la vie musicale à Terezin. Pendant sa journée de travail, il aidait aux cuisines, le soir il faisait répéter l'orchestre à cordes qu'il avait créé : seize premiers violons, douze seconds, huit altos, six violoncelles et une contrebasse jouée par la seule femme de la formation, « une blonde très aguicheuse ». Karel Ancerl fut l'un des rescapés de Terezin. Mais sa femme et son fils périrent à Auschwitz. Après la guerre, il se maria, resta en Tchécoslovaquie. De 1950 à 1968, il fut le directeur musical de l'Orchestre philharmonique tchèque. Après la chute du « printemps de Prague », dont il avait été la personnalité musicale la plus remarquée (il était très versé dans la musique contemporaine), il s'exila au Canada, où il devint le patron de l'Orchestre symphonique de Toronto. C'est là que Karel Ancerl est mort, d'un cancer, le 3 juillet 1973.



Karel Ancerl dessiné au camp de Terezin par Petr Kien.

Karel Ancerl jouissait pourtant d'une réputation enviable dans le monde musical. Les musiciens reconnaissent en lui un bâtisseur d'orchestre exceptionnel (sous son règne, la Philharmonie tchèque s'était hissée sur des sommets dont elle est redescendue depuis). Les mélomanes et la critique en avaient fait l'un de leurs héros. Vingt ans après sa mort, l'astre d'Ancerl n'a pas pâli. La réédition par Supraphon de ses enregistrements de studio et l'édition par Praga de bandes de concerts captées par la radio tchèque témoignent de cet attachement indéfectible.

Ancerl est un chef qui aura compté dans ce siècle. S'il fallait le situer parmi ses pairs, il serait possible de dire : si Bruno Walter invitait ses musiciens à faire de la musi-

que de chambre, si Toscanini dirigeait avec un foinet génial en imposant avec une évidence parfois terrible le mouvement et l'architecture d'une œuvre, si Furtwängler avait passé un pacte avec on ne sait trop quelles forces invisibles et entraîné ses musiciens dans un maelstrom duquel le public ne sortait pas indemne, Ancerl (et en cela il était proche de Pierre Monteux, George Szell, Raphael Kubelik, Otto Klemperer, Karl Böhm, Erich Kleiber ou Pierre Boulez) était avant tout soucieux de rendre compréhensibles à tous les textes qu'il servait. Cette rigueur n'est pas une qualité, c'est la condition sine qua non d'une bonne exécution. Passé par où il était passé, Ancerl ne tirait aucune vanité de l'exercice de son art. Il devait au hasard d'avoir survécu. Ce musicien admirable a passé sa vie à affiner son art, jusqu'à le rendre transparent, au point qu'il n'agissait plus que comme un jeu de miroirs, débarrassant les chefs-d'œuvre des scories de la tradition. Ancerl dirigeait avec limpidité. Il serait dommage de le cantonner aux compositeurs slaves, même s'il les dirige de façon insurpassable. Il était chez lui dans tous les répertoires. À côté de *Roméo et Juliette* et d'*Alexandre Névsky* de Prokofiev, sa plus belle interprétation demeure peut-être la *Neuvième Symphonie* de Mahler (non encore rééditée, malheureusement). Nous ne connaissons pas d'interprétation dans laquelle les timbres des vents ont une telle densité minérale, dont les cordes expriment avec tant de détresse le désespoir d'un adieu au monde.

ALAIN LOMPECH

* Discographie. — Sur la vingtaine d'enregistrements d'Ancerl actuellement disponibles, on retiendra tout particulièrement chez Supraphon-BMG : *Alexandre Névsky* (11 1948-2), la *Symphonie classique* et *Roméo et Juliette* de Prokofiev (11 1949-2) ; la *Cinquième Symphonie*, les *Paraboles*, le *Mémorial à Lidice* et les *Fresques de Piero della Francesca* de Martina (11 1931-2), la *Première Symphonie* de Brahms (11 0671-2 011) et *Petroushka* de Stravinsky (11 1945-2 001). Ces disques sont, de plus, superbement enregistrés. Parmi les bandes radio éditées par Praga-Harmonia Mund, on retiendra l'album de 2 disques compacts, où Ancerl accompagne les pianistes Ivan Moravec, Wilhelm Kempff, Sviatoslav Richter, Jan Pánek et Emil Gilels dans quelques grands concertos romantiques (PR 254 000/01), la *Cinquième Symphonie* et le *Concerto pour violon* (avec Henryk Szeryng, en soliste) de Beethoven (PR 254 007) et l'album français avec *Shéhérazade* de Ravel (chanté par Suzanne Danco), le *Concerto pour deux pianos* de Poulenc et la *Première Suite de Bach* et *Ariane de Roussel* (PR 254 008). Le son de ce dernier disque est assez brumeux.

LA SÉLECTION

THEATRE

Etiam Peccata
(Même les péchés)

d'après saint Augustin
et saint Ignace de Loyola,
mise en scène de Marc Beyer,
avec Philippe Héliou, Paul Mesuret
et Marc Soriano.

Variations sur les œuvres d'Ignace de
Loyola et de saint Augustin.

Fondation Deutsch-de-La-Meurthe, 37,
bd Jordan, 14. À partir du 4 mai. Du
mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-
67-44-11. 70 F et 130 F.

Eux seuls le savent

de Jean Tardieu,
mise en scène de Gérard Rauber,
avec Anne Bonifazi, Christian Chardier,
Sylvie Melissard, Gérard Rauber et
Marika Ruffensch.

La logique de l'absurde met des couleurs
et de la musique sur les mots, y compris
les mots d'amour.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine,
14. À partir du 4 mai. Du mardi au
samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-81.
Durée : 1 h 10. De 70 F à 100 F.

Jeunes filles seules
avec peu d'expériences...

d'Enzo Mascetti,
mise en scène d'Arturo Arnone Caruso
et Andrea de Luca,
avec Arturo Arnone Caruso, Andrea de
Luca, Miljan Mitic et Francesco Tizio.

A Naples, être travesti, comme être
travesti, c'est exercer une profession
reconnue. Et voilà pourquoi deux
travestis se réinforment chez deux travestis.

Théâtre de la Mairie d'Orléans, 12, rue
du 4 mai, Du mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-
05-87-89. De 80 F à 100 F.

Mercedes

de Thomas Brasch,
mise en scène de Jean-Marc Padovani,
avec Christine Joly, Philippe Leloup et
Pascal Dugnot.

Deux adolescents sur une autoroute
regardent les Mercedes filer à toute
allure, et dans leur sillage s'efflorent
les rêves.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête,
route du Champ-de-Manœuvre, 12. À
partir du 4 mai. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures.
Tél. : 43-28-38-38. De 50 F à 110 F.

La Ronde

d'Arthur Schnitzler,
mise en scène de Bruno de Saint-Nicolas,
avec Antoine Baldassari, Dominique
Bourdin, Suzanne Dubois, Georges
Dupuis, Liliane Hussen, Geneviève
Hervier, Jean-Michel Mouriz, Françoise
Neyrolles et André Vervoren.

La ronde des dragueurs, de l'amour sans
amour, de la débauche des sens.

Théâtre du Nichelodoni, 50, rue du
Miquet, 78000 Nanterre. Le 29 avril
et le 1^{er} mai, 21 heures; le 2 mai,
18 heures (et les 6, 9, 15 et 16 mai).
Tél. : 30-41-82-77. 70 F et 90 F.

Staline

de Gaston Salvendy,
mise en scène d'Alain Mantoux,
avec Claude Evarard et Jean Benguigui.

Staline convoque un vieil acteur du
Théâtre juif de Moscou, spécialisé dans
le personnage de Lear, l'oblige à tenir le
rôle du Fou, tandis que lui s'improvise
vieux roi déchu.

Théâtre national de la Colline, 15, rue
Maitre-Brun, 20. À partir du 4 mai. Du
mardi au samedi à 21 heures. Matinée

dimanche à 18 heures. Tél. : 43-88-
43-60. De 50 F à 140 F.

Les Trois Sœurs

(en russe et en français)
d'Anton Tchekhov,
mise en scène de Nika Kossakova
et Pascal Larue,

avec Annick Augla, Irina Borissenko,
Vladimir Doukine, Jacques Gelin,
Sergueï Groussakov, Pascal Harton, Bruno
Molocco, Nathalie Orskova, Valérie
Pouroy, Pierre Baracq, Sergueï
Samouïlov, Franck Trillot, Maylla
Versailles, Christophe Virgileau et
Jean-Paul Dubois.

L'originalité annoncée de ce spectacle
est que la distribution est moitié russe,
moitié française et que chacun joue dans
sa langue.

Cartoucherie-Théâtre du Champ-de-Manœuvre,
route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le 4 mai
à 21 heures (et les 5, 6, 7, 8 et 9).
Tél. : 43-28-37-04. Durée : 2 heures.
80 F et 110 F.

Yzz-Yzz tout Shakespeare

d'après William Shakespeare,
mise en scène de Charles Degout,
avec Patrick Bockler, Amédée Châir,
François Sélavy et Alexandra von Sivers.

Trente-six pièces en vingt séquences qui
en tout durent quatre-vingt minutes.

L'essentiel de Shakespeare, parodié.
Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre,
82000 Montauban. À partir du 4 mai. Les
mardi, mercredi, vendredi et samedi à
20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche
à 17 heures. Tél. : 45-85-43-45. Durée :
1 h 20. 80 F et 100 F.

Paris

L'Avare

de Molière,
mise en scène de René Lory,
avec Régine Balard, Christophe
Chatalet, Aristide Démonico, Michel
Didym, Jacques Formier, Philippe
Guilland, Jean-François Lepetit, Claude
Monyer, Ghislain Morlet, Chantal
Musi et Muriel Racine.

Molière avec des comédiens plutôt
connus dans la dramaturgie contempo-
raine.

Théâtre de l'Est parisien, 158, av. Gar-
ibaldi, 20. Les mardi, mercredi, vendredi
à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le samedi
à 19 heures. Tél. : 43-64-30-80. 80 F et
130 F.

Le Banc

d'Hervé Lobau,
mise en scène de Tara Dupert,
avec Muriel-Hélène Reulin et Hervé
Lobau.

Le jeune couple qui danse ses câlins et
s'agresse fait le tour de Paris. Après
Hobbes et l'Européen, il passe à
gauche et se perd rien de son charme.

Lucarne Forum Centre national d'art et
d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-
Champs, 6. À partir du 28 avril. Du
mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-
44-57-34. De 58 F à 140 F.

Figaro divorce

d'Odette de Harcourt,
mise en scène de Jean-Paul Wenzel,
avec Georges Blum, Serge Vallet, Anne
Séa, Isabelle Candolier, Louis Merino,
Paul Allio, Patrick Bernard, Eric Jacquet,
Dominique Guibert, Véronique Allio,
André Sany et Pierre Allio (musicien).

Par fidélité à la comédie, Suzanne suit
le couple Alimvira en exil. Par amour,
Figaro la suit. Ils traverseront toutes les
révolutions, dans un irrésistible mouve-
ment de géant épique.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet,
4. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. :
42-74-22-77. De 65 F à 130 F.

L'Homme qui

de Peter Brook,
d'après Olivier Sachs,
avec Maurice Benichou, David Benrati,
Sodiq Kuyate, Yoshi Oida et Mahmoud
Elabadi.

Quand un neurologue observe avec ten-
dresse et humour les comportements
aberrants. Quand les comédiens s'im-
mergent dans les mystères de leur art.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Cha-
pelle, 10. Du mardi au vendredi à 20 h
30. Tél. : 45-07-34-50. De 50 F à
90 F.

John Gabriel Borkman

d'Hervé Loeb,
mise en scène de Luc Bondy,
avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Neda
Strancar, Roland Amstutz, Bernard
Wassil, Catherine Frot et Christine
Vodiez.

Michel Piccoli est Borkman, visionnaire
confiné dans ses rêves de grandeur, de
puissance, de débauche. Un géant
confiné à qui la vie et la réalité s'échap-
pent. Un très grand spectacle.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place
Paul-Claudel, 6. Du mardi au vendredi à
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 44-41-38-35. Durée : 3 heures. De
150 F à 30 F.

Lenny Bruce

de Didier Grébot,
d'après Bob Fosse,

mise en scène de Didier Grébot,
avec Lenny Bruce et une sorte de Coluche
américain. De sa vie, Bob Fosse a tiré
un film où Dustin Hoffman était magni-
fique.

Bureau-théâtre Océan, face 3, quai
Malakoff, 6. Du mardi au vendredi à
21 heures. Tél. : 40-51-54-53 (petite
Mistral). De 150 F à 30 F.

La Mégère apprivoisée

de William Shakespeare,
mise en scène de Jérôme Savary,
avec Jacques Weber, Christine Solano,
Marc Durdicourt, Fred Personne, Pablo
Amara, Eugène Barthelemy, Marco Basso,
François Baryan, André Chénou, Katy
Grand, Jacques Harlin, Philippe
Khorasani, Sandrine Kharab, Samuel Le
Bihan, Patrick Lhara, François Ozon,
Vincent Schmitz et Xavier Tison.

Jacques Weber et Jérôme Savary
s'étaient réunis une première fois et cela
avait donné *Cyrano de Bergerac*. Ce
n'était pas si mal. Ils recommencent, et
aujourd'hui Jacques Weber est chargé
d'apprivoiser Christine Solano.

Théâtre national du Châtelet, 1, place du
Trône, 19. Du mardi au vendredi à
20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à
140 F.

Mortalela

d'Alfredo Arias,
mise en scène de Fautour,
avec Haydée Alba, Didier Guédy, Marla
Marini, Adriana Pegueroles, Pilar
Rebollar, Alma Rosa, Jacinta, Marlene
Lange, Gerardo Soto, Fridelino et Andela.

La vraie Bécassine, le plus beau, en
tout cas, le plus enchanteur, c'est celui
dont Arias et ses complices nous font
rêver.

Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14.
Du mardi au vendredi à 21 heures, le
samedi à 18 heures et le 1^{er} mai. Tél. : 43-
22-77-81. De 50 F à 30 F.

Personne n'est parfait

de Joël Cote,
mise en scène de Fautour,
avec Thierry Duvy, Nathalie Kant,
Arlette Duret, Bénédicte Barthier et Joël
Cote.

Il arrive que le cinéma s'empare d'un
succès de théâtre, qu'il retourne ensuite
sur scène, dans une adaptation nouvelle.
C'est ce qui s'est passé pour cette pièce
qui avait inspiré au film *Torch Song*
l'histoire, la vie d'un travesti chanteur.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine,
14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. :
43-27-88-81. Durée : 1 h 15. De 70 F à
100 F.

Le Roi Lear

de William Shakespeare,
mise en scène de Chantal Moré,
avec Bernard Brette, Valérie
Bertrand, Monique Brin, Véronique
Dahmon, Roland Da Saur, Maurice
Dauchamps, Bernard Gelson, Marcel
Héu, Georges Lohu, Jean-Marc
Christian Mazzuchini, Gérard Moré,
Frédéric Polier, Rami Rouzier et Claire
Truche.

La vie convulsive et la mort dramatique
d'un vieux roi trahi par lui-même plus
encore que par ses filles ingrates. Une
mise en scène forte, des comédiens
pleins de vitalité. En même temps que
son beau spectacle, Chantal Moré pré-
sente deux pièces de Serge Valletti,
Mary à minuit et la *Conférence de
Brooklyn*, sur les séductions, du 28 avril au
1^{er} mai, du 6 au 8 mai.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium,
route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du
mardi au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-
55-57. 80 F et 100 F.

Sans titre

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène de Jean-Louis Hourdin,
avec Philippe Berodet, Françoise
Chavallier, Franck Colini, Anne Cuneo,
Caroline Gasser, Jean-Louis Hourdin,
Doris Itin, François Margot, Sylvie
Moussier, Marie Petralia, Bruno Ricci,
Michel Tournier et Claude Valentin.

Quei théâtre faire quand à l'extérieur
grande la haine. La question reste
actuelle, reste posée.

Maison de la culture, 1, bd Lénine,
93000 Bobigny. Du mardi au samedi à
21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. :
48-31-11-45. 85 F et
130 F.

Le Silence; Elle est là

de Nathalie Serrault,
mise en scène de Jacques Lascaris,
avec Françoise Senger, Sébastien
Daurat, Gérard Giroudon, Martine
Chevalier, Sylvie Bergé, Jean-Baptiste
Malartre, Olivier Dautrey, Françoise
Beaulieu, Christine Fersen, Roland Berdi
et Jean Dautremay.

Traité nerveux et hantée de souvenirs, la
salle lésarde, enfin, en réouverture. Le
langage est, l'humour de Nathalie Ser-
raute y sont parfaitement à l'aise.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Co-
lombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6.
Du mardi au vendredi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. : 42-22-
78-22. De 55 F à 130 F.

Le Temps turbulent

de Catherine Anne,
mise en scène de Fautour,
avec Pascale Caernarbeck, Thierry de
Carbonnières, Philippe Crubery, Damien
Dodere, Xavier de Guillebon, Fabienne
Luchetti, Anne Marano, Philippe Polet,
Claire Ruppil, Emmanuelle Terrière et en
alternance Pol Reguene et Elaz Tiro.

Quelques individus dans la foule. Quel-
ques moments de vie. Portrait d'une
époque.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-
Picasso, 92000 Nanterre. Du lundi au
samedi à 20 h 30. Tél. : 46-14-70-00.
De 100 F à 130 F.

Strasbourg

Le Misanthrope

(en hongrois avec sous-titres français)
de Molière,
mise en scène de Tamas Asker.

Molière vu par l'un des metteurs en
scène hongrois les plus furs, les plus
aigus. On se souvient de son *Platon*,
humil et bouleversant.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux,
67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30.
Tél. : 88-35-44-52. De 125 F à 85 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par
Colette Godard

DANSE

Hommage

à George Balanchine

Concerto Barocco : Tzigane : le Film
prodigieux : les Quatre Tempéraments

Vingt-quatre ballets de Balanchine sont
entrés au répertoire de l'Opéra de Paris
depuis 1947 : en choisir quelques-uns
pour célébrer le dixième anniversaire de
sa mort était ardu. Les quatre ballets,
fort variés, qui composent ce pro-
gramme sont des chefs-d'œuvre.

Opéra Garnier, les 28, 29, 30 avril, 3, 4
et 5 mai, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De
30 F à 180 F.

La danse c'est ma drogue

Par les Ballets de l'Opéra de Paris
et la Compagnie Préjocaj

Un gala donné au bénéfice de SOS Dro-
gue International, avec Isabelle Guérin
et Patrick Dupond (dans l'époustouffant
Grand Pas de Twyla Tharp), Piollet et
Guizot, d'autres solistes de l'Opéra, la
Compagnie Préjocaj dans *Noce*, et en
premier partie des élèves de l'Académie
internationale de la danse.

Palais des Congrès, le 6 mai, 20 h 30.
Tél. : 40-88-22-22. De 150 F à 300 F.

du 29 avril au 29 mai 1993
ENCORE UNE HEURE SI COURTE
par le Théâtre du Mouvement
textes musicaux de Georges APERGHIS
mise en scène Claire HEGGEN
au THEATRE DU LIERRE

27 avril - 29 mai
(LA MÉTAPHORE)
A CRÉTEIL
Trois spectacles
de Daniel Mesguich
La Seconde surprise de l'amour
de Marivaux
du 27 avril au 9 mai
et les 12, 15, 16, et 19 mai
Andromaque
de Jean Racine
du 8 au 19 mai
Boulevard du boulevard
de Gaston Portail
du 25 au 29 mai
leil 49 80 18 88

MARIGNY
SALLE POPESCO
CREBILLON / DIDEROT
"SUITE ROYALE"
ADAPTATION ET MISE EN SCÈNE FRANCIS HUSTER
DERNIÈRE LE 30 MAI
FRANCIS HUSTER
CRISTIANA REALI
JACQUES SPIESSER
EUROPE LOCATION : 42 25 20 74

Enfantillages
FESTIVAL POUR LES PETITES ET LES GRANDES PERSONNES
7 créations
Christiane Vericellimage Jeûne Grand magasin
Teatro delle Briciole Compagnie Nordley
Théâtre du chemin creux Association notoire
3/16 mai
TGP
Coccolà Gericelli

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 28 avril

Scelsi

Violon

Algebra on Fire

Qigang Chen

D'un rêve solitaire, création

Grisey

Le Temps et l'Espace

Ensemble InterContemporain

Mark Foster (direction)

Pas une note de musique contemporaine

pendant des semaines, et puis la saison

de l'InterContemporain se heurte, mer-

credi, à l'hommage que le Théâtre de la

Basille offre à Pascal Dusapin

(2 heures). Le programme éducatif du

bras académique de l'IRCAM est heureuse-

ment redoublé jeudi. On y trouve, aux

chefs d'une œuvre ancienne (1986) de

l'italien Scelsi, une création d'uo Chi-

nois de Taiwan qui, pour y avoir suivi

des stages d'informaticienne musicale, a

représenté une commande de l'Institut. Vais-

est un Argein qui joue ici avec le feu,

avec une algèbre rythmique assistée

par l'électronique. Grisey, lui, joue

comme souvent avec le temps dans une

pièce de vingt et une minutes qui est un

remake de recherches anciennes (1975).

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30 (+ le

28). Tél. : 44-78-13-15.

Bartok

La Chanson de Barbe-Bleue

Csahe Alizer (Barbe-Bleue),

En Martin (Alduin),

Orchestre national de France,

Charles Dutoit (direction),

Combes Brunswilg (mise en scène).

Stéphane de Barbe-Bleue avouons-

vous, sur scène ou sur le petit écran ?

Combien constituant un possible équi-

valent visuel au projet fantastico-sym-

bolico-mystique de Bartok et de son libret-

tiste Balazs, capable d'évoquer ce que

heures de spectacle tous les aspects,

toutes les horreurs de la solitude

humaine, de l'incommunicabilité ? Le

jeune metteur en scène, venu du théâtre,

a eu cette fois la bonne idée de s'adjoi-

indre un décorateur qui est aussi un

peintre, une jeune éclairagiste habile et

inspirée. Il a fait de la lumière, et d'elle

seule, une alliée. Eva Marton et son

compagne, admirablement hiératique,

s'illustrent de façon inespérée à ce

monde d'uo autre type, à cet univers

abstrait.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,

19 h 30 (+ le 30). Tél. : 40-28-28-40. De

70 F à 465 F.

Jeudi 29

Mémoires de Turina, Falla,

Rodrigo, Ravel, Granados

Maria Bayo (soprano),

Juan Antonio Alvarez-Pardo (piano).

Nous avons découvert Maria Bayo en

délicieuse Callisto à Bruxelles (le Monde

du 9 avril). Et voici que le Musée d'Or-

say l'avait découverte avant nous grâce,

peut-être, à un disque paru chez Claves

et qui reprend le plan de ce récit, ex-

actement.

Musée d'Orsay, 19 h 45. Tél. : 40-49-

48-27, 90 F.

Aperghis

Encore une heure et courte

jeudi 6 mai. Tél. : 48-86-55-83. Location

FNAC, Virgin, CROUX, 120 F, tarif réduit

90 F.

Roussel

Concert

Berio

Concile

Yoshida

Fantasia

Welli

Concerto pour violon

et instruments à vent

Britten

Simple Symphony

Laurant Korda (violin),

Ensemble orchestral de Paris,

Lucas Langue (direction).

Le Concerto pour violon et instruments à

vent de Kurt Weill est son œuvre instru-

mentale la plus souvent enregistrée. Ce

qui ne signifie pas que des interprètes

l'y frottaient souvent sur scène ! Pro-

gramme très apprécié, vraiment.

Auditorium Saint-Germain, 20 h 30.

Tél. : 46-33-87-03, 180 F.

Dimanche 2 mai

Beethoven

Sonata pour violoncelle

et piano op. 2

Schubert

Sonata pour organe et piano D 821

Matt Haimowitz (violin),

Bruno Canino (piano).

Matt Haimowitz a travaillé des heures

durant avec le pianiste Bruno Canino,

sur la colline de Marlboro. Le violon-

celle était alors presque un enfant ; la

plus grande marque de disques (DG) ne

l'avait pas encore inscrit dans son ca-

rier. Il jouait déjà avec une ferveur

déconcertante et juste, divinement.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.

Tél. : 48-52-50-50, 90 F.

Dimanche 3 mai

Mahler

Das Lied von der Erde

Brigitte Hamann (contralto),

Hans Peter Moschler (baryton),

Ensemble Musique oblique,

Philippe Herreweghe (direction).

Encore du Mahler... Encore le Chant de la

terre... Se méfier de ces récentes condi-

tionnées. Sous la baguette de Philippe

Herreweghe, le recueil rebâti pourrai-

ment constituer une découverte. Rappe-

lez-vous ce que chef formé au baro-

que avait fait, avec le même Ensemble,

du Requiem de Fauré (1 CD Harmonia

Mundi).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 48-52-50-50, De 40 F à 290 F.

Adams

La Toradora

Yves Courty (soprano),

David Peltre (baryton),

Edouard Bourdy (soprano),

Frédéric Chouteau (basse),

Ensemble Vocal (soprano),

Frédérique Wolf-Michaux (contralto),

Elvire Andreyev (soprano),

George Aperghis (mise en scène).

« Cinq voix de femmes venues d'horizons

différents et réunies autour d'une sixième

voix : la soprano, la contralto, la mezzo-

soprano et l'opéra » : le nouvel

Aperghis est arrivé. Aperghis et ses

reunies : tout un programme.

Théâtre des Amandiers,

20 h 30 (jusqu'au 23 mai). Tél. : 48-14-

70-00, 130 F.

Mardi 4

Verdi

Aldo

Wilhelmsson (soprano),

Maria Bayo,

Gilbert (basse),

Sylvia Brunet (Aldo),

Kristian Johansson,

Carlo Cacciari,

Maria Malagutti,

Giuseppe Giacomini (Rodolfo),



Georges Aperghis travaille avec Jean-Pierre Drouot au Théâtre des Amandiers à Nanterre. Son « Sextuor » y est créé le 3 mai prochain.

l'acoustique de Bercy aux dimensions humaines. Enrico de Mari osera-t-il pour autant les pianissimos ébérés qu'exige le style de l'ouvrage, souvent masqué.

Palais omnisports, Paris-Barcy, 20 heures. Tél. : 48-52-50-50. Location FNAC, Virgin, De 90 F à 430 F.

Jazz

Alain Brunet Quartet

Interprète de Gainsbourg, ce qui est une vraie bonne idée, trompette de talent et à tout fonctionnaire par vocations, Alain Brunet présente son disque (Gainsbourg) au quartet (Olivier Hattmann au piano, Thomas Branner, le bassiste le plus en vue de la dernière génération). D'abord au Petit-Opéra (les 28 et 29 avril), ensuite au New-Morning (le 3 avril).

Les 28 et 29, Petit-Opéra, 22 h 45. Tél. : 42-36-01-36.

Raphaël Fays Trio

Quoi de neuf Raphaël Fays ? Toujours cette idée neuve, jetée, de la guitare sur fond de rêverie manouche ? Pourquoi pas ? Le trio oblige. Quel de neuf docteur ? C'est un big band solide, miniguitare, alto, bien mené, mélangeant

fièrement les amateurs et les pros, garçonnade d'uo bonne soirée. Avant en prendre deux : le jeudi, ils sont à Radio-France, la veille (le 28 avril) au Sunset.

Les 28, Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-15.

Le Mans

Europa Jazz Festival

On ne plaisait plus. Le 29, Christian Vander (« Les voix de Magma ») succède à Claude Barthélémy en octet. Sur le papier, c'est nettement plus proche de la dynamique que du planant. Mais ce serait oublier que Barthélémy comme Vander sont des énergumènes, mal à l'aise dans le complet croisé de jazz, trop baraqués pour les débordements du rock, pas prévus au programme. Leur tulle n'existe pas en pré-a-poster. Ils sont ailleurs, poètes, inventeurs, détonateurs. On les craint. Ils se battent avec la musique. On les aime. Après quoi, les Italiens débarquent, c'est le sens et la mission de cette édition du Mans. Créoliques, irascibles, croisés avec ceux qu'on suit, Lazzaro, Bourde, Machado, Fadovani (côté transalpin : Trovesi, Colombo, Cavallanti, Schiaffini). Sommet le soir des travailleurs : Enrico Rava, « Rava l'opéra va... ». Une vie qui se confond avec les meilleurs moments musicaux de ces trente ans. Chez Enrico !

Jusqu'au 2 mai, Europa Jazz Festival du Mans, 5, rue de la Reine-Bérangère, 72000 Le Mans. Tél. : 43-24-81-78.

Rock

Calvin Russell

Conte de fée pour quinquagenaire rudement marqué par la vie : il y a trois ans, Calvin Russell ne serait pas arrivé à se faire arrêter dans sa ville natale d'Austin (Texas). Aujourd'hui, il remplit l'Olympia. Les Français aiment ce genre d'adolescence, il en fut de plus abruties.

Les 28, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49, 130 F.

Trash Corporation

Leur non-prêt à confusion. Rien d'ordinaire de ce violent dans la musique de ce groupe qui réunit des musiciens de jazz et des amoureux du funk. Longues improvisations et rigueur garanties.

Les 28, New Morning, 21 heures. Tél. : 48-23-51-41.

Ned's Atomic Dustbin

Senseless Things

Deux groupes britanniques correspondants à l'ambiance de la scène punk. Senseless Things doit encore faire ses

preuves, démontrer que les débiles ne sont pas seulement un cache-misère musical. En revanche, Ned's Atomic Dustbin s'est affirmé en trois ans comme un excellent groupe furieux et intelligent.

Palais omnisports, Paris-Barcy, 20 heures. Tél. : 48-52-50-50.

Les 28, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

Joan Ascherton

C'est un de ces Français à qui la vie a joué un mauvais tour : Johann Ascherton n'est pas né du bon côté de la Manche. Si non, il serait devenu Nick Drake peut-être, Peter Dinklage ou même, mais le groupe ne s'aventure que maintenant hors cette petite scène, familiale et chaleureuse. Comment son reggae riche en cuivres, en énergie, mais aussi en clichés, en facilités, résistera à cette épreuve, c'est ce qu'on saura bientôt.

Les 28, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Human Spirit

C'est un de ces Français à qui la vie a joué un mauvais tour : Johann Ascherton n'est pas né du bon côté de la Manche. Si non, il serait devenu Nick Drake peut-être, Peter Dinklage ou même, mais le groupe ne s'aventure que maintenant hors cette petite scène, familiale et chaleureuse. Comment son reggae riche en cuivres, en énergie, mais aussi en clichés, en facilités, résistera à cette épreuve, c'est ce qu'on saura bientôt.

Les 28, Espace Ravilly, 23 heures. Tél. : 42-63-00-92. Location Fnac, Virgin, 80 F.

Sade

Sade a renoué avec le succès commercial, mais les doutes sur sa capacité à continuer avec le public à l'extérieur, ne sont toujours pas levés. On n'est pas sûr que l'atmosphère et l'architecture du Zénith l'y aideront.

Les 3 et 4 mai, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-00-00.

Tournées

Les Wampas

Le meilleur groupe de rock français actuellement en activité arrive pour triompher à l'Olympia. Débats, grands sentiments, énergie, vérité.

Le 29 avril, Paris, l'Olympia. Le 30, Davy-gue (Corbeil), dans le cadre du Festival de Printemps. Le 4 mai, Strasbourg, la Bourne.

Roy Rogers

Guitariste ultra-virtuose, encyclopédie ambulante de blues, mais avant tout musicien (artiste, poète), Roy Rogers se produit dans toute la France, on lui en est reconnaissant.

Le 29 avril, Bordeaux, le Cricketers. Le 30, Toulouse, Centre culturel A. Mirville.

Le 1^{er} mai, Rio-Orange, la Plan. Le 3, Strasbourg, le Cheval blanc. Le 4, Lyon, le Globe. Le 5, Saint-Flour, Salle des Jacobins.

Peter Gabriel

Cet amoureux de la scène toujours à l'affût de nouvelles manières de chanter le rock en public devrait réserver d'excellentes surprises. Si non, on peut se consoler avec les premières parties, artistes du label Real World.

Le 1^{er} mai, Uvry, un stade couvert. Le 2, Caen, Hall des expositions. Le 4, Bordeaux, à la péronne.

Fabulous Trobadors

La parole occitane rencontre le Bronx et la Jamaïque.

Le 29 avril, Micon, la Cave à musique. Le 30, Determont (Suisse), Salle du Château.

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème de la Crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui-même, par un des artistes les plus sensibles et les plus nuancés de sa génération.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 28 avril au 28 juin.

Galerie Daniel Tompion, 30, rue Beaubourg, Paris 3^e. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Du 28 avril au 29 mai.

« Copier/créer », de Turner à Picasso

D'aucuns crieront au pléonasmisme, Delacroix le premier, qui pensait que le génie consistait à comprendre ce qui avait été dit et ne l'avait pas été assez. « Copier/créer » montre tout ce que Turner, Delacroix, Cézanne, mais aussi Paulin et Lipetz ont su prendre à leurs aînés accrochés au Louvre, mais aussi tout ce qu'ils ont pu, *post-mortem*, leur apporter.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Conférences lundi 5 mai à 18 heures par Michel Laffay. Fermé les 1^{er} et 30 mai. Du 30 avril au 26 juillet. 36 F.

Claudio Parmiggiani

Aniello Picciotto a eu l'excellente idée de consacrer une galerie parisienne et le Centre culturel italien de consacrer les deux prochains mois à la présentation d'une douzaine d'artistes, pas toujours connus en France, mais actifs dans la péninsule. Coup d'envoi avec Claudio Parmiggiani en attendant les autres : rive droite le 6 mai, rive gauche le 13. A suivre.

Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallifort, 50, rue de Valenciennes, Paris 7^e. Tél. : 44-39-49-39. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Du 28 avril au 28 mai.

Jean-Pierre Pincemin

En dehors d'une sélection d'œuvres des trois dernières années, on découvrirait en avant-première les travaux récents de

Pincemin dans ce petit village de l'Essonne proche de celui où il a passé son enfance. Un but agréable de promenade et une occasion de vérifier si les nouvelles tendances qui se faisaient jour dans son travail de cet hiver se confirment au printemps.

Espace Jean-Montarou, parc des Céléstins, Marcoussis, 91480. Tél. : 69-01-01-57. Tous les jours de 17 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 11 heures à 20 heures. Du 30 avril au 9 mai.

Paris

Aménophis III

Pacifique, et par là moins connu que d'autres pharaons plus belliqueux, Aménophis III aima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition splendide s'annonce par un catalogue remarquable rendant hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne, Paris 8^e. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.

Tadao Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présenté en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue dans sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'architecture.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Cci, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Lewis Baltz

Parfaitement mise en scène par l'équipe de Jean Nouvel, cette rétrospective permet de découvrir un des plus grands photographes d'aujourd'hui. Lewis Baltz, un Californien de quarante-huit ans, travaille dans le style documentaire tout en rompant radicalement avec tous les codes du paysage. Ses photos banales et dépourvues, en marge des villes, dessinent un inquiétant portrait du monde post-industriel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, rue de New-York, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai. 35 F.

Dominique Gauthier

Si Dominique Gauthier semble être un homme discret, il a la peinture vêtue, mais aussi cultivée, mûrissante pour tout dire. Lorsqu'il a le content de son plateau, c'est superbe, et l'exposition recèle deux ou trois tableaux magnifiques ; lorsqu'il lui cherche les béquilles d'une logorrhée, l'œuvre ne parvient quand même pas à s'installer. De 1967 à aujourd'hui, un parcours exemplaire et prometteur.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-08. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai. Également au Musée Boscquet de Meaux jusqu'au 24 mai. Tél. : 64-34-84-45.

Eva Hesse, Thierry Kuntzel

Après Valence, Paris présente les œuvres d'Eva Hesse, une élève de Joseph Albers décédée il y a maintenant vingt-trois ans. Elle pleure la période du minimalisme triomphant, les sculptures de corde et de textile de Hesse tranchaient par leur aspect organique, mais avaient joué de l'intérêt américain pour l'« *all-over* » et l'expansion des formes. Ses dernières œuvres montrent une singulière attention au processus d'élaboration des formes, qui fera ensuite école. A voir également au même endroit les vidéos fragiles et lumineuses de Thierry Kuntzel, éblouissantes.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 20 juin. 36 F.

Le siècle de Titien

Cent cinquante tableaux par ceux qui, de Bellini au Tintoret en passant par Giorgione, Veronese et Titien, influencent la peinture dans le sens de la couleur : le XVI^e siècle, âge d'or de la peinture vénitienne déploie ses forces au Grand Palais.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne, Paris 8^e. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin. 48 F. In. 31 F.

Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de boue d'Old Man River, au sol des alignements d'ardoises de Cornouailles, et dans la tête du spectateur des furieuses envies de promenade. Du grand art né d'une merveilleuse simplicité.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, vendredi



Exposition Raoul Dufy à Honfleur : Cape-manteau de Poiret, dessins de Dufy, 1926.

commentée chaque jeudi à 16 heures. Jusqu'au 29 mai. 36 F.

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colorée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en 130 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bousculade prévisible.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, vendredi jusqu'à 22 h 30, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. On il est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la civilisation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, entrée quel Anatole France, pl. Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 23 mai. 35 F. Billet journée musée-exposition : 50 F.

Moïsaïan

Les lecteurs du *Carnet* enchaîné connaissent le couple infernal Moïsaïan de Gaulle, devenu légendaire. Moïsaïan fut aussi merveilleusement féroce avec ses successeurs, et un moderne et monumental miniaturiste des petits ou grands événements de l'histoire mondiale. Par-delà le caricaturiste, les planches originales révèlent un amoureux du trait, auquel Yves Andouard a su rendre hommage par un beau : « Moïsaïan, il faut le voir pour le croire. » Pour les dessinateurs, c'est aussi vrai.

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 48-56-80-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai. 25 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le Musée de Pointoise rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Tervet-Delacour, 4, rue Lemoine, Pointoise, 95300. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Picasso : Toros y Toreros

Il y avait, des son plus jeune âge, du mixtère en lui. Excellente idée donc que de rassembler les œuvres majeures exécutées sur le thème de la tauromachie, depuis les dessins d'enfant - mais Picasso fut-il jamais enfant ? - jusqu'aux derniers *Maîtres* des années 70. Une exposition nullement réservée aux seuls « aficionados ».

Musée Picasso, hôtel Solé, 6, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adult. sur réserv.) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F. 24 F. dim.

Galleries

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains de ces trente dernières années, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des montotypes et des photographies. Une occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelloye, Paris 3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

Cornell

Au moment où s'ouvre à Liège une grande rétrospective consacrée au groupe Cobra, voici à Paris une exposition des travaux récents de Cornell, qui délaie les matériaux habituels du peintre pour leur préférer les bois polychromes découpés. A son côté, une exposition des travaux de l'artiste américain, qui se trace sa route avec la même jubilation.

Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. Tél. : 49-28-03-06. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.

De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Clair, huit artistes contemporains dansent leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-métaphysique, une exposition très « fin de siècle », cultivée et un brin décadente, qui ne laissera personne indifférent.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Julio Gonzalez

Plus de 200 dessins inédits de Julio Gonzalez, échelonnés de 1917 à 1941. Paysages, figures, projets pour des sculptures, réunis sur les murs et dans les vitrines de la galerie, et reportés dans un joli petit ouvrage qui vient compléter les 9 volumes du catalogue raisonné. Là où l'on pouvait craindre le fonds d'atelier, on découvre au contraire quelques moments de bonheur absolu.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignon, Paris 8^e. Tél. : 42-99-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrière, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.

Pascal Kern

Pascal Kern présente ses nouvelles sculptures à avec des diptyques et triptyques réalisés, à la suite de Scharoun, à partir de « boîtes à noyaux » : des matrices en bois utilisées pour créer des vides à l'intérieur des pièces industrielles ou des sculptures. Ce photographe plasticien poursuit ainsi une des plus belles réflexions sur la matière et le volume, la noblesse de l'objet utilitaire et sa fonction artistique.

Galerie Zabrizki, 37, rue Oulencampois, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche : lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 mai.

Konrad Klapheck, Jan Voss

Dans une vingtaine de peintures récentes, parfois de grand format, l'allemand Konrad Klapheck continue d'explorer la limite de ses drôles de machines à conduire ou à écrire, de ses caillots ou de chaussures qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des nœuds aujourd'hui à sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa hantise.

Galerie Laloup, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi du 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 7 mai.

Ivan Messac

Le Messac nouveau est arrivé. Tout part d'un relief de carton, moulé en forme de poire qui affecte petit à petit, à travers les dessins à la sanguine ou les sculptures allongées par la scie circulaire dans du marbre de Carrare, le profil d'un visage sans cesse répété. Synthèse magistrale entre sculpture et dessin, les très modestes cartons découpés et peints sont réellement impressionnants.

Galerie 15, 15, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.

9^e Bourse d'art monumental d'Ivry

Six artistes retenus sur près de 500 dossiers repus, les sélectionneurs de la Bourse d'art monumental d'Ivry n'ont pas eu la tâche facile. Le choix cette année est ironique parfois, comme chez Erik Jan Deykman, plus technicien mais tout aussi lucide chez Gerson Leppé, d'une merveilleuse fragilité chez Francisco Ruiz de Infante, Eric Colpaert, Luc Deleu et Danielle Vallet. Kleiner se tirent également à merveille du difficile exercice de l'installation dans une exposition collective.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-60-25-08. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.

Saint-Herblain

Bertrand Dorny

Une association angevine effective depuis plusieurs années un remarquable travail de fond sur quelques artistes pas toujours à leur juste place : Dorny est de ceux là, plus apprécié de ses pairs que du grand public, et « Présence de l'art contemporain » lui a permis une exposition itinérante, qui démarre ces jours-ci pour un long tour de France. On éprouve une tendresse particulière pour ses assemblages de bois flottés, mais les 65 œuvres de l'exposition devraient montrer toutes les facettes du travail de ce grand monsieur.

Hôtel de ville, 44800. Tél. : 40-38-10-00. Tous les jours de 9 heures à 18 heures, samedi de 9 heures à 12 heures. En septembre à la Médiathèque de Sète, en novembre au Musée de Chauroux, en décembre au NT d'Angers. Jusqu'au 8 mai.

Marseille

D'un art à l'autre

Bernard Blizène a l'habitude d'un usage de poètes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les

autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois. Ils ont bouleversé les genres, ils, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-55-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Montbéliard

John Franklin Koenig

Deuxième étape de la rétrospective itinérante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Confrontation avec Jean-Robert Armand de la revue *Cinéma*, Koenig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis les années 30, et son œuvre témoigne de la richesse d'une époque où l'art savait encore avoir l'éclat de la nouveauté.

Centre d'art contemporain, château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 91-99-22-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mouans-Sartoux

L'esprit Dada, hommage à Marcelle Cahn

L'espace de l'art concret rend hommage à Marcelle Cahn avec une trentaine d'œuvres, et aux artistes constructivistes ou pas, qui ont su intégrer comme elle « l'esprit Dada ». De Jean Arp à Robert Watts en passant par Arman, Ben, Merz, Ben, Venet et bien d'autres, une exposition qui remet l'imagination au pouvoir.

Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 23 mai.

Nice

Eugène Leroy

Aux âmes bien nées, la valeur attend parfois le nombre des années : à part les néo-expressionnistes allemands, Baschitz en tête, qui collectionnent ses œuvres depuis les années 70, rares sont ceux qui avaient il y a dix ans entendu prononcer le nom d'Eugène Leroy, plus rare encore ceux qui connaissent sa peinture. Aujourd'hui, on adule cet excellent peintre né en 1910, et le musée de Nice montre une rétrospective (depuis 1945) d'un des derniers hommes tranquilles.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Nocturne, vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin.

Saint-Herblain

Bertrand Dorny

Une association angevine effective depuis plusieurs années un remarquable travail de fond sur quelques artistes pas toujours à leur juste place : Dorny est de ceux là, plus apprécié de ses pairs que du grand public, et « Présence de l'art contemporain » lui a permis une exposition itinérante, qui démarre ces jours-ci pour un long tour de France. On éprouve une tendresse particulière pour ses assemblages de bois flottés, mais les 65 œuvres de l'exposition devraient montrer toutes les facettes du travail de ce grand monsieur.

PHOTO

UNE EXPOSITION ET DEUX LIVRES CONSACRÉS A SEBASTIAO SALGADO

LA SUEUR
ET L'ODEUR
DU SANG

Le photographe brésilien Sebastião Salgado présente à Paris son œuvre-fleuve sur l'homme au travail. Depuis la cueillette du thé au Rwanda jusqu'aux casseurs de bateaux au Bangladesh, un des plus importants photojournalistes d'aujourd'hui a fixé sur pellicule des activités manuelles qu'il juge menacées. Une exposition au Palais de Tokyo à Paris et deux livres complémentaires présentent cet humaniste passionné.

Ci-contre :
« Extinction des puits
de pétrole en feu », Koweït, 1991.
Ci-dessous :
« Cueillette du thé »,
Rwanda, 1991.



SEBASTIAO SALGADO/MAGNUM

Auteur
et photojournaliste

SEBASTIAO SALGADO rappelle à sa façon que les grands photojournalistes ont toujours été des grands communicateurs. Rapidement reconnu après ses reportages sur la famine au Sahel (1984), le photographe a convaincu une dizaine de sponsors de l'accompagner dans sa nouvelle aventure. Kidek fut le premier séduire et a investi un million de dollars sur le projet (touché par la récession, la multinationale américaine a recentré son mécénat culturel sur deux signatures : Richard Avedon et Sebastião Salgado).

De nombreux journaux dont les plus prestigieux (*Life*, *Starn*, *The New York Times*, *Sunday Times Magazine*, *El País*) ont publié chacun des reportages réalisés au cours de ces six années : « Ces milliers de photos publiées, dont deux cents pour le seul *El País*, m'ont permis de repartir chaque fois sur de nouveaux sujets. » Ils lui ont par exemple permis d'attendre vingt-deux jours en Sicile pour la pêche traditionnelle de la *matanza*. En France, « La main de l'homme » a été achetée plusieurs centaines de milliers de francs par *Paris-Match* et *Libération*, mais, curieusement, n'a jamais été publiée.

Le livre qui accompagne l'exposition est épais, lourd, soigné, extraordinairement bien imprimé : 40 000 tirages de lecture, 4 000 formats 24 x 36 ont été nécessaires pour un choix final de 400 photos. Le livre a été imprimé chez Jean Genoud, en Suisse, le meilleur du genre, chacune des planches étant scrupuleusement contrôlée

par Laila Salgado, la femme du photographe. 30 000 exemplaires ont été mis en vente dans six pays (quand un livre photo se tire en moyenne à 2 000 exemplaires) et l'exposition va tourner dans plusieurs grands musées américains, au Japon, à Taiwan, en Espagne, au Brésil, en Suisse et en France.

Sebastião Salgado n'a jamais fait les choses à moitié. Ancien reporter à Sygma et Gamma, membre de l'agence Magnum depuis 1984, il contrôle tous les tirages qui sortent du vaste appartement-atelier qu'il occupe derrière l'église Saint-Ambroise, dans le 11^e arrondissement de Paris. Il a deux assistantes, et sa femme, d'un caractère bien trempé, joue un rôle déterminant dans le phénomène Salgado. Car il s'agit bien d'un phénomène. Quand la profession annonce la mort d'un photojournalisme d'auteur, la fin des reportages de fond, en noir et blanc, sur des sujets peu spectaculaires, réalisés sur plusieurs mois voire plusieurs années, il se trouve toujours quelqu'un pour rappeler : « Oui, mais il y a Salgado ». Salgado, caution culturelle ? Certainement, tant il a ouvert les portes d'un photojournalisme qu'on croyait à jamais perdu.

Salgado est partout. La presse bien sûr, mais aussi le livre, la commande institutionnelle et l'exposition. Ce bouillonnement agace le milieu du marché de l'art (photographique) où il joue les trouble-fêtes. Il est un des photographes qui vendent le plus de photos au monde, notamment aux États-Unis.

M. G.

S'il existe un photographe de la démesure, Sebastião Salgado est celui-là. Pendant huit ans, ce Brésilien de Paris a sillonné le monde, ramenant des centaines de milliers de photos, construisant son grand projet, celui dont on dit qu'il embrasse toute une vie mais que ce quadragénaire bouillonnant vient de ficeler pour passer librement à autre chose. Un projet fou donc : photographier aux quatre coins de la planète les derniers travailleurs qui produisent de leurs mains une richesse. D'où le titre français de l'ouvrage important qui accompagne l'exposition du Palais de Tokyo : *la Main de l'homme*, auquel nous préférons le titre de l'édition anglaise, *Workers*, qui sonne mieux et juste.

Déméure de l'homme, Salgado est intarissable quand il parle football et course automobile ou quand il veut convaincre son auditoire, d'une voix chaude, que la politique américaine en Amérique latine est catastrophique. Déméure du projet photographique, quand on passe en revue la trentaine de reportages qui forment « La main de l'homme » : chercheurs d'or au Brésil, casseurs de bateaux au Bangladesh, sidérurgistes et cheminots en France, porteurs de soufre à Java, mineurs de charbon en Inde, pêcheurs traditionnels en Sicile, récolte du cacao au Brésil, cueillette du thé au Rwanda, abattoirs aux États-Unis, pétrole en ex-URSS, chantiers navals en Pologne, etc. Il n'y a que Salgado pour dénicher, au cœur de la mine de Serra-Pelada, un chercheur d'or homosexuel et syndicaliste qui rêve de trouver le métal rare pour aller à Paris se faire implanter des seins. Il n'y a qu'un Salgado pour suivre l'incroyable marche de 54 kilomètres des porteurs de soufre : 75 kilos sur le dos, un chiffon sur le visage et dans la bouche pour se protéger, un salaire de 1,20 dollar par jour.

Pour comprendre « La main de l'homme », il faut se pencher sur le parcours du photographe. « Ce sujet, c'est ma thèse », dit ce Brésilien, né en 1944, économiste de formation, ancien fonctionnaire de l'Organisation internationale du café et tiers-mondiste passionné. Sebastião Salgado a constaté la fracture de plus en plus grande entre pays pauvres et pays riches, la faillite des États du Sud à cause de la dégradation du cours des matières premières et la mutation des sociétés, notamment la domination écrasante du secteur des services sur celui de la production.

Or c'est la production qui passionne Salgado. A force de bourlinguer, de discuter, de lire – *Tout ce qui est solide disparaît dans l'air*, de Marshall Berman, l'a beaucoup marqué – il a mûri son projet : « J'ai voulu rendre hommage à tous ceux qui produisent de leur main et que l'on a tendance à oublier. Cette forme de travail manuel est en train de disparaître. J'aurais pu montrer les machines, les produits ou les dirigeants. J'ai choisi les travailleurs. Ça vient de mon militantisme de gauche, de mon passé ou Brésil ».

Deux exemples : il y avait, en 1948, trente groupes de pêcheurs en Sicile qui pratiquaient la *matanza*, une pêche traditionnelle. Il en reste deux. Une autre forme de pêche, plus proche de la cueillette – Salgado appelle les ouvrières « les maïssonneuses de la mer » – est menacée en Galice (Espagne). A cause de la pollution, mais surtout de l'industrie du surgelé qui vient concurrencer la conserve. « On ne pêche plus pour la Galice, on pêche pour le monde », écrit Sebastião Salgado, dont les images sont aussi une réflexion sur la chaîne économique verticale, du producteur au consommateur. Dans son incroyable reportage sur les abattoirs près de Chicago – « Tous les matins, je vomissais tant l'odeur était insupportable », il montre comment le cochon finit en conserve de saucisse en un tour de main. Mieux que dans *Tintin en Amérique*, de Hergé. « Le producteur ne consomme jamais le fruit de son travail. La chair blanche des thons siciliens part tout entière pour le Japon. Ne restent en Italie que la tête, les viscères, la queue et l'odeur du sang ».



SEBASTIAO SALGADO/MAGNUM

Il n'y a que Salgado pour réussir à vous faire culpabiliser quand vous mangez un yaourt. A chaque cuillerée, il vous explique d'où vient le fruit, comment il a été cueilli, l'évolution du salaire de l'ouvrier, le conditionnement du pot, la pollution qu'il occasionne. « Tout est si abstrait que le consommateur croit qu'il a été fabriqué dans la remise du supermarché » Salgado sait désormais comment on fabrique un vélo ou une voiture, comment on éteint un puits de pétrole en feu (Koweït), comment on construit en Inde un des plus gros barrages au monde. Il n'a pas son pareil pour raconter la naissance, la vie, la mort et le recyclage d'un cargo. Il est même devenu un spécialiste du cacao. Comment ces arbres ont-ils besoin de « d'autres gros arbres fruitiers pour leur fournir l'ombre, l'humidité nécessaire et pour alimenter les

hommes et femmes du cacao, tant leur salaire est misérable ».

Saisir le monde qui bouge signifie le penser dans sa globalité : « Rien n'est plus proche d'un cueilleur de tabac cubain qu'un cueilleur de tabac brésilien. Deux ouvriers sidérurgistes, français et ukrainiens, se ressemblent comme deux gouttes d'eau ». Est-ce un travail documentaire ? « Oui », répond Salgado qui renoue avec une façon fort classique de raconter une histoire en images : son livre est rythmé par des pages en « triptyque » qui se déroulent comme un dépliant sur lesquelles une multitude de petites images forment un récit. Ses images fourmillent de détails comme le fond des paniers qui est fourré de coton pour protéger les fragiles feuilles de tabac. Elles nous disent beaucoup sur le thon pris en piège dans la « chambre de la mort ». Salgado fait découvrir « l'homme-rai », chargé de « flatter » les fuites de gaz sous les chaudières. Il montre qu'il y a encore des activités sales : les images sont pleines d'huile, de boue, de suie, de pétrole. Et quelle différence dans les vêtements des ouvriers français et anglais qui creusent le tunnel sous la Manche : « Le Français est toujours impeccable, fier de sa tâche ; l'Anglais est débraillé, conscient que c'est un peu de son identité qu'il contribue à détruire ».

Mais la raison de l'énorme succès de Salgado – bien plus fort aux États-Unis qu'en France – est ailleurs. Dans la beauté de son travail. Que signifie cette beauté ? Bien plus qu'un simple document bourré d'informations, les images sont une réhabilitation de l'esthétique

des années 50 dans le reportage avec un classicisme (académisme, diraient certains), qui n'est plus vraiment au goût du jour : compositions élégantes et dynamiques, atmosphères graves sans humour aucun ni anecdotes, portraits frontaux, noirs et blancs picturaux, voire lyriques, tirages magnifiés. L'ensemble est plus proche de Goya que de Cartier-Bresson.

On retrouve *grasso moda* trois influences chez Salgado : « The Family of Man » pour le discours universel, Eugene Smith pour la foi en l'homme, Werner Bischof pour ses cadrages. « The Family of Man » est le titre d'une exposition-fleuve, mythique, organisée en 1955 au Musée d'art moderne (MoMA) de New-York et dont l'objectif – fort ambitieux – était de présenter un portrait de l'espèce humaine en cinq cents clichés. Il se dégageait de cette exposition la volonté de montrer que l'homme – dans ses gestes et ses sentiments – est le même partout. Salgado a été impressionné par cette exposition. Il le sera encore plus par Eugene Smith, dont il a gardé la même foi en l'homme, la même pugnacité, une volonté de bouger l'ordre établi par la photographie. Salgado a enfin beaucoup regardé les photos de Werner Bischof (un ancien de Magnum, mort dans un accident au Pérou en 1954), dont il apprécie les cadrages fins et élaborés sur des sujets sociaux.

La beauté vient aussi de la force symbolique qui se dégage des images bien plus que de leur aspect documentaire : images idéales pour se faire une idée de la souffrance, de la dignité, de la dureté du travail. Des images quasi religieuses pour certaines. Le photographe lui-même fait preuve d'une conviction dans son travail qui frise le sacerdoce, voire la mission divine. Il y a du mysticisme en Salgado : « La fabrication de l'acier demeure pour moi une activité religieuse. Une usine sidérurgique est une cathédrale du feu où le travailleur revêt le costume de son office. » Et l'on ne compte plus dans ses images les attitudes religieuses, les « saints », « martyrs » et autres figures de l'iconographie judéo-chrétienne, béatifiés par la lumière.

A-t-on le droit de faire de belles images sur la douleur ? Ingrid Sischi a posé la question dans le magazine américain *The New Yorker*, en septembre 1991. Sa réponse, sous le titre « Bonnes intentions », est sévère pour Salgado : « Esthétiser la tragédie est la façon la plus rapide d'anesthésier les sentiments de ceux qui en sont témoins. La beauté appelle l'admiration, pas l'action. » Ingrid Sischi oublie une chose : l'importance de l'imaginaire sud-américain qui façonne le photographe. Salgado n'a aucune intention de changer le monde, mais veut juste rappeler qu'il existe.

MICHEL GUERRIN

* « La main de l'homme », de Sebastião Salgado. Exposition au Centre national de la photographie (CNP), Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016, Paris. Du 30 avril au 29 juin. Livre aux éditions La Martinière (coll. « Terre humaine »/Pion), 346 photos, 424 pages, 395 F. Le 55^e volume de la collection « Photo poche » du CNP est consacré à Sebastião Salgado. Préface de Jorge Amado, texte de Christian Caumont, 50 F.